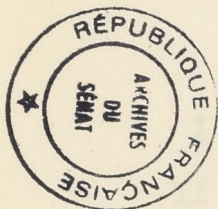


CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL



COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CAYROU, Président d'âge

Séance du vendredi 8 juillet 1955

La séance est ouverte à 9 heures 45

Présents : MM. Jean BERTAUD, BORDENEUVE, Mme Marie-Hélène CARDOT,
MM. Frédéric CAYROU, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER,
DELALANDE, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS, Yves ESTEVE,
Jean LACAZE, Ralijaona LAINGO, LAMOUSSE, LE GROS,
de MAUPEOU, Georges MAURICE, Claude MONT, Georges
PORTMANN, PRIMET, Paul ROBERT, SYMPHOR.

Suppléants: MM. PAUZET, SENE, VARLOT.

Absents : MM. CANIVEZ, Ouezzin COULIBALY, Mme Yvonne DUMONT,
MM. LELANT, Gaston MANENT, MONICHON, SOUTHON,
THIBON, ZAFIMAHOVA.

ORDRE DU JOUR

- I - Constitution de la Commission.
- II - Nomination de 3 membres de la Commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, 3 membres suppléants).

-:-

COMPTE RENDU

M. CAYROU, PRESIDENT.- Nous devons procéder à la constitution de notre Bureau, tout d'abord élire un Président.

M. Georges MAURICE.- Je vous propose de reconduire M. Bordeneuve.

M. Bordeneuve est réélu par acclamations.

M. LE PRESIDENT.- Il y a lieu de désigner deux vice-présidents et deux secrétaires, deux d'entre eux, MM. Morel et Poisson, n'ayant pas été réélus lors des dernières élections sénatoriales.

M. Jean BERTAUD.- Je propose de remplacer chacun d'eux par un membre de son groupe.

En conséquence, sont élus par acclamations :

Vice-Présidents : MM. Monichon,
Canivez

Secrétaires : M. Lelant,
Mme Cardot.

Présidence de M. Jacques BORDENEUVE, PRESIDENT

M. LE PRESIDENT.- Je remercie M. Cayrou du déplacement qu'il a effectué malgré son âge pour venir présider notre première réunion, après le renouvellement partiel du Sénat. Je lui exprime mes vœux de santé afin qu'il puisse être parmi nous le plus souvent possible.

.../...

Mes regrets vont vers ceux de nos collègues qui n'ont pas été réélus et je vous propose de leur envoyer un mot d'amitié.

*

* *

L'ordre du jour appelle la désignation de trois membres titulaires et trois membres suppléants pour la Commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique.

Sont désignés :

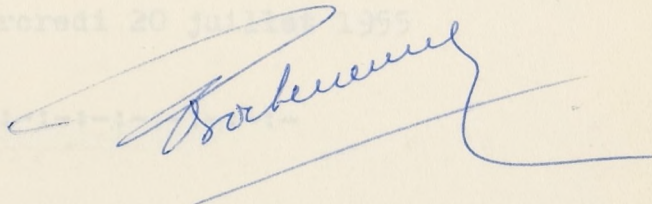
MM. de Maupeou, Bertaud, Symphor, membres titulaires;

MM. Robert, Descomps, Estève, membres suppléants.

La séance est levée à 10 heures 5.

Le Président,

Séance du mercredi 20 juillet 1955



La séance est ouverte à 10 heures 35

Présents : MM. Jean BERTAUD, BORDIGNON, CANIVET, Paul CHEVALLIER, Paul-Emile DESCOMPS, LAINGE, LAMOUSSE, LE GROS, Georges MAURICE, MONICHEL, Paul ROBERT, THIRON.

Excusés : Mlle CARDOT, MM. CAYROU, DELRINS, LACAZE, SYMPHOR.

Absents : MM. CHAPLAIN, COULIBALY, DELALANDE, Mlle DUHONT Yvonne, MM. ESTÈVE, LELANT, Gaston MARLET, de MAUPEOU, MONT, PORTMANN, PRINET, SOUTHERN, ZAFIRANOVA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Ordre du jour

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

-:-:-:-:-

Présidence de M. BORDENEUVE, Président

-:-:-:-:-

Séance du mercredi 20 juillet 1955

-:-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 35

-:-:-:-:-

Présents : MM. Jean BERTAUD, BORDENEUVE, CANIVEZ, Paul CHEVALLIER,
Paul-Emile DESCOMPS, LAINGO, LAMOUSSE, LE GROS,
Georges MAURICE, MONICHON, Paul ROBERT, THIBON.

Excusés : Mme CARDOT, MM. CAYROU, DELRIEU, LACAZE, SYMPHOR.

Absents : MM. CHAPALAIN, COULIBALY, DELALANDE, Mme DUMONT Yvonne,
MM. ESTEVE, LELANT, Gaston MANENT, de MAUPEOU,
MONT, PORTMANN, PRIMET, SOUTHON, ZAFIMAHOVA.

E.N. 20.7.55.

- 2 -

Ordre du Jour

I - Désignation de rapporteurs pour :

- a) la proposition de loi (n° 251, année 1955) tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances.
- b) la proposition de loi (n° 309, année 1955) tendant à préserver les richesses préhistoriques du sous-sol français.
- c) le projet de loi (n° 304, année 1955), portant remise au Musée National de Tokio, à titre d'échanges, d'objets de fouilles appartenant au Musée Guimet.

II - Questions diverses.

-*-

Compte-rendi.

M. LE PRESIDENT.- Je souhaite la bienvenue à M. Thibon qui vient pour la première fois à notre Commission.

L'ordre du jour appelle la désignation de rapporteurs pour deux propositions et un projet de loi qui ont été déposés sur le bureau du Conseil de la République.

Il appartient donc à notre Commission de les étudier en première lecture.

Je vais vous donner lecture de la proposition de loi (n° 251, année 1955) tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances.

M. CANIVEZ est désigné.

o°o

/...

- 3 -

M. LE PRESIDENT.- Voici la proposition de loi (n° 309, année 1955) tendant à préserver les richesses préhistoriques du sous-sol français.

Il semble qu'il y ait contradiction entre l'article premier et l'article 2 et qu'il s'agit de textes assez généraux qui appellent quelques observations de notre part.

M. LAMOUSSE est désigné comme rapporteur.

M. CHEVALLIER.- Je pense qu'il serait bon de poser une question au Ministre de l'Education Nationale sur les dispositions qu'il compte prendre pour effectuer la rentrée scolaire de 1955 dans les écoles, lycées et collèges.

M. LE PRESIDENT.- Il reste à nommer un rapporteur pour le projet de loi (n° 304, année 1955) portant remise au Musée National de Tokio, à titre d'échanges, d'objets de fouilles appartenant au Musée Guimet.

M. BERTAUD est désigné.

Nous pourrions instaurer un débat sur les maîtres d'enseignement du premier et du second degré. Cette question orale avec débat posée dès le début pourrait venir à la rentrée d'octobre.

M. LE PRESIDENT.- Nous n'avons pas encore reçu de textes votés par l'Assemblée Nationale, mais nous aurons à examiner, en seconde lecture, la proposition de loi sur la Caisse Nationale des Lettres.

Il faudra également envisager de se saisir pour avis du projet de loi sur l'enseignement agricole. A l'Assemblée Nationale, la Commission de l'Education Nationale, par 22 voix contre 22, a décidé de ne pas le prendre pour avis.

M. LAMOUSSE.- Je voudrais vous résumer les diverses positions prises à l'égard de la Caisse des Lettres.

Nous avons pris pour base de discussion, à notre Commission, le texte voté par l'Assemblée Nationale, afin d'aboutir le plus rapidement possible à un accord. L'Assemblée Nationale est revenue sur sa décision primitive et a voté un texte qui représente une dérobade du Parlement devant ses responsabilités.

Elle préconise trois modes de financement :

1°) une subvention, que le Gouvernement, pratiquement, refuse;

/...

2°) un versement de cotisations de sécurité sociale, dont le taux et le mode de recouvrement ne sont pas définis;

3°) une prolongation de la propriété littéraire qui n'est pas déterminée.

Le Gouvernement ne fera rien et la Caisse des Lettres restera dans l'impasse.

M. CHEVALLIER.- Je pense qu'il serait bon de poser une question au Ministre de l'Education Nationale sur les dispositions qu'il compte prendre pour effectuer la rentrée scolaire de 1955 dans les écoles, lycées et collèges.

M. LE PRESIDENT.- Il se pose, dans ce pays, le problème des bâtiments scolaires et de l'enseignement. Notre Commission se préoccupe d'ailleurs chaque fois de cette question. Il faut construire des locaux. Il faut un nombre supérieur de maîtres. Il se pose, aussi, maintenant, le problème du secondaire auquel afflue toute la population primaire.

Nous pourrions instaurer un débat sur les maîtres d'enseignement du premier et du second degré. Cette question orale avec débat posée dès maintenant pourrait venir à la rentrée d'octobre.

M. CHEVALLIER.- Nous pourrions écrire d'abord au Ministre pour manifester notre inquiétude à ce sujet.

M. MONICHON.- Les difficultés viennent de l'insuffisance des crédits qui sont alloués à l'Education Nationale.

M. LE PRESIDENT.- Le budget vit sur une perpétuelle équivoque. Les avances faites au cours d'une année s'imputent sur le budget de l'année suivante.

Il est décidé d'écrire au Ministre de l'Education Nationale et de lui poser une question orale avec débat.

o°o

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu du Comité d'action parlementaire du Monde Bilingue une motion relative à la politique linguistique et culturelle. Je vais adresser une copie de cette motion à chacun d'entre vous.

o°o

/...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 5 -

M. LE PRÉSIDENT.- J'ai reçu également de Mlle Mireille Dumont une réponse à la lettre envoyée en notre nom aux anciens commissaires qui n'ont pas été réélus.

La séance est levée à 11 heures 20.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE

Le Président,

Présidence de M. BORDENEUVE, Président

Séance du mardi 2 août 1955

La séance est ouverte à 11 h. 10

Présents : MM. Jean BERTAUD, BORDENEUVE, de MAUPÉOU, Georges MAURICE, THIBON.

Excusés : MM. CATROU, DELBIEU, LACAZE, LANOUSSE.

Secrétaire : M. PAUZAT.

Absents : M. CANIVET, Mme CARDOT, MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, COUILLAUD, DELALANDE, Paul-Emile ESCOMPS, Mme DUMONT, MM. ESNEVE, LE GROS, LÉLANT, NARENT, NIKICHEN, MONT, PORTMANN, PRINET, ROBERT, SOUTCHON, SYMPHOR, ZAPIMANOVA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Ordre du Jour

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. BORDENEUVE, Président

Séance-réunion

Séance du mardi 2 août 1955

La séance est ouverte à 11 h.10

Présents : MM. Jean BERTAUD, BORDENEUVE, de MAUPEOU, Georges MAURICE, THIBON.

Excusés : MM. CAYROU, DELRIEU, LACAZE, LAMOUSSE.

Suppléant: M. PAUZET.

Absents : M. CANIVEZ, Mme CARDOT, MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, COULIBALY, DELALANDE, Paul-Emile DESCOMPS, Mme DUMONT, MM. ESTEVE, LE GROS, LELANT, MANENT, MONICHON, MONT, PORTMANN, PRIMET, ROBERT, SOUTHON, SYMPHOR, ZAFIMANOVA.

---*---*---

/...

- 2 -

Ordre du Jour

I - Désignation d'un rapporteur et examen du projet de loi (n° 448, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la "Convention Universelle sur le droit d'auteur" signée à Genève le 6 septembre 1952.

II - Désignation d'un représentant à la Commission Nationale pour l'éducation, la science et la culture, en remplacement de M. de Maupeou.

III - Questions diverses.

- * - *

Compte-rendu

M. LE PRESIDENT BORDENEUVE.- Mes chers collègues, la séance est ouverte.

Je vous ai convoqués à la demande du Ministère des Affaires Etrangères. En effet, la Convention Universelle sur le droit d'auteur a été signée à Genève le 6 septembre 1952, elle doit très prochainement entrer en vigueur et le 16 septembre 1955 se tiendra l'assemblée plénière prévue par cette convention. Il serait regrettable que la France n'y soit pas représentée.

C'est dans ces conditions que je vous demande de bien vouloir désigner un rapporteur qui soutiendrait devant le Conseil de la République cette convention dont le texte très étudié semble donner satisfaction à tout le monde.

M. BERTAUD est chargé de rapporter favorablement le projet de loi (n° 448) pour lequel une discussion immédiate sera demandée.

o
o o

/...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

JV.

- 3 -

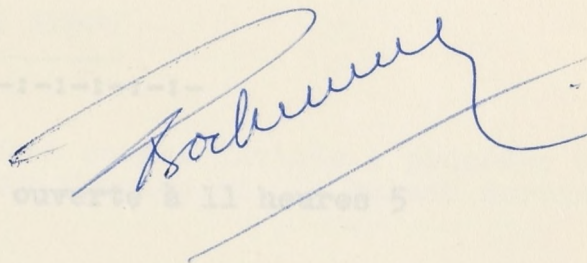
M. de MAUPEOU.- J'abandonne mes fonctions de représentant du Conseil de la République à la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture, car je ne peux pas y aller régulièrement.

Cette commission se réunit le lundi, or, je suis un parlementaire provincial.

M. Maurice est désigné en remplacement de M. De Maupeou.

La séance est levée à 11 heures 20.

Séance du Vendredi Le Président,



La séance est ouverte à 11 heures 5

Présente : MM. BORDENEUVI, Georges MOULANGER, CANIVET, Mme Marie-Hélène CARBOT, MM. Frédéric CATROU, CHAPALAIN, Paul CHEVALIER, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS, Mme Yvonne DUMONT, MM. Yves ESTEVE, Jean LAGASSE, LAMOUSSE, DELANT, Gaston MARRET, Georges MAURICE, MONICHO, Georges PORTMANN, PRUNET, Paul ROBERT, SYMOR, SEIBON, ZAPIMANOVA.

Excusé : M. BERTAUD.

Suppléante: MM. JOERAU-MARIONNE, PINTON.

Délégués : M. ESTEVE (par M. LAINCO) ; LAGASSE (par M. Guezzin COULIBALY) ; LAMOUSSE (par M. SOUTHERN) ; DELANT (par M. de MAUPEOU).

Absents : MM. Guezzin COULIBALY, DELALANDE, Mlle Yvonne LAINCO, KATHY, de MAUPEOU.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

JV.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. Frédéric CAYROU, Président d'âge

Séance du Vendredi 7 octobre 1955

La séance est ouverte à 11 heures 5

Présents : MM. BORDENEUVE, Georges BOULANGER, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. Frédéric CAYROU, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS, Mme Yvonne DUMONT, MM. Yves ESTEVE, Jean LACAZE, LAMOUSSE, LELANT, Gaston MANENT, Georges MAURICE, MONICHON, Georges PORTMANN, PRIMET, Paul ROBERT, SYMPHOR, THIBON, ZAFIMAHOVA.

Excusé : M. BERTAUD.

Suppléants: MM. JOZEAU-MARIGNE, PINTON.

Délégués : MM. ESTEVE (par M. LAINGO) ; LACAZE (par M. Ouezzin COULIBALY) ; LAMOUSSE (par M. SOUTHON) ; LELANT (par M. de MAUPEOU).

Absents : MM. Ouezzin COULIBALY, DELALANDE, Ralijaona LAINGO, MATHEY, de MAUPEOU.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- a) Constitution de la Commission ;
- b) Nomination de 3 membres de la Commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, 3 membres suppléants).

-:-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes invités à procéder à la constitution du Bureau de notre Commission. Le bureau sortant était ainsi composé :

Président : M. Bordeneuve
Vice-Présidents : MM. Monichon
Canivez
Secrétaires : M. Lelant
Mme Cardot.

Y a-t-il d'autres candidats ?

M. DELRIEU.- Je propose la reconduction du bureau sortant.

M. LELANT.- Je pose ma candidature à la vice-présidence de la Commission.

M. PRIMET.- Dans ces conditions, je suis également candidat à la vice-présidence.

M. LE PRESIDENT.- Nous allons tout d'abord procéder à l'élection du Président et, puisque nous n'avons qu'un candidat, je propose sa réélection.

M. BORDENEUVE est réélu par acclamations.

../..

- 3 -

M. LE PRESIDENT.- Nous allons maintenant procéder à l'élection de deux Vice-Présidents.

Sont candidats : MM. Monichon, Canivez, Lelant et Primet.

Il est procédé au vote à bulletins secrets (M. Boulanger, Secrétaire d'âge).

Résultats du scrutin :

Nombre de votants.....	: 29
Bulletin blanc	: 1
Suffrages exprimés ...	: 28
Majorité absolue	: 15

Ont obtenu :

M. Canivez	: 25 voix - élu
M. Lelant	: 17 voix - élu
M. Monichon	: 12 voix
M. Primet	: 3 voix.

M. LE PRESIDENT.- Nous devons remplacer M. Lelant au secrétariat de la Commission. Mais je constate que Mme Cardot est réélue par acclamations.

M. CHAPALAIN.- Je suis candidat au poste de deuxième secrétaire.

M. PRIMET.- Je le suis aussi.

Il est procédé au vote à bulletins secrets.

Résultats du scrutin :

Nombre de votants	: 28
Bulletin blanc	: 1
Suffrages exprimés	: 27
Majorité absolue	: 15

Ont obtenu :

M. Chapalain	: 17 voix - élu
M. Primet	: 8 voix
M. Monichon	: 2 voix

../..

- 4 -

M. LE PRESIDENT.- Avant de quitter le fauteuil présidentiel, permettez-moi de féliciter les nouveaux élus et d'exprimer notre satisfaction de voir M. Bordeneuve conserver son poste de président qu'il occupe avec tant de mérite.

(Applaudissements).

Présidence de M. BORDENEUVE, Président.

M. LE PRESIDENT.- Au nom du bureau, je veux tout d'abord exprimer nos vifs remerciements à notre doyen, M. Cayrou. En juillet dernier, je formulai des vœux pour son complet rétablissement. Je suis heureux de constater aujourd'hui que ces vœux ont porté leurs fruits et j'espère ainsi qu'à l'avenir ses visites au sein de notre Commission seront plus fréquentes.

(Applaudissements).

Je veux aussi vous remercier tous de la confiance dont vous avez bien voulu, encore une fois, m'honorer. Je vous en suis profondément reconnaissant. Je m'efforcerai de maintenir cette amitié et cette confiance. De nombreux projets sont à étudier. Dès la semaine prochaine, je vous invite à vous remettre au travail, qui se poursuivra, je l'espère, dans cette même atmosphère de cordiale collaboration.

(Applaudissements).

M. LE PRESIDENT.- Nous devons maintenant désigner nos délégués à la Commission de Coordination du progrès technique et de la recherche scientifique et notre délégué à la Commission des Finances. Je vous rappelle qu'en juillet dernier vous avez désigné à la première Commission :

membres titulaires : MM. de Maupeou
Bertaud
Symphor

membres suppléants : MM. Paul ~~Rastat~~ Robert
Descomps
Estève

et M. Delrieu à la Commission des Finances.

Vous voudrez bien, je crois, reconduire ces désignations.

Il en est ainsi décidé.

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

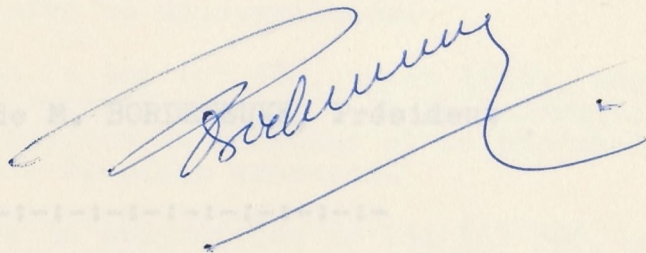
- 5 -

M. LE PRÉSIDENT.- Avant de lever la séance, je dois vous transmettre les excuses de M. Jean Bertaud, qui, souffrant, n'a pu assister à notre réunion. Je lui transmettrai, en votre nom, nos vœux de complet rétablissement.

(Assentiment).

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,



Séance du mercredi 12 octobre 1955

La séance est ouverte à 10 heures 10

Présents : MM. BORDENNEVE, Georges BOULANGER, CANIVET, DELALANDE, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS, Yves ESTÈVE, Jean LAUZE, LAMOUSSE, LELANT, de MAUPROU, Georges MAURICH, MONTCHON, Georges PORTMANN, PRIMET, Paul ROBERT, SOUTHW, SYMPHOR.

Excusés : MM. Jean BERTAUD, Frédéric GARRON, Mme Marie-Hélène CARROT, MM. Gaston MANENT, ARTHUR, THIRON.

Suppléant : M. LE CHOS.

Absents : MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, COULIBALY Ouezzin, Mme Yvonne DUMONT, MM. Ralljapou LAINCO, ZAFIMANOVA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Ordre du Jour

I - Nomination de rapporteurs pour :

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX
ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. BORDENEUVE, Président

Séance du mercredi 12 octobre 1955

La séance est ouverte à 10 heures 10

Présents : MM. BORDENEUVE, Georges BOULANGER, CANIVEZ, DELALANDE,
DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS, Yves ESTEVE, Jean
LACAZE, LAMOUSSE, LELANT, de MAUPEOU, Georges
MAURICE, MONICHON, Georges PORTMANN, PRIMET, Paul
ROBERT, SOUTHON, SYMPHOR.

Excusés : MM. Jean BERTAUD, Frédéric CAYROU, Mme Marie-Hélène
CARDOT, MM. Gaston MANENT, MATHEY, THIBON.

Suppléant : M. LE GROS.

Absents : MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, COULIBALY Ouezzin,
Mme Yvonne DUMONT, MM. Ralijaona LAINGO, ZAFIMAHOVA.

- 2 -

Ordre du Jour

- I - Nomination de rapporteurs pour :
- 1°) le projet de loi (n° 449, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'enseignement technique.
 - 2°) la proposition de loi (n° 436, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire.
 - 3°) la proposition de loi (n° 461, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice.
- II - Echange de vues sur la proposition de loi (n° 368, année 1955) adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles. Eventuellement, demande de renvoi pour avis et désignation d'un rapporteur.
- III - Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi (n° 385, année 1955), adoptée en deuxième lecture par l'Assemblée Nationale tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse Nationale des Lettres.
- IV - Questions diverses.

- * - * -

Compte-rendu

M. LE PRESIDENT.- Je vous invite à procéder à la désignation de plusieurs rapporteurs.

M. LELANT est désigné comme rapporteur du projet de loi (n° 449, année 1955), relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'enseignement technique.

M. LACAZE est désigné comme rapporteur de la proposition de loi (n° 436, année 1955) tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire.

/...

M. Georges BOULANGER est désigné comme rapporteur de la proposition de loi (n° 461, année 1955) tendant à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice.

°°°

Enseignement agricole.

M. LE PRESIDENT.- La proposition de loi sur l'enseignement agricole a été renvoyée devant la Commission de l'agriculture, mais je crois que nous devrions nous en saisir pour avis.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Devons - nous, dès aujourd'hui, désigner notre rapporteur ou bien préférez vous entendre, d'abord, les deux Ministres intéressés.

M. de MAUPEOU.- M. Dulin a prévu l'audition des deux Ministres devant la Commission de l'Agriculture. Nous pourrions peut-être tenir une réunion commune ?

M. LE PRESIDENT.- Je crois que nous sommes d'accord pour entendre M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre de l'Education Nationale. Je vais me mettre en relation avec M. Dulin pour ces réunions. Puis nous désignerons notre rapporteur.

(Assentiment).

°°°

Caisse Nationale des L e t t r e s .

M. LAMOUSSE.- Vous avez tous en mémoire les précédents de cette affaire. Je vous rappelle que nous avons en première lecture adopté à peu de chose près le dispositif voté par l'Assemblée Nationale et qui reposait sur le principe d'une double cotisation à la charge des écrivains et des éditeurs. Et, pour donner satisfaction aux intéressés, nous avons ramené à 0,4% le taux de cette cotisation. Nous pouvions donc espérer que notre texte serait voté par l'Assemblée Nationale, mais entre temps les éditeurs ont fait le siège de nombreux députés, et le 11 juillet 1955 l'Assemblée Nationale s'est déjugée pour adopter un dispositif opposé à celui adopté en première lecture et ce, à une majorité aussi massive.

L'objectif de la loi est maintenu, mais le principe de la double cotisation est abandonné au profit de la prolongation du droit d'auteur dont la durée sera fixée par un règlement d'administration publique, c'est-à-dire que, lorsqu'une oeuvre tombe dans le domaine public, la Caisse Nationale des Lettres se substituera aux ayants-droit.

Ce système de financement a un très grave défaut. Les ressources qu'il apporte sont dérisoires. On estime à trois millions les ressources de la première année et il faudrait attendre 1970 pour atteindre les 100 millions.

Cette façon de procéder n'est pas sérieuse. Autant dire que la Caisse des Lettres ne fonctionnera pas avant un nombre indéterminé d'années. M. Gilbert-Jules ne donnera qu'une subvention de principe. Son Département a émis un avis défavorable au projet qui nous est proposé. Qu'allons-nous faire ? Nous ne pouvons pas enterrer la Caisse des Lettres en approuvant le vote de l'Assemblée Nationale. Il faudrait maintenir notre dispositif au moins pour le fond.

M. LE PRESIDENT.- Au nom de la Commission, je vous remercie pour votre clair et brillant exposé. Je me permets d'indiquer que le grand argument de M. Debû-Bridel contre votre dispositif était que de nouvelles taxes parafiscales étaient créées.

M. LAMOUSSE.- C'est un inconvénient indiscutable, en effet. Mais il s'agit de savoir si l'on veut ou non faire fonctionner la Caisse des Lettres. Les éditeurs eux-mêmes avaient accepté une taxe de 0,2%.

M. MAURICE.- Une taxe de 2,5 % serait-elle suffisante ?

M. LAMOUSSE.- 5% rapporterait 100 millions - 2,5% rapporterait 50 millions. Or, les besoins s'élèvent à 80 millions ~~et~~ nous n'avons pas d'autre choix. Cette somme sera complétée par l'appoint de l'Etat et des auteurs.

M. PRIMET.- Je ne comprends pas le système de sécurité sociale; qui payera la cotisation ? Les écrivains ayant un fort tirage. Et les petits écrivains qui n'auront rien versé, seront quand même assurés sociaux ?

M. LAMOUSSE.- Ces dispositions seront transitoires et disparaîtront lorsque le statut des écrivains, actuellement, en instance devant le Ministère du Travail, entrera en vigueur.

M. DESCOMPS.- Je pense qu'il faudrait jumeler les dispositions prises par l'Assemblée Nationale et notre texte. Le financement serait donc assuré par une prolongation de la durée du droit d'auteur et par les taxes que nous avons prévues.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 5 -

M. LAMOUSSE.- Je vous signale un grave inconvénient : prolonger de dix ans le droit d'auteur, c'est prolonger de 10 ans le privilège d'un éditeur. C'est donc retarder la diffusion du livre à un plus large public.

M. de MAUPEOU.- Cet inconvénient peut être évité si nous demandons la suppression de ce privilège. A cette condition, je serais partisan de la transaction proposée par M. Descomps.

(Assentiment).

M. PORTMANN.- Il faut favoriser le rayonnement de la pensée française et prévoir des exonérations pour les ouvrages scientifiques et ceux destinés à l'exportation.

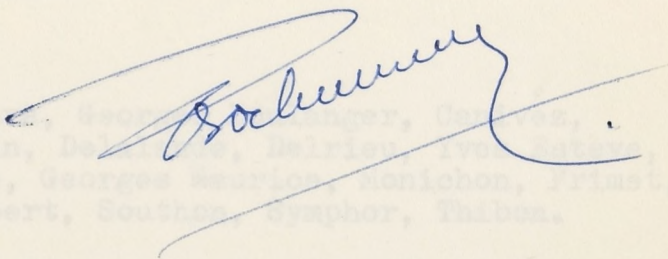
(Assentiment).

M. LAMOUSSE.- Je vais donc rédiger mon rapport en tenant compte de toutes les suggestions qui viennent d'être adoptées.

La séance est levée à midi.

La séance est ouverte à 15 heures

Le Président,



Présents : MM. Bodereau, Chapalain, Descomps, Lamousse, Georges, Monichon, Prigent, Paul Robert, Soufflet, Syphor, Thibaut.

Excusés : MM. Bertaud, Cayrou, de Maupeou, Portmann.

Représentants : Mme Girault, MM. Mahdi, de Rainscourt, Varlot.

Absents : Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Paul Chevallier, Coulibaly Guezo, Paul-Henri Descomps, Mme Yvonne Dumont, MM. Jean Lécuyer, Saljean, Laigne, Lalant, Gaston Renant, Mathy, Zafianova.

MJ.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. Jacques BORDENEUVE, président

Séance du mercredi 19 octobre 1955

La séance est ouverte à 15 heures

Présents : MM. Bordeneuve, Georges Boulanger, Canivez,
Chapalain, Delalande, Delrieu, Yves Estève,
Lamousse, Georges Maurice, Monichon, Primet,
Paul Robert, Southon, Symphor, Thibon.

Excusés : MM. Bertaud, Cayrou, de Maupeou, Portmann.

Suppléants: Mme Girault, MM. Mahdi, de Raincourt, Varlot.

Absents : Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Paul Chevallier,
Coulibaly Ouezzin, Paul-Emile Descomps, Mme
Yvonne Dumont, MM. Jean Lacaze, Ralijaona
Laingo, Lelant, Gaston Manent, Mathey, Zafimahova.

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- Audition de M. Jean Sourbet, Ministre de l'Agriculture, sur la proposition de loi (n° 368, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles. (Réunion commune avec la Commission de l'Agriculture).

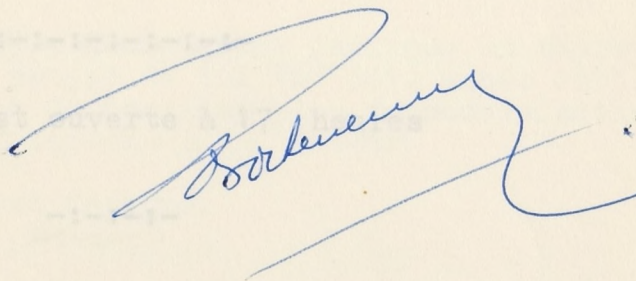
-:-:-

COMPTE RENDU

Voir le compte rendu de la séance de la Commission de l'Agriculture.

Séance du mercredi 26 octobre 1955

La séance est ouverte à 14 heures



Présents : MM. Bordenave, Georges Roullanger, Canivet, Mme Marie-Mélène Cardot, M. Chapalain, Delalande, Yves Estève, Lelant, Georges Maurice, Moniahen, Prinet, Paul Robert, Souton, Symphor, Zafimahova.

Suppléant : M. Marc Pauset.

Excusés : MM. Jean Bertaud, Frédéric Cayrou, Boirieu, Lemaître, de Maupeou, Georges Portmann.

Absents : M. Paul Chevallier, Coulibaly Guessin, Paul-Emile Descomps, Mme Yvonne Dumont, M. Jean Lacaze, Halilouche Laigne, Gaston Manent, Méthé, Thibon.

.../...

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840.

— 2 —

— ♂ — ♀ — ♂ — ♀ — ♂ — ♀ — ♂ — ♀ — ♂ — ♀ —

M. Chaplain est

Absents : MM. Paul Chevallier, Coulibaly Ouezzin, Paul-Emile Descomps, Mme Yvonne Dumont, MM. Jean Lacaze, Ralijaona Laingo, Gaston Manent, Mathey, Thibon.

— • —

Désignation d'un rapporteur pour avis pour le projet de loi (n° 331, année 1955) portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement.

Audition de M. Jean Berthoin, Ministre de l'Education Nationale, en présence de M. Jean Sourbet, Ministre de l'Agriculture, sur la proposition de loi (n° 368, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles.

— • — • — • — • —

M. LE PRESIDENT.- Nous devons désigner un rapporteur pour avis pour le projet de loi (n° 331, année 1955), portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement.

M. Chapalain est désigné.

*

* *

Présidence de M. André DULIN, président
de la Commission de l'Agriculture

Voir le compte rendu de la séance de la Commission de l'Agriculture.

Absente : Mme Marie-Felene CARDOT, MM. CHAPALAIN, COULIBALY,
DELABANDE, Mme Yvonne HENROT, MM. LAINCO, Gaston
MAHONY, RATHNY, de SON,
ZAPIMAROVA.

Boleslav

[illegible]

Présidence de M. BORDENEUVE, Président

Séance du mercredi 16 novembre 1955

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

→ :: — :: — :: — :: — :: — :: — :: —

éants: MM. MAHDI, Marc PAUZET.

éants: MM. MAHDI, Marc PAUZET.

sés : MM. CAYROU, Jean LACAZE.

Ordre du Jour

- I - Rapport de M. Jean Bertaud sur la proposition de loi (n° 484, année 1955), adoptée en seconde lecture par l'Assemblée Nationale, tendant à réglementer la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et d'ouverture de salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat.
- II - Rapport de M. Lelant sur le projet de loi (n° 449, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant l'enseignement technique.
- III - Rapport de M. Boulanger sur la proposition de loi (n° 461, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice.
- IV - Rapport de M. Lacaze sur la proposition de loi (n° 436, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire.
- V - Questions diverses.

- * - * - *

Compte-renduService de Santé Scolaire

M. LE PRESIDENT.- M. Lacaze atteint d'une crise de coliques néphrétiques s'excuse de ne pouvoir assister à notre séance. Il m'a fait parvenir son rapport sur la proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire et universitaire.

(La Commission unanime prie son Président d'adresser, en son nom, à M. Lacaze ses vœux de prompt rétablissement).

/...

- 3 -

M. LE PRESIDENT.- Voici le rapport de M. Lacaze qui conclut à l'adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale (lecture).

M. PORTMANN.- Je suis le rapporteur pour avis de cette proposition de loi devant la Commission de la Santé Publique. Mes conclusions seront les mêmes, car je demande que soit adopté le texte voté par l'Assemblée Nationale.

Le rapport de M. Lacaze est adopté à l'unanimité.

° °

Ecole de médecine de Besançon.

M. Georges BOULANGER.- Je vous propose une nouvelle rédaction de ce texte, car, selon mes renseignements, la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice ne peut se faire aussi rapidement que le prévoit le texte qui nous est soumis. Je pense qu'un décret pourrait prévoir les conditions et la date d'application des nouvelles mesures.

En outre, la terminologie doit être modifiée, car les écoles de plein exercice sont maintenant appelées écoles nationales.

Compte tenu des modifications proposées par M. Boulanger, le rapport est adopté à l'unanimité.

° °

Enseignement technique.

M. LELANT.- Cette proposition de loi n'appelle aucune observation particulière. Nous ne pouvons que nous réjouir de la mesure envisagée qui tend à rendre obligatoire la codification des textes concernant l'enseignement technique. Mon rapport conclut à l'adoption intégrale du texte voté par l'Assemblée Nationale.

/...

E.N. 16.11.55.

- 4 -

Le rapport de M. Lelant est adopté à l'unanimité.

°°°

Judo.

M. BERTAUD.- Cette affaire nous revient en deuxième lecture. J'ai été surpris de constater que l'Assemblée Nationale tout en adoptant pour le fond les modifications que le Conseil de la République avait apporté en première lecture, a cru bon de changer totalement la présentation du dispositif et a introduit des articles premier bis, premier ter, etc. à la place de la numérotation plus simple que nous avions adoptée c'est-à-dire : article premier, article 2, article 3, etc.

Je ne crois pas qu'il faille nous insurger et je vous propose d'adopter la nouvelle rédaction qui nous est transmise. Toutefois, je pense qu'il serait bon de modifier l'article premier ter in fine concernant la suspension de l'activité professionnelle des intéressés en cas de poursuites pénales. La phrase : "toute poursuite intentée pour l'une des infractions prévues où l'article premier § 2°..." devrait à mon avis remplacer celle prévue dans le texte qui nous est transmis et qui stipule : "toute poursuite engagée sur l'initiative du ministère public..."

Compte tenu de cette dernière modification le rapport de M. Bertaud est adopté à l'unanimité.

°°°

Question orale avec débat.

M. LE PRESIDENT.- J'avais posé à M. le Ministre de l'Education Nationale une question orale avec débat sur les mesures à prendre en vue de la prochaine rentrée scolaire, notamment, en ce qui concerne l'enseignement secondaire et l'enseignement technique. Plus de 60.000 enfants, ont été refusés cette année dans le technique, alors qu'un gros effort doit être fait justement pour les orienter vers ce secteur.

En 1957, se terminera le premier plan quinquennal. A-t-on prévu et comment le deuxième plan ?

/...

J. V.

[illegible]

Présidence de M. Jacques BORDENEUVE, Président

— 2 —

1ère Séance du Jeudi 24 Novembre 1955

—:—:—:—:—:—:

La séance est ouverte à 10 Heures 5

— : — : — : —

CHEVALLIER, DELALANDE, DELRIEU, Yves ESTEVE,
LELANT, de MAUPEOU, Georges MAURICE, MONICHON,
Paul ROBERT.

usé : M. SYMPHOR.

pléants: MM. DUFEU, MAHDI, PINTON, de RAINCOURT. SENE.

Députés : M. BORDENEUVE (par M. MATHEY), M. CANIVEZ (par M. LAMOUSSE), M. CHEVALLIER (par M. MANENT), M. de MAUPEOU (par M. THIBON).

ents : MM. Jean BERTAUD, Frédéric CAYROU, Ouezzin
COULIBALY, Paul-Emile DESCOMPS, Mme Yvonne DUMONT,
MM. Jean LACAZE, Ralijaona LAINGO, LAMOUSSE, Gaston
MANENT, MATHEY, Georges PORTMANN, PRIMET, SOUTHON,
THIBON, ZAFIMANOVA.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Examen pour avis de la proposition de loi (n° 368, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles.

II - Questions diverses.

-:-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Nous devons examiner pour avis la proposition de loi sur la formation professionnelle et la vulgarisation agricoles. Je vous rappelle que nous devons attendre que la Commission de l'Agriculture, saisie au fond, ait statué. Elle a mardi émis un avis conforme au texte voté par l'Assemblée Nationale.

Il nous appartient maintenant d'examiner ce texte.

Nous avons entendu le Ministre de l'Agriculture et le Ministre de l'Education Nationale, qui avaient formulé certaines critiques sur le texte voté par l'Assemblée Nationale. Nous avons tous reçu un tableau comparatif des textes différents. La discussion en séance publique doit s'ouvrir jeudi en quinze. Il nous faudra désigner un rapporteur pour avis. Mais, auparavant, il s'agit de savoir ce que veut la Commission.

La discussion est ouverte.

M. DELALANDE.- Le texte qui nous est soumis est imparfait, mais, à mon avis, il faut envisager les conséquences d'un vote qui tendrait à modifier le projet. Il y aurait une navette et, en cette fin de législature, nous ne sommes pas sûrs qu'un texte définitif puisse être voté en temps utile. C'est pourquoi, sur le plan général, je préfère voter

../..

- 3 -

une "lex imperfecta" plutôt que de la renvoyer "aux calandes"

M. LE PRESIDENT.- Il est évidemment regrettable que nous n'ayons pas plus de temps. Je relisais le projet du Gouvernement, qui comprend 54 articles, organisant cet enseignement agricole. Il faut prévoir les locaux, la formation des maîtres. Or, le projet de l'Assemblée Nationale me paraît quelque peu succinct. Il comporte 12 articles et nulle part on ne nous indique comment seront recrutés et formés les maîtres. Nous devons, quant à nous, nous préoccuper de ce problème sous l'angle de l'Education Nationale.

Aussi, je vous pose la question. Devons-nous prendre en considération le contreprojet Berthoin ou prendre pour base de discussion le texte de l'Assemblée ?

M. de MAUPEOU.- Je me rallie à l'opinion émise par notre collègue Delalande.

M. BOULANGER.- J'appartiens aussi à la Commission de l'Agriculture et je puis vous dire qu'elle a examiné tous les textes. Elle a retenu celui de l'Assemblée Nationale comme base d'étude.

Elle reconnaît qu'il est incomplet, mais il est acceptable.

Devions-nous le retoucher ou le conserver tel qu'il nous était transmis ?

Si notre liberté avait été complète, il est bien évident que ce texte aurait été modifié. Mais le monde agricole attend depuis trop longtemps pour que l'on risque une navette en cette période de fin de législature. Je pense que le texte de l'Assemblée est une base acceptable. Il appartient au pouvoir réglementaire d'apporter les précisions qui font défaut. M. Delorme, rapporteur de la Commission de l'Agriculture, présentera dans son exposé des motifs un certain nombre de suggestions qui, dans une autre période, auraient très certainement été adoptées sous forme d'amendements.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie.

Il est bien regrettable que nous soyons pris de court et je crains que le vote d'une loi inapplicable ne déçoive la jeunesse agricole de notre pays. Il est impératif de prévoir

..//..

- 4 -

La Commission adopte la prise en considération.

quels seront les maîtres chargés de cet enseignement. Même question pour la formation de ces maîtres.

M. CANIVEZ.- Il serait désolant de voter une loi inapplicable.

M. BOULANGER.- Cette loi est incomplète, mais il est exagéré de dire qu'elle est inapplicable. Elle est un point de départ qui suppose un complément. Il y aura une période d'adaptation et rien n'empêchera ensuite de compléter ce texte soit par une nouvelle loi soit par un décret.

M. LE PRESIDENT.- Je préfère, quant à moi, une loi précise et complète plutôt qu'un décret ; c'est plus sûr.

M. PINTON.- Je me demande dans quel texte il était question de la qualification du personnel enseignant des centres prévus.

M. LE PRESIDENT.- Dans celui de l'Assemblée, il n'y a rien de prévu, tandis que celui du Gouvernement prévoit les conditions requises pour être directeur d'un centre public ou privé.

M. de MAUPEOU.- Je ne suis pas partisan de reprendre le texte gouvernemental.

M. de RAINCOURT.- Acceptons le texte tel qu'il nous est transmis plutôt que risquer de le voir "capoter" au cours d'une seconde lecture.

M. PINTON.- Je considère qu'il faut examiner soit le projet Saint-Cyr, soit le projet gouvernemental.

M. LE PRESIDENT.- Si vous le voulez, nous allons passer au vote. Nous allons tout d'abord nous prononcer sur la prise en considération du texte voté par l'Assemblée.

(Le scrutin est ouvert).

M. LE PRESIDENT.- Voici les résultats du scrutin :

| | |
|-------------------------|------|
| Nombre de votants | : 22 |
| Bulletins blancs | : 3 |
| Majorité absolue | : 10 |
| Pour | : 12 |
| Contre | : 7 |

..//..

- 5 -

La Commission adopte la prise en considération.

M. LE PRESIDENT.- Nous devons maintenant désigner notre rapporteur pour avis.

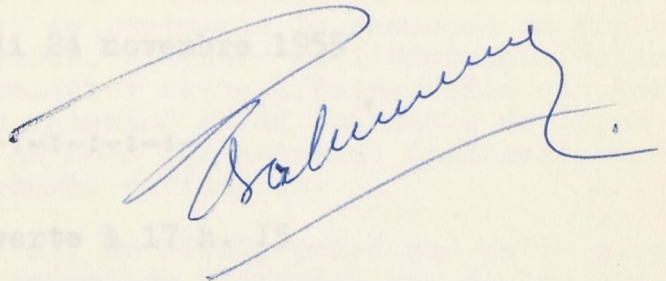
Sur proposition de M. Lelant, M. DELALANDE est désigné.

M. LE PRESIDENT.- Nous pouvons, si vous le voulez bien, nous réunir mardi prochain à 16 heures pour entendre M. Delalande.

(Assentiment).

La séance est levée à 11 Heures 30.

Le Président,



Présents : MM. BORDENEUVE, Georges BOULANGER, DELRIEU, LELANT, MONICHON, PRIMET, Paul ROBERT.

Excusés : MM. CAYROU, Jean LACAËN, LAMOUSSE, PORTMANN, SYMPHOR.

Absents : MM. Jean BERTAUB, CANIVEX, M^{me} Marie-Hélène CARDOT, MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, COULIBALY, DELALANDE, Paul-Emile DESCOMPS, M^{me} Yvonne DUMONT, MM. Yves ESTÈVE, LAINGO, MARANT, MATHY, de MAUPROU, Georges MAURICE, SOUTHERN, THIBON, ZAFIRANOVA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Ordre du Jour

Renvoi en Commission de la proposition de loi (n° 461, année 1955) relative à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice.

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES
BEAUX ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Compte rendu

Présidence de M. BORDENEUVE, Président.

M. LE PRÉSIDENT. - Vous venez d'assister en séance publique à la discussion de la proposition de loi tendant à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice.

2ème séance du jeudi 24 novembre 1955

M. Georges Boulanger, rapporteur, a demandé de reconsidérer cette affaire, afin que les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie de Dijon et de Reims qui ont été créées puissent également bénéficier des nouvelles mesures envisagées.

La séance est ouverte à 17 h. 15

M. Georges Boulanger dans son rapport, il est très difficile de réaliser immédiatement cette réforme et j'approuve les conclusions déjà arrêtées pour la seule ville de Besançon. Ainsi que l'a souligné M. Georges Boulanger dans son rapport, il est très difficile de réaliser immédiatement cette réforme et j'approuve les conclusions déjà arrêtées pour la seule ville de Besançon.

Présents : MM. BORDENEUVE, Georges BOULANGER, DELRIEU, LELANT, MONICHON, PRIMET, Paul ROBERT.

Excusés : MM. CAYROU, Jean LACAZE, LAMOUSSE, PORTMANN, SYMPHOR.

Absents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, COULIBALY, DELALANDE, Paul-Emile DESCOMPS, Mme Yvonne DUMONT, MM. Yves ESTEVE, LAINGO, MANENT, MATHEY, de MAUPEOU, Georges MAURICE, SOUTHON, THIBON, ZAFIMAHOVA.

-*-*-

/...

-2-

Ordre du Jour

M. LE PRESIDENT. - Nous sommes tous d'accord pour adopter les propositions que vient de nous présenter M. le Ministre de l'Education Nationale.

Renvoi en Commission de la proposition de loi (n° 461, année 1955) relative à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice.

-*-*-

(Assentiment).

Compte rendu

La séance est levée à 17 heures 33.

M. LE PRESIDENT.- Vous venez d'assister en séance publique à la discussion du rapport de M. Georges Boulanger sur la proposition de loi tendant à la transformation de l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Besançon en école de plein exercice. M. Berthoin, Ministre de l'Education Nationale, nous a demandé de reconsidérer cette affaire, afin que les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie de Dijon et de Reims qui sont dans le même cas puissent également bénéficier des nouvelles mesures envisagées.

M. LE MINISTRE.- J'ai, en effet, pensé que cette proposition de loi pouvait me permettre d'étendre aux écoles préparatoires de Dijon et de Reims les conclusions déjà arrêtées pour la seule ville de Besançon. Ainsi que l'a souligné M. Georges Boulanger dans son rapport, il est très difficile de réaliser immédiatement cette réforme et j'approuve sa suggestion de prévoir, pour cela, un certain laps de temps. Je vous demanderai maintenant de préciser dans le temps l'échelonnement des mesures nouvelles, à savoir :

1er octobre 1956 pour la 4ème année,
1er octobre 1957 pour la 5ème année,
1er octobre 1958 pour la 6ème année.

Enfin, pour des raisons pratiques, j'estime préférable de remettre à un décret le soin d'étendre cette mesure aux études de pharmacie.

/...

- 3 -

M. LE PRESIDENT.- Je crois que nous sommes tous d'accord pour adopter les propositions que vient de nous présenter M. le Ministre de l'Education Nationale.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Nous confions donc à M. Boulanger le soin de nous présenter en séance publique son rapport supplémentaire.

(Assentiment).

La séance est levée à 17 heures 35.

Le Président,

Présente : MM. Jean BERTAUD, BORDENNEUVE, Georges BOULANGER, Mme Marie-Hélène CARDO, MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, DELALANDE, DEIRINU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Jean LACAZE, LELANT, de RAUPEOU, Georges MAURICE, PRINET, THIBON.

Excusés : MM. LANGUESSE, SYMPHOR.

Délégués : MM. BERTAUD (par M. LAINGO), BORDENNEUVE (par M. CATROU), CHAPALAIN (par M. ESTEVE), DELALANDE (par M. Paul ROBERT), de RAUPEOU (par M. POMMANN), THIBON (par M. BONICHON).

Suppléants: MM. DUPRE, MARDI.

Absents : MM. CANIVET, Gaston COULIBALY, Paul-Henri DESCOMPS, Gaston FARRAT, KAHNET, SOCHON, SAFIRABOVA.

J. V.

- : - : - : - : - : - : - : - : - : - : - : - : - : - : - : - :

Présidence de M. BORDENEUVE, Président

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

Séance du Mardi 29 Novembre 1955

— : — : — : — : — : — : —

La séance est ouverte à 16 Heures 15

— * —

Présents : MM. Jean BERTAUD, BORDENEUVE, Georges BOULANGER,
Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. CHAPALAIN, Paul
CHEVALLIER, DELALANDE, DELRIEU, Mme Yvonne DUMONT,
MM. Jean LACAZE, LELANT, de MAUPEOU, Georges
MAURICE, PRIMET, THIBON.

Excusés : MM. LAMOUSSE, SYMPHOR.

Délégués : MM. BERTAUD (par M. LAINGO), BORDENEUVE, (par M. CAYROU), CHAPALAIN (par M. ESTEVE), DELALANDE (par M. Paul ROBERT), de MAUPEOU (par M. PORTMANN), THIBON (par M. MONICHON).

Suppléants: MM. DUFEU, MAHDI.

Absents : MM. CANIVEZ, Ouezzin COULIBALY, Paul-Emile DESCOMPS,
Gaston MANENT, MATHEY, SOUTHON, ZAFIMAHOVA.

— * —

.....

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Examen en troisième lecture de la proposition de loi (n° 182, session 1955-1956), tendant à assurer le fonctionnement de la Caisse Nationale des lettres.
- II - Rapport de M. Bertaud, sur le projet de loi (n° 304, année 1955), portant remise au Musée National de Tokyo, à titre d'échange, d'objets de fouilles appartenant au Musée Guimet.
- III - Avis de M. Delalande sur la proposition de loi (n° 368, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation
- IV - Questions diverses.

-:-:-:-

COMPTE RENDU

Caisse Nationale des Lettres

M. LE PRESIDENT.- J'ai fait inscrire cette affaire à notre ordre du jour malgré l'absence de notre rapporteur, M. Lamousse. En effet, le délai constitutionnel qui nous est imparti expire le 18 décembre. Nous pouvons, dès aujourd'hui, prendre position au regard de ce texte qui revient devant nous pour la troisième fois. J'ai constaté que l'Assemblée Nationale a repris plusieurs des modifications proposées en seconde lecture par le Conseil de la République. Le texte transmis par l'Assemblée Nationale représente un réel effort de conciliation. Je me suis permis de demander l'avis de la Société des gens de lettres à son égard et voici la

../..

- 3 -

réponse que je viens de recevoir :

"Ce texte constituant avant tout une très nette conciliation en même temps qu'une très nette acceptation du projet voté par le Sénat en deuxième lecture, il nous semble, pour notre part, entièrement et parfaitement acceptable, quoique, bien entendu, il ne constitue pas l'idéal que nous aurions pu souhaiter".

Je pense personnellement qu'il conviendrait de mettre un terme à la navette qui s'est instaurée à ce sujet.

M. de MAUPEOU.- En effet, en troisième lecture, nous devons suivre l'Assemblée.

M. BERTAUD.- C'est également mon avis.

M. DELRIEU.- D'accord.

La Commission, unanime, décide l'adoption intégrale du texte transmis par l'Assemblée Nationale et désigne M. Lamousse comme rapporteur.

-*-

Musée National de Tokyo

M. BERTAUD.- Mon rapport est très simple. Il tend à donner un avis favorable au projet de loi portant remise au Musée National de Tokyo, à titre d'échange, d'objets de fouilles appartenant au Musée Guimet.

(Lecture).

M. de MAUPEOU.- Si je comprends bien, c'est un échange et non un cadeau.

M. CHAPALAIN.- C'est un mi-cadeau !

(Rires).

../..

- 4 -

M. BERTAUD.- Je vous signale que, du point de vue rédactionnel, j'ai dû modifier le libellé du dispositif afin de le rendre plus compréhensible.

(Assentiment).

Le rapport de M. Bertaud est adopté.

-*-

Enseignement agricole.

M. DELALANDE.- Notre Commission qui est saisie pour avis a voté la prise en considération du texte transmis par l'Assemblée Nationale.

Voici quelles sont les grandes lignes de la proposition qui nous est soumise :

La formation agricole comprendra :

- une formation pratique, acquise dans l'exploitation des parents agriculteurs, du patron ou du centre d'apprentissage ;
- une formation technique, sous forme d'enseignement oral ou écrit, d'exercices pratiques, de visites et de démonstrations ;
- une formation générale, sous forme d'enseignement post-scolaire, connaissance de la langue, notions scientifiques de base, formation physique, civique et morale.

L'enseignement post-scolaire, d'une durée de deux ans, sera donné dans des centres publics et privés, placés sous l'autorité du Ministère de l'Education Nationale. Les centres privés fonctionneront dans les mêmes conditions que l'enseignement privé du premier degré et bénéficieront d'allocations analogues à celle de la loi Barangé.

L'enseignement technique, assurant la formation agricole proprement dite, d'une durée de trois ans dont les deux premières années se confondront avec celles de l'enseignement post-scolaire, sera donné dans des centres publics et privés, placés sous l'autorité du Ministère de l'Agriculture. Les

.../...

- 5 -

centres privés fonctionneront dans des conditions analogues aux centres privés d'enseignement post-scolaire ; ceux d'entre eux qui auront été reconnus pourront bénéficier d'une participation dans leurs dépenses de création et de fonctionnement.

Des centres d'apprentissage pourront être créés pour centraliser dans une même institution la triple formation ci-dessus.

La gestion et le contrôle de cet ensemble seront assurés par les comités départementaux et le comité national de la formation professionnelle et de la vulgarisation agricole. La tâche des comités départementaux sera particulièrement importante. Elle consistera à assurer la création et le contrôle des centres, à gérer le produit de la taxe de formation professionnelle agricole. La composition de ces comités sera paritaire ; l'Etat, les collectivités locales et les centres de formation représentant la moitié des effectifs, l'autre moitié étant constituée par les représentants de la profession agricole.

Une taxe dite de formation professionnelle agricole, destinée à parfaire le financement de l'institution, sera perçue sur les exploitants.

Enfin, la proposition prévoit les mesures qui seront déterminées par un règlement d'administration publique, soit toutes les conditions d'application de la loi et notamment :

- la composition des bureaux d'administration des centres ;
- les conditions exigées pour diriger les centres techniques et les centres d'apprentissage ;
- les conditions de délivrance des diplômes de moniteurs et monitrices des centres ;
- les mesures transitoires à appliquer au personnel de l'Education nationale, assurant actuellement l'enseignement agricole notamment aux instituteurs itinérants, afin que les intérêts de ceux-ci soient sauvegardés.

.../...

- 6 -

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie au nom de la Commission et vous félicite d'avoir, en si peu de temps, réussi à examiner ce texte si délicat.

M. PRIMET.- Je m'étonne que le rapporteur n'ait pas souligné les imperfections du texte. Il est incomplet. Vous connaissez les raisons de notre hostilité à ce texte. Les crédits doivent aider l'Enseignement public. Ce texte soulève d'énormes difficultés d'application. Les contours financiers n'en sont pas fixés. Cet enseignement n'est pas obligatoire, donc il n'y a pas de contrôle possible. Telle institution privée comportera officiellement un nombre x d'élèves, alors qu'en réalité le cours sera fréquenté par un nombre inférieur d'élèves à celui pour lequel il est subventionné.

Ce texte, je le répète, est imparfait. Il laisse à un règlement d'administration publique le soin de mettre la loi en application. Je m'étonne que le Gouvernement n'ait pas fait application de l'article 47 dans ce domaine. Ressources et dépenses ne sont pas définies. Ces dernières seront difficilement contrôlables.

Ce texte est politique et antilaïc ; nous le combattons en déposant des amendements sur chacun de ses articles.

M. DELALANDE.- Je m'étais borné à vous présenter une brève analyse de la proposition, mais je ne veux pas me dérober aux critiques qui viennent d'être formulées.

Le fonctionnement des centres privés n'a pas été prévu dans le présent texte. Mais, sur ce point, on pourrait se référer aux autres projets antérieurs. Nous pourrions comparer la proposition votée par l'Assemblée Nationale, le projet Saint-Cyr et le projet gouvernemental. M. Berthoin a rappelé l'importance du rôle des instituteurs agricoles à ce jour, et, sur ce point, je suis tout à fait d'accord, mais lorsqu'il se déclare hostile à l'incorporation de ces maîtres dans l'enseignement agricole, je comprends qu'il y a là une difficulté, mais pas suffisamment grave pour faire échouer le projet.

Le projet Saint-Cyr prévoyait un double enseignement : l'un, général, assumé par l'enseignement public ; l'autre, agricole sous l'égide du Ministère de l'Agriculture. Au lieu de laisser ces deux enseignements parallèles, le projet gouvernemental les fusionne pour les mettre sous le condominium des

.../...

- 7 -

deux ministères. Or, dans ce cas aussi, les professeurs devraient quitter le ministère de l'Education Nationale pour tomber sous la coupe du condominium. L'objection formulée par M. Berthoin ne semble donc pas décisive.

De la comparaison de ces trois textes, il ressort encore que celui de l'Assemblée Nationale est le plus court. Je pense qu'il n'était pas nécessaire de prévoir dans le détail certaines dispositions d'ordre pratique. La proposition qui vient d'être votée est une loi cadre.

L'article premier se retrouve de manière à peu près identique dans les trois textes. Les articles 2, 3, 4, 5 du projet gouvernemental et du projet Saint-Cyr sont fusionnés dans l'article 2 du texte de l'Assemblée Nationale. Les articles 6 à 10 des deux projets ont trait au caractère obligatoire de la loi. Il serait fait obligation aux enfants d'agriculteurs de suivre les cours d'enseignement agricole. Cela paraît excessif. La proposition actuelle est plus souple. Cet enseignement est facultatif.

En bref, le texte de l'Assemblée Nationale moins complet que les projets gouvernemental et Saint-Cyr est acceptable. Les questions de détail seront réglées par un règlement d'administration publique prévu à l'article 12 de ce texte.

M. PRIMET.- Vous m'avez mal compris. Ma sympathie ne va pas à l'un des trois projets dont vous venez de nous entretenir, mais à celui du Syndicat National des instituteurs qui ne prévoit pas de subvention à l'enseignement agricole privé.

Vous nous dites que cette loi-cadre est incomplète, mais acceptable. Je ne comprends pas cette contradiction, car bien souvent la Commission s'est indignée devant un texte incomplet de l'Assemblée Nationale, en refusant de l'accepter sans modification.

Discussion des articles.

M. LE PRESIDENT.- Nous allons procéder à la discussion des articles.

Voici l'article premier :

"La formation professionnelle agricole est assurée:

../..

- 8 -

"a) soit par un apprentissage effectué dans une exploitation agricole complété par l'enseignement postscolaire prévu au paragraphe I de l'article 2 et la formation technique agricole prévue au paragraphe II de l'article 2 ;

"b) soit par les centres d'apprentissage agricole prévus au paragraphe III de l'article 2."

M. Primet vient de me faire passer un amendement qu'il va présenter lui-même.

M. PRIMET.- Cet amendement à l'article premier est, en réalité, un contre-projet, celui-là même qui émane du Syndicat National des Instituteurs. Je vais vous en donner connaissance. (lecture).

M. MAURICE.- Je suis étonné de la présentation de cet important contre-projet, car la Commission s'est déjà prononcée sur la prise en considération du texte voté par l'Assemblée Nationale.

M. LE PRESIDENT.- En effet, du fait de cette décision, il n'était plus possible à M. Primet de déposer un contre-projet. Aussi, a-t-il tourné la difficulté en déposant un amendement à l'article premier.

M. BOULANGER.- Ce contre-projet remet tout en question, tandis que le texte de l'Assemblée apporte une solution au problème.

Sur le plan humain et sur le plan économique, on a besoin d'organiser, sans plus attendre, l'enseignement agricole. Je suis d'accord pour dire que le Sénat a le devoir de modifier une loi imparfaite. Mais toute règle comporte une exception ; même si, sur des points secondaires, il y a des améliorations à apporter, le Règlement d'administration publique ou un texte de loi complémentaire peuvent y remédier ; et je m'oppose au vote de ce contre-projet.

M. PRIMET.- Nous maintiendrons notre contre-projet pour soutenir la laïcité et l'école publique et je demande un vote par appel nominal.

L'amendement est repoussé par 13 voix contre 4 et 6 abstentions.

../..

- 9 -

Ont voté pour :

MM. Bertaud, Boulanger, Mme Cardot, MM. Delalande, Delrieu, Laingo (délégué : M. Bertaud), Lelant, de Maupeou, Maurice, Monichon (délégué : M. Thibon), Portmann (délégué : M. de Maupeou), Paul Robert (délégué : M. Delalande), Thibon.

Se sont abstenus :

MM. Bordeneuve, Cayrou (délégué : M. Bordeneuve), Chapalain, Paul Chevallier, Estève (délégué : M. Chapalain), Mahdi.

M. LACAZE.- Je présente un amendement tendant à rédiger comme suit le premier alinéa de l'article premier :

"La formation professionnelle agricole est obligatoire pour ceux qui se destinent à l'agriculture. Elle est assurée..." (le reste sans changement).

M. DELRIEU.- Par quelle contrainte ?

M. DELALANDE.- Il faut qu'il y ait un contrôle sur les inscrits, mais pas d'obligation à suivre les cours.

M. BERTAUD.- C'est également mon avis.

M. de MAUPEOU.- Je ne voterai pas l'amendement.

L'amendement mis aux voix est repoussé par 12 voix contre 8 et une abstention.

Ont voté pour :

MM. Bordeneuve, Cayrou (délégué : M. Bordeneuve), Chevallier, Dufeu, Mme Yvonne Dumont, MM. Lacaze, Mahdi, Primet.

Ont voté contre :

MM. Bertaud, Georges Boulanger, Mme Cardot, MM. Delalande, Delrieu, Laingo (délégué : M. Bertaud), Lelant, de Maupeou, Monichon (délégué : M. Thibon), Portmann (délégué : M. de Maupeou), Paul Robert (délégué : M. Delalande), Thibon.

S'est abstenu : M. Georges Maurice.

.../...

- 10 -

L'article premier mis aux voix est adopté à main levée à la même majorité, ainsi que les articles 2 à 10 de la proposition.

M. LE PRESIDENT.- Voici l'article 11, sur lequel M. Lacaze présente un amendement :

"Il peut être institué auprès de chaque Chambre départementale d'agriculture un service d'orientation professionnelle.

"Un service de placement peut y être adjoint".

M. LACAZE.- Mon amendement tend à remplacer la chambre départementale d'agriculture par le comité départemental.

M. DELALANDE.- Le comité départemental est déjà chargé de la formation professionnelle et de la vulgarisation agricole ; c'est à la chambre d'agriculture de s'occuper du placement.

M. de MAUPEOU.- Je voterai contre l'amendement.

M. DELRIEU.- C'est à la chambre d'agriculture de s'occuper du placement, car le comité départemental n'a aucun moyen de liaison.

Mme Yvonne DUMONT.- Le comité départemental est plus démocratique.

L'amendement de M. Lacaze est repoussé à main levée par 12 voix contre 8 et une abstention.

Les articles 11 à 15 inclus sont adoptés à main levée à la même majorité.

M. LE PRESIDENT.- Je vais mettre aux voix par appel nominal l'ensemble de la proposition.

L'ensemble est adopté par 13 voix contre 6 et 2 abstentions.

Ont voté pour :

MM. Bertaud, Boulanger, Mme Cardot, MM. Chevallier, Delalande, Delrieu, Laingo (délégué : M. Bertaud), Lelant, de Maupeou, Monichon (délégué : M. Thibon), Portmann (délégué : M. de Maupeou), Paul Robert (délégué : M. Delalande), Thibon.

.../...

- 11 -

Ont voté contre :

MM. Bordeneuve, Cayrou (délégué : M. Bordeneuve),
Dufeu, Mme Yvonne Dumont, MM. Lacaze, Primet.

Se sont abstenus :

MM. Georges Maurice, Mahdi.

La séance est levée à 18 Heures 40.

Le Président,

Présents : MM. Jean BERTAND, CAMPEL, Mme Marie-Hélène CAMOT,
MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALIER, GORRY, BELLESTU,
Paul-Emile BENOIST, DUFU, Yves ESTIVE, Jean
LACAZE, Raimond LAINGO, LAMOUSSE, IRLANT, Georges
MAURICE, MULLER, PRIMET, SOUTHERN, SIVIER.

Suppléants : Mme STRAUB, MM. LE GROS, MAHDI, PAUZE, de RAINCOURT.

Délégués : MM. BERTAND (par M. de MAUPROU), Mme CAMOT (par
M. Georges CHEVALIER), LACAZE (par M. CAMOT),
de RAINCOURT (par M. BERTAND).

Absents : MM. COULIBALY Chevalier, CHAPALAIN, Mme Yvonne DUMONT,
M. Georges FERRIER, MAHDI, Georges PORTMAN,
ERLICH, RAYMOND.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS
DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Présidence de M. André CANIVEZ, Vice - Président

Séance du mercredi 15 février 1956

La séance est ouverte à 10 heures 35

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT,
MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, CORNU, DELRIEU,
Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU, Yves ESTEVE, Jean
LACAZE, Ralijaona LAINGO, LAMOUSSE, LELANT, Georges
MAURICE, MONICHON, PRIMET, SOUTHON, SYMPHOR.

Suppléants: Mme GIRAULT, MM. LE GROS, MAHDI, PAUZET, de RAINCOURT.

Délégués : M. BERTAUD (par M. de MAUPEOU), Mme CARDOT (par
MM. Georges BOULANGER), LACAZE (par M. CAYROU),
de RAINCOURT (par M. ROBERT).

Absents : MM. COULIBALY Ouezzin, DELALANDE, Mme Yvonne DUMONT,
MM. Gaston MANENT, MATHEY, Georges PORTMANN,
THIBON, ZAFIMAHOVA.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Désignation du rapporteur de la proposition de résolution (n° 214, session 1955-1956) de M. Léo Hamon, tendant à inviter le Gouvernement à organiser et à généraliser l'enseignement du Code de la route.
- II - Audition de M. Waldeck L'Huillier, auteur de la proposition de loi (n° 251, année 1955) tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances.
- III - Election du Président.
- IV - Questions diverses.

-:-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Nous avons tous été heureux de voir notre Président, M. Jacques Bordeneuve, appelé au poste de Secrétaire d'Etat aux Arts et aux Lettres. Sa démission de membre et de président de notre Commission me vaut l'honneur de présider vos débats.

Notre ordre du jour comporte trois points. Peut-être désirez-vous procéder immédiatement à l'élection de votre président ?

(Assentiment).

Election

M. LE PRESIDENT.- Y a-t-il des candidats à la présidence ?

M. SOUTHON.- Je crois que, dans les circonstances présentes, nous devons porter à la présidence M. Canivez, notre premier Vice-Président.

Il est procédé au vote à bulletins secrets.

.../...

- 3 -

M. LE PRESIDENT.- Voici les résultats du scrutin :

| | |
|-------------------|----|
| Nombre de votants | 27 |
| Bulletins blancs | 2 |
| Majorité absolue | 13 |

Ont obtenu :

| | |
|------------|----------|
| M. Canivez | 15 voix |
| M. Lelant | 10 voix. |

M. Canivez est proclamé élu.

M. CANIVEZ, PRESIDENT.- Je vous remercie, mes chers Collègues, de votre confiance; je m'efforcerai de suivre l'exemple de M. Bordeneuve pour diriger vos débats dans la même atmosphère d'amicale collaboration.

M. BERTAUD.- ... et de le suivre dans toutes ses étapes! (sourires).

M. LE PRESIDENT.- Je me permettrai, en votre nom, d'adresser à M. Bordeneuve nos bien cordiales félicitations.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Il y a lieu, maintenant, de procéder à mon propre remplacement à la première vice-présidence.

M. BERTAUD.- Je propose la promotion de M. Lelant, actuellement 2ème Vice-Président.

M. Lelant est, par acclamation, désigné à la première vice-présidence.

M. PRIMET.- Au cours du scrutin qui vient d'avoir lieu, M. de Raincourt, qui n'est pas membre titulaire de cette commission, mais suppléant, a voté deux fois car il avait aussi une délégation de vote. Je ne mets pas en doute la bonne foi de notre collègue, mais je pense qu'il a, ce faisant, interprété notre Règlement d'une manière erronée. Il ne pouvait voter qu'en tant que suppléant.

M. LE PRESIDENT.- Je crois savoir, mon cher Collègue, que le suppléant a tous les droits du titulaire, c'est-à-dire qu'il peut, comme le titulaire, recevoir une délégation de vote.

.../...

- 4 -

M. PRIMET.- Je veux bien admettre cette interprétation, à condition qu'il en soit de même dans les autres commissions, ce qui n'est pas toujours le cas.

M. DESCOMPS.- Pour clore cet incident, je vous propose de demander à la Commission du Suffrage Universel la stricte interprétation du Règlement à ce sujet.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Il nous reste à pourvoir le poste de 2ème Vice-Président, en remplacement de M. Lelant.

La candidature de M. Lacaze est présentée. Le vote a lieu à bulletins secrets.

M. LE PRESIDENT.- Voici les résultats du scrutin :

| | |
|--------------------------|----|
| Nombre de votants | 27 |
| Bulletins blancs ou nuls | 2 |
| Majorité absolue | 13 |

Ont obtenu :

| | |
|---------------|---------|
| M. Lacaze | 18 voix |
| M. Chapalain | 5 voix |
| M. de Maupeou | 2 voix. |

M. Lacaze est proclamé élu.

M. LACAZE.- Je vous remercie, mes chers Collègues, de la confiance dont vous venez de m'honorer.

*

* * *

Colonies de vacances

M. L'Huillier, Sénateur, auteur de la proposition de loi (n° 251, année 1955) tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances, est introduit.

M. LE PRESIDENT.- La Commission a désiré vous entendre exposer les motifs de votre proposition de loi.

.../...

M. L'HUILLIER.- Les organismes qualifiés envoient chaque année un million d'enfants en colonies de vacances, mais sont amenés à en refuser 600.000, faute de locaux et de cadres suffisants.

Il en résulte des inconvénients et des accidents graves. La partie éducative des colonies de vacances est constamment négligée par suite du changement constant des moniteurs. Le problème est moins grave du point de vue des monitrices, lesquelles ne sont pas astreintes au service militaire.

La colonie de vacances idéale devrait comprendre 12 à 15 enfants au maximum. Or, le plus souvent, c'est une quarantaine d'enfants dont le moniteur a la charge. L'encadrement dure quatre mois, de mai à septembre.

En raison de l'insuffisance numérique et qualitative des moniteurs, il faudrait prendre des mesures spéciales de permission ou de congé pendant la durée des colonies de vacances. Les moniteurs diplômés ou ayant déjà participé aux colonies de vacances ou aux patronages devraient obtenir des congés spéciaux sans solde de la part de leur employeur ou, s'ils sont sous les drapeaux, des permissions exceptionnelles semblables à celles dont bénéficient les jeunes agriculteurs.

Ces mesures auraient une répercussion très favorable sur les oeuvres des colonies de vacances. M. Berthoin en avait accepté le principe - mais nous sommes à trois mois des départs - et il faudrait voter très rapidement ce texte qui permettrait de dégager les jeunes moniteurs dont nous avons besoin.

M. LE PRESIDENT.- Nous ne discuterons pas le fond aujourd'hui mais je prends l'engagement de présenter mon rapport en commission mercredi prochain.

M. DESCOMPS.- Les camps de scouts sont-ils compris dans votre proposition ?

M. L'HUILLIER.- Il n'y a aucune exclusive. Le champ d'application en serait tous les camps et colonies, quelle que soit leur forme.

M. DESCOMPS.- Il faudrait définir la colonie de vacances.

M. BERTAUD.- Les scouts ont leurs cadres et je ne crois pas qu'ils fassent appel à l'extérieur.

M. LE PRESIDENT.- Votre proposition ne concerne-t-elle que les moniteurs diplômés ?

M. L'HUILLIER.- ou ceux susceptibles de le devenir, ceux par exemple qui pourraient suivre des cours.

M. LE PRESIDENT.- Une proposition Dutrellot, ayant même objet, a été déposée à l'Assemblée Nationale mais l'urgence a été refusée par la Commission de la Défense Nationale. Je vais me renseigner sur les motifs de ce refus.

A la lecture du dispositif, une remarque me vient à l'esprit. Le régime des vacances n'est pas le même pour les salariés et les fonctionnaires : les uns dépendent du ministère du Travail, les autres de la Fonction publique. Il faudrait donc modifier l'article premier en conséquence.

M. L'HUILLIER.- Je suis d'accord.

M. LE PRESIDENT.- Nous poursuivrons donc l'examen de ce texte mercredi prochain.

(M. L'Huillier se retire).

*

* *

Code de la route

M. Bertaud est désigné rapporteur de la proposition de résolution (n° 214, session 1955-1956) de M. Léo Hamon, tendant à inviter le Gouvernement à organiser et à généraliser l'enseignement du Code de la route.

*

* *

Questions diverses

M. LE GROS.- Je voudrais attirer votre attention sur les récents et regrettables incidents qui ont eu lieu à Montpellier entre étudiants d'outre-mer et étudiants métropolitains, car

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 7 -

J.V.

on ne conçoit pas qu'un pays aussi libéral que la France assiste à des incidents aussi pénibles.

La Commission veut-elle intervenir auprès du Ministre ?

M. LE PRÉSIDENT.- Je vais lui demander audience et, si possible, fixer une date pour son audition devant notre Commission.

La séance est levée à 11 heures 30.

Présidence de M. André CANTYREZ, Président

Le Président,

Séance du Mercredi 22 Février 1956

La séance est ouverte à 10 Heures 35

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANTYREZ, Mme Marie-Hélène CÉROD, MM. Paul CHEVALLIER, DELALANDE, Paul-Raïls DESCOMPS, Jean LACAZE, LAROUSSE, LELANT, de MAUREG, Georges PORTERAN, BOUTON, SYMPON.

Excusés : MM. Georges BOULANGER, Frédéric CAYROU, CHAPALAIN, DELRIEU, Georges MAURICE, MONICHOV.

Suppléants : MM. MONT, LE GROS.

Absents : MM. CORNU, Guézenn COULIBALY, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, M. Yves ESTEVE, HAIDARA, Halijana LAINGO, Gaston MAHERT, MATHIEY, PHINNY, Paul ROBERT, THIBON, ZAFINAROVA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,

DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

I - Rapport (n° 251, année 1955) de M. Waldeck L'Huillier, tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances

II - Questions diverses.

: Présidence de M. André CANIVEZ, Président

Séance du Mercredi 22 Février 1956

M. LE PRÉSIDENT. - Je vous propose, en votre nom, faire deux visites de courtoisie. J'ai d'abord vu M. Bordenave qui m'a accueilli très cordialement et qui m'a chargé de vous dire de

La séance est ouverte à 10 Heures 35

Je me suis ensuite rendu rue de Grenelle auprès de M. Millères. Je lui ai transmis les remarques de M. Le Gros, relatives aux regrettables incidents de Montpellier. Le Ministre était évidemment au courant de cette affaire et m'a demandé quinze jours de réflexion avant de venir se présenter

-*-

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. Paul CHEVALLIER, DELALANDE, Paul-Emile DESCOMPS, Jean LACAZE, LAMOUSSE, LELANT, de MAUPEOU, Georges PORTMANN, SOUTHON, SYMPHOR.

Excusés : MM. Georges BOULANGER, Frédéric CAYROU, CHAPALAIN, DELRIEU, Georges MAURICE, MONICHON.

Suppléants: MM. MONT, LE GROS.

Absents : MM. CORNU, Ouezzin COULIBALY, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Yves ESTEVE, HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Gaston MANENT, MATHEY, PRIMET, Paul ROBERT, THIBON, ZAFIMAHOVA.

-*-

.../.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. Canivez sur la proposition de loi (n° 251, année 1955) de M. Waldeck L'Huillier, tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances.
- II - Questions diverses.

--*--

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Je suis allé, en votre nom, faire deux visites de courtoisie. J'ai d'abord vu M. Bordeneuve qui m'a accueilli très cordialement et qui m'a chargé de vous dire de ne pas hésiter à aller le voir.

Je me suis ensuite rendu rue de Grenelle auprès de M. Billères. Je lui ai transmis les remarques de M. Le Gros, relatives aux regrettables incidents de Montpellier. Le Ministre était évidemment au courant de cette affaire et m'a demandé quinze jours de réflexion avant de venir se présenter devant nous. L'intention du Ministre pour le moment est de ne pas intervenir spécialement afin de ne pas suggérer des manifestations qui, sans cela, n'auraient pas lieu. Hier, il y avait une journée anticolonialiste. Il n'y a guère eu qu'un petit incident à Montpellier, mais rien ailleurs.

J'ai également attiré l'attention du Ministre sur le problème des colonies de vacances. M. Billères a actuellement beaucoup de projets en tête, notamment celui de la réforme de l'enseignement, qui conditionne tous les autres. Pour cela aussi, il m'a demandé quinze jours de réflexion; après quoi, il me téléphonera pour me fixer une date de réunion.

(Assentiment).

--*--

.../...

- 3 -

Colonies de vacances.

M. LE PRESIDENT.- Cette proposition émane du Groupe communiste. Nous avons, la semaine dernière, entendu M. L'Huillier exposer les motifs de ce texte. Personne ici ne contestera l'importance des colonies de vacances, de même que personne ne contestera l'insuffisance de leurs crédits d'équipement et de fonctionnement.

Le recrutement des moniteurs et directeurs présente aussi d'énormes difficultés. Ils sont en nombre notoirement insuffisant. On voudrait qu'ils soient des pédagogues. On a fait ce qu'il fallait dans les écoles professionnelles et les écoles normales par l'organisation de stages où les candidats apprennent à diriger les colonies de vacances, les camps de vacances et les patronages.

Cette question n'est pas nouvelle. L'éducation de plein air date surtout de la fin du 18^{me} siècle. Portier, sous la Convention, a rédigé un traité tout à fait instructif. Il déclare notamment qu'il faut "des conducteurs expérimentés, capables de doser l'effort, susciter la réflexion, la curiosité".

Cette formation existe dans toutes les académies ; les stages se succèdent sans arrêt. Ces stages durent dix jours. La vie y est collective, simple et joyeuse : rondes, jeux, travaux manuels, sports.

Dix jours, c'est insuffisant. Mais les futurs moniteurs, avant d'obtenir leur diplôme d'Etat, doivent effectuer un autre stage dans une colonie existante et subir une épreuve écrite.

Des stages sont aussi instaurés à l'intention des directeurs de colonies qui doivent posséder, au préalable, le diplôme de moniteur.

Comment aborder la proposition de loi ? C'est là que les difficultés commencent.

Article premier.-

"Un congé sans solde sera accordé, en sus des congés payés, à tous les salariés ou fonctionnaires qui désirent assurer l'emploi de moniteurs dans une colonie de vacances. La durée dudit congé sera égale à la durée de la colonie."

.../...

- 4 -

Salariés.- Actuellement, les salariés auront droit à trois semaines de congés payés, ce qui pourrait correspondre à la durée d'une colonie de vacances ou un stage de moniteurs. Mais la proposition nous précise : "en sus des congés payés". Faut-il conserver ou modifier cette disposition ? La question mérite réflexion.

"Le congé sera accordé sans solde", mais les demandes de congé ne vont-elles pas perturber gravement l'activité des entreprises ? La durée d'une colonie peut s'échelonner entre un et trois mois. Avant l'embauche, beaucoup de directeurs d'usine seront curieux de se renseigner sur les intentions de leur personnel, car ils n'auront pas intérêt à engager des ouvriers-moniteurs.

Le coût du stage est de 5.000 Frs. Qui paiera ? Les entreprises, une subvention de la jeunesse et des sports ?

Fonctionnaires.- Les titulaires toucheront leur traitement, mais il n'en sera pas de même pour les stagiaires. Il y a peut-être un avis à demander au Ministre du Travail en ce qui concerne les salaires et au Ministre de la Fonction publique en ce qui concerne les fonctionnaires.

M. PORTMANN.- Les moniteurs doivent être des pédagogues.

M. CHEVALLIER.- Je suis d'accord, mais il faut reconnaître les qualités exceptionnelles des dirigeants des mouvements scoutistes.

M. LE PRESIDENT.- Mon avis est que les moniteurs doivent être des instituteurs.

Article 2.-

"Pour permettre le fonctionnement des patronages d'enfants d'âge scolaire, la même disposition sera prise pour les salariés ou fonctionnaires afin qu'ils obtiennent une mise en congé le jeudi et pendant la durée des congés scolaires."

Les mêmes difficultés reparaissent pour les patronages qui ont lieu les jeudis (40) et jours de congés (20), ce qui donne trois mois avec les congés payés.

Article 3.-

"Tout moniteur sous les drapeaux pourra bénéficier d'une permission spéciale dont la durée sera égale à celle

../..

- 5 -

des colonies de vacances".

Cet avis nécessite l'avis de la Commission de la Défense Nationale.

Article 4.-

"Les dispositions prévues aux articles premier, 2 et 3 ci-dessus seront appliquées aux moniteurs désirant suivre des cours ou des stages de formation de moniteurs ou des stages de perfectionnement".

Article 5.-

"Les dispositions prévues par la présente loi seront applicables aux intéressés sur la présentation d'une attestation des autorités ou organismes sous la direction desquels fonctionnent les patronages et les colonies de vacances."

Les précautions prévues sont-elles suffisantes ?

M. CHEVALLIER.- Les jeunes gens sursitaires pourraient faire leur stage en déduction de leur service militaire.

M. BERTAUD.- Je suis contre tous les privilèges. J'ai évoqué cette question avec le Ministre de l'Education Nationale et quelques hauts fonctionnaires. Voici quelle est la solution envisagée par ces derniers. Ils considèrent que les membres du corps enseignant qui sont des fonctionnaires doivent être soumis aux mêmes règles que les autres fonctionnaires et doivent être à la disposition de l'Education Nationale en dehors de leur mois de congé payé.

M. LAMOUSSE.- Cette proposition est une véritable machine de guerre du parti communiste, qui cherche à s'infiltrer partout, notamment dans la jeunesse.

M. LE PRESIDENT.- La question de l'encadrement des colonies de vacances soulève de grandes difficultés. Nous pourrions demander à entendre M. Roux, Directeur des Sports ou tout autre haut fonctionnaire désigné par le Ministre. Mais, je ne crois pas qu'il soit possible d'extraire "l'encadrement" du problème général des colonies de vacances qui doit être traité dans toute son ampleur.

(Assentiment).

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

- 6 -

Commission Mission à Dakar.

M. PORTMANN.- En ma qualité de Doyen de la Faculté de Médecine de Bordeaux, j'ai été invité à visiter les installations de l'Ecole préparatoire de médecine de Dakar et l'organisation de son enseignement. Il me serait agréable d'être accompagné par des collègues de la Commission de l'Education Nationale, de la Commission de la Santé Publique et de la Commission de la France d'Outre-Mer.

M. LE PRESIDENT.- Cette proposition est fort intéressante et, au nom de notre commission, je vous en remercie. Nous allons demander les pouvoirs d'enquête et, la semaine prochaine, nous procéderons à la désignation de nos délégués.

(Assentiment).

M. PORTMANN.- Je signale que la mission devrait avoir lieu pendant le fonctionnement de l'Ecole, c'est-à-dire dans le courant du mois de mars.

(Assentiment). La séance est ouverte à 10 heures 35.

La séance est levée à 11 heures 45.

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVET, Mes Marie-Hélène CARDOT, MM. CHAPALAIN, DE LAUNAY, Le Président, Salioua LAINGO, LELAND, de MAUREAU, Georges PORTMANN, PRINET.

Suppléants : MM. LE GROS, QUENEC.

Absents : MM. Georges BOULANGER, Frédéric CATROU, Paul CHEVALLIER, DELALANDE, Paul-Emile DESCOMPS, Jean LAGASSE, LAMOUSSE, Gaston MENT, Georges MAURICE, MONICRON, Paul ROBERT, LAFIRANOVA.

A. Lauer

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

Séance du Mercredi 29 Février 1956

La séance est ouverte à 10 Heures 35

Code de la route.

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT,
MM. CHAPALAIN, DELRIEU, HAIDARA, Ralijaona LAINGO,
LELANT, de MAUPEOU, Georges PORTMANN, PRIMET.

Suppléants: MM. LE GROS, QUENUM-POSSY-BERRY.

Absents : MM. Georges BOULANGER, Frédéric CAYROU, Paul
CHEVALLIER, DELALANDE, Paul-Emile DESCOMPS,
Jean LACAZE, LAMOUSSE, Gaston MANENT, Georges
MAURICE, MONICHON, Paul ROBERT, ZAFIMAHOVA.

On peut considérer qu'il sera facile d'incorporer dans les
programmes et notamment sur le temps consacré aux activités
dirigées, une demi-heure par semaine réservée à l'enseignement
du Code de la route.

../..

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Rapport pour avis de M. Chapalain sur le projet de loi (n° 331, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, portant approbation du 2me Plan de modernisation et d'équipement.
- II - Rapport de M. Bertaud sur la proposition de résolution (n° 214, session 1955-1956) de M. Léo Hamon, tendant à inviter le Gouvernement à organiser et à généraliser l'enseignement du Code de la route.
- III - Désignation d'un membre devant faire partie de la mission d'information à Dakar.
- IV - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU

Code de la route.

M. BERTAUD.- Je vous rappelle qu'en 1951, sur mon rapport, le Conseil de la République a adopté une proposition de résolution de notre collègue M. Schwartz, qui tendait à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire, dans nos écoles, l'enseignement du Code de la route. Bien qu'adoptée à l'unanimité cette proposition est restée lettre morte. Il y a cependant beaucoup à faire dans ce domaine et les organisations privées, sans attendre l'intervention des pouvoirs publics, s'en préoccupent. C'est ainsi que la prévention routière m'a fourni toute une série de suggestions qui me permettront de faire la démonstration éclatante de ce qu'il est possible de faire dans ce domaine.

On peut considérer qu'il sera facile d'incorporer dans les programmes et notamment sur le temps consacré aux activités dirigées, une demi-heure par semaine réservée à l'enseignement du Code de la route.

.../...

- 3 -

Cet enseignement pourra même être assorti de travaux pratiques. Des moniteurs seraient désignés pour diriger les enfants à l'entrée et à la sortie des écoles. Les enfants eux-mêmes soumis à la surveillance "d'un grand" pourraient parcourir des itinéraires prévus à l'avance en respectant les règles du Code.

Cependant, je le répète, rien n'a été fait sur le plan officiel et mon sentiment personnel est qu'une seconde proposition de résolution aboutirait à un échec. C'est pourquoi je vous propose de transformer ce texte en une proposition de loi à laquelle, je puis vous l'assurer, la Commission des Transports sera favorable. J'espère que MM. Schwartz et Léo Hamon, avec qui je vais me mettre en relations, seront également d'accord.

M. PORTMANN.- L'idée de travaux pratiques dans ce domaine me paraît excellente. Cela donnera aux enfants le sens des responsabilités. Je puis vous dire que ce genre d'exercice existe en Amérique du Sud et qu'il y donne d'excellents résultats.

M. LE PRESIDENT.- Cela se fait également en France dans quelques écoles. Il faudrait préciser que cette demi-heure sera comprise dans les activités dirigées.

M. de MAUPEOU.- Je ne crois pas utile de fixer la durée de cet enseignement dans un texte de loi.

M. QUENUM.- Je vous demanderais, Monsieur le Rapporteur, de bien vouloir prévoir l'application immédiate de cette loi dans nos Territoires d'Outre-Mer où l'auto est un élément nouveau, auquel nos populations ne sont pas habituées et où les risques d'accidents sont plus fréquents.

(Assentiment).

La Commission unanime approuve les conclusions de son rapporteur et lui confie le soin de rédiger un projet de proposition de loi.

-*-

../..

- 4 -

2me Plan de modernisation et d'équipement.

M. CHAPALAIN.- M. Loirette, Directeur des constructions scolaires, avec qui j'ai déjà eu un entretien, ne m'a pas encore fourni les éléments nécessaires à mon rapport. Je vous demanderais donc de bien vouloir m'en excuser et de remettre à huitaine l'exposé de mes conclusions sur le 2me Plan de modernisation et d'équipement.

(Assentiment).

-*-

Dakar

M. LE PRESIDENT.- Notre Commission doit procéder à la désignation de deux délégués pour la mission d'information à Dakar. Il est bien évident que M. Portmann est désigné d'office. Il nous faut donc désigner le deuxième délégué. Y a-t-il des candidats ?

M. QUENUM.- Je serais personnellement très heureux de participer à cette mission.

M. Quenum est désigné.

-*-

Lycée de Vincennes.

M. PORTMANN.- Voici la note qui vient de m'être communiquée concernant la construction d'un lycée à Vincennes:

"Un crédit de 300 millions était accordé et toutes dispositions prises pour la construction et l'ouverture d'un lycée à Vincennes.

.../...

- 5 -

"Un parlementaire, sans doute membre du Conseil Municipal de Vincennes (?) s'opposa à la réalisation de ce projet. Son accord est subordonné à la condition suivante : échange de terrains cédés pour la construction du lycée et situés vraisemblablement aux abords du Parc, avec d'autres terrains avoisinants.

"Le Ministère de la Défense Nationale fut contacté en vue de la cession de terrains, mais il faudrait également trouver d'autres bâtiments pour loger les troupes.

"Actuellement, 300 millions se trouvent donc bloqués et 1.500 élèves attendent la construction de ce lycée".

M. BERTAUD.- Je connais bien cette question qui ici n'a pas été rapportée très exactement.

La construction d'un lycée de jeunes filles et d'un lycée de garçons à Vincennes nous préoccupe.

Un projet prévoyait la construction d'un lycée de jeunes filles sur un terrain dépendant du bois de Vincennes et les difficultés tenant à la conservation du bois sont sur le point de s'aplanir. Cependant, il n'était pas prévu de création d'un lycée de garçons. On a demandé que soient réservées aux garçons des classes pour la 6^{me} et la 5^{me}. Les pourparlers sont en cours, mais ce projet nécessite la démolition de certains immeubles. D'autre part, l'Etat qui ne s'oppose pas à ce projet demande à prendre en charge la construction du lycée, sous condition que Vincennes achète le terrain.

Cela n'est pas possible. Les communes avoisinantes accepteraient de participer à cet achat proportionnellement au nombre d'enfants qui y seraient admis. Mais cet effort est hors de proportion avec l'intérêt qu'elles en retireront. Le terrain est donc trouvé, mais il faut le payer. Vincennes seule ne peut le faire ; Saint-Mandé accepte de participer, mais à condition que son effort soit proportionnel au nombre d'élèves qu'elle y enverra.

La séance est levée à 11 Heures 45.

Le Président,

Alain

J.V.

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. LELANT, Vice-Président

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : —

Séance du Mercredi 7 Mars 1956

— : — : — : — : — : — :

La séance est ouverte à 11 Heures 5

✱

Présents : M. Jean BERTAUD, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, DELALANDE, DELRIEU, DUFEU, Ralijaona LAINGO, LAMOUSSE, LELANT, de MAUPEOU, Georges MAURICE, Georges PORTMANN, PRIMET, THIBON.

Excusés : MM. CANIVEZ, CAYROU,

Suppléants: MM. AUBERGER, MAHDI.

Absents : MM. Georges BOULANGER, André CORNU, Paul-Emile
DESCOMPS, Mme Yvonne DUMONT, MM. Yves ESTEVE, Jean
LACAZE, HAIDARA, Gaston MANENT, MONICHON, Paul ROBERT,
SOUTHON, SYMPHOR, ZAFIMAHOVA.

— * —

• • / • •

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapport pour avis de M. Chapalain sur le projet de loi (n° 331, année 1955), adopté par l'Assemblée Nationale, portant approbation du 2^{me} plan de modernisation et d'équipement.

II - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU

2^{me} Plan d'équipement.

M. LELANT, Président.- Je présente les excuses de notre président, M. Canivez, qui, souffrant, n'a pu assurer la présidence de notre réunion et je donne immédiatement la parole à M. Chapalain pour qu'il nous présente son avis sur le projet de loi portant approbation du 2^{me} plan d'équipement.

M. CHAPALAIN.- Faut-il, dans un plan de modernisation et d'équipement économique, inclure un chapitre réservé à l'éducation nationale ? Il ne peut y avoir aucune hésitation sur la réponse à donner à cette question.

En effet, c'est une constatation largement vérifiée que la condition humaine est directement fonction de son niveau intellectuel. Plus nous améliorerons celui-ci et plus facilement nous disposerons des facteurs humains indispensables à toute modernisation et à tout progrès.

Les investissements dans le domaine de l'éducation nationale doivent donc être prioritaires ; ils conditionnent l'avenir de notre pays et le rang qu'il occupera dans l'évolution économique mondiale.

Quelle est la situation présente ?

.../...

- 3 -

Le chapitre du 2^{me} Plan consacré à l'équipement scolaire et universitaire se contente de reproduire les dispositions du plan quinquennal de construction et d'équipement de locaux scolaires et universitaires tel qu'il résulte de l'article 17 du paragraphe premier de la loi du 17 février 1953 relative au budget d'investissement.

Ce plan quinquennal comprend 269 milliards de francs de crédits d'investissement dont 204 à la charge de l'Etat et 65 à la charge des collectivités locales.

La répartition en a été ainsi fixée :

| | |
|--|-----------------|
| Enseignement 1 ^{er} degré | 72,8 milliards |
| Enseignement 2 ^{me} degré | 45 milliards |
| Enseignement technique | 55,5 milliards |
| Enseignement supérieur | 30,7 milliards. |

Les engagements de crédits prévus par la loi du 17 février 1953 ont été les suivants :

| | |
|------------------|-----------------|
| année 1953 | 24.245 millions |
| " 1954 | 25.681 millions |
| " 1955 | 20.528 millions |
| " 1956 | 8.524 millions |
| " 1957 | 4.517 millions. |

A ce dernier tableau, il apparaît immédiatement que la situation présente est extrêmement grave, la reconduction du budget de 1955 n'a pas permis le vote des crédits d'engagement pour 1956, 1957 et les années suivantes. Nous nous trouvons actuellement devant des besoins de plus en plus grands, de plus en plus pressants, et dans l'impossibilité d'engager de nouveaux travaux, ni même de poursuivre ceux qui sont en cours et qui se trouvaient échelonnés. Le Gouvernement et le Parlement se doivent de résoudre ce problème sans délai.

Les premiers engagements répondent-ils aux investissements jugés indispensables en matière scolaire et universitaire ?

On ne peut que répondre négativement si on se rapporte au résultat des travaux de la Commission "Le Gorgeu". Cette commission a, en effet, évalué à 975 milliards l'ensemble des crédits nécessaires pour faire face aux besoins scolaires et universitaires, dont 469 milliards de dépenses inéluctables, 283 milliards de dépenses utiles et 283 milliards de dépenses souhaitables.

..../..

- 4 -

Les propositions de la Commission Le Gorgeu concernant simplement le premier degré, le second degré, le technique et le supérieur se chiffraient à 716 milliards, dont 397 milliards de dépenses inéluctables. Le 2^{me} plan de modernisation n'en avait retenu que 269 milliards ; le Conseil Economique souhaite voir ce crédit porté de 269 à 397 milliards. C'est un des secteurs où le Conseil Economique s'est prononcé pour une augmentation de crédit.

Cette décision nous paraît indispensable ; elle est motivée par l'insuffisance des objectifs prévus par la loi du 17 février 1953. Les résultats que nous connaissons actuellement des années 1953, 1954 et en partie de 1955, nous renforcent dans notre détermination. Les rentrées scolaires dans les différents ordres, pendant ces dernières années, se sont faites dans les conditions les plus difficiles et le second degré, le technique et le supérieur ne font simplement que d'être touchés par la nouvelle population scolaire. Enfin, les crédits d'engagement et de paiement notés aux budgets de 1953 et 1954 sont inférieurs à ceux prévus au plan. D'autres facteurs ; relèvement de salaires, variation du prix des matériaux, malgré la rationalisation des constructions influenceront, sans aucun doute, ce domaine et réduiront les possibilités de constructions.

Nous ne pouvons que souligner la gravité de la situation et l'urgence qu'il y a à y porter remède. Rien n'est prévu si l'âge de la scolarité est reculé ou si la réforme de l'enseignement intervient.

Cette gravité et cette urgence résultent :

- a) de l'insuffisance de l'effort de construction depuis de nombreuses années pour répondre aux besoins nouveaux et au renouvellement indispensable ;
- b) du facteur démographique de plus en plus important et dont on n'a pas paru tenir suffisamment compte dans la loi du 7 février 1953 ;
- c) de la lenteur des formalités administratives et aussi de la lenteur d'exécution des constructions due à différents facteurs.

Ce problème prioritaire entre tous mérite qu'une solution intervienne sans retard. Il faut surtout souhaiter que les crédits d'équipement de l'Education Nationale soient majorés.

../..

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

- 5 -

M. LE PRÉSIDENT.- Au nom de la Commission unanime, je vous remercie de votre exposé si instructif. Je crois, en effet, qu'il est urgent de demander l'augmentation des crédits.

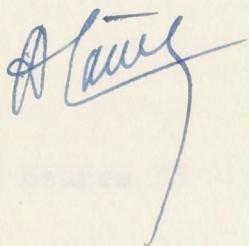
M. AUBERGER.- Il faut aussi signaler cette fâcheuse tendance à augmenter le nombre de classes en négligeant d'augmenter ou d'agrandir les locaux annexes, tels que cours de récréation, W.C., escaliers de secours, cantines, etc...

Le rapport pour avis de M. Chapalain est approuvé.

La séance est levée à midi.

Le Président,

Séance du Mercredi 25 Avril



La séance est ouverte à 10 heures

Présents : MM. Georges BOULANGER, CANIVAN, Mme Marie-Hélène CARDOT, M. DELALANDE, Mme BRAVIER, MM. Paul-Emile DESCOMPS, DUPEU, Mme Yvonne FÉROT, MM. Yves ESTÈVE, LELANT, de MAUPÉOU, Georges SAURICH, Georges PORTMANN, Paul ROBERT, SOUTHOE.

Excusés : MM. CAYROU, LAROUSSE, THIBON.

Absents : MM. Jean BERTAUD, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, André CORNU, DELAIGU, Jean LAGAZZ, HAIDARA, Ralisona LAINGO, Gaston MANENT, MONICRON, SYMPHOR, SAFINANDRA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

Séance du Mercredi 25 Avril 1956

La séance est ouverte à 10 Heures 35

---*

Présents : MM. Georges BOULANGER, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène
CARDOT, M. DELALANDE, Mme DERVAUX, MM. Paul-Emile
DESCOMPS, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Yves ESTEVE,
LELANT, de MAUPEOU, Georges MAURICE, Georges PORTMANN,
Paul ROBERT, SOUTHON.

Excusés : MM. CAYROU, LAMOUSSE, THIBON.

Absents : MM. Jean BERTAUD, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, André
CORNU, DELRIEU, Jean LACAZE, HAIDARA, Ralijaona LAINGO,
Gaston MANENT, MONICHON, SYMPHOR, ZAFIMAHOVA.

---*

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Désignation de rapporteurs pour les propositions de résolution :
- a) (n° 293, session 1955-1956) de Mme Marie-Hélène Cardot, tendant à inviter le Gouvernement à hâter la réédification, à Buzancy (Ardennes), de la statue commémorative du Général Chanzy ;
 - b) (n° 406, session 1955-1956) de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures en faveur des écoles normales d'instituteurs et du personnel enseignant du premier degré.
- II - Rapport de M. Boulanger, sur la proposition de loi (n°352, session 1955-1956), adoptée avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa deuxième lecture, tendant à la transformation des écoles préparatoires de médecine et de pharmacie de Besançon, de Dijon et de Reims en écoles nationales de médecine et de pharmacie.
- III - Questions diverses.

(Assentiment).

-*-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Je vous présente les excuses de M. Thibon, qui a eu la douleur de perdre son fils. Je lui adresserai, au nom de la Commission, nos sentiments de profonde sympathie.

(Assentiment).

M. Lamousse s'excuse également. Il se trouve au Festival de Cannes en qualité de membre du jury.

-*-

.../...

- 3 -

Pour aujourd'hui, je voudrais vous soumettre un plan de travail sur les points suivants.

Désignation de rapporteurs.

Mme Cardot est désignée comme rapporteur de la proposition de résolution (n° 293, session 1955-1956), tendant à inviter le Gouvernement à hâter la réédification, à Buzancy (Ardenne), de la statue commémorative du Général Chanzy.

M. Southon est désigné comme rapporteur de la proposition de résolution (n° 406, session 1955-1956) de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures en faveur des écoles normales d'instituteurs et du personnel enseignant du premier degré.

Nous entendons dire que les étudiants en P.C.B. manipulent dans des caves ; est-ce vrai ? Il faudrait le vérifier et en demander les raisons.

-*-

Les étudiants se plaignent de la qualité et de la quantité de nourriture qui leur est servie. Nous pourrions visiter des restaurants universitaires.

Ecoles de médecine.

M. BOULANGER.- Les modifications apportées par l'Assemblée Nationale ne sont pas importantes. Elles ont trait à la date à laquelle les transformations deviendront effectives. Je crois que nous pouvons donner notre accord et proposer de voter sans modification le texte qui nous est transmis.

(Assentiment). Je ne puis pas de me répondre immédiatement. Réfléchissez à nos prochaines réunions, vous ne ferez pas de vos remarques.

M. de MAUPÉOU.- J'approuve pleinement cette méthode de travail. Je constate que, dans certaines commissions, par exemple aux Affaires étrangères, le président donne connaissance à ses collègues des informations de la semaine. Il faudrait obtenir du ministre la communication de toutes les nouvelles importantes.

Questions diverses.

M. LE PRESIDENT.- Le Ministre de l'Education Nationale m'a fait savoir qu'il se tenait à notre disposition à partir du 15 mai. Il nous serait difficile de le recevoir avant cette date en raison de différentes vacances. (1er mai, anniversaire de l'Armistice, Ascension) et également des réunions prochaines des conseils généraux.

.../...

- 4 -

Pour aujourd'hui, je voudrais vous soumettre un plan de travail sur lequel je vous demande de réfléchir.

En principe, chaque matinée du mercredi sera consacrée soit à une séance de commission, soit à une visite d'information. Si nous n'avons aucun texte à l'étude, nos séances de commission pourront être employées à l'établissement d'un fichier de renseignements. Pour la réforme de l'enseignement par exemple, il serait intéressant, avant d'entreprendre l'étude, de savoir exactement ce qui existe dans chaque ordre d'enseignement et, pour cela, nous pourrions nous diviser en groupes de 4 ou 5 commissaires.

Nous aurions, par ailleurs, des visites d'information. Nous entendons dire que les étudiants en P.C.B. manipulent dans des caves ; est-ce vrai ? Il faudrait le vérifier et en demander les raisons.

Les étudiants se plaignent de la qualité et de la quantité de nourriture qui leur est servie. Nous pourrions visiter des restaurants universitaires.

Qui d'entre nous connaît l'Ecole Normale de la rue d'Ulm, celle de Fontenay-aux-Roses, celle de Sèvres ? Le Musée Pédagogique ? La Sorbonne ? Ou même les Ecoles primaires de Paris ? Nous pourrions aussi visiter l'Ecole de Vanves qui fait une expérience très intéressante.

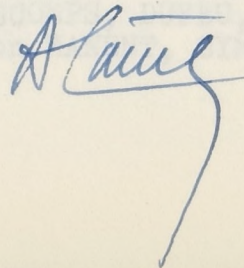
Je ne vous demande pas de me répondre immédiatement. Réfléchissez et, au cours de notre prochaine réunion, vous me ferez part de vos remarques.

M. de MAUPEOU.- J'approuve pleinement cette méthode de travail. Je constate que, dans certaines commissions, par exemple aux Affaires étrangères, le président donne connaissance à ses collègues des informations de la semaine. Il faudrait obtenir du ministre la communication, avant la presse, de toutes les nouvelles importantes.

M. LE PRESIDENT.- Je l'ai demandé moi-même à M. Billières, il y a un mois et cela sans résultat.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

Séance du Mercredi 16 mai 1956

La séance est ouverte à 10 Heures 30

Présents : MM. CANIVEZ, CHAPALAIN, André CORNU, Mme Renée DERVAUX, Mme Yvonne DUMONT, MM. LELANT, MONICHON, PORTMANN, Paul ROBERT, SOUTHON.

Excusés : MM. Jean BERTAUD, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. Frédéric CAYROU, LAMOUSSE, de MAUPEOU, Georges MAURICE, THIBON.

Suppléants : MM. LE GROS, PAUZET, QUENUM-POSSY-BERRY.

Absents : MM. Georges BOULANGER, Paul CHEVALLIER, DELALANDE, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU, Yves ESTEVE, Mahamane HAIDARA, Gaston MANENT, SYMPHOR, ZAFIMAHOVA.

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- A - Réunion commune avec les Commissions de la Famille et de la France d'Outre-Mer.
- I - Rapport de M. Portmann sur la mission d'information à Dakar.
- B - A l'issue de la réunion commune :
- II - Désignation d'un rapporteur pour avis pour le projet de loi (n° 422, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique.
- III - Echange de vues sur la question orale avec débat de M. Léo Hamon sur l'aide aux beaux-arts.
- IV - Echange de vues sur le problème du monde bilingue.
- V - Questions diverses.

-:-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Je salue les membres des trois commissions réunies pour entendre le rapport d'enquête de M. Portmann, sur le fonctionnement de l'Ecole préparatoire de Médecine et de Pharmacie de Dakar et de l'Institut des Hautes Etudes.

M. PORTMANN.- Les pouvoirs d'enquête nous ont été accordés aux fins d'étudier les conditions de fonctionnement de l'Ecole préparatoire de médecine de Dakar, tant du point de vue de l'installation matérielle que de l'organisation de l'Enseignement.

Informé du malaise régnant actuellement à l'Ecole de Médecine et dans tout l'enseignement supérieur, en général, je me devais, en ma qualité de Doyen de la Faculté de médecine de Bordeaux co-tutrice de l'Ecole de Dakar, et après avoir eu

../..

- 3 -

le privilège de présider les cérémonies d'institution de l'Ecole, de voir sur place l'état des travaux.

C'est dans ces conditions, et sur mon initiative, que la Commission d'enquête fut constituée.

A la demande du Ministre de l'Education Nationale, l'objet de la mission fut étendu à tout l'enseignement supérieur (lettres, droit, sciences).

Dès son arrivée à Dakar, la délégation prit contact avec les autorités gouvernementales et les responsables de l'Enseignement supérieur.

Elle accorda, d'autre part, audience aux étudiants africains et métropolitains, tous directement intéressés par les questions d'enseignement, ainsi qu'aux docteurs en médecine africains, particulièrement avertis des conditions de la promotion africaine.

Le présent rapport sera donc constitué par la synthèse des différents éléments de l'enquête : informations et visites d'observations.

Deux remarques préliminaires doivent être faites :

1°) Cette enquête, dont le but pourrait sembler strictement limité à un plan pédagogique et professionnel, a dû, en raison des circonstances, s'étendre parfois à des considérations d'ordre social et même politique ;

2°) Egalement, il est à souligner la constante unanimité qui a régné au sein de votre délégation, tant en ce qui concerne l'émotion qui a suivi la révélation de certains faits ou de certains propos qu'au sujet des solutions préconisées.

Après une introduction traitant de l'organisation générale de l'enseignement supérieur en A.O.F., quatre parties seront consacrées respectivement à l'Ecole de médecine et aux Instituts de droit, des sciences et des lettres.

Dans la conclusion, après avoir exposé les différents problèmes qui résultent de la situation, votre mission d'enquête vous suggérera les solutions envisagées pour résoudre

../..

"la crise" qui sévit incontestablement dans l'enseignement supérieur. Estimant avoir fait preuve d'une grande objectivité et d'une extrême prudence, elle vous demandera votre appui pour faire aboutir dans un rapide délai les réformes qui s'imposent.

Je ne veux pas aujourd'hui vous infliger la lecture d'un volumineux rapport que vous aurez le loisir de consulter dès qu'il sera distribué, mais simplement attirer votre attention sur certains points particuliers qui me paraissent essentiels.

Les étudiants.

Un malaise règne entre les étudiants et les professeurs, mais également entre les étudiants d'origine africaine et les étudiants d'origine métropolitaine.

Des différentes audiences qui ont été accordées, tant aux professeurs qu'aux étudiants, il ressort que ces derniers et, tout spécialement, les étudiants d'origine africaine, se plaignent des professeurs (à une ou deux exceptions près) dont ils contestent les titres universitaires ou la valeur des diplômes selon qu'ils ont été délivrés dans telle ou telle Université. Ceci les amène à conclure, fort imprudemment, du reste, qu'ils font l'objet d'un enseignement au rabais.

De telles considérations n'ont cependant pas paru devoir être retenues par votre délégation puisque, de l'aveu même qui lui a été fait par les étudiants, la qualité de l'enseignement donné par les professeurs (de toute provenance et de toute formation) est sans reproche.

Les étudiants pensent également que les conditions matérielles d'enseignement qui leur sont faites ne sont pas satisfaisantes et ils demandent une réforme des stages hospitaliers.

Sur le premier point, la description faite dans mon rapport de l'installation de l'Ecole de médecine et de l'agencement des salles d'études et de laboratoires semble suffire pour réfuter les critiques.

Quant à la question des stages à l'hôpital et le régime de l'externat, si votre délégation pense qu'une amélioration peut intervenir dans l'organisation de l'enseignement donné et notamment par l'amélioration des contacts humains, il lui

- 5 -

paraît impossible, par contre, de retenir, pour le moment, la suggestion des étudiants au sujet de la suppression du concours d'externat.

Elle estime, en effet, que le régime de l'externat, tout en permettant une sélection parmi les étudiants, assure, dans les services hospitaliers Outre-Mer, la présence de responsables et l'existence d'un tour de garde.

En ce qui concerne les rapports entre étudiants d'origine africaine et étudiants d'origine métropolitaine, une scission existe depuis la manifestation des étudiants d'origine africaine faisant suite aux incidents de Montpellier.

Les étudiants d'origine métropolitaine qui se sont considérés exclus de l'Association générale des Etudiants de Dakar ont constitué une amicale qui a demandé une collaboration sur le plan social et culturel avec l'A.G.E.D.

Un fait important et surprenant également mérite d'être signalé, à savoir la non-appartenance de l'A.G.E.D. à l'Association nationale des Etudiants de France, mais, par contre, une participation aux travaux de Vorsovie de l'Union internationale des Etudiants (U.I.E.) groupant plus particulièrement l'Union Soviétique et ses satellites.

Cela tient peut-être à une distinction subtile de nos jeunes étudiants africains qui considèrent que leur Association étant une association nationale au même titre que l'Association générale des Etudiants de France, il n'y a pas lieu à une affiliation.

Votre délégation ne se rend pas à cet argument et considère que, sur le plan de l'Union Française, il ne peut être admis d'autre nationalité que celle de l'Union.

Après une réunion commune des deux associations, votre délégation, essayant d'aplanir les difficultés, a demandé à chacun un effort dans le sens de la conciliation. Elle espère qu'elle sera entendue.

Les difficultés des relations ont été, d'autre part, accentuées à la suite d'une lettre adressée par un professeur agrégé de l'Ecole préparatoire de médecine, M. Tusques, actuellement démissionnaire.

../..

- 6 -

Dans cette lettre, des faits - parfois exacts quant au fond - sont présentés avec une évidente mauvaise foi, dans des termes que votre délégation a estimés indignes d'un universitaire.

On ne peut tolérer qu'un homme puisse, après un court séjour de quelques mois à Dakar, se permettre de juger avec une partialité révoltante et tendancieuse, ses collègues qui, depuis quatre ans, ont tout institué en dépit de difficultés sans nombre.

Il faut se souvenir que c'est grâce aux professeurs de l'ancienne école africaine et du lycée et avec la collaboration du corps de santé colonial qu'a pu être instituée l'Ecole que nous avons visitée.

La publication et la diffusion des propos de M. Tusques notamment parmi les étudiants n'a fait qu'augmenter la tension existante.

On peut, d'autre part, penser que de tels agissements ont, sinon suscité, tout au moins donné un accord tacite à la publication par les étudiants africains de bulletins et tracts dont on lira des extraits en annexe.

C'est pourquoi votre Commission, jugeant l'attitude de M. Tusques inadmissible en même temps qu'elle est une atteinte à la dignité de notre oeuvre d'enseignement, demande la comparution de ce professeur devant le conseil de discipline de l'Université en vue de sanctions.

Les docteurs en médecine d'origine africaine.

Votre délégation a également reçu une délégation de docteurs en médecine d'origine africaine, diplômés des facultés métropolitaines, tous spécialistes et appartenant à l'Administration.

Leur avis sur la nouvelle Ecole de médecine a paru indispensable à votre délégation et de l'audience qui leur fut accordée, quatre points ont été retenus :

.../...

- 7 -

- l'opposition à la création immédiate de la quatrième année ;
- la nécessité de la relève par des médecins et des professeurs d'origine africaine ;
- l'élaboration d'un statut pour l'Ecole, semblable à celui des écoles préparatoires métropolitaines ;
- un aménagement du concours de l'externat permettant de réserver une proportion des postes aux étudiants africains qui concourent avec leurs camarades de la Faculté de Bordeaux.

Conclusion.

L'Ecole préparatoire de médecine de Dakar doit, en premier lieu, être dotée d'un statut comparable à celui des écoles préparatoires métropolitaines et, en conséquence, être rattachée au Ministère de l'Education Nationale.

On doit s'attacher tout particulièrement à parfaire les conditions d'études des trois années, tant au point de vue des installations matérielles (poursuite de la construction de la Cité de Fann et aménagement des locaux) que de la composition et du recrutement du corps enseignant.

En ce qui concerne la création de la quatrième année d'études, elle pourra, selon nous, être envisagée dans un temps que nous souhaitons proche et qui correspondra avec l'aménagement complet des trois premières années.

*

*

*

A la demande de M. le Ministre de l'Education nationale, la délégation ayant prévu d'étendre ses investigations à tout l'enseignement supérieur, elle a poursuivi ses visites dans les autres écoles de l'Institut. Ces visites, furent, du reste, rapides, étant donné le temps qui lui était imparti, mais elles ont permis toutefois de compléter son information et de constater que, fort heureusement, aucune difficulté fondamentale n'existait dans le fonctionnement des trois écoles supérieures.

Votre délégation a simplement retenu la nécessité d'aménagement des statuts de ces écoles, notamment en ce qui concerne

../..

- 8 -

la situation matérielle faite au corps enseignant et l'administration de ces écoles.

En ce qui concerne le problème des étudiants, votre délégation est persuadée que les mésententes présentes sont dues essentiellement à des malentendus qui disparaîtront avec les réformes de structure de l'enseignement supérieur.

Elle fait confiance à tous pour que, dans une atmosphère d'entente et de loyauté et grâce à un effort général de compréhension, puisse être maintenu le rayonnement spirituel et culturel de la France dans ses territoires d'Outre-Mer.

M. LE PRESIDENT.- Je veux, au nom des trois commissions unanimes, féliciter M. Portmann pour son rapport si clair et si remarquable. La discussion est ouverte.

M. LE GROS.- L'exposé que nous venons d'entendre est fort intéressant et nous permet de mieux comprendre ce qui se passe Outre-Mer. J'ai remarqué que les noirs sont toujours attirés vers les carrières administratives, lesquelles nécessitent au moins de leur titulaire la possession du certificat ou du brevet. Cependant les noirs ont le sentiment que les diplômes délivrés localement ne valent pas ceux de la Métropole. C'est la base du malaise.

M. FOURNIER.- Nous avons remarqué la susceptibilité des étudiants africains qui ont été entendus les premiers.

M. DUBOIS, Président de la Commission de la Famille.- Je veux, tout d'abord, rendre hommage à l'Ecole de médecine de Dakar et à ses enseignants, qui ont pu assurer l'amélioration de l'hygiène et la prophylaxie des maladies.

Puis, je voudrais attirer votre attention sur l'importance qu'il y aurait à enseigner l'histoire de la médecine.

Alors que 5 ou 10 places seulement étaient réservées aux jeunes agrégés (concours tous les 4 ans), on compte actuellement 50 ou 60 places pour ce même concours qui a lieu tous les 4 ans.

L'enseignement dépend beaucoup moins des titres que de la qualité de l'enseignement lui-même.

../..

- 9 -

Il ne faut pas que l'Enseignement de Dakar soit uniquement assuré par des professeurs africains. Il faut que l'Ecole puisse être ouverte à tous, qu'ils soient noirs ou métropolitains.

M. CASTELLANI.- J'approuve les observations qui viennent de nous être présentées.

Quand les élèves africains se sont plaints, nous avons essayé de voir quels étaient les professeurs critiqués. Or, chacun d'eux, pris individuellement, ne faisait l'objet d'aucune critique. C'était la preuve qu'il y avait autre chose que l'enseignement qui était à l'origine du malaise. Je rappelle l'attitude du professeur Tusques, qui a dit : "Je veux être directeur avant un an". Il a envenimé l'atmosphère.

Je veux également dire qu'il ne peut y avoir là matière à discussion politique.

Je pense que la Commission admet et souhaite que les étudiants africains qui ont obtenu l'agrégation puissent enseigner à Dakar ou ailleurs, sans que cela puisse exclure la nomination d'autres professeurs, sinon il y aurait des compétitions dangereuses.

M. PORTMANN.- Notre collègue M. Le Gros a mis l'accent sur le complexe d'infériorité, des noirs. Nous devons le faire disparaître.

Il serait intéressant d'établir un parallélisme entre la politique des Etats-Unis et celle de la France Outre-Mer. Que l'on ne nous dise pas que nous sommes racistes, car, en France, tout le monde peut s'inscrire à l'agrégation; les premiers c'est-à-dire les meilleurs, sans distinction de race, ou de couleur, seront reçus.

Tout mon rapport a été établi dans un grand souci d'impartialité et notre conclusion tend au vote rapide d'une proposition de résolution dans le sens indiqué.

M. LE PRESIDENT.- Au nom de tous nos collègues, je vous remercie chaleureusement de votre très intéressant travail et je félicite également tous ceux qui y ont participé.

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 10 -

Nous approuvons le bien-fondé de la proposition de résolution que vous vous préparez à déposer et, dès aujourd'hui, nous vous en confions le rapport.

(Assentiment).

La séance est levée à midi 45.

Présidence de M. Carivetz, Président

Le Président,

A. Carivetz

Séance du Jeudi 24 Mai

-1-1-1-1-1-1-

La séance est ouverte à 10 heures 10

Présents : M. CARIVETZ, Mme Marie-Hélène CARBOT, MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, André CORNU, DELRIEU, Mme DEVAUX, MM. DUFREY, Yves ESTEVE, Jean LACAZE, LAMOUSSE, LELANT, Georges MAURICE, MONICRON, Georges PORTMAN, Paul ROBERT, SOUDRON.

Excusés : MM. Jean BERTAUD, Frédéric CAYROU, DELALANDE, SIMPSON.

Suppléants : MM. PAUZER, VERROT-MIRON.

Absents : M. Georges SCHLIMMER, Paul-Emile DESCOMPS, Mme Yvonne DUMONT, M. HAIDARA, Malijasse DAINGO, Gaston KANENT, de KAVESOU, THIPON, ZAFIMANOUA.

J.F.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DES BEAUX-ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M.CANIVEZ, Président

Séance du Jeudi 24 Mai 1956

Ecole de Dakar

La séance est ouverte à 10 heures 10

(Assentiment)

Le rapport de M.Portmann est adopté à l'unanimité.

Présents : M.CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM.CHAPALAIN,
Paul CHEVALLIER, André CORNU, DELRIEU, Mme DEVAUX,
MM.DUFEU, Yves ESTEVE, Jean LACAZE, LAMOUSSE, LELANT,
Georges MAURICE, MONICHON, Georges PORTMANN,
Paul ROBERT, SOUTHON.

Excusés : MM.Jean BERTAUD, Frédéric CAYROU, DELALANDE, SYMPHOR.

Suppléants : MM.PAUZET, PERROT-MIGEON.

Absents : MM.Georges BOULANGER, Paul-Emile DESCOMPS, Mme Yvonne
DUMONT, MM.HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Gaston MANENT,
de MAUPEOU, THIBON, ZAFIMAHOVA.

(Assentiment)

ORDRE DU JOUR

- 1°) Rapport de M.Georges PORTMANN sur sa proposition de résolution (n° 465, session 1955-1956) tendant à inviter le Gouvernement à doter l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Dakar d'un statut organique, dans le cadre du décret du 10 février 1955.
- 2°) Désignation d'un rapporteur pour avis pour le projet de loi (n° 422, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique.
- 3°) Audition de M.René BILLERES, Ministre de l'Education Nationale

-:-:-

COMPTE RENDU

Ecole de Dakar

M.PORTMANN.- Mon rapport est de pure forme. Je vous ai déjà, en effet, exposé les motifs de notre proposition de résolution tendant à doter l'école préparatoire de médecine et de pharmacie de Dakar d'un statut organique, dans le cadre du décret du 10 février 1955. Je vous rappelle que cette proposition a été signée par les membres des 3 commissions intéressées : Education Nationale, Famille et France d'Outre-mer. Il serait souhaitable que le débat en séance publique intervienne au plus tôt.

(Assentiment)

Le rapport de M.Portmann est adopté à l'unanimité.

-:-:-

Propriété artistique et littéraire

M.LE PRESIDENT.- Nous avons les candidatures de MM.CORNU et Lamousse au rapport pour avis, mais je crois que nos deux collègues se sont mis d'accord.

M.CORNU.- Je remercie mon ami Lamousse de s'être effacé devant ma candidature. Je tenais en effet à présenter ce rapport car je suis l'auteur de ce projet de loi auquel j'ai travaillé pendant 2 ans.

M.LAMOUSSE.- J'avais posé ma candidature, non pas à titre personnel, mais parce que la Société des Gens de Lettres me l'avait demandé. Je reconnais que M.CORNU a, pour présenter ce travail, des titres plus particuliers et je m'efface bien volontiers devant sa candidature.

(Assentiment)

.../...

- 3 -

Audition du Ministre de l'Education Nationale

M. LE PRESIDENT. Monsieur le ministre, nous vous remercions d'être venu aujourd'hui pour répondre à certaines questions posées par des propositions de loi ou de résolution. Ces questions sont au nombre de 3 :

1°- la formation des cadres des colonies de vacances qui fait l'objet d'une proposition de loi de M. Waldeck L'Huillier.

2°- la formation des maîtres du premier degré, question qui pourrait être reportée à celle concernant la rentrée scolaire.

3° les divers problèmes dont vous voudrez bien parler .

M. LE MINISTRE de l'Education Nationale . Je voudrais , si vous le permettez , présenter un exposé général au cours duquel j'aurai l'occasion de répondre aux questions précises que vous posez et qui me permettraient de vous donner un bilan exact des besoins de l'Education nationale dans l'immédiat et aussi à plus long terme, de vous présenter les mesures que nous avons prises dont le plus grand nombre trouvent leur traduction dans le budget, dans le collectif, dont la discussion s'instaure aujourd'hui devant l'Assemblée Nationale , et également des mesures en cours d'élaboration qui présentent un caractère très important parce qu'elles constituent un préalable à toute véritable réforme .

Je désire enfin apporter devant vous aussi complètement que je pourrai le faire des explications concernant la question capitale du 2ème plan de modernisation et d'équipement et de sa jonction nécessaire avec la réforme de l'enseignement . Dans ce cadre je répondrai par avance aux questions que vous voudrez bien me poser et je vous donnerai une série de renseignements qui vous permettront de juger très exactement de ce que nous faisons en ce moment-ci.

Je déviserai cet exposé en deux grandes parties: la première partie concernerait plus spécialement les perspectives de la rentrée de 1956, mais aussi, étant donné l'époque où nous nous trouvons, les perspectives de la rentrée de 1957 et des années suivantes. Cette première partie pourrait, par une séparation commode quoique artificielle et arbitraire, se diviser en deux: la question des locaux nécessaires pour la rentrée de 1956 et le budget d'équipement de 1956, tel qu'il est présenté dans le collectif. D'autre part , le recrutement des maîtres dans les divers ordres d'enseignement. Cet exposé étant suivi d'une étude des problèmes aussi importants que difficiles à résoudre, celui, très général du recrutement en France et des solutions que nous proposons pour y faire face à plus ou moins long terme. Je pourrai enfin dans cette première partie vous parler d'un certain nombre de mesures budgétaires qui doivent être discutées à l'occasion d'un du

24/5/56

prochain budget et sur lesquelles je suppose que vous êtes désireux d'avoir quelques précisions.

Je viendrai ensuite à la deuxième partie qui sera consacrée à la réforme de l'enseignement et au deuxième plan d'équipement dans le cadre du troisième plan d'équipement de la nation. Cette partie sera conditionnée par l'importance de vos questions auxquelles je pourrai répondre.

Si vous êtes d'accord, je vais aborder cet exposé en vous priant de bien vouloir en excuser par avance la longueur. J'ai voulu faire un tour d'horizon complet et aussi précis que possible, comme j'estime qu'il est de mon devoir de le faire et dans le désir où je suis de laisser dans l'ombre le moins de questions possibles, je serai amené à fournir une somme de précisions dont j'espère qu'elles ne vous paraîtront pas superflues.

La première partie concerne les perspectives de la rentrée de 1956, et, dans ces perspectives, la question des locaux.

Je dois dire sans pessimisme, mais simplement parce que nous devons voir les difficultés en face si nous sommes animés du désir de les vaincre que les problèmes posés par l'accueil et la formation de nouveaux élèves à tous les degrés de l'enseignement, problèmes qui, malgré les efforts et les résultats obtenus par mes prédécesseurs dont je mesure aujourd'hui, mieux que jamais, le volume et le prix, n'avaient pu être résolus, sont encore plus aigus cette année. Cela pour plusieurs raisons que je vais énoncer brièvement.

Tout d'abord, le nombre d'élèves supplémentaires à accueillir n'avait pu être exactement prévu et les chiffres qui n'ont été connus d'ailleurs que récemment comportent un nombre important de nouveaux élèves en supplément par rapport aux prévisions. Il y a également une insuffisance du plan d'équipement complété par le décret de 1955, insuffisance qui s'était marquée en particulier par la demande d'anticipation de crédits présentée par mes prédécesseurs en 1954 et en 1955, mais également insuffisance du plan accompagnée de difficultés techniques considérables dans la construction.

La rentrée précédente n'avait pu être faite dans des conditions sur lesquelles on a le droit de porter un jugement réservé, que par des expédients. Qui a visité les écoles du 1er degré à PARIS, sait quelle ingéniosité a été déployée dans l'utilisation des locaux annexes, des préaux, des couloirs, des bureaux de directeur et de directrice, et, vous ne l'ignorez pas, dans les classes du deuxième degré dans les grandes villes. Mais ces expédients sont épuisés et nous ne pouvons plus compter sur cette

...

- 5 -

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

marge de moyens précaires et provisoires. Nous sommes maintenant obligés, pour recevoir les élèves dans les départements les plus peuplés, dans les grandes villes, de construire des classes supplémentaires.

Une difficulté supplémentaire vient du fait que les moyens de faire face aux besoins en locaux, pour la rentrée scolaire, sont inégaux dans les difficultés pour les divers ordres d'enseignement. On peut espérer construire plus rapidement ou moins lentement, moins difficilement, grâce à des facilités techniques qui n'ont pas encore été étendues à tous les enseignements dans le 1er et le second degré. Il est certain qu'on ne peut pas en quelques mois construire des centres d'apprentissage et, à fortiori, des facultés, des amphithéâtres, des laboratoires pour l'enseignement supérieur.

J'indique qu'il est essentiel que la durée de construction de nos établissements d'enseignement soit bien diminuée. Mais ce n'est pas en quelques mois que l'on peut porter remède à un tel retard. Même dans les cas où la construction est moins difficile et peut être prévue pour Octobre 1956 dans le 1er et le second degré, lorsqu'il s'agit non pas de constructions, mais de bâtiments, de classes annexées à des établissements existants la question des terrains complique la solution du problème surtout à Paris.

Cette même inégalité dans la difficulté se retrouve en ce qui concerne le recrutement des maîtres. C'est le cas du premier degré. Dans l'enseignement supérieur, nous avons la possibilité de recruter des maîtres, non seulement en raison des créations d'emplois, mais aussi en raison du volume des résultats d'aptitude à l'enseignement supérieur. Mais c'est précisément dans l'enseignement supérieur que nous avons le plus de mal à construire des locaux. Des maîtres sans locaux ne valent rien, pas plus que des locaux sans maîtres.

Malgré les difficultés que je n'exagère pas et que je regarde, comme vous, en face, peut-être même en raison de ces difficultés, nous avons tout mis en oeuvre pour effectuer le moins mal possible la rentrée de 1956 et améliorer la situation par rapport aux années précédentes. Nous avons fait un effort considérable pour que les rentrées scolaires de 1957 et des années suivantes ne soient plus, pour le responsable de l'éducation nationale, un drame comme ceux qui se reproduisent chaque année, plus aigus et plus angoissants.

Cet effort pour les rentrées prochaines est marqué par les chiffres que je vais vous donner.

Dans la première partie concernant les locaux, pour le premier degré, au mois de février dernier, au moment où j'arrivais

ED. NAT.

24/5/56

- 6 -

à la rue de Grenelle, j'étais avisé par des doléances venues du département de la Seine et de la Seine-et-Oise, mais aussi de tous les départements, des résultats d'une enquête lancée par mon prédécesseur, en octobre dernier. Pour le 1er Octobre 1956, il me fallait trouver les crédits et les moyens de construction pour 8.000 classes nouvelles en quelques mois et 10.000 classes nouvelles en plus de celles normalement prévues pour la rentrée de 1957. Pourquoi? D'abord, parce que la demande due à l'accroissement de la natalité avait été sous-évaluée: 140.000 élèves de moins qu'il n'y en aura en réalité dans nos classes primaires au 1er Octobre.

Cette sous-évaluation est due en particulier au fait que la vague de natalité ne se distribue pas entre écoles publiques et écoles privées, suivant une proportion connue jusqu'ici. Beaucoup d'enfants qui, normalement, en raison du sentiment de leur famille, de l'exemple de leurs aînés seraient allés vers les écoles privées, viennent dans nos écoles publiques. Je dois même constater, sans désobliger personne, qu'à Paris, l'école publique, en dehors même de la vague de natalité, connaît un succès considérablement accru. C'est ainsi que dans le 16^{ème} arrondissement, l'effectif des écoles publiques se multiplie parce que l'enseignement public dispensé dans un arrondissement où, traditionnellement, les institutions privées sont nombreuses, attire de plus en plus les enfants de familles qui, par tradition ~~envoyaient~~ autrefois leurs enfants dans les écoles privées.

Il y a également la nécessité de l'accueil qui n'est pas obligatoire en droit, mais qui l'est en fait: des enfants plus nombreux dans nos écoles maternelles - 164.000 demandes supplémentaires - et, dans les écoles complémentaires 80.000 demandes. On ne peut que se féliciter de cette demande, mais il faut y faire face.

Une raison nouvelle, presque imprévue est le transfert d'effectifs du fait de la construction des logements. Dans les départements comme la Seine, la Seine-et-Oise, dans les grandes villes, la construction de 250.000 logements déplacent 200.000 enfants qui viennent précisément de régions où l'effectif scolaire peut être logé sans difficulté vers des régions où l'effectif est pléthorique. Au total 8.000 classes sont nécessaires pour le 1er octobre.

J'ai demandé au gouvernement d'affecter 25.000 milliards supplémentaires au 1er degré. Après discussion, je les ai obtenus. Je n'avais pas besoin de crédits de paiement car il y aura, cette année, un certain report des crédits de paiement de l'année dernière;

...

-7/10

Ces chiffres montrent la difficulté technique de construction, difficulté qu'il faut vaincre si l'on veut construire à la mesure des nécessités.

Mais le problème de la construction n'est pas seulement un problème de crédit. Il y a aussi la lenteur de la constitution des dossiers. Avant même d'avoir les crédits, nous avons demandé aux inspecteurs d'Académie, d'accélérer cette constitution. Nous avons mis l'accent devant les préfets et les inspecteurs sur la nécessité d'aller au plus vite, d'enjamber ces nécessités d'ordre administratif dont on ne comprend plus très bien la raison actuellement.

La passation des marchés n'est pas commode, parce que les prix prévus par les barèmes sont inférieurs de la moitié aux prix demandés par les entrepreneurs. A Paris, on ne peut construire qu'en surélevant des classes existantes. Nous n'avons pas de terrain, et les surélévations demandent des travaux de confortement.

Puis, la pression s'est exercée singulièrement sur nos marchés, puisque, faisant sauter le barème de l'éducation nationale c'était la hausse générale dans la construction, ce qui est justifié, car il y a eu des hausses de prix et de main-d'oeuvre. Nous avons passé un certain temps à attendre - près de 1 mois - que les finances veuillent bien accorder les révisions de prix qui, tout en maintenant le barème, permettaient des dérogations.

Enfin, le problème de la main d'oeuvre s'est posé, aggravé par le départ des disponibles et la disparition de la main-d'oeuvre Nord-africaine. A l'heure actuelle, je crois pouvoir dire que ces difficultés sont résolues et nous faisons l'effort de vigilance, pour que les écoles que nous mettons en chantier, puissent être construites pour le 1er octobre 1956. Je ne désire pas revivre les semaines que nous avons pu passer et, dès maintenant, je demande des anticipations de crédits pour commencer à construire des écoles en vue de la rentrée 1957.

En ce qui concerne le second degré, il y a 40.000 enfants nouveaux dont 5.000 à PARIS. Cela est dû essentiellement à l'augmentation du taux de scolarisation. Nous pouvons en recevoir 10.000, dans les classes existantes, mais il faut construire des classes nouvelles pour l'accueil des 30.000 autres. La construction de nouveaux locaux va permettre de faire face à ces nouveaux besoins. Nous construirons en plus pour le premier octobre 1.200 classes ordinaires dont 585 classes spécialisées. Au total 2.235 classes nouvelles qui nous apporteront 9.000 classes d'interne, 13.000 classes de réfectoire et 400 logements de fonctionnaires.

- 11 -

J'en viens à l'enseignement technique. Dans ce domaine, la rentrée n'est plus assurée depuis des années. L'an dernier, par exemple, on a refusé 60.000 élèves. Cela est vraiment inhumain. On refuse ainsi à 60.000 enfants, qui désirent devenir des ouvriers qualifiés, le droit d'acquérir cette qualification aujourd'hui indispensable et ce refus, qui les relègue à la condition de manoeuvre, est le plus déplorable qu'on puisse opposer à des enfants. Nous attendons 80.000 élèves nouveaux au premier octobre prochain. Les opérations prévues au plan, soit 74 opérations d'achèvement, 29 opérations nouvelles d'importance moyenne et 50 constructions complètes de Centres sont susceptibles, dans une certaine mesure, de pallier la difficulté. Nous avons décidé la construction d'urgence de 54 Centres, avec un effort particulier vers le bâtiment, car c'est à nous qu'il revient de former ces ouvriers qualifiés du bâtiment qui manquent à notre Pays et par conséquent à la construction scolaire. Nous avons également prévu des classes démontables aux endroits les plus encombrés, mais ce n'est pas encore cette année que nous aurons dans l'Enseignement Technique une rentrée convenable. Il faudra des années pour remonter la pente.

Je dois dire que je partage le sentiment de tous les amis de l'Education nationale, à savoir qu'on a trop oublié, dans notre pays, que la rentrée scolaire est, pour la Nation, chaque année, un acte solennel, garant de son avenir et c'est ce sentiment qui m'a conduit à prendre diverses mesures, sur le plan du recrutement, pour faire face à la rentrée d'octobre.

Dans l'enseignement supérieur, les difficultés sont également anciennes, tant du point de vue des laboratoires que des amphithéâtres. Les constructions qui ont été décidées demandent des délais importants, la plupart traînent en longueur. Il y a un certain temps, par exemple, que la Faculté des Sciences de Paris espère voir le jour. Si j'en juge par certaines études qui ont été faites, on pourrait réduire considérablement et le temps et le coût de la construction. Néanmoins, nous ne construirons pas en quelques mois les Facultés qui seraient nécessaires pour assurer un enseignement supérieur moderne en France. Grosses difficultés pour le Droit, à Lyon, Lille, Rennes, Toulouse, notamment, du fait de l'accroissement des effectifs, des changements de programmes et, pour les sciences, dans onze villes de Faculté. De gros problèmes sont à résoudre à Lyon, Rennes et Paris. Pour Paris, nous espérons, et nous en sommes même convaincus, que de nouveaux locaux pour le P.C.B. seront mis en service rue Jussieu en novembre prochain, mais il reste toujours le problème de la Faculté des Sciences, pour lequel M. Surlot a reçu mission de mon prédécesseur. Il faut que cette Faculté commence à sortir de terre.

- 12 -

Ces perspectives immédiates ne sont pas les seules valables, car on ne peut séparer la rentrée de 1956 des suivantes et nous avons fait un effort considérable pour que la rentrée de 1957 soit meilleure.

Quel est le budget d'équipement de 1956 ? Je note tout d'abord qu'une partie de ce budget doit être utilisée cette année mais que la plus grande part servira à l'amélioration de la rentrée de 1957. Ce budget comporte 162.448 millions de Francs, dont 23 milliards ont été employés par anticipation en 1955, ce qui donne 139.448 millions contre 91.849 l'an dernier, anticipation comprise, soit une progression considérable de 47.500 millions environ. Voici la répartition des suppléments de crédits : 23 milliards au premier degré, 6.374 millions au deuxième degré, 7.228 millions à l'Enseignement technique, l'Enseignement supérieur restant étale pour des raisons techniques, 4 milliards pour la Recherche scientifique, ce qui triple la dotation jusqu'ici attribuée à cette recherche et 1.760 millions à l'équipement de l'Education physique et sportive. Cette somme supplémentaire est surtout destinée à rattraper le retard fâcheux que nous enregistrons dans ce domaine, mais ce ne sont pas là les seuls crédits dont disposera l'équipement de la Jeunesse et des Sports. J'ai prescrit, par deux circulaires envoyées aux Préfets et aux Inspecteurs d'Académie, qu'on ne présente plus un seul plan de construction et d'équipement d'un établissement un peu conséquent, sans que soient prévus les crédits pour les installations d'Education physique et sportive. Il ne s'agit pas d'une obligation purement théorique, car les crédits supplémentaires que j'ai obtenus me permettent de comprendre effectivement ces installations. Cela représente une dizaine de milliards cette année et cela rend, du même coup, complètement superflu le fameux concours de pronostics dont vous savez qu'il était surtout destiné, dans l'esprit de ses promoteurs, à pallier la carence de l'Etat en matière d'équipement de l'Education physique et sportive.

En ce qui concerne les crédits de paiement, je n'ai pas de difficultés. Je ne dispose que de 74 milliards, comme l'an dernier, mais je dispose également de 33 ou 35 milliards de crédits de report, soit au total 107 ou 109 milliards. Le problème est de dépenser ces crédits. Vous connaissez les difficultés : la recherche de terrains, la nécessité d'obtenir des procédures d'expropriation. Nous sommes en négociations à ce sujet avec les départements intéressés.

Ici se pose le problème des prix. Il n'est pas possible que nous continuions à construire dans certains degrés d'enseignement, des établissements véritablement très beaux, mais qui coûtent fort cher, quand on songe à la misère où se trouvent certains autres. J'ai visité par exemple à Toulouse un Lycée magnifique. Certes, un Lycée n'est jamais trop beau pour recevoir les élèves qui le fréquentent, mais je vous avoue que je

- 13 -

Je construirai jamais de Lycée semblable à celui-là. Je rechercherai la formule la plus souple et qui réduise d'autre part au maximum la durée de la construction. Il faut penser, en effet, que nous sommes obligés de construire trois classes de Lycée pour le prix de deux. On peut obtenir des résultats appréciables, j'en suis persuadé, par la spécialisation de certaines entreprises qui pourraient disposer de moyens d'équipement appropriés. J'ai pu voir récemment, dans un Lycée, trois classes d'enseignement du second degré qui ont pu être construites pour 4 millions. Evidemment, elles ne dureront pas cent ans, mais elles sont cependant claires et robustes.

Pour réformer nos méthodes de construction scolaire, qui ne répondaient plus à leurs tâches, malgré les efforts méritoires et héroïques, de ceux qui, au Ministère, se sont battus pour les améliorer, j'ai pris une décision qui était demandée depuis longtemps et qui est inscrite dans le budget, à savoir la création d'une direction unique de l'équipement scolaire et sportif. Il n'est plus possible, en effet, de laisser la construction scolaire dispersée dans chaque ordre d'enseignement. Cela entraîne une concurrence entre ces derniers, parfois des doubles emplois et surtout cela empêche la concentration des pouvoirs et des moyens qui, seule, peut permettre une action vers la rapidité, la normalisation et le meilleur marché. Cette direction a des attributions très larges. Elle prépare, élabore et met en oeuvre, aux termes mêmes du décret, l'ensemble de nos constructions scolaires, qui comprend notre équipement d'éducation physique et sportive. C'est elle qui opère les arbitrages, sous la responsabilité directe du Ministre. Elle a par conséquent un pouvoir considérable et, avec les moyens que nous lui donnons, elle pourra agir pour la simplification de la procédure et pour le contrôle. Cette création s'accompagne d'une décentralisation. Il n'est plus possible, en effet, que des architectes de Paris soient constamment nécessaires pour la construction de bâtiments en province, même si ces derniers sont très importants. Nous donnons aux Recteurs des pouvoirs considérablement accrus pour l'exécution et pour le contrôle, lequel était jusqu'ici très lâche et parfois inexistant. Cette direction aura à sa tête un grand Universitaire capable d'arbitrer entre les directions d'enseignement, il sera assisté d'un adjoint-technique qui sera un Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées.

Cette réforme va très loin, car elle affecte la structure même du Ministère. Elle détruit les cloisonnements entre les divers ordres d'enseignement. Si nous voulons que tous les enseignements soient égaux en dignité - je pense particulièrement à l'enseignement technique - il faut supprimer ces cloisonnements. En matière d'orientation, il convient d'adapter le pays aux besoins de notre économie, former plus de scientifiques, d'ingénieurs, de techniciens, mais il faut bien songer qu'une orientation équitable suppose la dignité de tous les enseignements entre lesquels l'enfant est appelé à choisir. Si nous n'établissons pas

- 14 -

cette dignité dans tous les ordres d'enseignement, les familles ne consentiront pas à suivre les conseils des services d'orientation.

Cette réforme de la construction scolaire par la création d'une direction unique est le prélude à une réforme qui substituerait, au cloisonnement vertical du Ministère, une division horizontale. Une telle mesure est la condition indispensable d'une véritable réforme de l'enseignement. Elle fait actuellement l'objet d'une étude qui n'est pas achevée, mais elle s'insère dans les limites de la première réforme.

J'en arrive au problème du recrutement. Il comporte des perspectives à court terme pour la rentrée prochaine et des perspectives à long terme que j'évoquerai dans la seconde partie de mon exposé. En ce qui concerne les perspectives immédiates, les emplois créés par le collectif qui sera soumis bientôt à la décision de votre Assemblée sont nombreux : 20.000 emplois, dont 17.000 postes d'enseignants. Dans la majoration des crédits de fonctionnement qui ont été reconduits l'an dernier, c'est l'Education Nationale qui a la part prépondérante et, dans celle-ci, les crédits pour création d'emplois représentent la partie la plus importante. Il convient d'analyser cette augmentation, non pas seulement en fonction des progrès par comparaison avec l'an dernier, mais aussi par comparaison vis-à-vis des besoins. Souvent, en effet, le progrès relatif nous a caché le progrès nécessaire, c'est-à-dire celui qu'exige l'adaptation des moyens aux besoins.

Dans l'enseignement supérieur, nous avons obtenu à peu de chose près les créations d'emplois que nous avons demandées. Nous améliorerons très légèrement la proportion des enseignants par rapport aux élèves. C'est ainsi que cette proportion, qui était l'an dernier d'un professeur pour 65,6 élèves, sera cette année d'un professeur pour 64 élèves. Evidemment, le retard ne sera pas rattrapé d'un seul coup, en raison notamment du manque de locaux et il faut envisager le rattrapage de ce retard en fonction d'une idée directrice qui est celle de la décentralisation. Nous ne pouvons nous en tenir à cette perspective qui nous conduit à un ~~mostre~~ parisien au milieu d'un désert français. Une telle situation entraîne toutes sortes d'inconvénients que vous connaissez.

Pour le Centre national de la Recherche scientifique, le budget prévoit des créations d'emplois de contractuels, de collaborateurs de recherches, de chercheurs, mais il n'apporte pas de remède véritable au problème de recrutement du C.N.R.S. Ce problème est devenu tragique du fait de la concurrence dont fait l'objet le C.N.R.S. au point de vue du recrutement, de la part de l'industrie privée, des organismes semi-publics et même des organismes publics de recherche, comme le Commissariat à l'Energie Atomique ou l'Institut français du Pétrole. Si une telle situation persiste, nous courrons le risque de voir le

- 15 -

recrutement de nos chercheurs du Centre national se tarir d'ici quelques années. Cela pose la question de la rémunération, à propos de laquelle nous sommes actuellement en discussion avec les Finances. La solution est difficile à trouver, du fait que les chercheurs sont assimilés aux Maîtres de l'enseignement supérieur. Or, on fait aussi des recherches dans l'enseignement supérieur. Il n'y a pas de raisons d'accorder aux chercheurs du C.N.R.S. une prime qui peut aller jusqu'à 40 p. 100 de leur traitement et de ne pas l'accorder aux professeurs de l'enseignement supérieur qui se livrent également à des recherches, mais cela se traduira évidemment par une augmentation du traitement des autres professeurs de l'enseignement supérieur. Par conséquent, le problème si important et en apparence très limité, de l'attribution d'une prime aux chercheurs du C.N.R.S. pose, en réalité, le problème de la revalorisation de la fonction enseignante et je vous dirai, tout à l'heure, à quel moment cette question sera posée dans son ensemble.

Il y a également une question de statut. Nous avons reçu dernièrement des propositions de la part des syndicats de chercheurs. Nous sommes en train de procéder à l'élaboration de ce statut et je pense qu'il pourra bientôt voir le jour.

Passons maintenant au premier degré. Là aussi, on a épuisé les expédients pour remédier au problème du recrutement des maîtres et au surpeuplement des locaux. Nous sommes maintenant face à l'échéance. Le recrutement des maîtres du premier degré doit se faire essentiellement par les Ecoles normales primaires. On a oublié que c'était l'instituteur sorti de l'Ecole normale primaire qui est normalement le maître d'enseignement et non pas le remplaçant recruté dans des conditions plus ou moins précaires et présentant de moins en moins de garanties pour la qualité de l'enseignement. Un effort considérable est donc à faire dans le recrutement des élèves-maîtres, mais ici se pose le problème des locaux des Ecoles normales primaires. La plupart de celles-ci sont vétustes, étroites. Il faut les agrandir, les multiplier, et aller très loin dans cette voie. En effet, certains considèrent qu'il faut freiner au maximum la satisfaction des besoins dus à la vague de natalité. Or, il n'y a aucun doute que nous aurons de plus en plus besoin, dans notre pays, de maîtres du premier degré, car il n'est pas certain que l'ampleur de la natalité diminue dans une proportion notable, mais il est par contre certain que la prolongation de fait et de droit de la scolarité exigera beaucoup plus de maîtres dans les cours complémentaires, dans les centres d'apprentissage et pour l'enseignement commun d'essai et d'orientation.

début de carrière des instituteurs.

- 16 -

Dès maintenant, il faut utiliser à plein la capacité de nos Ecoles Normales. L'an dernier, on a recruté 4.500 Normaliens. Cette année, nous avons obtenu que ce chiffre soit maintenu, ce qui suppose une augmentation de 500 classes chaque année. Nous avons ouvert à nouveau la discussion avec les Finances. Elles durent encore, mais j'espère très fermement que, non pas par un crédit nouveau, mais par un transfert que je crois possible, on pourra recruter autant de Normaliens qu'on peut en recevoir, c'est-à-dire 500 ou 700 supplémentaires. Nous dépasseront ainsi le chiffre de 5.000. Nous avons porté, d'autre part, de 900 à 1.500 le nombre des bacheliers recrutés au Concours.

Tout cela est évidemment insuffisant et nous avons examiné les solutions possibles. Il y a celle des Normaliens externes. Elle existe déjà et on a créé cette année, pour les Normaliens externes, une indemnité de résidence, mais cet externement ne peut pas constituer la règle et ce n'est pas, à mon avis, une mesure tellement valable. Cette solution, à supposer qu'elle soit possible, est que l'on trouve en ville des locaux en nombre suffisant pour les héberger, conduit en effet le Normalien à considérer que l'Ecole normale est surtout un établissement de formation au baccalauréat et que la formation professionnelle a moins d'importance. On peut utiliser ce moyen dans les moments de détresse, mais j'estime que l'internement est la meilleure façon de donner à l'élève-maître et à l'élève-maîtresse tout le profit qu'ils peuvent tirer de l'Ecole normale. Je vous signale que la formule de la formation professionnelle en un an a été généralisée. Certains estiment que ce n'est pas suffisant, mais je crois qu'il vaut mieux avoir des maîtres un peu moins qualifiés que de n'avoir pas de maîtres du tout. Nous avons d'autre part obtenu l'inscription de 700 bourses pour redoublement après échec au baccalauréat.

Ce à quoi il faut arriver, c'est à augmenter l'attrait du concours à l'Ecole normale auprès des bacheliers et on en vient tout de suite au problème de la rémunération des instituteurs et des institutrices. Il existe une concurrence effrayante entre tous les secteurs de la Nation et même entre les différents ordres d'enseignement. Nous avons pris une mesure qui est inscrite dans le budget et qui consiste à verser une indemnité journalière de difficulté d'existence aux remplaçants et aux stagiaires. Cela devrait attirer davantage les bacheliers vers les remplacements. Nous avons ainsi obtenu des Finances une indemnité dégressive de 300 Francs par jour pour le premier mois, 200 Francs par jour pour le deuxième mois et ensuite cent francs, de façon à revaloriser un peu le traitement de début de carrière des instituteurs.

- 17 - / - 20 -

Une autre mesure est à l'étude - car nos propositions n'ont pas été retenues telles quelles - c'est l'accélération de l'avancement en début de carrière des instituteurs, lesquels parviendraient ainsi, en neuf ans au lieu de treize ans, à un indice convenable. Cette mesure s'est heurtée à des difficultés auprès des Finances et de la Fonction Publique. Nous en négocions actuellement une autre, mais nous rencontrons des difficultés qu'il ne faut pas dissimuler.

En ce qui concerne les créations d'emplois proprement dites, vous trouvez au budget 10.200 postes, dont il faut reconnaître que 230 d'entre eux ne représentant que la consolidation des postes que nous devons ouvrir chaque année. Ces créations se décomposent comme suit : (lecture)

Il y aura d'autre part, comme d'habitude, le recrutement nécessaire de remplaçants toujours plus nombreux et toujours aussi peu qualifiés, il faut bien le dire, auxquels il faudrait donner le maximum de formation professionnelle avant de les envoyer dans la classe et auxquels il faudrait pouvoir rendre souvent visite. Nous étudions actuellement une mesure qui doit leur permettre de recevoir, sans trop mordre sur l'année scolaire, une formation professionnelle convenable grâce à un stage dans une Ecole normale, mais cette mesure n'est pas facile à réaliser. En tout cas, cette année, nous aurons encore plus de difficulté pour avoir des remplaçants et nous prévoyons qu'il faudra recruter 12.500 remplaçants supplémentaires, dont 2.500 pour les remplacements proprement dits, car il ne faut pas oublier le problème du remplacement dans les écoles sans maîtres durant les absences de ces derniers, absences qui peuvent se prolonger pendant plusieurs mois, et je dois dire que, sur ce point, nous sommes dans l'inquiétude et même dans l'angoisse.

Pour sauver l'avenir j'ai institué une commission professionnelle du C.A.P.S. en septembre - octobre qui a pour mission de recruter 1900 professeurs, qui seront les élèves des écoles dans les centres professant ce le particulier de recruter indistinctement des professeurs pour le second degré et pour l'enseignement technique au nombre de 220. Cette expérience doit permettre de donner à l'enseignement technique le même diplôme qu'à l'enseignement du premier degré.

- 21 -

Pour le second degré, nous avons heureusement beaucoup moins de difficultés. 5.000 créations d'emplois, dont 750 au 1er janvier, 3300 enseignants; ~~500~~ 532 postes d'aggrégés créés en plus. Mais il faut veiller à ce que l'augmentation des listes d'admis possible - cette année de 260 - porte sur un effectif plus important et que le malthusianisme, sans doute très honorable pratiqué par nos jurys dans nos concours de recrutement, alors que nous avons tant de besoins, soit freiné. C'est une question très grave dont je vous parlerai tout à l'heure. 960 licenciés en plus, 300 adjoints d'enseignement, 960 stagiaires du C.A.P.E.S. en plus.

J'ai dû prendre une mesure quelque peu brutale qui doit rester exceptionnelle pour freiner d'une façon sérieuse cette ~~état~~ de dégradation accrue du recrutement des professeurs du second degré qui fait que 1.500 ~~classes~~ sont privées de maîtres à temps complet. Cette mesure ~~enr-~~ qui m'a d'ailleurs attiré certaines critiques - a été approuvée par les commissions de l'Assemblée. J'ai pensé qu'il valait mieux avoir des maîtres, même s'ils n'étaient pas qualifiés - quoiqu'ils aient montré bien souvent qu'ils l'étaient plus que certains délégués ~~rectoraux~~ ou professeurs improvisés remplaçant les titulaires qu'on ne recrutait pas. J'ai donc utilisé la promotion normale du C.A.P.E.S. de juillet. Les certifiés d'aptitude sont financièrement et administrativement rattachés aux centres pédagogiques régionaux. Ils enseigneront, il faut le reconnaître, dans des conditions injustes, ayant moins de facilités pour préparer leur agrégation - encore que le centre national d'études par correspondance ait mis sur pied un enseignement par correspondance. Mais nous avons pris la précaution, pour que cette inégalité, ce feu prématuré auquel nous les exposons, soit autant que possible atténué, de décider qu'aucun n'enseignera plus de 12 heures par semaine. Il y a les crédits nécessaires pour les dispenser de 6 heures d'enseignement, ce qui leur donne un certain nombre d'heures de loisir. Ils seront autant que possible nommés dans les villes de facultés ou proches de facultés. Ils pourront se rendre au cours des facultés car dans le projet figurent des augmentations pour les frais de voyage. Ils seront visités plus souvent, soit par les inspecteurs généraux, soit par des conseillers pédagogiques dont nous augmenterons le nombre.

Pour sauver l'avenir j'ai institué une session exceptionnelle du C.A.P.E.S en Septembre - Octobre qui doit permettre de recruter 1900 professeurs, qui seront les élèves stagiaires dans les centres présentant cette particularité de recruter indistinctement des professeurs pour le second degré et pour l'enseignement technique au nombre de 820. Cette expérience doit permettre de donner à l'enseignement technique la même dignité qu'à l'enseignement du premier degré.

Nous nous proposons de former dorénavant, ensemble, les professeurs du second degré et du technique, la discrimination en fonction du classement n'intervenant pas pour attribuer au premier ordre d'enseignement, les meilleurs et au technique les moins bons. C'est une mesure de portée révolutionnaire appelée à comporter des suites considérables. Ces mesures s'accompagneront d'une titularisation de licenciés et nous négocions, actuellement, avec les finances. Je voudrais rétablir cette notion qui me paraît saine en période de difficultés de recrutement. La licence est une licence d'enseignement et il y a cinq ans encore, la licence d'enseignement suffisait pour faire un professeur du second degré. Je veux qu'on y ajoute la formation professionnelle mais que jamais celle-ci ne prenne le caractère d'un concours qui, par le jeu d'un malthusianisme fatal, finirait par nous priver de ce dont nous avons besoin. J'ai proposé - ceci n'est pas dans le budget - que tous les licenciés, maîtres d'internat, surveillants d'externat, adjoints d'enseignement qui ont exercé ce service d'enseignement depuis un an, soient délégués ministériels. Ceux qui ne rempliraient pas cette condition, mais licenciés, s'ils comptent quatre ans de service dans l'Université, dont un an, au moins, après la licence, se voient attribuer une délégation ministérielle et la possibilité de devenir professeur.

Cette mesure donnera peut-être un certain nombre de maîtres supplémentaires en permettant de réparer des injustices qui fermaient la carrière d'enseignant à des licenciés valables pour la grande majorité qui ne savaient pas à quel moment ils pourraient être professeurs et qui n'avaient pas l'espoir de devenir malgré la possession de la licence d'enseignement. Ces mesures marquent le caractère nouveau du recrutement pour le second degré. Mais il est certain que le remède aux difficultés de recrutement est la création d'instituts pédagogiques régionaux.

Pour l'enseignement technique, nous avons 2.159 emplois supplémentaires plus 2.500 enseignants ce qui représente une augmentation considérable.

Toutes ces mesures sont à longue échéance. L'enseignement technique pose un problème qui devient pour nous des plus préoccupants: celui de la surveillance. Nous ne trouvons plus de surveillants. Au fur et à mesure du développement des bourses d'enseignement supérieur, le recrutement

des licenciés comme professeurs et aussi la création de l'allocation d'études qui déchargera les étudiants du souci de leur vie quotidienne, il faudra créer un cadre de surveillants. Peut-être même proposera-t-on de demander aux professeurs de vivre davantage dans leur établissement. Je n'en sais rien; mais il y a un problème très grave qui ne sera pas résolu facilement.

Pour la jeunesse et les sports, il y a de nouvelles créations: 270 postes de professeurs, 50 chargés d'enseignement, 80 maîtres; 110 maîtres auxiliaires pour les cours complémentaires. Il faut dire ici que l'éducation physique en France a souffert de n'être pas considérée comme une discipline d'enseignement égale aux autres et d'être écartée de la direction générale de la jeunesse et des sports. Ceci a eu pour résultat de priver l'éducation physique, si nécessaire aujourd'hui - car la refonte des programmes a pour but de mettre des heures d'activité physique - de la participation au plan Le Gorgeu, de la priver des moyens d'équipement nécessaires, mais aussi de priver l'Université de la solution au problème que pose la formation en grand nombre de maîtres valables pour l'éducation physique et sportive.

Ceci aurait pour conséquence de proposer à tous nos problèmes sportifs dans l'ordre du professionnalisme une solution convenable - encore qu'il y ait ces temps derniers, me semble-t-il une sorte d'élan de notre sport national vers de meilleures performances. Ce n'est que le jour où l'école prolongée pourra devenir le foyer sportif de la nation, que les sports scolaires et universitaires connaîtront une grande expansion, le jour où les installations construites dans nos écoles ne seront pas réservées aux élèves ou aux étudiants mais serviront de lieu d'exercice à ceux qui ne sont pas des scolaires ou qui ne le sont plus, que le sport national reprendra sa vraie place.

Ce qu'il faut, c'est réformer l'éducation physique et sportive, mais réformer non seulement les écoles mais leur recrutement. Il faut faire des maîtres d'éducation physique, des maîtres comme les autres, ayant une carrière comme les autres et il sera nécessaire, dans l'organisation de cette carrière, de prévoir pour les professeurs ayant atteint 45 ou 50 ans un aiguillage non seulement vers des débouchés administratifs mais aussi vers des postes de direction d'établissements - pourquoi ne pas aller jusque là ? L'attrait de la carrière sera alors tel que le déficit pourra être comblé.

J'ai l'intention - ce n'est pas encore fait mais simplement en cours d'achèvement d'élaboration - de créer au ministère un service relevant directement du ministre, de l'éducation physique et sportive et qui sera un service dirigé par de véritables spécialistes.

Les instituts pédagogiques nationaux doivent être complétés et réservés à la formation, en plus des écoles normales supérieures, des professeurs d'éducation physique et sportive. Il est nécessaire, sur le plan régional, de recruter suffisamment de professeurs qualifiés.

Cette réforme entraîne une augmentation de la direction générale de la jeunesse et des sports. Là encore, la misère des crédits vient de ce que la présence des sommes allouées à l'éducation physique masque par son volume le peu d'importance des autres crédits.

J'espère que nous arriverons à mener à bien cette réforme de la jeunesse et des sports; mais elle soulève de nombreux problèmes.

En ce qui concerne l'hygiène scolaire et universitaire, vous trouverez au budget la création d'un certain nombre d'emplois nouveaux.

Avant d'en arriver au problème général du recrutement, je veux vous dire rapidement quelques mots de trois ou quatre secteurs auxquels vous pouvez très légitimement être intéressés.

Pour les subventions de fonctionnement pour les universités, les crédits sont misérables: 1.150 millions de crédits de fonctionnement dont 900 millions pour les universités, chiffre très insuffisant. Vous avez tous ressenti la mort tragique du professeur Esclangon. L'enquête faite n'a pas prouvé que cet effort soit dû directement à l'état défectueux du matériel employé tous les jours dans nos lycées. Mais nous sommes contraints à un roulement incessant de matériel utilisé dans les travaux pratiques. Nous serions beaucoup moins anxieux si le matériel avait été moins vieux et les locaux moins encombrés. Même si la mort n'avait pas été causée, directement, par le matériel, il est hors de doute qu'elle a été déterminée par lui. C'est un problème d'une gravité exceptionnelle. Nous sommes très loin du compte avec les crédits de fonctionnement nécessaires. Les crédits ne seront votés qu'au mois de juin et c'est ce qui me permet d'accepter le chiffre que l'on a accordé, ce que je n'aurais pas pu faire si nous n'avions pas été aussi avancés dans l'année.

Il n'en reste pas moins que le retard dans le vote des crédits constitue une pratique à réformer si l'on veut que le fonctionnement puisse s'effectuer dans des conditions normales.

En ce qui concerne les bourses d'études dont le taux moyen, très insuffisant, est de 120.000 francs, nous sommes en train de négocier des augmentations. Ce problème a fait l'objet de la création d'une commission qui achève, actuellement, ses travaux. Ceci rentre dans le cadre de la démocratisation des études. Cette commission comprend des spécialistes des représentants des étudiants, des syndicats, des gens représentant l'Université, la recherche, l'industrie. Ils étudient les mesures à prendre pour permettre à la rentrée d'octobre d'ajouter dans le second degré et dans l'enseignement supérieur des élèves aux élèves existants, enseignement technique compris, bien entendu. C'est une refonte du régime des bourses qui prévoit la création d'une allocation d'études, certaines déterminations d'équivalence qui pourraient permettre, par exemple, à des gens d'entrer directement dans les écoles d'ingénieurs.

Ces mesures sont limitées dans leur application mais elles comportent des conséquences importantes sur la réforme. Cette refonte doit permettre des autorisations nouvelles en cours d'année pour des crédits nouveaux. Pour le 1er octobre, nous devons pouvoir créer l'allocation d'études. Sur le principe, il n'y a pas de question puisque le Gouvernement l'a retenu dans son projet, même si les crédits n'étaient pas prévus en même temps. Le Gouvernement actuel ira plus loin que son prédécesseur, plus loin dans le principe et plus loin dans l'application; il réexaminera les restrictions apportées dans le projet; il chiffrera la dépense et prévoira des tranches dans l'application.

En ce qui concerne l'action sociale - et je pense aux restaurants universitaires - je vous annonce une augmentation de 11 francs qui porte la participation de 64 francs à 75 francs. Il y a quelques jours, seulement, la seule augmentation obtenue était de 2 francs. Les crédits supplémentaires de 1.562 millions font l'objet d'une lettre rectificative.

J'arrive maintenant, au problème général du recrutement; vous en sentez tous la gravité. Malgré une augmentation considérable de créations d'emploi, du fait de l'augmentation du taux de scolarisation, des effectifs, de la natalité et aussi de la prolongation de la scolarité, nous allons avoir des besoins supérieurs à ceux que nous pouvons satisfaire.

La création d'emplois n'est pas un remède suffisant. On peut inscrire des emplois au budget: ils ne seront pas pour cela pourvus. Il faut d'abord utiliser à plein les ressources

EN 24 MAI 1956 106

base existantes et faire sauter le goulot d'étranglement. Il est indispensable de mettre fin au malthusianisme des concours, véritable d'accumulation de connaissances spécialisées qui ne sont pas matière d'enseignement et encore moins de culture. Notre concours de l'agrégation ~~qui~~ et les concours qui sont annexés deviennent d'une difficulté et d'une sévérité excessives. Ils rebutent les candidats et ne permettent pas de recevoir dans la limite des places disponibles ceux qui le mériteraient. Employant une boutade, on pourrait dire que certains professeurs, dans des buts très honorables, en sont venus à se recevoir eux-mêmes chaque fois au concours.

Cette tendance se retrouve, d'ailleurs, dans tous les concours de l'enseignement. La licence de sciences de l'Université de Paris est devenue un concours difficile: 12 élèves reçus sur 120 candidats. Est-ce avec ce chiffre que nous allons avoir des professeurs? On impose à des maîtres d'internat qui travaillent dans leur lycée, sept à huit ans d'études, par l'accumulation des échecs successifs avant de leur donner la licence de sciences. Il y a là des abus véritables, même s'ils sont inspirés par le souci de la qualité, par la qualité excessive dépasse ce niveau moyen, prudent et sage qui est celui de la qualité.

La tendance a d'ailleurs largement débordé l'agrégation. On avait organisé le certificat d'aptitude; cela n'a pas tardé, il est devenu aussi difficile. On a institué le C.A.P.E.S. qui était à l'origine un concours très largement ouvert destiné surtout à permettre aux licenciés de recevoir une formation professionnelle dans les centres pédagogiques régionaux. Cela n'a pas tardé: le C.A.P.E.S. est devenu très difficile, à ce point difficile que certains recalés au C.A.P.E.S. sont admis à l'agrégation. Je ne veux pas dire que ce soit une règle générale, mais il n'y a pas de doute, le malthusianisme dans l'enseignement est néfaste.

Il faut donc délibérément supprimer ce goulot d'étranglement. Il y a les classes creuses, ce sont les classes de recrutement et il y a les classes de lycée qui sont pléthoriques. ~~Cet~~ Cet état de choses est d'autant plus grave que la concurrence sur le marché des bacheliers et du moins déloyale sinon féroce, par le secteur privé ou semi public. C'est ce qui fait que nous manquons de bacheliers. Je voudrais qu'on ne répande pas cette erreur, si grave de conséquences et qui est la suivante: nous avons trop de bacheliers. Ce n'est pas vrai; nous n'en avons pas assez pour former des professeurs nécessaires à la formation de nos cadres. Nous sommes obligés d'augmenter le nombre des bacheliers que nous recevons et ce sera une raison déterminante de faire la réforme de l'enseignement; d'augmenter la scolarisation dans le second degré en tenant compte du souci que nous avons de recruter

assez de candidats pour les fonctions d'enseignement. Mais aussi l'attrait de l'enseignement est diminué, surtout pour les meilleurs. Car, il y a une double conséquence: nous avons moins de candidats mais les meilleurs ne viennent pas vers nous parce qu'ailleurs ils sont beaucoup mieux payés. Autrefois, dans une France économique ^{moins} moins développée, où les besoins de cadres industriels étaient moins grands et étaient moins payés qu'aujourd'hui, on venait à l'enseignement, les meilleurs surtout, ceux ~~qui~~ issus du peuple, ce qui est, pour l'enseignement une garantie. Aujourd'hui, les meilleurs sont appelés ailleurs.

La question de la rémunération a été maintes fois posée. Elle ne se pose plus ou ne doit plus se poser catégoriquement par catégorie, dans la concurrence des catégories pour les améliorations indiciaires, ce sont des batailles épuisantes et stériles. C'est la question même de la rémunération des enseignants qui doit se poser dans son ensemble, pas seulement par rapport au secteur privé ou semi public, mais à l'intérieur même de la fonction, car l'enseignement est déclassé à l'intérieur de la fonction publique. La preuve, ce sont ces primes spéciales qu'il faut accorder, ces indemnités forfaitaires. Je me propose, outre la négociation que nous menons pour telle catégorie déshéritée, de poser, lors de la présentation du programme du nouveau plan d'équipement de l'éducation nationale qu'il doit comporter non seulement un programme de constructions de locaux mais également de créations d'emploi et de recrutement, je me propose de poser devant le Gouvernement, si j'en ai le loisir, la question d'ensemble et d'en faire une question capitale à la veille de ces efforts considérables et progressifs. La nation sera avertie, comme l'Assemblée et prendra ses responsabilités. Si elle veut des maîtres valables, elle doit les payer. D'ici là, nous élaborons une mesure qui doit tout de même apporter un remède et qui, dès maintenant, orientera le contenu de ce programme quinquennal de recrutement.

ter dans un bref délai devant vous, pour vous exposer les grandes lignes de la loi cadre du projet de réforme qui doit être déposé après avoir été soumis au Gouvernement, le troisième plan d'équipement, dont M. Hirsch a bien voulu dire qu'il doit être par priorité le plan de formation de la jeunesse française a confié à nouveau à une commission Logez l'étude de la situation de l'éducation nationale. Vous savez, en effet, que l'éducation nationale n'avait pas participé au premier plan, la composition de cette commission a été fixée de telle façon que l'importance de l'éducation nationale fût nettement soulignée. Elle comprend les Directeurs d'enseignement, le directeur de l'enseignement secondaire, le directeur de la Jeunesse et des Sports, le rapport général de cette commission a été confié à M. Faugnot qui est de mes collaborateurs, M. Hirsch a ainsi tenu à montrer la place que nos besoins occuperaient dans le plan d'équipement de la Nation.

- 31 -

Le principe de cette création est de substituer au concours national un recrutement régional sans concours excessif. Ces instituts pédagogiques régionaux comprendront diverses catégories, car il est bien évident que l'enseignement spécialisé doit se faire pour une part dans un établissement séparé, mais une catégorie sera commune au second degré et au technique long. Il y aura donc un recrutement dans l'ordre d'admission à la propédeutique, sans concours véritable, car si nous instituons un tel concours, il deviendrait l'équivalent d'un concours de recrutement pour l'Ecole normale supérieure; ensuite, préparation de la licence dans ces instituts avec indice du traitement de stagiaire, ce qui est une amélioration considérable du début de la carrière; enfin, passage de la licence, formation dans les centres régionaux et éventuellement préparation à l'agrégation. Cette formule nous permettra, outre une amélioration du recrutement, une meilleure répartition des besoins entre le second degré, le technique, les cours complémentaires et l'éducation physique et sportive qui, elle aussi, aura son institut. Deux tranches sont prévues pour cette création : une première tranche qui pourrait peut-être débiter au premier octobre 1956 et qui concernerait notamment les instituts formant les professeurs du second degré du technique long et l'institut pour les enseignants d'éducation physique; une deuxième tranche qui pourrait être réalisée l'année suivante et qui assurerait la formation, dans des conditions de qualification suffisante, des professeurs spécialisés du technique, des professeurs techniques adjoints, des professeurs des collèges techniques, des centres d'apprentissage et des centres d'enseignement post-scolaire agricole.

J'en viens maintenant au problème du plan de modernisation et à la réforme de l'enseignement. Sur ce point, je vous demanderai de bien vouloir m'entendre dans une séance séparée, comme je l'ai déjà fait à la commission de l'Education nationale de l'Assemblée Nationale. J'ai en effet l'intention de me présenter dans un bref délai devant vous, pour vous exposer les grandes lignes de la loi-cadre du projet de réforme qui doit être déposé après avoir été soumis au Gouvernement. Le troisième plan d'équipement, dont M. Hirsch admet volontiers qu'il doit être par priorité le plan de formation de la jeunesse française, a confié à nouveau à une commission Legorçu l'élaboration déjà maintenant entamée du deuxième plan d'équipement de l'éducation nationale. Vous savez, en effet, que l'éducation nationale n'avait pas participé au premier plan. La composition de cette commission a été fixée de telle façon que l'importance de l'éducation nationale fût nettement soulignée. En feront partie les Directeurs d'enseignement, le directeur de l'équipement scolaire, le directeur de la Jeunesse et des Sports. Le rapport général de cette commission a été confié à M. Poignant qui est de mes collaborateurs. M. Hirsch a ainsi tenu à montrer la place que nos besoins occuperaient dans le plan d'équipement de la Nation.

- 32 -

Naturellement, ce nouveau plan, qui sera élaboré pour la fin de l'année, doit être orienté en fonction de la réforme de l'enseignement, dont il doit être la traduction et dont il est en quelque sorte une annexe. Nous achevons en ce moment l'élaboration de notre projet de réforme. Nous y avons passé plus de temps que nous ne le pensions, car nous nous heurtons à une difficulté qui, jusqu'ici, n'avait pas été abordée, je veux parler du chiffrage des besoins. Il faut en effet que nous puissions soumettre presque en même temps au Parlement un plan financier de réalisation, sinon le projet de réforme théorique serait absolument vide. Nous accélérons au maximum ce chiffrage, de façon à pouvoir donner à la commission Legorgeu les indications qu'elle attend de nous pour élaborer ses ~~progrès~~ *projets*.

Je n'entrerai pas aujourd'hui dans le détail de la réforme et je vous donnerai simplement quelques indications d'ordre général. Je dois dire tout d'abord que, dans cette tâche, nous avons largement bénéficié des travaux déjà accompli par mes prédécesseurs et qui nous ont été extrêmement utiles. Nous avons également bénéficié du fait que tout le monde, actuellement, se rend compte que le moment est mûr pour la réforme de l'enseignement. Nous avons, pour cette réforme, deux attitudes possibles et une option se présentait à nous. Ou bien nous opérons une révision empirique, qui n'aurait pas été médiocre d'ailleurs, ou bien nous réalisons la révision constitutionnelle proprement dite. Dans la première formule, il est certain que, si nous réformons les programmes et les méthodes, si nous adaptons la formation des maîtres, si nous modifions le régime des bourses, si nous améliorons la capacité d'accueil afin de suivre le mouvement de la scolarité, si nous développons les cours complémentaires, les centres d'apprentissage, l'enseignement technique, l'enseignement supérieur, si nous adoptons des méthodes plus libérales sans toucher aux structures, il est certain, dis-je, que nous aurons considérablement amélioré la valeur et l'efficacité de l'enseignement, à ce point même qu'on peut se demander si cela ne suffirait pas.

Mais c'est ici que se pose le problème. Si nous maintenons entièrement les structures actuelles - auxquelles je dis que je ne toucherai qu'avec une prudence extrême et seulement dans la certitude que j'aurai que ces modifications ne conduiront pas à des expériences que nous n'avons pas le droit de faire sur des élèves - si nous maintenons, dis-je, les structures actuelles, nous sommes en présence d'inconvénients considérables. En premier lieu, la réforme n'apporte pas une véritable promotion de l'ensemble de notre jeunesse. Ensuite, elle laisse subsister des cloisons entre les divers ordres d'enseignement, lesquels ne sont pas égaux en dignité, et nous n'appellerons pas de façon égale les enfants, dont l'orientation se fera, comme elle se fait jusqu'ici, en fonction du hasard, de l'ignorance, des conditions de fortune ou des préjugés.

- 33 -

En effet, le drame actuel des jeunes, c'est que l'orientation s'effectue, en fait, à onze ans. C'est à l'âge de onze ans, au moment où l'on quitte l'école primaire pour entrer au lycée ou au cours complémentaire, que se fait la sélection. Il faut que les conditions de cette sélection soient nettement améliorées. C'est notre devoir de nous attaquer à ce problème, de détruire cette orientation de fait, fâcheusement anti-démocratique et lui en substituer une autre. Je dis "anti-démocratique", car la réforme de l'enseignement doit être bien entendu une réforme d'expansion et de démocratisation et l'on ne peut séparer, dans cette réforme, la démocratisation de l'enseignement, de son adaptation aux besoins économiques du pays. C'est dans la mesure où nous assurerons un meilleur recrutement des élèves que nous aurons en nombre plus grand les ingénieurs, les techniciens, les savants dont nous avons besoin.

D'autre part, tous les pays qui nous environnent ont adopté une réforme de l'enseignement comportant la prolongation de la scolarité. Pourquoi serions-nous le seul pays à rester en arrière ? Il faut que nous arrivions progressivement à une prolongation de la scolarité pour tous, de façon à permettre une meilleure qualification professionnelle et aussi, pour ceux qui n'iront pas aussi loin, une meilleure qualification sociale, scientifique et humaine. D'abord, scolarité jusqu'à seize ans. Plus tard, on verra si l'on peut aller jusqu'à dix-huit ans. Mais quand aurons-nous porté la scolarité à seize ans ? Il faudra des années pour y arriver, trois ou quatre sans doute. Cela suppose, en effet, des locaux, des maîtres et des crédits, crédits d'autant plus élevés qu'on sera amené, par cette prolongation de la scolarité, à envisager une aide accrue à certaines familles. Si l'on accepte une idée, il faut en accepter les conséquences. Cela implique donc la solution d'un certain nombre de difficultés que nous retrouvons si nous voulons réaliser, dans des limites d'âge déterminées, un enseignement commun, qui ne sera pas séparé à l'âge d'onze ans par l'orientation arbitraire actuelle, un enseignement commun où l'orientation pourra jouer avec les options nécessaires, un enseignement commun qui pourra être donné dans des établissements polyvalents, du genre d'un cours complémentaire comportant un enseignement secondaire, et très répandus dans toute la France, des unités d'enseignement qui iront jusque dans nos cantons ruraux, apporter à nos régions qui s'étiolent, ce supplément de vie nationale.

Tout cela demandera du temps et beaucoup de crédits. Il faudra opérer par tranches successives, mais cela exige un plan certain et assuré, qui ne risque pas d'être remis en question. Il faut par conséquent renoncer à la formule de l'annuité pour le budget de l'Education nationale. On ne peut concevoir une réforme de l'enseignement sans un plan de cinq ans pour les locaux, pour les crédits de recrutement, pour les crédits d'action sociale, etc... En tout cas, quelle que soit la distinction qu'on puisse établir entre l'amélioration empirique et la

- 34 -

révision constitutionnelle proprement dite, une conclusion s'impose, c'est que tout ce que nous ferons d'ici le moment où la réforme deviendra une réalité, ira dans le sens d'une amélioration orientée précisément vers cette réforme. Là réside la vraie solution. Il ne s'agit pas d'opérer une révolution, mais, par des mesures que nous allons prendre dès maintenant et en procédant par étapes successives, d'obtenir une résultante grâce à une série d'efforts conjugués.

J'ajoute qu'il ne peut y avoir de programme de construction capable de faire face aux besoins de l'enseignement, si l'on ne réexamine pas le problème de la participation des municipalités à la construction scolaire. Si l'on ne modifiait pas les conditions de cette participation, ce serait condamner la réforme à l'échec.

Telles sont les idées que je voulais vous soumettre et je crois pouvoir conclure en constatant que la rentrée de 1956 ne sera pas aussi mauvaise qu'on le redoutait, que celle de 1957 et la suivante seront encore meilleures et que nous pouvons espérer, dans un délai allant de cinq ans à dix ans au maximum, avoir rétabli la situation de l'enseignement dans ce pays.

M. LE PRESIDENT.- Nous vous remercions, Monsieur le Ministre, de cet exposé très précis, particulièrement clair et complet, sur des problèmes fort difficiles à résoudre. Votre tâche n'est pas très aisée, mais vous l'accomplissez avec infiniment de compétence et d'humanité. Nous vous en félicitons et vous faisons confiance.

M. PORTMANN.- Je demande la parole.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. Portmann. Je lui demande, étant donné l'heure, de vouloir bien être aussi bref que possible.

M. PORTMANN.- Monsieur le Ministre, je vous remercie du magnifique exposé que nous venons d'entendre de votre part. Je suis certain que mes Collègues, comme moi-même, voudraient vous poser un certain nombre de questions. L'heure ne nous le permet pas. Serait-ce trop vous demander de revenir un jour devant nous afin que nous puissions vous faire part de nos préoccupations ?

Vous me permettrez aujourd'hui quelques rapides observations. Vous venez d'évoquer la question de la participation des Municipalités. Je vous signale que l'Education nationale a accepté de payer les travaux qu'entraînera la création de la Faculté de Médecine de Rennes, alors qu'à Nantes, c'est la Municipalité qui devra en supporter les frais. Il y a là quelque chose qui me paraît inadmissible.

- 35 -/- fin -

Une phrase m'a d'autre part frappé dans votre exposé. Vous avez parlé d'un ~~m~~ostre parisien au milieu du désert de la France. Il ne faudrait pas laisser croire qu'en province nous soyons dans un désert. Il me suffit de prendre d'exemple d'une ville que je connais bien, celle de Bordeaux...

M. LE MINISTRE.- Monsieur le Sénateur, j'ai dit que la situation dont je parlais était l'aboutissement auquel nous arriverions à plus ou moins long terme.

M. PORTMANN.- De toute évidence, une décentralisation est nécessaire et je suis d'accord avec vous, la situation actuelle ne peut durer.

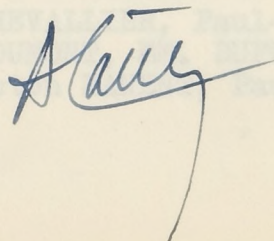
Vous avez eu raison également de parler de ~~xxx~~ l'état lamentable de nos laboratoires. Vous avez aussi évoqué la question du C.N.R.S. dont l'importance est fondamentale. Vous avez obtenu, avez-vous dit, quatre milliards de plus. Cela n'est rien par rapport à ce qui serait nécessaire. Il faut bien se persuader que nous n'aurons pas de chercheurs si nous n'avons pas de crédits. Enfin, vous avez mis l'accent sur la nécessité d'un statut et de l'augmentation du traitement des chercheurs. Ce sont là des problèmes que nous aimerions traiter plus longuement avec vous. L'heure ~~ardive~~ tardive ne nous permet pas de le faire aujourd'hui.

M. LE MINISTRE.- Il est en effet trop tard pour poursuivre cette réunion, mais je vais vous faire une proposition. Cette semaine, je dois me rendre, pour la discussion budgétaire, devant la Commission de l'Education nationale de l'Assemblée nationale. Je propose que vous m'entendiez aussi sur mon budget, car c'est bien sur le budget d'un Ministère, me semble-t-il, que les questions peuvent être posées le plus efficacement. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, je pourrai revenir ici dans une quinzaine de jours, une fois le budget discuté à l'Assemblée nationale, ou même avant. Vous pourriez préparer, de votre côté, toutes les questions que vous désirez me poser et me les envoyer de façon que je sois le mieux informé possible pour vous répondre.

M. LE PRESIDENT.- C'est entendu, Monsieur le Ministre, nous vous ferons parvenir par écrit les questions qui font particulièrement l'objet de nos préoccupations.

La séance est levée à midi 20.

Le Président,



LL

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE,
DES BEAUX-ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

[illegible]

Présidence de M. CANIVEZ, Président

.....

Séance du mercredi 13 juin 1956

[illegible]

La séance est ouverte à 10 heures 45

— • — • — • — • — • — • — • — • — •

Présents : M. CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. Yves ESTEVE, André CORNU, DELALANDE, Jean LACAZE, LAMOUSSE, LELANT, de MAUPEOU, Georges MAURICE, Georges PORTMANN, SOUTHON, THIBON.

Excusés : MM. Georges BOULANGER, Frédéric CAYROU, CHAPALAIN,
MONICHON, SYMPHOR.

Suppléants: MM. KALENZAGA, LE GROS.

Absents : MM. Jean BERTAUD, Paul CHEVALLIER, Paul-Emile DESCOMPS,
Mmes DERVAUX, Yvonne DUMONT, MM. DUFEU, HAIDARA,
RaliJaona LAINGO, Gaston MANENT, Paul ROBERT,
ZAFIMAHOVA.

— :: — :: —

ORDRE DU JOUR

- I - Désignation d'un membre pour représenter le Conseil de la République au Conseil Supérieur de la Réunion des théâtres lyriques nationaux.
- II - Désignation d'un rapporteur pour la proposition de loi (n° 449, session 1955-1956) de M. Augarde, tendant à instituer la Caisse Nationale des Arts.
- III - Rapport pour avis de M. Cornu sur le projet de loi (n° 422, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, sur la propriété littéraire et artistique.
- IV - Echange de vues à la suite de l'audition du Ministre de l'Education Nationale.
- V - Questions diverses.

-:-

ORDRE DU JOURThéâtres lyriques nationaux

M. CANIVEZ, PRESIDENT.- Je vous signale que M. Lamousse était votre délégué à la réunion des théâtres lyriques nationaux. En raison d'une légère modification de cet organisme, je vous demande de désigner votre délégué qui, je le suppose, restera M. Lamousse.

(Assentiment).

*

*

*

Caisse Nationale des Arts

M. de MAUPEOU.- M. Augarde m'a demandé de poser ma candidature pour ce rapport.

M. de Maupeou est désigné.

*

*

*

.../...

Propriété littéraire et artistique

M. LELANT.- Je ne comprends pas pourquoi notre Commission n'a pas été saisie au fond de ce projet.

M. CORNU.- C'est également mon avis.

M. LE PRESIDENT.- J'élèverai en votre nom une protestation courtoise au sujet de cette attribution de compétence.

M. CORNU.- Je vais vous présenter mon rapport sur ce texte de loi dont la matière est extrêmement complexe.

Depuis trois siècles, les auteurs attendent la protection de leurs droits et jamais encore un texte n'a abouti à un accord général.

Lorsque j'étais Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, un projet de loi fut élaboré par M. Escarra, professeur à la Sorbonne.

Ce projet, qu'inspiraient des idées généreuses, et qui avait pour but la défense des auteurs contre les éditeurs, n'aboutit pas à un accord entre ces derniers.

Ce problème intéresse les ministères de l'Education Nationale, la Justice, l'Information, l'Industrie et le Commerce (cinéma).

J'ai pu, personnellement, mener ce projet à bonne fin parce que je suis resté trois ans aux Beaux-Arts.

Ce projet revêt une importance considérable. Il ne comporte pas moins de 79 articles. Il a nécessité de nombreuses séances de travail. J'en ai présidé 10, tandis que M. Jaujard organisait 40 réunions.

L'accord fut réalisé avec beaucoup de peine et j'ai le sentiment que, si le projet était profondément remanié, tout notre travail serait remis en question.

L'Assemblée Nationale a seulement remanié les articles 34 bis et 35 bis. Je vous parlerai également des articles 15, 17 et 45.

(Assentiment).

L'article 15 est adopté, compte tenu de la suppression demandée.

../...

Article 15

"Si l'un des auteurs refuse d'achever sa contribution à l'oeuvre cinématographique ou se trouve dans l'impossibilité d'achever cette contribution par suite de force majeure, il ne pourra s'opposer à l'utilisation, en vue de l'achèvement de l'oeuvre, de la partie de cette contribution déjà réalisée à moins que ce refus ne soit justifié par la violation de l'alinéa premier de l'article 6. Il aura, pour cette contribution, la qualité d'auteur et jouira des droits qui en découlent.

"Sauf convention contraire, chacun des auteurs de l'oeuvre cinématographique peut disposer librement de la partie de l'oeuvre qui constitue sa contribution personnelle en vue de son exploitation dans un genre différent et dans les limites fixées par l'article 10."

M. CORNU.-

Un amendement, qui a recueilli l'approbation de l'Assemblée Nationale, a permis d'ajouter à la rédaction primitive le membre de phrase suivant : "à moins que ce refus ne soit justifié par la violation de l'alinéa premier de l'article 6."

Si ce texte était maintenu, n'importe quel auteur pourrait réduire à néant le travail déjà entrepris dans la réalisation de films. D'ailleurs, l'article 16 stipule que les droits des auteurs ne peuvent être exercés par eux que sur l'oeuvre cinématographique achevée.

Je vous demande donc de rétablir l'article 15 dans son texte primitif, en supprimant le membre de phrase dont je vous ai donné connaissance.

M. LAMOUSSE.- En ma qualité de membre du Conseil Supérieur du Cinéma, je puis vous donner quelques informations.

Cet amendement a été approuvé par le Conseil Supérieur du Cinéma à la suite d'une confusion. Je suis également d'avis de maintenir le texte initial, sinon il y aurait de gros risques de chantage de la part de certains auteurs.

M. LE PRESIDENT.- Je suis également d'avis de reprendre l'article 15 dans sa forme initiale.

(Assentiment).

L'article 15 est adopté, compte tenu de la suppression demandée.

M. CORNU.-

Article 17- 3°

"Les auteurs de l'oeuvre cinématographique sont liés au producteur par un contrat qui, sauf clause contraire, emporte cession à son profit du droit exclusif d'exploitation cinématographique."

Cet alinéa 3 décide que les auteurs de l'oeuvre cinématographique sont liés au producteur par un contrat qui, sauf clause contraire, emporte cession à son profit du droit exclusif d'exploitation cinématographique.

Le Gouvernement, lorsqu'il a déposé son projet, considérait que ce texte établissait une assimilation du cas des auteurs de films cédant leurs droits de reproduction au producteur avec le cas des écrivains qui cèdent ce même droit à leur éditeur. Mais il importe que cette assimilation ne joue pas en fait, au détriment des auteurs, car elle risquerait de confondre, au profit du producteur, les deux droits fondamentaux de l'auteur mentionnés par l'article 27, à savoir le droit de représentation et le droit de reproduction.

En cédant le droit exclusif d'exploitation, l'auteur du film en vient à céder au producteur non seulement le droit de reproduction (ce qui est également le cas de l'écrivain qui traite avec son éditeur) mais, en outre, le droit de représentation.

Je vous rappelle que l'article 35 instaure, au profit de l'auteur, la participation proportionnelle aux recettes; la cession par l'auteur de ses droits patrimoniaux, doit donc comporter à son profit une participation aux recettes :

- de l'entrepreneur de spectacles, s'il s'agit du droit de représentation;
- de l'éditeur, s'il s'agit du droit de reproduction.

Sous peine de fausser cette double règle fondamentale, il n'est pas possible de substituer, d'une manière absolue, l'éditeur à l'entrepreneur de spectacles pour la rémunération du droit de représentation de l'auteur.

En matière cinématographique, l'auteur a affaire :

- à l'entrepreneur de spectacles (exploitant de salle de cinéma) pour son droit de représentation (projection du film);
- à l'éditeur du film (le producteur) pour son droit de reproduction (fabrication du film).

Il semble donc difficile de substituer complètement et définitivement le producteur à l'exploitant de salle de cinéma pour la rémunération du droit de représentation de l'auteur.

Or, la modification apportée par l'Assemblée Nationale au texte gouvernemental pourrait favoriser cette substitution car l'auteur, par ignorance, par oubli ou par faiblesse, risque de subir le contrat de cession "sans clause contraire". Ainsi, le producteur cessionnaire du droit de reproduction de l'auteur serait fondé à substituer ses propres recettes à celles de l'exploitant de salle de cinéma pour le calcul de la rémunération du droit de représentation de l'auteur, ce qui reviendrait à négliger le fait que l'auteur possède le droit de représentation en plus du droit d'édition.

L'alinéa 3 de l'article 17 équivaldrait à réduire dans le domaine cinématographique les effets de l'initiative prise par le législateur dans l'article 35, pièce maîtresse de la loi.

Sans doute, le producteur pourrait-il objecter qu'en matière de films, un droit d'édition qui ne s'accompagnerait pas du droit de représentation ne signifierait pratiquement rien; c'est bien pourquoi le Gouvernement lui avait consenti un droit d'exploitation de principe; mais il est indispensable que soit réservée, pour l'auteur, la possibilité d'être intéressé aux revenus de l'exploitation dans les salles et, par conséquent, de maintenir la référence au Titre II qui figurait dans le projet déposé en 1954.

Il me paraît indispensable, en conséquence, que le 3ème alinéa de l'article 17 soit rétabli dans son texte primitif. Il conviendrait d'y ajouter, en outre, pour bien marquer le fait que l'auteur conserve son droit à rémunération proportionnelle sur tous les plans, une référence expresse à l'article 35.

Le texte que je vous propose pour le 3ème alinéa de l'article 17 serait donc le suivant :

"Les auteurs de l'oeuvre cinématographique sont liés au producteur par un contrat qui, sauf clause contraire, emporte cession à son profit du droit exclusif d'exploitation visé à l'article 21 du présent titre et défini par les dispositions du Titre II, notamment l'article 35."

M. LAMOUSSE.- En tant que rapporteur de la Commission de la Presse, j'ai reçu trois demandes d'amendements :

- 7 -

1°) M. Deixonne demande que l'on supprime l'alinéa 3. Cette suppression serait catastrophique. Il faut s'y opposer;

2°) M. Torrès demande le maintien du droit de représentation. Il faut également, à mon avis, s'y opposer;

3°) Le Conseil Supérieur du Cinéma désirerait qu'une précision soit apportée en ajoutant, après le mot "producteur", les mots "conformément aux dispositions de l'article 32".

M. CORNU.- Nous sommes en plein accord.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'article 17 ainsi modifié.

Il est adopté.

Article 34 bis

M. CORNU.- Dans l'exposé des motifs du projet de loi tel qu'il avait été déposé à l'Assemblée Nationale, il est dit que ses auteurs avaient eu le souci de rejoindre la réalité jurisprudentielle et contractuelle et de ménager les droits des auteurs autant que les intérêts de l'édition nationale. On y affirme le besoin de maintenir un système de protection de l'auteur qui s'harmonise avec les nécessités de la vie économique et ne bouleverse en rien les règles déjà établies en ces matières.

Or, ces principes hautement justifiables n'ont sans doute pas été suffisamment pris en considération par les membres de l'Assemblée Nationale et il faut reconnaître que cette méconnaissance a engendré un texte qui, non seulement risque de léser les légitimes intérêts économiques qui sont en jeu, mais surtout de menacer la situation des écrivains eux-mêmes.

C'est dans le cadre de réunions qui eurent lieu en 1953, à mon instigation, entre auteurs et éditeurs, qu'un accord général a été réalisé sur les travaux déjà anciens de la Commission Escarra qui avait préparé ce projet de loi. Cet accord a été confirmé par un échange de lettres entre le Président de la Société des Gens de Lettres et le Président du Syndicat National des Editeurs; le Gouvernement s'engageait alors à le présenter et à le soutenir devant le Parlement.

.../...

Les amendements qui ont été présentés tant pour ce qui concerne l'article 34 bis que pour ce qui concerne l'article 35 bis, ne me paraissent pas favoriser véritablement les auteurs et ceci m'est confirmé par le fait que j'ai reçu des lettres de protestation de nombreux écrivains, et parmi les plus importants, tels que Henry de Montherlant, Albert Camus, Roger Martin du Gard, Jean Giono, etc...

L'article 34 bis, qui traite du droit de préférence qu'un auteur accorde à un éditeur, est un de ceux dont la mise au point a permis la réalisation d'un accord véritable entre auteurs et éditeurs. En modifier l'esprit et en minimiser l'importance c'est perdre le bénéfice de la mutuelle compréhension à laquelle les parties étaient arrivées.

Or, le texte qui est aujourd'hui présenté au Conseil remplace la possibilité de traiter pour 10 ouvrages à laquelle auteurs et éditeurs avaient donné leur accord, par 5 ouvrages. Si cette disposition était maintenue, elle apporterait aux uns et aux autres, en compensation de problématiques avantages, des causes possibles de ruine.

Beaucoup de jeunes auteurs auront plus de difficultés à se faire publier car les éditeurs, n'ayant pas la possibilité de répartir leurs risques sur un nombre d'ouvrages convenu d'un commun accord, ne s'engageront que sur des oeuvres ne comportant que des risques commerciaux moindres.

Cette façon nouvelle de procéder apportera des bouleversements profonds dans toute l'édition; le lancement publicitaire ne pourra plus s'exercer que pour des auteurs consacrés; la notion même de Comité de lecture chez les éditeurs sera à réviser.

Comment, en effet, un éditeur pourrait-il avoir des collaborateurs pour conseiller, soutenir, diriger certains auteurs, si le bénéfice de ces avis devait aller à un autre éditeur après 5 ouvrages ?

En outre, l'écrivain, même notoire, qui poursuit une oeuvre de longue haleine, a besoin de mensualités importantes et souhaite s'engager pour le nombre d'ouvrages permettant de garantir les avances qui lui sont indispensables pour mener à bien ses projets.

Enfin, il est à craindre que l'édition française, un peu découragée par les conditions nouvelles qui lui sont faites, ne se tourne de plus en plus vers les traductions.

La publication des auteurs étrangers, dont le succès est déjà confirmé dans leur propre pays, est, en effet, une opération qui ne présente que peu de risques mais c'est une opération qui s'effectue au détriment de la littérature et de l'économie du pays lui-même.

Accessoirement, afin de permettre à l'auteur de reprendre plus facilement sa liberté, le projet de loi avait très raisonnablement fixé à 3 le nombre d'ouvrages que l'éditeur a la liberté de refuser s'il juge qu'ils ne sont pas susceptibles d'intéresser le public.

L'Assemblée a réduit ce nombre à 2. Cette disposition a un caractère exagéré et réduit encore considérablement les limites du droit d'option déjà sévères.

L'Assemblée a également supprimé la condition qui était posée à cette faculté pour l'auteur de se libérer de son engagement : l'acceptation par un autre éditeur de l'ouvrage refusé.

Or, c'est seulement dans ce cas, où l'on peut penser qu'un certain préjudice est porté à l'écrivain, que la rupture du contrat se justifie. Accorde-t-on si peu de valeur à ce dernier que l'on veuille permettre à l'écrivain de mauvaise foi, en présentant n'importe quel brouillon bâclé en quelques jours, de rompre l'engagement qu'il a librement consenti ?

Pour ces raisons, il apparaît que le projet, qui avait reçu l'approbation totale des grandes représentations professionnelles, doit être repris dans toutes ses dispositions.

Je vous rappelle donc le texte intégral du projet gouvernemental que je vous propose de reprendre :

"En ce qui concerne l'édition, est licite la stipulation par laquelle l'auteur s'engage à accorder un droit de préférence à un éditeur pour l'édition de ses oeuvres futures de genres nettement déterminés

"Ce droit est limité, pour chaque genre, à 10 ouvrages nouveaux, à compter du jour de la signature du contrat d'édition conclu ou à la production de l'auteur réalisée dans un délai de dix années à compter du même jour.

"L'éditeur doit exercer le droit qui lui est reconnu en faisant connaître par écrit sa décision à l'auteur, dans le délai de trois mois à dater du jour de la remise par celui-ci de chaque manuscrit définitif.

"Lorsque l'éditeur bénéficiant du droit de préférence aura, après publication de trois ouvrages, refusé successivement trois ouvrages nouveaux du même genre présentés par l'auteur, et que l'un de ces ouvrages aura été accepté par un autre éditeur, l'auteur pourra, après avoir justifié de l'engagement de publication de cet éditeur, reprendre immédiatement et de plein droit sa liberté quant aux oeuvres futures du même genre qu'il produira. Il devra, toutefois, au cas où il aurait reçu des avances du premier éditeur sur ses oeuvres futures, effectuer préalablement le remboursement de celles-ci."

J'ajoute que l'article 34 bis, tel que je viens de vous le lire, a reçu l'approbation de la Société des Gens de Lettres.

M. LAMOUSSE.- Au sujet de ce même article, j'ai été saisi de quatre demandes de modifications :

1°) A l'alinéa 4, la Société des Gens de lettres demande que soit supprimé le mot "successivement".

M. CORNU.- Je suis tout à fait d'accord.

M. LAMOUSSE.- 2°) une modification rédactionnelle m'a également été suggérée au 4^e alinéa, dernière phrase :

"Il devra, toutefois, au cas où il aurait reçu, sur ses oeuvres futures, des avances... (le reste sans changement)."

M. CORNU.- J'accepte également cette modification.

M. LAMOUSSE.- 3°) M. Torrès m'a indiqué qu'il serait préférable d'employer le singulier au premier alinéa de cet article :

"... oeuvres futures de genre nettement déterminé."

M. CORNU.- En effet, cela va de soi.

M. LAMOUSSE.- 4°) Enfin, au 2^e alinéa, M. Jean d'Esme m'a fait savoir que le chiffre 10, qui vient de nous être proposé à la fois pour les ouvrages et les délais, était trop fort et devrait être ramené à 5 :

5 ouvrages et 5 années.

M. CORNU.- J'insiste pour que les 10 ouvrages soient maintenus et M. Jean d'Esme lui-même m'a donné son accord par lettre

M. LAMOUSSE.- La Commission de la Presse adoptera probablement le chiffre 5 bien que, personnellement, je ne sois pas opposé au chiffre 10.

M. LE PRESIDENT.- Je vais mettre aux voix les propositions de M. Cornu, compte tenu des modifications qu'il a acceptées.

A l'unanimité, ces propositions sont approuvées.

Article 35 bis

M. CORNU.- "En ce qui concerne l'édition de librairie, la rémunération de l'auteur peut également faire l'objet d'une rémunération forfaitaire pour la première édition, avec l'accord formellement exprimé de l'auteur, dans les cas suivants :

- " - ouvrages présentant un caractère scientifique ou technique;
- " - anthologies et encyclopédies;
- " - préfaces, annotations, introductions, présentations;
- " - illustrations d'un ouvrage;
- " - éditions de luxe à tirage limité;
- " - albums bon marché pour enfants;
- " - éditions populaires à bon marché;
- " - livres de prières;
- " - à la demande du traducteur pour les traductions.

"Il en est de même s'il s'agit de cession de droits à ou par une personne ou une entreprise établies à l'étranger.

"En ce qui concerne les oeuvres de l'esprit publiées dans les journaux et recueils périodiques de tout ordre, la rémunération de l'auteur, lié à l'entreprise d'information par un contrat de louage d'ouvrage ou de service, peut également être fixée forfaitairement et le droit d'exploitation appartient exclusivement à l'éditeur du recueil. Toutefois, toute cession de ce droit doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation de l'auteur, en vertu de son droit moral. Toute convention contraire est nulle et réputée non écrite.

"L'auteur seul a le droit de réunir ses articles et ses discours en recueil et de les publier ou d'en autoriser la publication sous cette forme."

L'application de la rémunération proportionnelle ne rencontre pas de difficultés lorsque l'auteur est le seul créateur de l'oeuvre mais il en va autrement lorsqu'il s'agit d'anthologies, de recueils, d'encyclopédies.

Dans ces cas, le calcul de la part à revenir à chacun est pratiquement impossible à déterminer.

L'article 35 bis prévoit, en ce qui les concerne, une rémunération forfaitaire qui est interdite au-delà de la première édition.

Je vous demande de ne pas approuver cette restriction et de supprimer, dans le premier alinéa de cet article, le membre de phrase suivant : "pour la première édition".

Le 12^e alinéa de ce même article comporte une disposition qui semble excessive : l'interdiction d'une redevance forfaitaire dans le cas d'une cession de droits à l'étranger.

Les cessions de droits littéraires entre la France et l'étranger se font entre éditeurs, au nom des auteurs, avec lesquels ils partagent généralement par moitié le bénéfice de l'opération. Les intérêts des éditeurs et des auteurs sont donc confondus.

En conséquence, je vous demande de remplacer cet alinéa par le texte suivant :

"Peuvent également faire l'objet d'une redevance forfaitaire les cessions de droits à ou par une personne ou une entreprise établies à l'étranger."

Enfin, les alinéas 12 et 13 contiennent des dispositions assez contraires à l'esprit du projet car elles dépouillent pratiquement l'auteur-journaliste de ses droits patrimoniaux en ne lui reconnaissant que le simple droit moral de s'opposer à une déformation de sa pensée, à l'occasion d'une nouvelle reproduction de son oeuvre.

Il conviendrait donc de les remplacer par le texte suivant :

"En ce qui concerne les oeuvres de l'esprit publiées dans les journaux et recueils périodiques de tout ordre, l'auteur conserve, sauf stipulation contraire, le droit de les faire reproduire et de les exploiter sous quelque forme que ce soit, pourvu que cette exploitation ne soit pas de nature à faire concurrence à ce journal ou ce recueil périodique."

M. LAMOUSSE.- La Commission de la Presse demandera la suppression, au 13^e alinéa, de la phrase suivante :

"Toutefois, toute cession de ce droit doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation de l'auteur, en vertu de son droit moral."

M. CORNU.- Je ne m'y opposerai pas.

L'article 35 bis est adopté dans la rédaction présentée par son rapporteur.

Il est adopté.

Article 45

M. CORNU.- "L'entrepreneur de spectacles organisés à des fins lucratives est tenu de déclarer à l'auteur ou à ses représentants le programme exact des représentations ou exécutions publiques et de leur fournir un état justifié de ses recettes. Il doit acquitter aux échéances prévues, entre les mains de l'auteur ou de ses représentants le montant des redevances stipulées."

L'Assemblée Nationale a cru devoir limiter la portée de cet article aux entrepreneurs de spectacles "organisés à des fins lucratives."

Les fins lucratives sont souvent difficiles à déceler et il conviendrait de supprimer les mots : "organisés à des fins lucratives" et d'ajouter l'alinéa suivant :

"Toutefois, les Sociétés d'éducation populaire créées par le Ministère de l'Education Nationale, doivent, pour les séances organisées pour elles dans le cadre de leur activité, bénéficier d'une réduction de ces redevances."

M. LAMOUSSE.- Je pense que l'article 45 pourrait comporter deux alinéas dont le second serait le texte que vous venez de nous présenter et dont le premier serait rédigé de la manière suivante :

"L'entrepreneur de spectacles est tenu de déclarer à l'auteur ou à ses représentants le programme exact des représentations ou exécutions publiques et de leur fournir un état justifié des recettes, sauf si le spectacle a été traité à forfait. Il doit acquitter, aux échéances prévues, entre les

mains de l'auteur ou de ses représentants, le montant des redevances stipulées. Les redevances dues au titre de l'exécution publique d'une oeuvre cinématographique seront acquittées pour le compte du producteur du film."

M. CORNU.- Cette rédaction me satisfait.

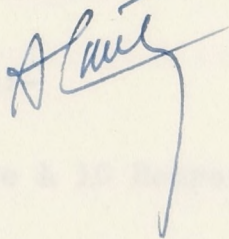
L'article 45, ainsi modifié, est adopté.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'ensemble de l'avis de M. Cornu.

Il est adopté.

La séance est levée à midi 20.

Le Président,



Présents : MM. Jean BERTHOUD, CANIVET, Mme Marie-Hélène CARBOT, MM. Paul CHAVANON, DELANNO, Mme DERYAUX, M. Paul-André DESCHAMPS, J. J. LAFOSSE, LELANT, Georges RAUNIER, et SAIGONNET, Paul ROBERT, SOUTRON, SYMONE, etc.

Excusés : MM. Frédéric CATRON, CHAPALAIN, ESTEVE.

Absents : MM. Georges BOULANGER, André CORNU, DELAUNAY, Mme Yvonne DUMONT, M. Jean LAGAZZ, RAYMOND, RAYMOND LAFOSSE, Gaston MAHANT, et SOUTRON, MONTOMY, Georges PORTOUX, FRIOT, A. FIMAROVA.

DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

— : — : — : — : — : — : — : — : — :

Présidence de M. CANIVEZ, Président

— • — • — • — • — • — • — • — • —

-:-:-:-:-

Séance du Mercredi 20 Juin 1956

— ∴ — ∴ — ∴ —

— * —

SYMPHOR, TRIBON.

és : MM. Frédéric CAYROU, CHAPALAIN, ESTEVE.

Ralijaona LAINGO, Gaston MANENT, de MAUPEOU,
MONICHON, Georges PORTMANN, PRIMET, ZAFIMAHOVA.

— * —

• • / • •

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Rapport de M. Canivez, sur la proposition de loi (n° 251, année 1955) de M. Waldeck L'Huillier, tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances.
- II - Rapport de Mme Cardot sur sa proposition de résolution (n° 293, session 1955-1956), tendant à inviter le Gouvernement à hâter la réédification, à Buzancy (Ardennes), de la statue commémorative du Général Chanzy.
- III - Rapport de M. Southon, sur la proposition de résolution (n° 406, session 1955-1956) de M. Paumelle, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines mesures en faveur des écoles normales d'instituteurs et du personnel enseignant du premier degré.
- IV - Echange de vues à la suite de l'audition du Ministre de l'Education Nationale.
- V - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU

Statue du Général Chanzy

Mme CARDOT.- Je ne vais pas vous infliger la lecture de mon rapport dans lequel je rappelle la vie du grand Général. Je vous demanderais de modifier la résolution, car les formalités administratives et financières concernant l'édification d'une statue à Buzancy sont terminées, tandis qu'à Nouart, où vécut le Général, la réédification de sa statue n'a pas encore été rendue possible. C'est pourquoi je vous demanderais d'inviter le Gouvernement à hâter la réédification à Nouart de la statue du Général Chanzy.

(Assentiment).

.../...

- 3 -

Colonies de vacances.

M. LE PRESIDENT.- Nous devons entendre, à ce sujet, le Ministre de l'Education Nationale, mais un fait nouveau s'est produit : une proposition de loi identique d'origine communiste a été déposée à l'Assemblée Nationale. Il importe donc de ne pas nous laisser devancer par elle et c'est pourquoi je vous présente mon rapport aujourd'hui.

En voici le plan :

- I - Bienfaits des colonies de vacances ;
- II - Fonctionnement des colonies de vacances ;
- III - Formation des moniteurs ;
- IV - Analyse de la proposition ;
- V - Etude critique ;
- VI - Dispositif tel que vous l'adopterez.

Article premier.

"Un congé sans solde sera accordé, en sus des congés payés, à tous les salariés ou fonctionnaires qui désirent assurer l'emploi de moniteurs dans une colonie de vacances. La durée dudit congé sera égale à la durée de la colonie."

Cet article appelle des critiques. Le terme "sera" est trop impératif et le mot "désirent" est trop vague. Un désir est vite exprimé. Il y a bien, à l'article 5, un dispositif de sécurité "sur la présentation d'une attestation des autorités ou organismes sous la direction desquels fonctionnent les patronages et les colonies de vacances". Mais cela me paraît insuffisant.

Article 2.

"Pour permettre le fonctionnement des patronages d'enfants d'âge scolaire, la même disposition sera prise pour les salariés ou fonctionnaires afin qu'ils obtiennent une mise en congé le jeudi et pendant la durée des congés scolaires!"

Il s'agit de tous les patronages qu'ils soient laïcs ou confessionnels. Je fais la même remarque en ce qui concerne le terme "sera" trop impératif. Je précise que le nombre de

.../...

- 4 -

jours de congé pourrait être évalué de la façon suivante :

35 jeudis pour l'année scolaire,
20 jours de congés,
30 jours de colonies de vacances,
soit 90 jours environ de congé par an.

Article 3.

"Tout moniteur sous les drapeaux pourra bénéficier d'une permission spéciale dont la durée sera égale à celle des colonies de vacances".

Dans les circonstances actuelles, cet article ne me paraît pas opportun. Le Ministre de la Défense Nationale s'opposera sans doute à son adoption.

Article 4.

"Les dispositions prévues aux articles premier, 2 et 3 ci-dessus seront appliquées aux moniteurs désirant suivre des cours ou des stages de formation de moniteurs ou des stages de perfectionnement".

Cet article qui prévoit la formation des moniteurs et les stages de perfectionnement devrait devenir l'article premier de la proposition, car il est plus logique de prévoir cette formation avant les autres dispositions à prendre.

Article 5.

"Les dispositions prévues par la présente loi seront applicables aux intéressés sur la présentation d'une attestation des autorités ou organismes sous la direction desquels fonctionnent les patronages et les colonies de vacances".

Compte tenu des remarques faites aux articles précédents, il m'apparaît que les précautions prévues à cet article ne sont pas suffisantes.

En conséquence, voici le texte que je vous propose :

Article premier.

"Un congé sans solde pourra être accordé, en sus des

../..

- 5 -

congés payés, à tous les salariés ou fonctionnaires qui désirent suivre des cours ou des stages de formation de moniteurs ou des stages de perfectionnement en vue de participer au fonctionnement des colonies de vacances."

Article 2.

"Les dispositions prévues à l'article premier pourront être appliquées aux salariés ou aux fonctionnaires qui désirent assurer l'emploi de moniteurs de colonie de vacances à condition qu'ils possèdent le diplôme d'Etat de moniteur de colonies de vacances."

Article 3.

Supprimé.

Article 4.

"Pour permettre le fonctionnement des patronages d'enfants d'âge scolaire, la même disposition sera prise pour les salariés ou fonctionnaires afin qu'ils obtiennent une mise en congé le jeudi et pendant la durée des congés scolaires"

Article 5.

"Les dispositions prévues par la présente loi seront applicables aux intéressés sur la présentation d'une attestation des autorités ou organismes sous la direction desquels fonctionnent les patronages et les colonies de vacances."

Discussion

Article premier.-

M. DELRIEU.- Je crois qu'il est préférable de prendre votre texte comme base de travail.

(Assentiment).

L'article premier est adopté.

Article 2.-

Adopté.

.../...

- 6 -

Article 3.-

M. LELANT.- Il faut supprimer cet article conformément à la proposition de notre Président.

M. LAMOUSSE.- En effet, son maintien serait une source d'abus.

Mme DERVAUX.- Les congés seront accordés aux moniteurs diplômés et non à ceux qui désirent recevoir une formation. C'est pourquoi je demande le maintien de cet article.

M. DELRIEU.- Je suis pour la suppression de cet article. Quand la situation militaire sera redevenue normale, un autre texte pourra prévoir des permissions ou des sursis.

M. LE PRESIDENT.- Cet article aurait pour conséquence de nombreuses demandes de permissions qui, dans 98 % des cas, seraient refusées. Il faut donc éviter ces paperasseries inutiles.

M. SOUTHON.- Il ne faut pas désorganiser sous prétexte d'organiser.

M. BERTAUD.- Je ne comprendrais pas que des permissions spéciales soient accordées aux moniteurs, alors que certains spécialistes du bâtiment, dont on a un urgent besoin, n'en auraient pas.

M. LE PRESIDENT.- Je mets donc aux voix la suppression de l'article 3.

L'article 3 est disjoint.

Article 4.-

Adopté.

Article 5.-

Adopté.

L'ensemble de la proposition de loi, mis aux voix, est adopté.

-*-

.../...

- 7 -

Ecoles Normales d'Instituteurs.-

M. SOUTHON.- J'ai préparé un rapport favorable à l'adoption de cette proposition en développant les motifs exposés par notre collègue Paumelle. J'ai modifié, en le simplifiant, le dispositif de la résolution que je sou mets à votre approbation :

"Le Conseil de la République, émettant le vœu que soit instaurée rapidement une grande politique de l'école, invite le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer au maximum le recrutement du personnel enseignant du premier degré par les écoles normales et de favoriser dans l'immédiat la titularisation des auxiliaires".

J'ai disjoint la prime de fidélité aux postes ruraux évoquée par M. Paumelle à la fin de la résolution. Il m'apparaît, en effet, qu'elle constitue un tout autre problème. La liste des postes ruraux sera, de toute façon, très délicate à établir et dans l'état actuel de nos finances, elle risque de n'être que symbolique.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie de votre rapport.

Le rapport mis aux voix est adopté.

-*-

Code de la route.

M. BERTAUD.- Vous m'aviez confié le soin de transformer la proposition de résolution de M. Hamon en proposition de loi. J'ai fait ce travail en m'inspirant de la proposition de loi déposée par M. Bourvoux.

Le rapport est adopté.

-*-

../..

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

- 8 -

Enseignement agricole.-

M. LE PRÉSIDENT.- Ce débat doit s'ouvrir demain.
Le Conseil de la République est saisi à ce sujet d'un contre-projet de M. Restat. Si ce contre-projet est pris en considération, nous nous réunissons pour l'examiner.

(Assentiment).

Présidence de M. SAINT-VEZ, Président

-*-

Echange de vues.

M. LE PRÉSIDENT.- J'attends vos questions à la suite de l'exposé du Ministre de l'Education Nationale. Je vous signale que vous aurez bientôt l'occasion de lui poser toutes vos questions lors de l'examen du collectif devant notre Assemblée.

(Assentiment).

La séance est levée à 11 heures 45.

Le Président,

Alain

Présents : MM. Jean BERTHOD, GUYOT, VIAL, MM. Yves
BOUVIER, Jean LACAZE, SAINT-VEZ, de MAUREAU,
Georges ANDRÉ, Paul GOURDON.

Excusés : MM. François CHENET, DELALANDE, MONICOR.

Absents : MM. Georges MAILLARD, CRAPALAIN, Mlle Marie-Hélène
CARDOT, M. Paul CHEVALLIER, André COMTE, DELALEU,
Paul-Henri DESCOMBES, DUPES, Mlle Yvonne DEBOUT,
MM. HATTA, Reljaana DALINGO, Gaston KASINT,
Georges POSTMANN, PRINCE, SYMBLE, JERON,
KAPINANGA.

[illegible]

.....

La séance est ouverte à 18 heures 55

| | |
|--------------|----------------------------|
| M. Delant | : Enseignement technique ; |
| M. Lamousses | : Arts et lettres ; |
| M. Bertaud | : Jeunesse et sports ; |
| moi-même | : Enseignement. |

-*-

: MM. Frédéric CAYROU, DELALANDE, MONICHON.

: MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Mme Marie-Hélène

MM. HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Gaston MANENT,
Georges PORTMANN, PRIMET, SYMPHOR, THIBON,
ZAFIMAHOVA.

— * —

• • / • •

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Echange de vues sur le projet de loi (n° 1487 A.N. 3me Législ.), portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.
- II - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Notre séance sera brève. Elle avait pour objet l'organisation de notre travail au sujet du collectif de l'Education Nationale. Conserverons-nous notre méthode qui consiste à déléguer un commissaire pour chaque spécialité :

| | |
|-------------|----------------------------|
| M. Lelant | : enseignement technique ; |
| M. Lamousse | : Arts et lettres ; |
| M. Bertaud | : Jeunesse et sports ; |
| moi-même | : Enseignement. |

M. LAMOUSSE.- J'en suis partisan.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Le projet de loi que nous aurons à discuter ne concerne que les ajustements des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956. Nos différents avis seront donc plus brefs que les années précédentes. Devront-ils être écrits ?

M. LELANT.- Des exposés oraux suffiront.

(Assentiment).

../..

- 3 -

M. LE PRESIDENT.- Je vous invite donc à étudier ce texte budgétaire et à préparer des amendements éventuels pour mercredi prochain.

Je ne crois pas nécessaire de demander une audition du Ministre de l'Education Nationale, car les débats de l'Assemblée Nationale ont reproduit son discours qui est assez semblable à celui que nous avons entendu dernièrement en commission.

M. LELANT.- Dans ces conditions, les questions que nous avons préparées à son intention pourront être posées au cours de la discussion en séance publique, sous forme d'amendement.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Je vous signale encore que notre Commission des Finances examinera les dotations de l'Education Nationale le 3 juillet. Le débat public interviendra donc au cours de la semaine qui suivra.

*

* *

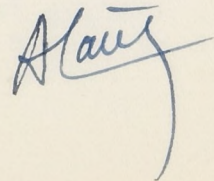
M. LE PRESIDENT.- Cet après-midi, à la Conférence des Présidents, je demanderai l'inscription de différents rapports :

- Code de la route ;
- colonies de vacances ;
- enseignement primaire.

(Assentiment).

La séance est levée à 10 heures 55.

Le Président,



— : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

— : — : — : — : — : —

— : — : — : —

— ● —

Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER,
André CORNU, DELALANDE, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS,
DUFEU, Jean LACAZE, HAIDARA, Ralijaona LAINGO,
Gaston MANENT, de MAUPEOU, SYMPHOR, THIBON,
ZAFIMAHOVA.

— — —

E.N. 4.7.56

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Examen du projet de loi (n° 567, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.
- II - Questions diverses.

COMPTE RENDUCollectif

M.LE PRESIDENT.- Nous ne connaissons pas encore les décisions de la commission des finances et il serait utile que notre commission y soit représentée.

Mme DERVAUX.- J'assiste aux réunions de la commission des finances comme suppléante et je pourrai vous donner connaissance de ces décisions.

(Assentiment).

M.LE PRESIDENT.- Nous devons donc examiner les crédits du collectif portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.

Enseignement technique

M.LELANT.- Les besoins de l'enseignement technique, enseignement récent, ont été longtemps mal connus, mais un gros effort est en cours de réalisation. Aujourd'hui c'est l'augmentation des effectifs des cours "promotion du travail" qui mérite d'être particulièrement notée.

Après 10 ans d'efforts, nous disposons d'un réseau logique d'établissements, centres d'apprentissage, collèges, techniques, écoles professionnelles, écoles d'ingénieurs, centres d'orientation professionnelle.

Ingénieurs et techniciens manquent encore en France, mais le nombre des élèves des établissements chargés de les former ne cesse d'augmenter. Encore faut-il que nous puissions disposer des maîtres nécessaires. La création d'une nouvelle agrégation me semble une mesure intéressante, mais il faut dire que l'enseignement n'est pas toujours assuré d'une manière satisfaisante et il est certain qu'un relèvement des traitements de début faciliterait le recrutement.

.../...

Les crédits d'équipement sont en augmentation : 7 milliards de plus que l'an dernier, mais l'effort reste insuffisant.

Les bourses passent cette année à 55.000 Fr pour les internes, 25.000 Fr pour les demi-pensionnaires, 15.000 Fr pour les externes. Ce n'est pas assez.

Les collèges techniques doivent être nationalisés car les collectivités locales ne peuvent à elles seules supporter tous les frais d'entretien de ces établissements.

Il faut signaler aussi l'insuffisance des constructions et les difficultés de recrutement du personnel. Comment s'étonner que 49.000 élèves n'aient pu trouver place, à la dernière rentrée, dans l'enseignement technique ?

La déconcentration des usines semble imminente. Il conviendrait de prévoir dès maintenant l'implantation des écoles techniques nécessaires à la formation du personnel indispensable.

Une carte des besoins en main d'oeuvre devrait être dressée.

Seul un développement de l'enseignement technique pourra faire de la France un pays plus prospère et plus grand.

M.LE PRESIDENT.- Je vous remercie.

L'enseignement technique est, en effet, un enseignement qui avait beaucoup de retard au départ et il s'est compliqué en cours de route. Ainsi, dans la majeure partie des cas, les centres d'apprentissage se sont installés au petit bonheur. Je suis d'accord avec M.Lelant pour amplifier la promotion du travail.

M.ESTEVE.- L'enseignement technique doit être développé mais les charges financières des petites communes qui ont des collèges techniques sont trop lourdes, il faudrait insister pour que soit relevé le taux des subventions.

M.LE PRESIDENT.- La question des subventions sera étudiée pour tous les ordres d'enseignement.

M.SOUTHON.- Je suis pleinement d'accord avec notre rapporteur. Il faudrait insister sur la liaison nécessaire entre la profession, les industriels et les ouvriers.

(Assentiment).

.../...

Jeunesse et Sports

M.BERTAUD.- Les crédits sont manifestement insuffisants. Certes, des postes d'enseignement ont été créés mais tous les intéressés n'ont pas obtenu les titularisations auxquelles ils avaient droit et les possibilités d'instruction des maitres ne sont pas assez développées.

Les crédits pour les installations sportives sont également insuffisants, de même pour les crédits consacrés aux oeuvres concernant la jeunesse et l'équipement nécessaire à cet effet.

Pour les camps et colonies de vacances, j'espère que des crédits seront prévus qui ne laisseront pas toute la charge aux familles ou aux collectivités locales.

Pour des établissements d'éducation sportive, il faut prévoir l'acquisition de terrains et d'équipement. Il faut que l'Etat vienne en aide aux collectivités locales. Je veux vous citer un exemple abusif : l'Etat, propriétaire d'un terrain, fait passer le loyer de celui-ci, que paie la commune, de 9.000 à 90.000 Fr par an !

M.LE PRESIDENT.- Je vous remercie.

Enseignement

M.LE PRESIDENT.- Les crédits de l'Education Nationale pour '1956 sont sensiblement plus élevés que l'an dernier. Un léger progrès a donc été réalisé mais les besoins se sont accrus.

En 1956, il y a, dans l'enseignement primaire, un million d'élèves de plus qu'en 1951.

10.200 postes nouveaux seront créés, mais pour former le personnel compétent il faudrait recruter un plus grand nombre d'instituteurs, rouvrir les écoles normales, y accueillir un plus grand nombre d'élèves-maitres quitte à condamner à l'externat, faute de locaux, un certain nombre d'entre eux.

En attendant, il est fait appel à des bacheliers et même à des jeunes gens qui ne sont titulaires que du brevet élémentaire. Il faut, si l'on veut des maitres, les payer.

Il faut aussi des locaux. La construction des écoles est encore trop lente car les formalités administratives sont épouvantables.

.../...

Les cours complémentaires ont un rôle important à jouer mais il faudrait prévoir la formation de ses maitres.

Dans le secondaire, le nombre des élèves a augmenté de 90.000 en 4 ans et le nombre des maitres, comme celui des locaux, reste très insuffisant malgré la création de 2.500 postes. Il faudrait nationaliser tous les collèges existants.

Le recrutement des professeurs est difficile.

Dans l'enseignement supérieur, les problèmes sont les mêmes et l'équipement n'a guère changé depuis 30 ans. Les manipulations se font dans des conditions inacceptables.

Quant aux chercheurs, ils se dirigent de plus en plus vers l'industrie privée pour des raisons financières. Il faudrait augmenter leurs traitements de façon substantielle.

Il reste donc beaucoup à faire pour que notre enseignement puisse remplir sa mission et aucun sacrifice ne devrait être refusé par la nation de lettrés et de savants qui est la nôtre.

o o o
o o
o

M. LE PRESIDENT.- Nous ne déposerons pas d'amendement au nom de la commission, chacun pourra le faire à titre personnel.

La séance est levée à midi.

Le Président.

Présents

: MM. Jean BERTHOUD, GUY DE REVELLIER, M. DE LAUNAY, M. LAMBERT, M. DE NAUPRON, Georges RABIER, Paul VIGNOR.

Excusé

: M. CATROU.

Absents

: MM. Georges BOURGEOIS, CHAPALAIN, M. Marie-Sélim CARDOT, M. André CORNU, DELALANDE, DESSAIGNE, Paul-Emile DESCHAMPS, DUFEU, M. Yves DUPONT, M. Yves ESTEVE, Jean LACAZE, RAJADA, Relljane LAINGO, Georges MARRET, MONICHOE, M. M. TRIBON, ZAPINAROVA.

Alain

DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

II - Questions diverses.

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

1990 1985 1980 1975 1970 1965 1960

La séance est ouverte à 10 Heures 35

Georges MAURICE, Paul ROBERT, SYMPHOR.

Centre National de la recherche scienti-

MM. Yves ESTEVE, Jean LACAZE, HAIDARA, Ralijaona
LAINGO, Gaston MANENT, MONICHON, SOUTHON, THIBON,
ZAFIMAHOVA.

— * —

• • / • •

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Suite de l'examen du projet de loi (n° 567, session 1955-1956), adopté par l'Assemblée Nationale, portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956.
- II - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU
-----Collectif.

M. LE PRESIDENT.- Je vous rappelle les décisions prises par la Conférence des Présidents. Il s'agit du vote d'un projet de collectif et non d'un budget. Seuls, des amendements susceptibles d'y apporter modification pourront être déposés. La date limite de leur dépôt a été fixée à aujourd'hui 18 heures. Il n'y aura pas de discussion générale, mais, sur le premier chapitre de chaque budget, les orateurs pourront se faire inscrire sans limitation de leur temps de parole. Cependant, vous êtes invités à être brefs.

Mme Dervaux, qui a suivi les délibérations de la Commission des Finances, nous a transmis les observations de cette dernière.

Chapitre 3601.- Centre National de la recherche scientifique : rétablissement d'un crédit de principe de 100 millions pour permettre la navette et le rétablissement éventuel de la totalité du crédit.

(Assentiment).

Chapitre 4712.-

Mme DERVAUX.- Ce chapitre ne figure pas au présent collectif. Il concernait l'an dernier les fonds de recherche

.../...

- 3 -

des hôpitaux de Paris. La subvention a été supprimée par un décret d'avril 1956. Il serait intéressant d'en demander le rétablissement dans le prochain budget.

(Assentiment).

Chapitre 4311. - Bourses de l'Enseignement supérieur. - La Commission des Finances pense que c'est au niveau du secondaire que la jeunesse peut être dirigée et encouragée vers les études scientifiques.

Arts et lettres.

M. LAMOUSSE. - Il faudra, tout d'abord, féliciter le Ministre d'avoir rattaché au Secrétariat d'Etat la direction des bibliothèques et celle des archives.

Deux autres initiatives semblent heureuses : la création d'une cité internationale des arts et l'installation du musée des arts et traditions populaires au palmarium du jardin d'acclimatation.

A Versailles, des travaux ont été réalisés et l'on peut dire que le Palais est sauvé. Le Palais d'Iéna a été affecté à l'Assemblée de l'Union Française et un crédit est demandé pour l'achèvement des travaux.

Cependant, il faut reconnaître que la plupart des crédits figurant au Budget sont insuffisants, voire ridicules. En particulier, les sommes consacrées à l'entretien des monuments historiques ne tiennent aucun compte du "cancer de la pierre".

Le nombre et le montant des bourses dans les grandes écoles artistiques françaises sont insuffisantes. De même, le Grand Prix national des lettres et le Grand Prix national des arts s'élèvent à des sommes ridicules : 350.000 Frs. Il faudrait relever le montant de ces prix à un million au moins.

De même, pour l'activité artistique de nos provinces qui mérite un sort meilleur.

.../...

J.V.

- 4 -

Pour la direction des fouilles, le crédit est dérisoire : 19 millions.

La situation de la direction des bibliothèques n'est guère plus brillante. Dans certains départements, des "bibliobus" ont été créés avec grand succès. Il conviendrait d'étendre le champ de ces expériences.

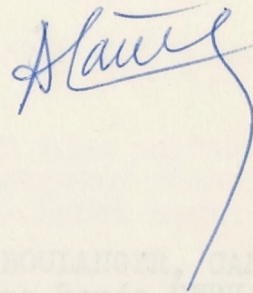
Pour la direction des archives, il faut signaler une fois de plus la situation des sous-archivistes qui ont demandé l'attribution de l'indemnité spéciale accordée au personnel enseignant et ne l'ont toujours pas obtenue !

Telles sont les quelques observations que je me propose de développer à la tribune.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie de votre excellent exposé.

La séance est levée à 11 heures 35.

La séance est ouverte à 11 heures.
Le Président,



Présents : MM. Jean MONTAUD, Georges MAILLARD, JANTY, Mme Marie-Josée CARLOT, Mme Renée BRVAC, M. Paul-Edouard BENOIST, Yves ESTEVE, Mme Yvonne DUPONT, M. Mahommed HAIDARA, Ralisona LAINGO, LAMOUSSE, Gaston PARENT, de MAUPROU, Georges MAURICE, Mamadou M'BODJE, MOULCHON, Paul ROBERT, SOUTHON, ZAFIRANOVA.

Excusés : MM. Frédéric GAYROU, CHAPALAIN, DELALANDE, DELRIEU, LABURTNE, LELANT, de RAINCOBERT.

Suppléants : MM. MAHDI, FAUDET, PARROT-MISSON, YVER.

Absents : M. Paul CHEVALLIER, André COMU, DUPES, THIBON.

J.V.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. Georges MAURICE, Président d'âge

Séance du Vendredi 5 octobre 1956

La séance est ouverte à 11 Heures 45

---*

- Présents : MM. Jean BERTAUD, Georges BOULANGER, CANIVEZ,
Mme Marie-Hélène CARDOT, Mme Renée DERVAUX,
MM. Paul-Emile DESCOMPS, Yves ESTEVE, Mme Yvonne
DUMONT, MM. Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO,
LAMOUSSE, Gaston MANENT, de MAUPEOU, Georges
MAURICE, Mamadou M'BODJE, MONICHON, Paul ROBERT,
SOUTHON, ZAFIMAHOVA.
- Excusés : MM. Frédéric CAYROU, CHAPALAIN, DELALANDE, DELRIEU,
LABURTHE, LELANT, de RAINCOURT.
- Suppléants : MM. MAHDI, PAUZET, PERROT-MIGEON, YVER.
- Absents : MM. Paul CHEVALLIER, André CORNU, DUFEU, THIBON.

---*

.../...

- 2 -

ami M. Georges
ORDRE DU JOUR

(Assentiment).
Constitution du Bureau.

M. LE PRESIDENT.- Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais, en votre nom, féliciter les membres de notre bureau. -*-

(Applaudissements).

Président
COMPTE RENDU

M. Georges MAURICE, Président.- Ma qualité de doyen me donne l'avantage de présider votre réunion. Vous en connaissez l'objet. Il s'agit de procéder à la constitution du Bureau de notre Commission. Voici quelle était la composition du bureau sortant :

(Applaudissements).
Président : M. André CANIVEZ
Vice-présidents : MM. LELANT
LACAZE
Secrétaires : Mme CARDOT
M. CHAPALAIN.

Titulaires : MM. de Maupeou
Puis-je me permettre de vous proposer la reconduction du Bureau ?

Cependant, M. Lacaze ne faisant plus partie de la Commission doit être remplacé à la deuxième vice-présidence. Je crois savoir que notre collègue M. Dufeu serait candidat.

(Assentiment).

En conséquence, la Commission élit par acclamations :

Président : M. André CANIVEZ
Vice-Présidents : MM. LELANT
DUFEU.

M. LE PRESIDENT.- Confirmez-vous la désignation de nos deux secrétaires sortants ?

Mme CARDOT.- Si la Commission voulait bien me suivre, je désirerais céder mon poste de secrétaire à mon collègue et

.../...

- 3 -

ami M. Georges Boulanger.

(Assentiment).

MM. Georges BOULANGER et CHAPALAIN sont désignés.

M. LE PRESIDENT.- Avant de céder le fauteuil présidentiel à notre ami M. Canivez, je veux, en votre nom, féliciter les membres de notre bureau.

(Applaudissements).

Présidence de M. André CANIVEZ, Président.-

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie, mes chers collègues, de votre geste de confiance et d'amitié. Je m'efforcerai de conserver dans notre Commission l'atmosphère de parfaite collaboration qui y a toujours régné.

(Applaudissements).

Nous devons désigner nos délégués à la Commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique. Voici, pour l'an dernier, quels étaient nos délégués :

Titulaires : MM. de Maupeou
Bertaud
Symphor.

Suppléants : MM. Paul Robert
Descomps
Estève.

La Commission désigne :

Titulaires : MM. Jean Bertaud
de Maupeou
M'Bodje

Suppléants : MM. Descomps
Estève
Paul Robert

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

II

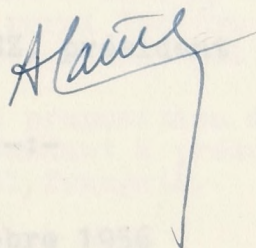
- 4 -

M. LE PRÉSIDENT.- Notre ordre du jour étant épuisé, je vous donne rendez-vous pour la semaine prochaine de façon à établir notre programme de travail.

La séance est levée à midi.

Le Président,

Présidence de M. André CANIVET



Séance du mercredi 17 octobre 1956

La séance est ouverte à 10 heures 15

Présents : Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. CANIVET, DELALANDE, Mme René DERRAUX, MM. Mohamed HALDARA, LABURTHE, LAMOUZÈRE, LELANT, Georges MAURICE, MONICHAUX, SOUTHOX.

Excusés : MM. BERTAUD, CAYROU, ESTEVE, LAINGO, de MAUPÉOU, M'BODJE, de RAINCOURT, THIBON.

Suppléants: MM. Joseph FERRIN, PAUZET.

Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Paul GREVALLIER, CORNU, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMES, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Gaston HANENT, Paul ROBERT, ZAFIRANOVA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

LL

ORDRE DU JOUR

I - Désignation de rapporteurs :

- pour la proposition de loi (n° 339, session 1955-1956)

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE,

DES BEAUX-ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. André CANIVEZ, président

II - Rapport de M. Lamoussé sur la proposition de loi (n° 339,

Séance du mercredi 17 octobre 1956

La séance est ouverte à 10 heures 15

Richesses préhistoriques

M. LAMOUSSE. - Cette proposition a pour objet de préserver les richesses préhistoriques du sous-sol français contre toutes les atteintes : intempéries, déprédations, visiteurs, etc..

Présents : Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. CANIVEZ, DELALANDE, Mme Renée DERVAUX, MM. Mahamane HAIDARA, LABURTHE, LAMOUSSE, LELANT, Georges MAURICE, MONICHON, SOUTHON.

Excusés : MM. BERTAUD, CAYROU, ESTEVE, LAINGO, de MAUPEOU, M'BODJE, de RAINCOURT, THIBON.

Suppléants : MM. Joseph PERRIN, PAUZET.

Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, CORNU, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Gaston MANENT, Paul ROBERT, ZAFIMAHOVA.

ORDRE DU JOUR

I - Désignation de rapporteurs :

- pour la proposition de loi (n° 658, session 1955-1956) de M. Radius, relative à la publicité par panneaux-réclame, affiches et enseignes;
- pour le projet de loi (n° 13, session 1956-1957), sur la protection des sites;
- pour la proposition de résolution (n° 716, session 1955-1956) de M. Chazette, tendant à inviter le Gouvernement à comprendre la tapisserie parmi les travaux de décoration dans les bâtiments de l'enseignement public.

II - Rapport de M. Lamousse sur la proposition de loi (n° 309, année 1955) de M. Michelet, tendant à préserver les richesses préhistoriques du sous-sol français.

-:-

COMPTE RENDURichesses préhistoriques

M. LAMOUSSE.- Cette proposition a pour objet de préserver les richesses préhistoriques du sous-sol français contre toutes les atteintes : intempéries, dégradations, visiteurs, etc..

De nombreux textes traitent de la question. Aux termes de l'article 552 du Code civil, la propriété du sol comporte la propriété du dessus et du dessous. Cet article a été amodié par la loi du 27 septembre 1941, loi de Vichy, validée à la Libération, qui traite de la réglementation des fouilles archéologiques.

Le Secrétaire d'Etat chargé des Beaux-Arts peut acquérir, pour le compte de l'Etat, les terrains qui présentent un intérêt archéologique.

Les textes ne manquent donc pas mais ce sont les moyens qui font défaut.

Je propose donc la création de ces moyens qui consisteraient à prévoir des postes de gardiens et d'assistants auprès des directeurs régionaux des antiquités.

.../...

M. SOUTHON.- Je me permets de soulever un problème d'ordre constitutionnel. Nous n'avons pas la possibilité de demander ces créations de postes qui nécessiteront des dépenses nouvelles.

M. LAMOUSSE.- Dans ces conditions, ce texte de loi est parfaitement inutile.

M. LE PRESIDENT.- Je rejoins l'observation de M. Southon. Cependant, nous pouvons poursuivre l'examen du rapport de M. Lamousse et, ensuite, nous déciderons de la procédure à adopter. Peut-être devrons-nous transformer la proposition de loi en proposition de résolution.

M. LAMOUSSE.- L'article premier stipule :

"Les grottes possédant des vestiges d'art préhistorique et les gisements contenant des objets préhistoriques appartiennent à la nation".

Cette rédaction doit être assouplie car il n'est pas utile de nationaliser sans discrimination tout ce qui présente un intérêt préhistorique.

Je vous signale aussi qu'il y a lieu de prévoir à cet article les monuments mégalithiques.

Les articles 2 et 3 prévoient le gardiennage et la protection de ces richesses mais, comme je vous le précisais, sans aucun moyen de les rendre efficaces.

Il faudrait donc demander :

- 1°) des postes d'assistants auprès des directeurs régionaux des antiquités. Ce projet existait mais il a été refusé par les Finances;
- 2°) 50 emplois de gardiens recrutés par concours.

Quant à l'article 4, il prévoit la création d'une commission spéciale chargée des fouilles préhistoriques. Cette commission est inutile car elle existe déjà. C'est la 2ème section de la Commission supérieure des Monuments historiques.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie de votre exposé.

Pour présenter votre rapport de manière efficace, je vous propose la solution suivante :

Nous devons désigner des rapporteurs pour le projet de loi sur la protection des sites dont l'objet est comparable à la

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

proposition de M. Michelet, et pour la proposition de loi relative à la publicité par panneaux-réclame, affiches et enseignes.

J'ai le sentiment que ces 3 affaires peuvent faire l'objet d'un rapport commun, de façon à présenter une étude complète de ce qui existe et de ce qui reste à faire dans ce domaine.

COMM. M. DELALANDE.- Cette proposition me paraît fort judicieuse.

Il en est ainsi décidé.

MM. Lamousse et Delalande sont désignés pour présenter un rapport commun sur les 3 affaires précédemment citées.

*

* *

Séance du Mercredi 14 novembre 1956

Désignation de rapporteur

M. Southon est désigné comme rapporteur de la proposition de résolution (n° 716, session 1955-1956) tendant à inviter le Gouvernement à comprendre la tapisserie parmi les travaux de décoration dans les bâtiments de l'Enseignement public.

La séance est levée à 11 heures 35.

Le Président,

Alauzy

Présents : MM. Georges BOULARD, M. DELALANDE, M. DERRAUX, M. Paul LAMOUSSE, M. YVES LEVY, M. MAHMOUD HALDARA, M. MAURICE, M. GEORGES MAURICE, M. ROBERT,

Excusés : MM. Jean SERRAUX, M. CHAPALAIN, DELALANDE

Suppléant : M. SYMPHON

Absents : Mlle Marie-Hélène CORNET, M. Paul CHEVALLIER, André CORNET, DEIMIER, M. Yves LEVY, M. MAHMOUD HALDARA, M. MAURICE, M. GEORGES MAURICE, M. ROBERT, M. SERRAUX, M. CHAPALAIN, DELALANDE, M. SYMPHON

Assistait, en outre, à la séance : Mlle HAFUZAI en titre de la Commission des Finances.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, président

Séance du Mercredi 14 Novembre 1956

La séance est ouverte à 10 heures 5

Présents : MM. Georges BOULANGER, CANIVEZ, DELRIEU, Mme Renée DERVAUX, MM. Paul-Emile DESCOMPS, Yves ESTEVE, Mahamane HAIDARA, LABURTHE, LAMOUSSE, LELANT, Georges MAURICE, MONICHON, Paul ROBERT,

Excusés : MM. Jean BERTAUD, Frédéric CAYROU, CHAPALAIN, DELALANDE

Suppléant : M. SYMPHOR

Absents : Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. Paul CHEVALLIER, André CORNU, DELRIEU, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Ealijaona LAINGO, Gaston MANENT, de MAUPEOU, Mamadou M'BODJE, de RAINCOURT, SOUTHON, THIBON, ZAFIMAHOVA

Assistait, en outre, à la séance : Melle RAPUZZI au titre de la Commission des Finances.

.../...

ORDRE DU JOUR

- I.- Désignation d'un délégué chargé de participer, avec voix consultative, aux travaux de la Commission des Finances (art. 26 du Règlement). Echange de vues sur la procédure budgétaire (projet de loi de finances (n° 2951 A.N. 3ème lég.)).
- II.- Rapport de M. Lamousse, sur la proposition de loi (n° 309, année 1955), de M. Michelet, tendant à préserver les richesses préhistoriques du sous-sol français.
- III.- Rapport de M. Delalande, sur le projet de loi (n° 13, session 1956-1957), tendant à compléter la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.
- IV.- Questions diverses

COMPTE-RENDU

M. LAMOUSSE.- J'ai dernièrement reçu une délégation de la Fédération Nationale du Spectacle qui groupe toutes les catégories de personnel qui participent à la création d'un spectacle théâtral : machinistes, comédiens, chanteurs, musiciens, danseurs, qui m'a exposé une difficulté grave qui l'oppose au Ministère des Finances. Il s'agit d'une augmentation de salaires.

Avant la guerre, le personnel des théâtres nationaux recevait un avantage de l'ordre de 13% sur les théâtres privés.

En 1947, cet avantage est tombé à 7%.

En 1952 il a été supprimé.

....//....

Le personnel des théâtres nationaux s'est trouvé aligné au point de vue du salaire, sur le personnel des théâtres privés ~~et~~ qui s'est donc trouvé déclassé par rapport à ce dernier.

Puis, ce déclassement a continué. Par le jeu des conventions collectives, le personnel des théâtres privés a reçu une augmentation de 7,58% suivie en avril dernier d'une autre augmentation de 0,81%, soit au total 8,5%.

Or, cette augmentation n'a pas été acceptée par le Ministère des Finances en ce qui concerne le personnel des théâtres nationaux.

Cette revendication me paraît légitime, mais le Ministère des Finances s'y oppose formellement pour des raisons d'ordre budgétaire. Il faudrait pour couvrir cette dépense un crédit supplémentaire de 150 millions et les Finances craignent une revendication similaire du personnel de la radio-télévision française.

Les ministères de tutelles sont favorables à la revendication.

Le Gouvernement se trouve devant une alternative : ou accepter ces revendications légitimes, ou bien les refuser, mais alors prendre la décision de fermer les théâtres afin d'envisager immédiatement une refonte complète des théâtres nationaux. Mais je vous mets en garde contre l'erreur faite par le Gouvernement précédent qui, refusant l'augmentation, a laissé fermer les théâtres pour ensuite accorder ce qu'il avait refusé.

M. LELANT. - Cette revendication est légitime. Mieux vaut l'accepter que d'opérer trop hâtivement une refonte des théâtres.

M. LE PRESIDENT. - Je crois que la commission est unanime pour approuver les observations présentées par M. Lamousse. Je vais, en votre nom, attirer l'attention de M. le Secrétaire d'Etat aux Arts et aux Lettres sur cette question.

(Assentiment)

Richesses préhistoriques

M. Lamousse. - Lors d'une précédente séance, je vous avais présenté mon rapport sur la proposition de résolution tendant à préserver les richesses préhistoriques du sous-sol français et notre commission s'était heurtée à des difficultés d'ordre budgétaire et réglementaire.

Nous approuvons pleinement l'objet de cette proposition. Les richesses préhistoriques françaises sont immenses et présentent une grande importance nationale. Elles sont laissées un peu

....///....

au hasard des initiatives privées et des collectivités locales qui ne s'en occupent pas toujours à bon escient ou n'ont pas toujours les moyens suffisants.

C'est la cause des déprédations de ces richesses. La solution qui nous est proposée consiste à nationaliser les richesses préhistoriques. Mais la nationalisation ne résoudra pas pour autant les difficultés signalées. Ce sont les moyens qui manquent et qui impliquent des crédits nouveaux. Le budget comporte des crédits qui sont ridiculement insuffisants et réglementairement nous n'avons que la possibilité de demander les créations d'emploi qui sont indispensables.

La jonction de mon rapport avec celui de M. Delalande sur la protection des sites s'est avérée impossible à l'examen du fait que les grottes n'ont aucun rapport avec les sites.

J'ai donc abouti à la conclusion suivante : transformer la proposition de loi en proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les meilleurs délais un projet de loi ayant même objet.

M. le PRESIDENT.- Au nom de la commission je vous remercie pour votre excellent travail.

M. ESTEVE.- J'approuve les conclusions de notre rapporteur, car une proposition de loi non assortie de crédit restera un vœu pieux.

Le rapport de M. Lamousse est adopté.

* *

*

Budget

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu de M. Roubert la lettre suivante dont je vous donne lecture :

.../...

Le Président

Alex ROUBERT.

" Monsieur le Président et cher Collègue,

" J'ai l'honneur de vous faire savoir que la Commission
" des Finances envisage d'entamer sous peu l'examen de la loi de
" finances.

" Du fait de la nouvelle procédure budgétaire édictée
" par le décret organique du 19 juin 1956, la nature des débats
" parlementaires doit se trouver sensiblement modifiée et simplifiée.

" En particulier, l'examen des dispositions relatives à
" chaque Ministère doit être axé sur les lignes essentielles de la
" politique de ce Département confrontée avec les objectifs économi-
" ques et financiers définis par le Gouvernement en tête de la loi de
" finances.

" Du point de vue du calendrier, le décret organique impose
" à l'Assemblée Nationale de transmettre au Conseil de la République
" la loi de finances pour le 10 décembre prochain. J'ai tout lieu de
" croire que ce délai sera respecté, mais il ne faut pas s'attendre à
" connaître les décisions définitives de l'Assemblée Nationale sensi-
" blement avant cette date. Il restera donc au Conseil de la République
" une vingtaine de jours pour effectuer sa première lecture et les na-
" vettes successives nécessaires à l'accord des deux Assemblées.

" Dans ces conditions, le travail budgétaire en Commission
" doit être entrepris sans tarder et je me permets de demander à cha-
" que commission spécialisée de bien vouloir examiner très rapidement
" et au plus tard dans la semaine du 18 au 25 novembre les crédits et
" les dispositions spéciales concernant le Ministère qui lui correspond;
" en présence d'ailleurs du rapporteur spécial de la Commission des
" Finances, selon la procédure de l'article 26, alinéa 4 du Règlement.

" La Commission des Finances désirerait en effet que cet
" examen soit préalable à celui effectué par elle, car elle tiendrait
" spécialement à inviter le délégué de la Commission technique prévu,
" au même article, alinéa 3 et à entendre, par son intermédiaire, les
" observations de cette commission, avant de prendre elle-même, ses
" propres décisions.

" Par ailleurs, du fait que la loi de finances, devenue main-
" tenant projet budgétaire unique, ne peut être renvoyée pour avis aux
" différentes commissions techniques, je propose que les observations
" de celles-ci soient rassemblées et imprimées en annexe au rapport
" général.

" Je me permets d'espérer que ces suggestions rencontreront
" votre assentiment et vous prie d'agréer, Monsieur le Président et
" cher Collègue, l'assurance de toute ma considération.

Le Président

Alex ROUBERT. "

Cette lettre m'amène à vous poser une question. Conserverons-nous comme les années précédentes la division de nos travaux en 4 parties attribuées à 4 rapporteurs.

Il semble bien qu'il n'y aura qu'un délégué devant la Commission des Finances et par conséquent un seul rapporteur pour avis.

Pensez-vous devoir conserver notre système ancien ?

M. LAMOUSSE.- La procédure qui nous est recommandée simplifiera nos travaux. Mais il est matériellement impossible qu'une seule personne prenne l'ensemble du rapport. Il serait opportun de conserver nos 4 délégués étant bien entendu que chacun d'eux ira devant la Commission des Finances présenter l'avis de notre commission, ou bien que notre précédent rapporteur soit notre délégué pour faire connaître notre avis.

M. MONICHON.- Je suis tout à fait d'accord.

M. LE PRESIDENT.- Quel est l'avis de Melle Rapuzzi ?

Melle RAPUZZI.- Je suis venue simplement pour m'informer et je ferai part de l'ensemble de vos observations à la Commission des Finances.

La commission décide de conserver la division de ses travaux en 4 parties:

M. CANIVEZ : Enseignements primaire, secondaire et supérieur;

M. LELANT : Enseignement technique;

M. LAMOUSSE : Arts et Lettres;

M. BERTAUD : Jeunesse et Sports.

M. CANIVEZ est, en outre, désigné comme délégué de la commission auprès de la Commission des Finances en exécution de l'article 26 du règlement.

* *

*

Questions diverses

M. MONICHON.- Je serais heureux de savoir s'il est vrai qu'un crédit de 14 milliards a été bloqué par le Ministère des Finances, ce qui mettrait les communes dans l'impossibilité de poursuivre la construction des locaux scolaires, qui leur sont indispensables, surtout ceux qui avaient été prévus en commandes groupées.

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.Y.

Je désirerais également connaître les raisons qui ont motivé la circulaire du 8 août 1956 sur les boissons de table dans les internats et cantines scolaires. Cette circulaire est de nature à alimenter la campagne antialcoolique.

La commission décide de s'informer auprès du Ministre sur les deux points signalés.

La séance est levée à II heures 45.

Présidence de M. CANIVET, Président

Le Président

Séance du Mercredi 21 Mars 1956

La séance est ouverte à 10 heures 35

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVET, Mme Marie-Hélène CARNOT, MM. DELAUNY, LANTIER, LAROUSSE, LELANT, de RAUPACH, Paul ROBERT.

Excusés : M. GAYRON, ESTEVE.

Suppléant : M. FAUZET.

Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Paul CHEVALIER, André CORNU, DELALANDE, Mme Renée DERYAUX, M. Paul-Emile DESCOMES, DUPRE, Mme Yvonne DUPRE, M. Mahammed HAIDARA, Salimane LAINGO, Gaston MARTEL, Georges MAURICE, Emileon M'BOYE, MICHELO, de RAINCOURT, SOUTON, THIBON, ZAFIRABOVA.

Assistait, en outre, à la séance : Mlle HAMMEL, au titre de la Commission des Finances.

II - DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

[illegible]

Séance du Mercredi 21 Novembre 1956

MM. DELRIEU, LABORTHE, LAMOUSSE, LELANT, de MAUPE
Paul ROBERT.

cusés : MM.CAYROU, ESTEVE.

André CORNU, DELALANDE, Mme Renée DERVAUX, MM. Paul-
Emile DESCOMPS, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Mahamane
HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Gaston MANENT, Georges
MAURICE, Mamadou M'BODJE, MONICHON, de RAINCOURT,
SOUTHON, THIBON, ZAFIMAHOVA.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Examen du projet de loi de finances (n° 2951 A.N. 3^{me} législ.).
- II - Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 78, session 1956-1957), instituant une limitation des saisies-arrêts en matière de droits d'auteur.
- III - Rapport de M. Delalande, sur le projet de loi (n° 13, session 1956-1957), tendant à compléter la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.
- IV - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU

Loi de Finances.

M. LE PRESIDENT.- Selon la nouvelle procédure, qui nous a été proposée, nous allons examiner la loi de Finances en ce qui concerne l'Education Nationale. Cette procédure offre l'avantage de la rapidité et la possibilité de voter le budget avant le 1er janvier, mais présente l'inconvénient de réduire nos pouvoirs. Je vous avoue mon embarras pour présenter des observations utiles dans bien des domaines. Le projet de réforme de l'Enseignement viendra bientôt en discussion et il faut y penser avant d'aborder l'étude de ce budget.

M. de MAUPEOU.- Je ne crois pas que le présent budget soit établi en fonction de la réforme de l'Enseignement.

M. LE PRESIDENT.- En effet, les 54 milliards prévus sont indépendants du Budget.

../..

- 3 -

Etes-vous d'avis de demander au Ministre de venir nous exposer les grandes lignes de son projet de réforme et son budget ?

(Assentiment).

M. DELRIEU.- La nouvelle procédure évitera les interventions inutiles et je suis d'accord pour entendre le Ministre sur la Réforme et quelques points particuliers.

Budget des Arts et Lettres.

M. LAMOUSSE.- Je veux d'abord déplorer l'insuffisance générale de ces crédits. Je diviserai mon exposé en quatre parties, chacune d'elle étant consacrée à une direction.

A - Archives.

M. Bordeneuve a réussi à rattacher cette direction, ainsi que celle des Bibliothèques aux Arts et Lettres. Nous devons nous en réjouir.

Mesures nouvelles.-

I - Personnel.-

On compte 21 créations d'emplois totalisant un crédit de 8 millions :

- 6 emplois scientifiques ;
- 11 ouvriers ou personnel de service ;
- 4 agents contractuels.

II - Matériel.-

Un crédit nouveau de 7.300.000 Frs sera destiné à compléter la dotation des archives en ce qui concerne notamment l'entretien et le renouvellement du mobilier, la reliure, la restauration et l'achat de documents.

III - Equipement.-

Un crédit de 270 millions est destiné à couvrir les frais d'opérations encore inachevées et de certaines opérations nouvelles.

.../...

- 4 -

B - Bibliothèques.-

Le projet de loi prévoit :

1°) la création de :

- 15 emplois des cadres scientifiques et techniques ;
- 6 emplois des cadres administratifs ;
- 8 gardiens.

2°) La transformation de 20 emplois de gardiens en 20 emplois de magasiniers.

Ces mesures limitées s'inscrivent dans les perspectives d'un plan tendant à adapter les moyens mis à la disposition des bibliothèques aux charges nouvelles qui leur sont imposées.

Les besoins résultent principalement :

- de l'évolution démographique ;
- de l'extension et du développement des services ;
- de la création de nouveaux services (nés notamment de la nationalisation des écoles de médecine et de pharmacie).

En conclusion, l'effort qui a été fait doit être poursuivi. Il faut étendre la création des bibliothèques départementales et circulantes.

C - Arts et lettres.-

Cette direction comporte une multiplicité d'objets :

1°) Enseignement et production artistique.-

L'aide de l'Etat dans ce domaine est dérisoire, comparativement à celle des Etats étrangers. Je ne veux citer qu'un exemple. En France, le montant d'un prix littéraire est de 500.000 Frs, alors qu'à Monaco, il est de un million.

De même, l'enseignement artistique a été sacrifié au profit d'autres disciplines. Il y aurait lieu de le rétablir, de le rendre effectif.

2°) Musées de France.-

Les musées nationaux et les musées de province sont trop pauvrement dotés.

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 5 -

3°) Service des lettres ;

4°) Spectacle et musique.-

Les mêmes remarques sont valables pour ces directions. Beaucoup de projets dorment dans des cartons, faute de crédits. Il y aurait lieu d'opérer une décentralisation lyrique et dramatique, d'établir une carte artistique de la France, d'organiser les théâtres de province.

D - Architecture.-

On doit encore déplorer le manque de moyens pour assurer la restauration et la conservation de nos monuments historiques et des oeuvres classées à l'inventaire.

M. LE PRÉSIDENT.- Je vous remercie pour votre brillant exposé.

-*-

Désignation de rapporteurs.

M. LAMOUSSE est désigné comme rapporteur du projet de loi (n° 78, session 1956-1957), instituant une limitation des saisies-arêts en matière de droit d'auteur.

La séance est levée à midi 5.

Le Président,

A. Lamy

Présents : MM. Jean BOUQUET, JANTIER, Mme Marie-Hélène CARROT,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

Excusés : MM. Frédéric CAYROU, CHAUVIN, M. Paul BOUQUET,

Suppléant : M. Paul BOUQUET.

Absents : MM. Georges BILLOUET, André CAYROU, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET, M. Paul BOUQUET,

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

[illegible][illegible][illegible]

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Désignation de rapporteurs pour les projets de loi :

- a) (n° 108, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté à Florence en juillet 1950, par la conférence générale de l'U.N.E.S.C.O.
- b) (n° 109, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, le règlement d'exécution de la convention et le protocole annexe, signés à La Haye, le 14 mai 1954.

II - Suite de l'examen du projet de loi de finances (n° 2951 A.N. 3ème législ.)

III - Rapport de M. Delalande sur le projet de loi (n° 13, session 1956-1957), tendant à compléter la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.

IV - Questions diverses.

-:-:-:-

COMPTE RENDUDésignation de rapporteurs

- M. Bertaud est désigné comme rapporteur du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté à Florence en juillet 1950, par la conférence générale de l'U.N.E.S.C.O.

- M. Lamousse est désigné comme rapporteur du projet de loi sur la convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

*

*

*

.../...

E.N. 28.11.56.

- 3 -

Protection des sites

M. LE PRESIDENT.- M. Delalande, retenu à la Commission de la Justice, m'a confié le soin de vous donner connaissance de son rapport sur le projet de loi réorganisant la protection des sites.

Ce rapport est favorable à l'adoption du texte transmis, sauf une légère modification rédactionnelle à l'article 2.

Le rapport de M. Delalande est adopté.

*

* *

Projet de loi de finances

M. LE PRESIDENT.- La Commission des Finances m'a fait parvenir des explications complémentaires sur la présentation des documents budgétaires pour l'année 1957, que je tiens à votre disposition.

(Assentiment).

*

* *

Enseignement technique

M. LELANT.- Octobre 1956 a rassemblé 335.000 élèves dans les établissements de l'enseignement technique, soit 15.000 de plus que l'an dernier.

En 1946, l'effectif des centres s'élevait à 107.000 ; il est aujourd'hui de 158.000.

Les anciennes écoles pratiques groupaient, en 1939, 56.000 élèves ; en 1946 : 102.000. En 1956, nous en dénombrons 144.000 sous le vocable de collèges ou de sections techniques.

.../...

- 4 -

Dans le même temps, l'effectif des écoles nationales professionnelles - qui ne dépassait pas, en 1946, les 10.000 acquis dès 1939 - atteignait 16.000.

La mesure de l'expansion de l'enseignement technique est donnée par ces deux chiffres (qui ne comprennent pas les 236.000 jeunes des cours professionnels ou de promotion du travail, ni les 11.000 du Centre national d'enseignement par correspondance) : 335.000 en 1956, 68.000 en 1939.

Faute de places, on a refusé 60.000 jeunes, alors que pour les trois quarts, leur valeur était jugée suffisante. Cette indigence de moyens oblige à un tri contestable qui ne satisfait personne.

L'évolution des conditions de la production fait prendre conscience des dangers que représente pour un grand pays trop d'ingénieurs ou de techniciens.

Prévoyons aussi les obligations de demain.

1°- Attendra-t-on, pour construire, la poussée de natalité qui déferlera sur le technique, vers 1960 ?

2°- Attendra-t-on l'impérieuse industrialisation de la France ?

La France est le pays le moins industrialisé de l'Europe de l'ouest. Elle pourrait garder son niveau alimentaire avec une moitié des sept millions de personnes actives employées dans l'agriculture. Cela signifierait, pour la moitié restante, une prospérité véritable, un pouvoir d'achat profitable aux produits industriels eux-mêmes.

Pour y parvenir, procédons à une implantation méthodique d'écoles techniques et d'usines dans nos régions sous-développées où la main d'oeuvre serait procurée par les agriculteurs excédentaires.

3°- Nous laisserons-nous surprendre par l'avènement de l'énergie nucléaire ? Dans l'exposé du projet de M. Billières, je relève que techniciens et ingénieurs forment 3 % du personnel d'une houillère, quand ils forment 40 % du personnel d'un centre d'énergie atomique. Sans doute, ce sont là deux chiffres extrêmes mais qui montrent, de façon saisissante, à quelles préoccupations doit obéir la "réorganisation de notre enseignement".

.../...

- 5 -

4°- Cet exposé nous apprend, en outre, que la France, si longtemps exportatrice de découvertes, voit se creuser, chaque année, un déficit de dix milliards dans ses ressources, du fait de l'achat à l'étranger des brevets et des droits de fabrication.

Dans la réforme envisagée, je me demande comment sera traité le technique. Il n'est question des écoles nationales professionnelles que pour remplacer leur dénomination par celle de lycées. Pour le reste, le texte est muet.

Souhaitons que soit ménagée, pour l'enseignement technique, la place de premier plan qui doit être la sienne. Où en est le Conseil supérieur de la formation professionnelle qui, réunissant en son sein des représentants de l'Etat, des employeurs et des employés, permettrait, sur un certain nombre de problèmes, de prendre une décision en fonction d'avis dont la valeur ne saurait être contestée, car ils émaneraient des utilisateurs mêmes de ce service public que constitue la formation professionnelle ?

Après ces considérations, examinons le budget de 1957.

Au sujet du recrutement des professeurs, un effort sérieux a été accompli, qui a permis la création de 1.160 emplois. Mais si le total des postes non pourvus en titulaires s'élevait à 3.709 le 1er octobre 1955, au 1er octobre 1956 il est encore de 3.126, pourcentage ramené seulement de 18,6 % à 15,2 %.

A propos du corps professoral, je soulignerai que le développement des sections de techniciens rencontre l'appui efficace des industriels qui mettent à disposition du matériel, favorisent l'organisation des stages, prêtent des ingénieurs pour assurer certains enseignements très spécialisés.

Il conviendrait de définir la place, au sein de l'éducation nationale, de ce personnel précieux.

J'insiste à nouveau sur les cours de promotion du travail qui constituent une des réussites de l'enseignement technique. Les effectifs passent de 9.000 en 1950, à 70.000. Augmentation de crédits : 128 millions.

Attachons-nous aux cours professionnels destinés aux apprentis qui travaillent et qui sont impatients de suivre des cours de technologie, etc... Ce sont les communes qui, généralement, organisent ces cours. La loi Astier prévoyait une subvention de 50 %. Or, sur une dépense globale de près de deux milliards, l'Etat verse 560 millions. Regrettons-le car, ainsi, se trouvent pénalisées les communes. Le crédit supplémentaire de 63 millions ne comblera pas leur déficit.

.../...

- 6 -

Dépenses d'équipement

L'enseignement technique dispose, en application de la loi de plan du 4 février 1953, augmentée des dotations ouvertes par le décret-programme du 20 mai 1955, de dix-huit milliards cent quatre vingt dix millions qui liquideront le premier plan d'équipement.

Au titre des crédits hors programme, sont prévus deux milliards neuf cent seize millions. Il existe, aussi, une dotation de sept milliards cinquante trois millions, qui sera débloquée au fur et à mesure de l'exécution des projets. Enfin, six milliards huit cent quarante et un millions concernent des opérations actuellement bloquées et non chiffrées.

Les crédits, bourses et dégrèvements pour frais de trousseaux, sont de l'ordre de 515 millions. Sur cette somme, cent millions serviront à des bourses nouvelles.

J'attire votre attention sur les bourses nationales destinées aux élèves des collèges techniques. Pour les 144.000 élèves des collèges, sont inscrites au chapitre 43-91 : 11.600 bourses d'internat, 2.400 bourses de demi-pensionnaires. Même en tenant compte des bourses d'apprentissage, du chapitre 43-41, il y a lieu de déplorer l'existence du crédit.

Conclusion

Au rythme des bouleversements industriels, un programme d'enseignement technique comporte, forcément, une marge d'incertitude.

Quels seront les besoins dans dix ans, dans vingt ans ?

Pourtant il faut agir, même si cette action implique un pari sur l'avenir. Et, nous prendrons des risques d'autant moins sévères si l'oeuvre de formation professionnelle s'épanouit en oeuvre d'éducation et de promotion humaine.

Réalisons de plus en plus l'accord de la technique et de l'humanisme capable de former les hommes qui dominent leur métier.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie de votre remarquable exposé. Vous n'avez pas parlé de l'orientation professionnelle. Voulez-vous que je l'ajoute dans mon rapport ?

(Assentiment).

.../...

- 7 -

Nos rapports seront communiqués à la Commission des Finances.

trou-
Mlle RAPUZZI.- La Commission des Finances souhaite entendre vos représentants. Ce n'est qu'après que moi-même je présenterai mon projet de rapport. Ce sera une description plus brutale et mathématique de vos observations auxquelles je ferai de très larges emprunts.

M. BERTAUD.- Si j'ai bien compris, nos observations seront transmises à la Commission des Finances qui les acceptera ou les refusera.

M. MONICHON.- Nous allons faire l'expérience de cette nouvelle présentation du budget qui a pour inconvénient de réduire les possibilités d'intervention et de discussion. Cette expérience se fera loyalement, bien que, comme par le passé, nous prévoyons déjà un assujettissement au ministère et à la commission des Finances.

M. LE PRESIDENT.- Je vais vous donner lecture des observations que j'ai rédigées sur les enseignements primaire, secondaire et supérieur.

Budget de fonctionnement pour l'enseignement
du 1er degré

Les crédits votés en 1957 sont en augmentation. 26.064 millions restants sur 1956 et 11.500 millions d'autorisations nouvelles sont prévus pour 1957, soit en fait 37.564 millions d'augmentation par rapport aux crédits figurant réellement à l'exercice 1956. Augmentation sensible, mais crédits toujours insuffisants.

Les prévisions budgétaires du point de vue de la création des postes s'élèvent à 10.800 qui seront mis en place au 1er janvier 1957 ou au 1er octobre 1957, alors qu'un calcul serré des besoins élèverait ce chiffre aux environs de 15.000 postes.

La difficulté ne réside pas seulement dans la création des postes, mais aussi dans le recrutement des maîtres nécessaires et dans les constructions scolaires.

En ce qui concerne le recrutement des maîtres du premier degré, deux améliorations sensibles : le projet prévoit pour le concours d'entrée à l'Ecole normale en classe de seconde,

.../...

- 8 -

6.000 places et en comptant les 500 traitements nouveaux inscrits au budget, cela donnera 2.000 élèves-maîtres qui seront recrutés au niveau du baccalauréat complet. Evidemment, ces dispositions s'accompagnent de la création de 128 chaires d'enseignement dans les écoles normales, de 81 postes de maîtres et maîtresses auxiliaires, de 40 surveillants et de 108 agents de service et, malgré cela, les besoins réels ne seront pas satisfaits. Il manquera toujours des professeurs pour assurer la mise en place des créations de postes, surtout en ce qui concerne les disciplines scientifiques.

Il faudra aussi trouver les candidats aux 8.000 postes prévus pour 1957 et pour cela, il faudrait songer à améliorer les traitements.

La question des directeurs d'école déchargés de classe devra être revue. Elle mérite un examen attentif tant au point de vue administratif qu'au point de vue pédagogique.

Plusieurs questions concernant l'enseignement du 1er degré devraient être étudiées avec beaucoup d'attention, par exemple, l'augmentation de la population scolaire maternelle, qui est passée de 1949 à 1952 de 450.000 à 562.000 et de 1952 à 1955 de 562.000 à 671.000, ce qui fait une augmentation de près de 220.000 élèves. A l'heure actuelle, plus de 1.500 classes maternelles ont des effectifs qui dépassent 50 élèves. Les causes de cette augmentation de la population scolaire sont diverses : augmentation de la natalité, surtout dans les cités urbaines, généralisation du travail féminin et, aussi, du fait que les écoles maternelles jouissent de la faveur des familles.

En ce qui concerne les cours complémentaires, une étude concernant leur fonctionnement et leur programme devrait être entreprise. En outre, les crédits affectés aux bourses nationales restent insuffisants et les 273 millions de crédits supplémentaires prévus au projet de budget sont nettement insuffisants.

Il faudrait les majorer au minimum de 300 à 400 millions.

Les créations prévues pour les classes de perfectionnement et de plein air (250), pour l'enseignement agricole (250), pour les départements d'Outre-Mer (300), pour les cours complémentaires d'Outre-Mer (100), sont en nombre insuffisants, il serait temps de se pencher sur le problème des écoles nationales de perfectionnement, des centres nationaux de pédagogie spéciale, des centres de plein air et des écoles réservées aux

- 9 -

enfants de marinières et des familles non sédentaires. Les créations prévues ne sont que les emplois administratifs et les instituteurs nécessaires pour ces écoles devront être prélevés sur les contingents des instituteurs des classes élémentaires.

Il faut multiplier les écoles normales et il reste entendu que si certaines d'entre elles ont à former des instituteurs de cours complémentaires, le problème de leur construction, de leur fonctionnement ou de leur programme doit être étudié avec soin. Il faudrait aussi penser à donner au directeur d'écoles normales à gros effectif, un adjoint qui pourrait l'aider dans sa tâche aussi bien administrative que pédagogique.

Budgets d'investissement

Les crédits réellement utilisables en 1956 s'élevaient à 139.448 millions. Le projet de budget pour 1957 prévoit 150 milliards. Il y a donc une majoration de 11.552 millions, mais 30 milliards sont réservés et momentanément bloqués. Ils ne seront engagés que si la réforme de l'enseignement s'applique en 1957.

Pour le premier degré, les crédits inscrits au budget de 1956 s'élevaient à 78 milliards ; mais, étant donné que des crédits avaient été utilisés par anticipation en 1955, il restait 55.565 millions à engager sur 1956. Le projet de 1957 prévoit 62.359 millions de crédits d'engagement, d'où augmentation sur l'exercice précédent de 6.794 millions. Les crédits d'investissement correspondant aux besoins du premier degré, à peu de choses près, pour la rentrée de 1957.

Il nous reste à ne pas perdre de vue, malgré la création de la Direction unique des constructions scolaires, que les formalités à remplir pour la construction des locaux scolaires sont toujours longues, que les avances et subventions ne sont pas toujours débloquées en temps voulu par les services centraux et que, bien souvent, les municipalités sont obligées, faute de pouvoir payer les entrepreneurs, d'arrêter les travaux en cours.

En ce qui concerne l'application de la loi Barangé, et l'utilisation des fonds mis à la disposition des communes en vertu de cette loi, il est certains que les municipalités trouvent dans ces crédits une aide appréciable à l'occasion notamment de la construction de locaux scolaires. Il ne faudrait pourtant pas que les communes s'engagent trop dans la voie des emprunts pour lesquels les annuités seront

.../...

- 10 -

prélevées sur les fonds de la loi Barangé et, ce, avant que la réforme de l'enseignement qui prévoit un tronc commun à partir de 11 jusqu'à 13 ans, soit mise en application. Car une question reste à régler, celle de savoir si le bénéfice de la loi Barangé continuera à être octroyé pour les enfants fréquentant ces écoles moyennes formant le "tronc commun" dont il est question dans le projet de loi-cadre portant réforme de l'enseignement.

Enseignement du second degré

Les difficultés rencontrées dans le premier degré pour les constructions de locaux scolaires et le recrutement des maîtres deviennent aussi un gros souci pour l'enseignement du second degré.

Des crédits supplémentaires ont dû être envisagés pour la nationalisation de quarante collègues entraînant la création de cent vingt emplois administratifs et l'augmentation des effectifs va devenir de plus en plus sensible dans l'enseignement du 2e degré dans les années qui viennent, entraînant la création de 3.630 emplois de professeurs agrégés, de professeurs licenciés, etc... De plus, il a fallu envisager la création de 700 emplois d'adjoints d'enseignement titulaires du C.A.P.E.S. Des crédits supplémentaires ont été aussi nécessaires pour la prise en charge par l'Etat de dix internats de collèges, pour le perfectionnement du centre national d'enseignement par correspondance, pour la transformation en lycées de cinq collèges classiques.

Le recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire devient de plus en plus difficile. Il faudrait que soient titularisés les professeurs licenciés d'enseignement ayant un certain nombre d'année de service, et étant pédagogiquement bien notés par les inspecteurs généraux.

Notons encore que la réforme de l'enseignement va amener un changement profond dans la structure de l'enseignement secondaire et que c'est après beaucoup de réflexions et avec beaucoup de prudence qu'il faudra toucher à un édifice qui est considéré par beaucoup comme celui où est donné l'enseignement d'une culture favorable à la formation des élites et que le monde entier nous envie.

.../...

Problèmes de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur rencontre aussi depuis plusieurs années des difficultés qui ont leur origine dans l'accroissement du nombre des étudiants impliquant un besoin de maîtres et de locaux supplémentaires. Disons tout de suite qu'il est certain que les locaux des facultés de sciences sont plus qu'insuffisants, que les étudiants s'y trouvent à l'étroit, que leur équipement n'est pas toujours à la hauteur de l'enseignement qui y est donné et qu'il est temps de construire les locaux nécessaires si notre pays ne veut pas se trouver, en matière d'enseignement supérieur, au dernier rang dans le monde.

Les projets laissent pourtant espérer des améliorations à longue échéance mais certaines. En 1955, le budget de fonctionnement pour les établissements d'enseignement supérieur s'élevait à 17.725 millions, il est prévu au budget de 1957 : 24.344 millions. En 1955, le budget d'équipement s'élevait à 15.352 millions, il est prévu en 1957, 17.091 millions. Si bien, que pour les budgets de fonctionnement et d'équipement l'augmentation est sensible, puisque de 32.977 millions en 1955, leur total s'élève à 44.435 millions.

Quant au personnel, un plan de dix ans a été établi qui comporte la création de 4.000 emplois nouveaux. L'effectif total du personnel de l'enseignement supérieur était de 6.576 en 1955 ; il sera nécessaire de l'élever à 9.000 en 1957. L'effort à faire dans ce sens porte principalement sur le personnel scientifique, effort qu'il faut souligner car il permettra de faire passer le nombre moyen d'étudiants par professeur, qui était presque de 79 en 1953-1954, à 64 pour l'année 1956-1957.

Mais il ne suffit pas de créer des postes pour trouver des candidats à ces postes. Il faut encore que les jeunes savants qui pourraient les occuper soient attirés matériellement vers ces postes. Il est bien certain que les rémunérations de professeurs de l'enseignement supérieur sont loin d'être ce qu'elles devraient être.

Aussi, serait-il opportun de leur accorder avant la correction indispensable des indices de leur traitement, une prime de recherche qui pourrait être au moins égale au quart de leur traitement.

Pour les mêmes raisons, la recherche scientifique devrait avoir, non seulement, le prestige qu'elle a certainement, mais aussi le rang qu'elle mérite dans la classification des rémunérations de la fonction publique.

En conclusion, un gros effort a été fait pour améliorer le fonctionnement des services de l'Education Nationale, bien que les crédits restent encore insuffisants.

Je veux espérer que, dans quelques années, lorsque nous aurons pu rattraper notre retard et lorsque la réforme de l'Enseignement sera en vigueur, nous serons en mesure de bâtir les locaux et de former les maîtres dont nous aurons besoin.

M. LELANT.- Je voudrais, au nom de la Commission unanime, féliciter notre président pour son remarquable exposé.

Mlle RAPUZZI.- J'ai été fort intéressée par les observations qui viennent d'être présentées et qui me seront utiles pour la rédaction de mon rapport.

M. LE PRESIDENT.- Il nous reste maintenant à entendre l'exposé de M. Bertaud sur la jeunesse et les sports.

M. BERTAUD.- En raison de l'heure tardive, je ne voudrais pas vous infliger la lecture de mon rapport qui ne fait que reprendre nos conclusions traditionnelles : manque de crédits, aménagement des terrains de sports, équipements sportifs, etc... Voulez-vous me faire confiance à ce sujet ?

(Assentiment).

La séance est levée à 12 heures 45.

Le Président,

Le Président,

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : —

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

Séance du Mercredi 5 Décembre 1956

IV - Rapport de M. Bert...-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 heures 15

V - Questions diverses. -:-:-

Présents : M. CANIVEZ, M^{me} Marie-Hélène CARDOT, MM. CHAPALAIN,
Paul CHEVALLIER, DELALANDE, M^{me} Renée DERVAUX,
MM. DUFEU, LAMOUSSE, LELANT, Georges MAURICE,
SOUTHON.

Excusés : MM. BERTAUD, Georges BOULANGER, Frédéric CAYROU,
ESTEVE, LABURTHE.

Absents : MM. André CORNU, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS,
Mme Yvonne DUMONT, Mahamane HAIDARA, Ralijaona
LAINGO, Gaston MANENT, de MAUPEOU, Mamadou
M'BODJE, MONICHON, de RAINCOURT, Paul ROBERT,
THIBON, ZAFIMAHOVA.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Suite de l'examen du projet de loi de finances (n° 2951 A.N. 3^{me} Législ.).
- II - Audition de Mlle Rapuzzi sur le budget de l'Education Nationale.
- III - Rapports de M. Lamousse sur :
- a) le projet de loi (n° 78, session 1956-1957), instituant une limitation des saisies-arrests en matière de droits d'auteur ;
 - b) le projet de loi (n° 109, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à la ratification de la Convention pour la protection des biens culturels.
- IV - Rapport de M. Bertaud sur le projet de loi (n° 108, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à la ratification de l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté à Florence en juillet 1950, par la Conférence générale de l'U.N.E.S.C.O.
- V - Questions diverses.

Biens culturels.

-*-

COMPTÉ RENDU
-----Droits d'auteurs.

M. LAMOUSSE.- Le présent projet tend à aligner les auteurs sur les autres catégories de travailleurs du point de

.../...

- 3 -

vue de la saisie-arrêt de leurs revenus.

Actuellement, aucun texte ne prévoit de limitation en matière de saisie-arrêt des droits d'auteur. Celle-ci est laissée à l'appréciation des Tribunaux qui ont le droit de décider la saisie totale de ces droits.

Le projet de loi avec l'accord des intéressés consiste à déclarer insaisissable une proportion à déterminer des droits d'auteurs par référence au chiffre qui figure à l'article 61 du Livre Ier du Code du Travail.

Je vous propose l'adoption de ce projet de loi sous réserve de la modification suivante. L'article premier du projet original étendait le bénéfice de l'insaisissabilité au conjoint survivant et ses héritiers. Cette disposition a été éliminée par le Conseil d'Etat. Je vous en demande le rétablissement.

(Assentiment).

Compte tenu de cette modification, le rapport de M. Lamousse est adopté.

-*-

Biens culturels.

M. LAMOUSSE.- Les auteurs de la Convention de La Haye du 14 mai 1956 ont essayé de sauvegarder nos richesses culturelles, en agissant dans trois directions :

1°) Préparer, dès le temps de paix, des abris sûrs ou des zones d'asile qui seront portés à la connaissance des belligérants ;

2°) En cours de conflit, même non déclaré, obtenir des forces militaires en présence le respect de la convention ;

3°) Pour les territoires occupés par l'ennemi, éviter les pillages d'oeuvres d'art ou leur déportation, ou obtenir leur restitution à la cessation des hostilités.

../..

- 4 -

Il est de tradition de donner un avis favorable aux projets tendant à la ratification de convention. C'est ce que je vous propose avec toutefois la réserve suivante.

L'immunité d'un bien culturel sous protection spéciale ne peut être levée qu'en cas exceptionnel de gravité militaire, laquelle ne peut être constatée que par le chef d'une formation égale ou supérieure en importance à une division. Il semble que la levée de l'immunité ne saurait être laissée à l'appréciation d'un divisionnaire; il serait nécessaire de l'élever au niveau du commandement en chef.

Le rapport de M. Lamousse est adopté.

-*-

Loi de Finances.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à Mlle Rapuzzi, rapporteur spécial du Budget de l'Education Nationale.

Mlle RAPUZZI.- Valait-il mieux rédiger un rapport ? C'eût été plus net. Cependant, j'ai pensé qu'il était préférable de vous en exposer les lignes générales, de façon à susciter une discussion et bénéficier ainsi de vos conseils.

Dans une première partie, j'analyserai le budget de 1957 par comparaison, d'une part, avec l'ensemble de la loi de finances et, d'autre part, avec les crédits obtenus en 1956 et au cours des années précédentes. Ce sera la partie budgétaire proprement dite.

Dans une seconde partie, j'essaierai d'apprécier l'effort ainsi réalisé.

En effet, cet effort incontestable est-il suffisant ?

1°) pour faire face à la poussée démographique ;

../..

- 5 -

2°) Pour permettre la démocratisation de l'enseignement ;

3°) Pour amorcer la réforme de l'enseignement qui comporte la prolongation de la scolarité jusqu'à 16 ans au moins.

Ces quelques considérations nous amèneront à examiner le problème des locaux et des maîtres.

4°) Pour répondre aux préoccupations de l'opinion publique de notre époque. Je pense plus particulièrement aux écoles maternelles qui, bien qu'elles soient facultatives, sont en train de devenir une nécessité sociale. Je pense également à la mise en route de l'enseignement technique.

En conclusion, dans une troisième partie de mon rapport, je développerai un certain nombre de recommandations à donner au Ministre.

M. LE PRESIDENT.- Votre exposé est parfaitement clair et je vous en remercie. La discussion est ouverte.

M. CHAPALAIN.- Je voudrais que l'on insistât sur deux points :

- Insuffisance des traitements dans l'enseignement primaire. Il est impossible de recruter des intérimaires, notamment dans les campagnes ;

- Enseignement technique. Il faudrait pouvoir orienter les élèves.

M. LE PRESIDENT.- Il existe la promotion du travail.

Mlle RAPUZZI.- Je partage vos préoccupations. J'ai été très intéressée par le rapport présenté par M. Soula au Conseil Economique. Nous avons trop de littéraires, alors que nous ne formons pas assez de scientifiques. Or, nous n'avons pas de faculté de sciences qui corresponde aux nécessités. Il faut ouvrir des classes de spécialisation scientifique et reconnaître que les familles n'acceptent pas toujours l'orientation de leurs enfants.

M. CHAPALAIN.- Il faudrait prévoir un encouragement, sous forme de bourse au profit des bacheliers qui se spécialisent sur le plan technique.

../..

- 6 -

M. LAMOUSSE.- Je suis d'accord avec M. Chapalain sur la revalorisation des traitements. Cependant, cette question ne peut être traitée de façon isolée. C'est toute la fonction publique qui est en jeu.

De même, au sujet du déséquilibre de pourcentage d'étudiants entre littéraires et scientifiques, celui-ci tient à une cause psychologique. Il a toujours existé un snobisme du latin et du grec.

M. CHEVALLIER.- C'est évident. Il y a une éducation des parents à refaire, car très souvent ces derniers discréditent bien à tort les professions ~~manu~~uelles.

M. DELALANDE.- J'appuie ces dernières observations. Il faudrait développer les crédits d'orientation professionnelle.

M. SOUTHON.- Je voudrais attirer l'attention de la Commission sur les lourdes charges qui pèsent sur les municipalités en matière de constructions scolaires.

Mlle RAPUZZI.- Il faudrait préconiser l'uniformisation, la simplification des méthodes et des procédures.

-*-

Tapisserie.

M. SOUTHON.- J'ai rédigé un rapport favorable à l'adoption de la proposition de résolution (n° 716) de notre collègue M. Chazette, tendant à comprendre la tapisserie parmi les travaux de décoration dans les bâtiments de l'enseignement public.

M. LAMOUSSE.- Ces travaux de décoration devraient, à mon sens, comprendre également la mosaïque, qui n'y figure pas.

M. SOUTHON.- En effet, le texte ne donne aucune précision à ce sujet et c'est bien volontiers que j'ajouterai "la mosaïque" à l'énumération non limitative des travaux de décoration.

(Assentiment).

.../...

SEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 7 -

M. LE PRÉSIDENT.- Bien que le rapport de M. Southon n'ait pas été porté à l'ordre du jour de la présente séance, je crois que la Commission ne verra pas d'inconvénients à l'adopter.

(Assentiment).

Le rapport de M. Southon est adopté.

La séance est levée à midi 10.

Le Président,

Alauy

Séance du Jeudi 27 décembre

La séance est ouverte à 10 heures

Présents : M. Jean BERTAUD, Georges P. LANGE, CARIVET,
Mme Marie-Michèle GARDOT, M. CHAPALAIN, LAROUSSE, LERANT.

Excusés : M. Frédéric CATHOU, Yves DREVE, LAROUSSE.

Suppléant : M. FAUDET.

Absents : M. CHAPALAIN, Paul CHVALLIER, André COMTE, DREVE,
Mme Ronde DEVAUX, M. Paul-René DESMAYES, JAFFE,
Mme Yvonne MURPHY, M. RAHAPAHAN RAHOMAN, Mlle Jeanne TAINCO,
Gaston MARTEL, M. RAPPETOU, Georges RAPPETOU, François M. RAPPETOU,
M. RICHON, M. RICHONNET, Paul ROBERT, M. RICHON, M. RICHON,
M. RICHON.

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE,
DES BEAUX ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Présidence de M.CANIVEZ, Président

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Séance du Jeudi 27 décembre 1956

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

La séance est ouverte à 10 heures 5

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

Présents : MM.Jean BERTAUD, Georges BOULANGER, CANIVEZ,
Mme Marie-Hélène CARDOT, MM.DELALANDE, LAMOUSSE, LELANT.

Excusés : MM.Frédéric CAYROU, Yves ESTEVE, LABURTHE.

Suppléant : M. PAUZET.

Absents : MM.CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, André CORNU, DELRIEU,
Mme Renée DERVAUX, MM.Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU,
Mme Yvonne DUMONT, MM.MAHAMANE HAIDARA, Ralijaona LAINGO,
Gaston MANENT, de MAUPEOU, Georges MAURICE, Mamadou M'BODJE,
MONICHON, de RAINCOURT, Paul ROBERT, SOUTHON, THIBON,
ZAFIMAHOVA.

---:---:---:---:---:---:---:---:---:---

E.N. 27.12.56

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I.- Rapport de M. Jean Bertaud sur le projet de loi (n° 108, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté à Florence, en juillet 1950, par la Conférence générale de l'U.N.E.S.C.O.
- II.- Rapport de M. Delalande sur la proposition de loi (n° 658, session 1955-1956), de M. Radius, tendant à modifier la loi du 12 avril 1943, relative à la publicité par panneaux réclame, par affiches et aux enseignes.
- III.- Questions diverses.

COMPTE RENDU
-----U.N.E.S.C.O

M. Jean BERTAUD.- Mon rapport dont il est inutile que je vous donne lecture tend à donner un avis favorable au projet de loi qui nous est soumis.

M. CANIVEZ, Président.- J'ai pris connaissance de l'exposé des motifs que vous avez bien voulu me remettre et j'ai le sentiment que la commission sera unanime pour vous donner son approbation.

Le rapport de M. Bertaud est adopté.

Loi du 12 avril 1943

M. DELALANDE.- La présente proposition de loi tend à assouplir la réglementation actuelle prohibant la publicité à proximité des monuments et sites classés.

La modification proposée consiste à maintenir le principe de l'interdiction de la publicité dans la zone protégée autour des monuments et des sites, mais à permettre l'octroi de dérogations par décision préfectorale sur l'avis conforme de l'autorité municipale et après consultation du Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts ou de la commission départementale des Sites.

.../...

E.N. 27.12.56

- 3 -

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

Je formule la réserve suivante : il n'apparaît pas souhaitable que le préfet soit tenu de prendre consultation d'une autorité qui lui soit supérieure, en l'occurrence le Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts, lequel est mis, dans le texte proposé, sur un pied d'égalité avec la commission départementale des Sites. La consultation de cette seule commission paraît suffisante.

Il importerait également de préciser que l'"autorisation préfectorale" est donnée par un "arrêté préfectoral" et que ce sera le "conseil municipal" et non la "municipalité" qui devra donner l'avis conforme du préfet.

M.LE PRESIDENT.- Cela me paraît en effet judicieux.

Compte tenu des modifications proposées, le rapport de M.Delalande est adopté.

La séance est levée à 10 heures 35

Séance du Mercredi 10 Le Président

Alaure

La séance est ouverte à 10 heures 35

-1-1-

Présents : MM. Jean BERTAUD, Georges BOULANGER, CANIVET,
Mme Marie-Hélène CARDOT, M. Paul CHEVALLIER,
Mme Renée DERVAUX, MM. DUFEU, Yves ESTEVE, LABURTHERIE,
LANGUESSE, MONICHER, SOUTRON, THIBON.

Excusés : MM. CATROU, CHAPALAIN, DELALANDE, DEBRIEU.

Suppléants : MM. PAULET, TRINAT, LAURENT, PERROT-ALGON.

Absents : MM. André CHERU, Paul-Emile DESCOMPS, Mme Yvonne
DUMONT, MM. Mahesane HAIDARA, Kalljoun LAINGO,
LELANT, Gaston MAHERT, de MAUPRÉ, Georges MAURICE,
Mamadou B. DIARRA, de RAINGOURE, Paul ROBERT,
ZAFIRAKOVA.

-1-

J.V.

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

[illegible]

Présidence de M. CANIVEZ, Président

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

Séance du Mercredi 16 janvier 1957

—:—:—:—:—:—:—:

La séance est ouverte à 10 Heures 35

— :: — :: —

Présents : MM. Jean BERTAUD, Georges BOULANGER, CANIVEZ,
Mme Marie-Hélène CARDOT, M. Paul CHEVALLIER,
Mme Renée DERVAUX, MM. DUFEU, Yves ESTEVE, LABURTHER,
LAMOUSSE, MONICHON, SOUTHON, THIBON.

Excusés : MM. CAYROU, CHAPALAIN, DELALANDE, DELRIEU.

Suppléants : MM. PAUZET, PRIMET, LAURENS, PERROT-MIGEON.

Absents : MM. André CORNU, Paul-Emile DESCOMPS, Mme Yvonne DUMONT, MM. Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO, LELANT, Gaston MANENT, de MAUPEOU, Georges MAURICE, Mamadou M'BODJE, de RAINCOURT, Paul ROBERT, ZAFIMAHOVA.

- 3 -

• • / • •

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Désignation de rapporteurs pour :

- a) la proposition de loi (n° 231, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à normaliser la représentation des étudiants auprès des écoles d'enseignement supérieur, facultés et universités ;
- b) la proposition de résolution (n° 184, session 1956-1957), de M. Jean Bertaud, tendant à inviter le Gouvernement à prescrire dans tous les établissements d'enseignement une leçon spéciale sur les départements français d'Afrique du Nord.

II - Echange de vues sur la proposition de loi (n° 368, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles.

III - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU
-----Désignation de rapporteurs.

M. LE PRESIDENT.- La proposition de loi relative à la représentation des étudiants auprès des écoles d'enseignement supérieur a été votée par l'Assemblée Nationale. Nous devons aujourd'hui en désigner le rapporteur. Je lis à l'article premier :

"Il est institué auprès des Conseils d'université une représentation étudiante. Les délégués sont au nombre de 5 et sont désignés par les Associations d'étudiants les plus représentatives."

.../...

- 3 -

M. LAMOUSSE.- Qu'est-ce qu'une Association représentative ? Admettre ce texte serait reconnaître l'arbitraire, le fait du prince.

M. BERTAUD.- De mon temps, les étudiants étaient invités en tant qu'auditeurs aux conseils d'universités.

M. LE PRESIDENT.- Je constate que, comme moi, vous avez remarqué combien ce texte est délicat. Monsieur Lamousse, voulez-vous prendre le rapport ?

M. LAMOUSSE.- Je veux bien l'étudier et je n'établirai mon rapport qu'avec une extrême prudence.

(Assentiment).

M. LAMOUSSE est désigné.

M. LE PRESIDENT.- Je crois que M. Bertaud consentira à rapporter la proposition de résolution dont il est l'auteur, tendant à prescrire dans tous les établissements d'enseignement une leçon spéciale sur des départements français d'Afrique du Nord.

(Assentiment).

-*-

Formation professionnelle agricole.

M. LE PRESIDENT.- La Conférence des Présidents vient de fixer au 5 février le débat public de cette affaire. Le rapport de M. Houdet (n° 257) a été distribué.

M. Delalande qui devait aujourd'hui nous présenter son rapport pour avis s'excuse de ne pouvoir assister à notre réunion. Dans ces conditions, je crois qu'il serait plus courtois de renvoyer cette question à huitaine.

(Assentiment).

.../...

- 4 -

Cette loi pose le principe de l'obligation de la formation professionnelle au premier et au second degré tant pour l'enseignement privé que pour l'enseignement public. A la tête de cette organisation, il y aura sur le plan départemental, un comité départemental de 14 membres présidé par le préfet et sur le plan national, un comité national présidé par le ministre. Le rôle de ces comités sera de suivre de près ce qui se fait dans les écoles du premier et du second degré, de donner un avis sur les programmes, sur les attributions des subventions et sur ce que devraient être les diplômes des maîtres de l'enseignement privé.

Un diplôme nouveau est créé : le baccalauréat agricole. Une question se pose alors : celle de savoir si le baccalauréat aura les mêmes vertus que les autres du point de vue de l'accès à l'enseignement supérieur et quel en sera le programme.

La séance est levée à 11 heures 15.

--*--

Loi de Finances.

M. LE PRESIDENT.- La loi de Finances a été votée. Il nous reste maintenant à donner notre avis sur le décret de répartition des crédits. Je vous invite à consulter le document violet, à y réfléchir pour que nous puissions, la semaine prochaine, communiquer nos observations à la Commission des Finances.

(Assentiment).

--*--

Questions diverses.

Mme CARDOT.- Y a-t-il un recours contre les chefs d'établissements qui refusent de délivrer un certificat de scolarité ? Ces certificats sont nécessaires pour toucher les allocations familiales.

../..

- 5 -

M. LE PRESIDENT.- C'est, je crois, devant l'inspecteur d'Académie. Je vais me renseigner.

M. MONICHON.- J'attends toujours la réponse ministérielle au sujet du décret relatif à la consommation du vin dans les écoles.

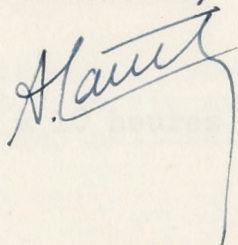
M. LE PRESIDENT.- Nous allons le rappeler au Ministre.

M. CHEVALLIER.- Je voudrais savoir quelles sont les villes qui font encore la distribution de lait dans les écoles et quelle est l'importance de la consommation du lait. Je crois savoir qu'elle a beaucoup diminué.

M. LE PRESIDENT.- Ce renseignement sera également demandé.

La séance est levée à 11 heures 15.

Le Président,



Présents : M. Jean BERTAUD, Georges BOULARD, CARIVET,
M. Marie-France CARLOT, M. CHAPALAIN, Paul
CHEVALLIER, André CUREU, DELALANDE, DRIEU,
M. René DRAVAL, M. LABURTHE, LAMOURSE,
M. LAMY, LAMY.

Excusés : M. CATHON, M. ESTEVE, Georges HADRIOT.

Absents : M. Paul-Edouard BESONNET, DUVEN, M. Yves
DUMONT, M. Mohamed HADJARA, M. René LAINO,
M. LAMOURSE, M. LAMY, M. LAMY, M. LAMY, M. LAMY,
M. LAMY, M. LAMY, M. LAMY, M. LAMY, M. LAMY.

Assistait, en outre, à la séance : M. LAMY, en titre de
la Commission des Villes.

DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

II - Rapports :

Présidence de M. CANIVEZ, Président de loi (n° 231, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à normaliser la représentation des étudiants dans les écoles d'enseignement supérieur, facultés et universités ;

Séance du Mercredi 23 Janvier 1957

La séance est ouverte à 10 heures 5

•

Présents : MM. Jean BERTAUD, Georges BOULANGER, CANIVEZ,
Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. CHAPALAIN, Paul
CHEVALLIER, André CORNU, DELALANDE, DELRIEU,
Mme Renée DERVAUX, MM. LABURTHER, LAMOUSSE,
de MAUPEOU. THIBON.

Excusés : MM. CAYROU, Yves ESTEVE, Georges MAURICE.

Absents : MM. Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO, LELANT, Gaston MANENT, Mamadou M'BODJE, MONICHON, de RAINCOURT, Paul ROBERT, SOUTHON, ZAFIMAHOVA.

Assistait, en outre, à la séance : Mlle RAPUZZI, au titre de
la Commission des Finances.

...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Exposé de M. Delalande, sur la proposition de loi (n° 368, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles.
- II - Rapports :
- a) de M. Lamousse, sur la proposition de loi (n° 231, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à normaliser la représentation des étudiants auprès des écoles d'enseignement supérieur, facultés et universités ;
- b) de M. Jean Bertaud, sur la proposition de résolution (n° 184, session 1956-1957), dont il est l'auteur, tendant à inviter le Gouvernement à prescrire dans tous les établissements d'enseignement une leçon spéciale sur les départements français d'Afrique du Nord.
- III - Echange de vues sur le décret n° 56-1351 du 31 décembre 1956, portant répartition des crédits votés pour 1957 concernant l'Education nationale (document violet).
- IV - Questions diverses.

-*-

COMPTE RENDU

Enseignement agricole.

M. DELALANDE.- Je ne prétends pas aujourd'hui vous présenter un rapport complet, car il serait nécessaire de revoir dans le détail les 65 articles de ce texte. Je me propose simplement de vous faire un exposé rapide de la question à la suite duquel la Commission décidera si elle doit ou non donner un avis.

(Assentiment).

.../...

- 3 -

Notre Commission avait, en février dernier, émis un avis favorable à cette proposition de loi, telle qu'elle avait été adoptée par la Commission de l'Agriculture. Elle avait néanmoins formulé des réserves sur certaines insuffisances et n'y avait donné finalement son adhésion que dans le désir d'éviter de nouveaux retards à pourvoir notre pays d'un statut de l'enseignement agricole.

Mais, le Conseil de la République a pris en considération un contre-projet présenté par notre collègue, M. Restat; puis, la Commission de l'Agriculture a, sur le rapport de notre collègue, M. Houdet, adopté un nouveau texte très largement inspiré de la proposition rapportée à l'Assemblée Nationale par M. Saint-Cyr.

Votre Commission est ainsi amenée à donner, à nouveau, son avis.

Tout d'abord, le nouveau texte adopté par la Commission de l'Agriculture est beaucoup plus complet que le premier. Il ne se borne pas à renvoyer, sur des points importants, à de futurs règlements d'administration publique. De même, il ne se limite pas à l'enseignement du premier degré mais il organise aussi un enseignement agricole du deuxième degré et envisage la vulgarisation agricole.

A cet égard, le nouveau texte paraît déjà préférable.

-*-

Le principe d'un enseignement agricole du premier degré comportant, d'une part, un complément d'enseignement général, d'autre part, une formation technique, économique et pratique est maintenu. C'est d'ailleurs celui dont s'inspirent tous les projets en la matière.

Le caractère obligatoire de l'enseignement agricole du premier degré est plus accentué que dans le précédent texte et comporte un contrôle organisé et des sanctions précises.

Les professionnels de l'agriculture et la plupart des organismes représentatifs avaient demandé que l'enseignement agricole soit placé sous l'autorité du Ministre de

../..

- 4 -

l'Agriculture, Ils ont, sur ce point, gain de cause. Le projet Saint-Cyr était déjà en ce sens.

Toutefois, le Ministre de l'Education Nationale conserve ses attributions en ce qui concerne l'instruction générale qu'il est chargé d'assurer dans les centres publics et de contrôler dans les centres non-publics.

La tutelle des deux Ministères, dont relève normalement l'enseignement professionnel agricole n'est donc pas assurée par un "condominium" régissant l'ensemble de l'enseignement, mais distinctement par chacun d'eux pour la spécialité qui lui incombe.

Par ailleurs, le Ministère de l'Education Nationale participe à la formation des maîtres, lesquels constitueront un corps enseignant nouveau qui aura un double recrutement :

- parmi les instituteurs et institutrices, qui auront obtenu un certificat d'aptitude à l'enseignement agricole ;

- et parmi les lauréats de l'enseignement agricole du 2^{me} degré (ou de l'enseignement supérieur) en possession d'un certificat d'aptitude pédagogique délivré par le Ministère de l'Education Nationale.

Les mesures transitoires et les équivalences provisoires de diplômes sont laissées à un règlement d'administration publique. Mais il est expressément prévu que les instituteurs itinérants agricoles en fonction au 1^{er} octobre 1956 pourront être nommés professeurs ou directeurs de centres sans examen préalable.

Des dispositions précises sont établies pour l'ouverture des établissements non publics. Les professeurs de l'enseignement non public devront posséder des diplômes équivalents et avoir une formation semblable à ceux de l'enseignement public. Le règlement d'administration publique fixera également en ce qui les concerne les mesures transitoires. Parmi ces établissements, ceux qui auront obtenu une reconnaissance par arrêté ministériel motivé pourront bénéficier d'une aide financière de l'Etat et de subventions publiques et privées. Ces dispositions ne font d'ailleurs que reprendre, à très peu de chose près, le projet Saint-Cyr et le projet gouvernemental préparé par M. Berthoin, alors Ministre de l'Education nationale.

-*-

.../...

- 5 -

Une innovation est celle de la création du baccalauréat agricole, qui est prévu comme diplôme sanctionnant l'enseignement agricole du 2^{me} degré. Ce baccalauréat sera délivré par le Ministre de l'Education Nationale et aura la même valeur que les autres baccalauréats. Préparé dans les écoles régionales d'agriculture, il pourra l'être aussi dans les autres établissements d'enseignement du 2^{me} degré.

Je pense personnellement que notre Commission aura à apporter des précisions au sujet notamment des matières d'enseignement général, qui seront inscrites au programme.

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie de votre très intéressant travail.

M. LAMOUSSE.- Devons-nous aujourd'hui discuter le fond du problème ?

M. LE PRESIDENT.- Ce n'est que mercredi prochain que nous examinerons les articles.

M. DELALANDE.- Il reste bien entendu que la Commission décide de présenter un rapport pour avis.

(Assentiment).

*

*

*

Représentation des étudiants.

M. LAMOUSSE.- La représentation des étudiants est passée par deux phases :

1°) sous l'occupation, les associations corporatives d'étudiants présentaient leurs représentants auprès des conseils ;

2°) puis, il y eut les "délégués Capitant", élus en dehors de ces associations.

.../...

- 6 -

Le dispositif du texte qui nous est soumis va beaucoup plus loin. C'est une ingérence des étudiants dans les décisions des conseils de Facultés.

Il est utile que les étudiants soient consultés sur certaines questions : sécurité sociale, recours, discipline, restaurants universitaires, etc..., mais va-t-on par exemple les consulter sur les programmes et les concours ?

J'ai reçu l'avis de certains conseils de faculté ou d'université. La compétence des étudiants doit être strictement limitée aux questions d'organisation matérielle et sur les autres questions, n'avoir qu'un caractère purement consultatif. Il ne peut, selon cet avis, y avoir de participation des étudiants ni à certaines délibérations, ni aux décisions.

M. CHAPALAIN.- Quelle est l'origine de ce texte ?

M. LE PRESIDENT.- C'est une proposition de loi de M. Deixonne, notre collègue socialiste (sourires).

M. LAMOUSSE.- Je vous propose donc, soit de demander l'avis officiel du Ministre de l'Education Nationale, qui consultera sur cette question les conseils d'université, soit d'émettre immédiatement un avis défavorable sur cette proposition.

M. LE PRESIDENT.- La première solution est plus sage. Si l'avis du Ministre est défavorable, ce que je pense, notre position n'en sera que plus forte.

(Assentiment).

*

* *

Enseignement sur les départements français
d'Afrique du Nord.-

M. BERTAUD.- Je ne vais pas, à nouveau, développer les motifs exposés dans une proposition de résolution que vous connaissez tous. Il s'agit de demander que, dans les

.../..

- 7 -

enseignements primaire et secondaire, une leçon de 2 ou 3 heures, soit consacrée à l'étude approfondie des départements d'Afrique du Nord et à l'oeuvre civilisatrice de la France. L'Etat d'Israël nous donne un magnifique exemple de ce que peut obtenir la civilisation occidentale dans un pays désertique, alors qu'au-delà de la frontière on est en plein moyen-âge.

M. LAMOUSSE.- J'émettrai, quant à moi, le voeu que les manuels d'histoire, de géographie ou de lecture, soient remplacés par ceux que nous avons connus aux environs de 1850. A ce moment-là, dans les programmes, il y avait le souci de la cohésion nationale actuellement absente et chez les auteurs et dans les programmes.

M. DELRIEU.- J'ai moi aussi constaté une méconnaissance de la part des jeunes de tous les problèmes concernant l'Afrique du Nord.

Je donne mon accord total à la proposition présentée.

Mlle RAPUZZI.- S'il m'est permis de prendre part à votre débat, je veillerais à ne pas lier deux questions : tout d'abord, le principe de plusieurs leçons à développer sur l'Afrique du Nord, point sur lequel je suis parfaitement d'accord, et ensuite la modification des manuels. Or, cette modification nécessite une longue procédure et vous ne pourrez pas avoir les nouveaux manuels pour la prochaine rentrée scolaire.

Il y a de plus le surmenage scolaire que nous voulons éviter. Il est un moyen facile : l'enseignement par le disque ou le film, beaucoup plus moderne et évocateur. Le Ministre peut demander au musée pédagogique un film à court métrage sur l'Afrique du Nord et les réalisations françaises.

M. BERTAUD.- D'accord. Il faudrait aussi qu'une circulaire ministérielle précise le sens de la leçon à donner. Dans un lycée parisien que je ne veux pas nommer, à la suite d'une leçon faite par le professeur, les enfants sont rentrés chez eux et ont dit : "Pourquoi la France ne laisse-t-elle pas l'Algérie aux Arabes qui sont chez eux ?".

M. LAMOUSSE.- Je retiens l'observation de Mlle Rapuzzi, mais je maintiens mon idée. Il faut modifier la "prise de conscience" des auteurs de manuels. Le mal vient d'en haut.

.../...

- 8 -

Le Supérieur répercute sur le secondaire, puis sur le primaire. C'est une réforme des esprits qu'il faut réaliser.

M. DELRIEU.- Cette proposition de résolution a besoin d'être étoffée par toutes les observations qui viennent d'être faites.

M. BERTAUD.- Chacun pourra intervenir dans le débat public.

M. LE PRESIDENT.- Notre débat prend de l'ampleur. Je constate que nous sommes tous d'accord sur un point : il faut préparer les hommes et pour cela c'est toute une génération qu'il faut préparer.

Le rapport de M. Bertaud est adopté.

*

*

*

Décret de répartition des crédits
budgétaires.

M. LE PRESIDENT.- Le décret de répartition des crédits budgétaires fait l'objet de la publication du document violet. Vous trouverez page 161 les crédits concernant l'Education Nationale.

Pour vous donner un exemple, je citerai les écoles de bateliers qui m'intéressent personnellement et qui y sont inscrites. Je pourrais demander quelle situation sera faite aux institutrices de ces écoles. Feront-elles partie du cadre ordinaire ? Je le souhaite.

Mlle RAPUZZI.- La Commission des Finances examinera ces décrets mercredi prochain selon une procédure sommaire. Mais je dois dire qu'elle fera siennes toutes les observations de la Commission de l'Education Nationale.

M. LE PRESIDENT.- Je suis d'accord sur cette procédure.

../..

- celle de la création de postes de directeurs et directrices adjoints dans les grandes écoles normales ;
- celle de la formation professionnelle ;
- celle du Conseil National de la Recherche scientifique. Comment vont être répartis les 700 millions de la lettre rectificative ? A qui sera donnée la prime de recherche ?

Mlle RAPUZZI.- Je ferai part de vos questions à la Commission des Finances.

La séance est levée à 11 heures 40.

Le Président,

Haute

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. André CANIVEZ, Président

Séance du Mercredi 30 Janvier 1957

La séance est ouverte à 10 heures 10

M. LE PRÉSIDENT. - Au cours de notre dernière réunion, nous avons, en présence de Mlle Rapuzzi, procédé à un échange de vues sur le décret de répartition des crédits votés concernant l'éducation nationale.

Présents : MM. Georges BOULANGER, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, M. Paul CHEVALLIER, DELALANDE, DELRIEU, LABURTHE, LAMOUSSE, de MAUPEOU, Georges MAURICE, de RAINCOURT, Paul ROBERT, SOUTHON, THIBON.

Excusés : MM. Jean BERTAUD, CAYROU, LELANT.

Suppléants: MM. DELORME, PERROT-MIGEON, LEVACHER.

Absents : MM. CHAPALAIN, André CORNU, Mme Renée DERVAUX, MM. Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Yves ESTEVE, Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Gaston MANENT, Mamadou M'BODJE, MONICHON, ZAFIMAHOVA.

=*=

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Suite de l'examen de la proposition de loi (n° 368, année 1955), adoptée par l'Assemblée Nationale, relative à la formation professionnelle et à la vulgarisation agricoles.
- II - Echange de vues sur le projet de loi (n° 117, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs.
- III - Questions diverses.

==*=

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- Au cours de notre dernière réunion, nous avons, en présence de Mlle Rapuzzi, procédé à un échange de vues sur le décret de répartition des crédits votés concernant l'éducation nationale.

Nous continuons à lui faire confiance pour rapporter nos observations à la Commission des Finances.

(Assentiment).

-*-

Formation professionnelle et agricole.

M. LE PRESIDENT.- Vous avez eu connaissance de l'avis présenté par M. Delalande au nom de notre Commission et entendu

../..

- 3 -

hier en séance publique le rapport de M. Houdet au nom de la Commission de l'Agriculture.

Sur le principe de cette loi et sur l'exposé des motifs de ce rapport, il n'y a rien à ajouter. D'ailleurs, nous n'avons à étudier ce texte qu'en ce qui concerne l'enseignement.

L'enseignement agricole sera placé sous l'autorité du Ministre de l'agriculture, qui sera le ministre de tutelle. C'est lui qui distribuera les fonds. Le Ministre de l'Education nationale intervient pour l'enseignement général.

Le recrutement des maîtres dans les centres du premier degré se fera parmi les instituteurs, titulaires du baccalauréat et d'un certificat d'aptitude professionnelle délivré par le Ministère de l'Agriculture, ou parmi les titulaires du baccalauréat agricole créé par le texte de loi.

Il faudrait demander des précisions à ce sujet de façon que ce nouveau baccalauréat comporte des études de même niveau que les autres baccalauréats et permette l'accès à l'Enseignement supérieur.

La discussion est ouverte sur le texte du dispositif proposé par la Commission de l'Agriculture.

M. DELALANDE.- Je vous avais, la semaine dernière, fait sur la question un exposé sommaire et favorable à l'adoption du texte soumis.

Nous sommes tous d'accord sur la nécessité et l'urgence de promouvoir une formation professionnelle agricole. Une question d'ordre technique peut nous diviser : celle des ministères de tutelle. Le Ministère de l'Agriculture a une prééminence certaine. Mais l'Education Nationale conserve la haute main sur l'enseignement général et sur le baccalauréat agricole.

M. LE PRESIDENT.- Je demande à nouveau à la Commission de bien vouloir se prononcer sur l'exposé renouvelé de M. Delalande.

Par 13 voix et une abstention, cet exposé est approuvé.

../..

- 4 -

M. LE PRESIDENT.- Je devrais peut-être vous donner connaissance des amendements qui seront examinés en séance publique. Un amendement à l'article premier (n° 10 rectifié) tend à remettre l'Enseignement agricole sous la tutelle de l'Education Nationale.

Vous vous prononcerez en séance publique.

M. DELALANDE.- Notre Commission donnera-t-elle son avis ?

M. LE PRESIDENT.- Non, car c'est la Commission saisie au fond qui est interrogée.

M. DELALANDE.- Je pense que notre Commission devra prendre l'initiative de déposer un amendement sur le baccalauréat agricole. En effet, il serait bon de préciser que ce baccalauréat devra avoir la valeur et le niveau d'un véritable baccalauréat et ne constituera qu'une nouvelle section du baccalauréat technique.

M. BOULANGER.- Je suis tout à fait d'accord. Si le nouveau baccalauréat n'avait pas les mêmes qualités que les autres, l'objectif de la Commission de l'Agriculture ne serait pas atteint.

Il faut éviter l'exode rural.

M. LAMOUSSE.- Il y a d'abord une question de principe. Doit-on créer le baccalauréat agricole ? Ce problème est à étudier. Personnellement, je me refuse à l'envisager.

Mais si ce principe de création est admis, on doit en éviter les conséquences fâcheuses : baccalauréat purement professionnel, qui serait une innovation dans notre Université, ou créer un baccalauréat dévalué.

Il faut, au contraire, que ce baccalauréat ne soit pas purement professionnel et que l'on y accède par une culture équivalente de celle des autres baccalauréats, de façon à permettre l'entrée aux établissements d'enseignement supérieur.

../..

- 5 -

M. DELORME.- C'est l'avis de la Commission de l'Agriculture, qui désire créer un baccalauréat de même niveau et de même valeur que les autres.

M. LE PRESIDENT.- Je suis persuadé qu'il sera d'un niveau supérieur, car actuellement c'est le baccalauréat technique qui est le plus difficile.

M. SOUTHON.- Cet amendement est tout à fait justifié de la part de notre Commission.

M. DELALANDE.- Nous pourrions déposer cet amendement à l'article 37.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions aussi demander une précision sur l'article 21 au sujet du caractère obligatoire de cet enseignement à l'égard de "ceux qui accomplissent un apprentissage dans les professions non agricoles ou poursuivent régulièrement d'autres études".

Il est bien entendu, et il faut en demander la précision, que ce caractère obligatoire ne s'exercera pas à leur rencontre.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Nous confions donc à M. Delalande le soin de défendre notre amendement et de demander une inscription sur l'article 21.

(Assentiment).

=*=

Loi - cadre

M. LE PRESIDENT.- La loi-cadre sur la reconstruction ne peut intéresser notre Commission qu'en ce qui concerne l'article 14 relatif à la profession d'architecte. Nous

.../...

allons l'étudier et ensuite nous déciderons si nous devons ou non donner un avis.

Voici l'article 14 tel qu'il est proposé par la Commission de la Reconstruction :

Article 14

1°) La profession d'architecte est une profession libérale : l'architecte est librement choisi par le maître d'ouvrage ; quand il intervient dans l'acte de construire en qualité de maître d'oeuvre, il est le seul maître d'oeuvre et de ce fait il est responsable.

2°) L'architecte a pour mission de concevoir et d'établir les projets, de coordonner l'exécution par les entrepreneurs des travaux intéressant les bâtiments, leurs ensembles et leurs dépendances.

Dans la limite de la mission qui lui est confiée par son client, il est chargé, notamment, :

- de composer les plans, de dresser les devis descriptifs, d'arrêter les estimations de dépenses, de préparer les projets de cahiers des charges et de marchés ;

- de conseiller le maître d'ouvrage pour le choix des entreprises ;

- de suivre et d'animer les chantiers en veillant à la bonne exécution des travaux, en s'assurant que ces derniers s'effectuent conformément aux règles de l'art, aux plans et devis approuvés par le client, aux moyens d'exécution et aux délais que celui-ci a prescrits ;

- de vérifier les dépenses et d'en proposer le règlement.

L'architecte a également qualité pour procéder aux opérations accessoires, expertises et autres, qui se rattachent à sa mission.

3°) La formation des futurs architectes est organisée en vue de développer en eux les qualités requises pour l'accomplissement de leur mission.

- 7 -

4°) Les honoraires sont différenciés par catégorie d'opérations, selon le degré de complexité technique de celles-ci.

Ils couvrent la rémunération de l'architecte et celle des divers techniciens employés par lui ou auxquels il s'adresse.

Les honoraires comprennent deux parts correspondant respectivement à l'étude du projet et à l'exécution des travaux. La part des honoraires afférents à l'étude dépend du degré de précision assigné à cette étude par le maître d'ouvrage, compte tenu des conditions dans lesquelles il se propose de consulter les entreprises.

5°) L'architecte et l'entrepreneur sont seuls directement responsables devant le maître d'ouvrage ; chacun d'eux répond des fautes et négligences relevées à son encontre dans le cadre de sa mission propre.

Les bureaux d'études techniques, ingénieurs et autres techniciens agréés par le maître d'ouvrage et par l'architecte sont responsables devant l'architecte à raison des missions qui leur sont confiées.

Les conventions signées par les maîtres d'ouvrage peut limiter la responsabilité des architectes et des entrepreneurs, sans que la limite contractuelle de cette responsabilité puisse être inférieure à un pourcentage minimum, fixé par catégories d'opérations, du dommage imputable à la faute ou à la négligence professionnelle.

6°) Les diverses professions d'employés d'architectes seront organisées en vue d'assurer une carrière aux meilleurs éléments.

7°) Aurent seuls accès à l'Ordre des Architectes, les anciens élèves diplômés des écoles nationales et régionales d'architecture, ainsi que des écoles agréées par le Gouvernement.

8°) Un décret en Conseil d'Etat règlera les conditions dans lesquelles certains diplômes étrangers pourront donner accès à l'Ordre.

Les personnes ne remplissant pas ces conditions pourront avoir accès à l'ordre des Architectes à l'issue d'un concours ouvert dans la limite du 1/10 du recrutement annuel.

../..

A titre exceptionnel, pourront être dispensés du diplôme ou du concours, par décision du Ministre chargé de l'architecture, et après avis d'une Commission comprenant des représentants du Conseil de l'Ordre, des personnes dont l'aptitude à l'exercice de la profession sera reconnue par ladite commission et qui seront distinguées de façon éminente dans le domaine architectural."

M. DELALANDE.- Cet article légifère lui-même. Il constitue une loi complète. Or, ce n'est pas l'objet de la loi-cadre qui aurait dû se contenter dans cet article de poser quelques principes habilitant le Gouvernement à légiférer soit par décret, soit par le dépôt d'un projet de loi.

M. LE PRESIDENT.- Justement M. Bordeneuve m'a fait savoir qu'il était tout à fait hostile à cet article, car il a lui-même l'intention de déposer un projet de loi réglementant la profession d'architecte.

M. DELALANDE.- Je suis le rapporteur pour avis de la Commission de la Justice qui serait d'accord pour substituer, par voie d'amendement, le texte suivant à l'article 14 :

"Le Gouvernement déposera dans les trois mois de la promulgation de la présente loi un projet de loi organisant, compte tenu de l'évolution des techniques et des besoins de la construction, les professions concourant à l'acte de construire et déterminant la responsabilité des personnes exerçant ces professions".

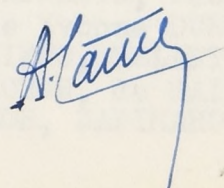
M. LE PRESIDENT.- Cet amendement me paraît donner satisfaction à M. Bordeneuve et je l'approuve personnellement.

Nous pourrions, si vous le voulez bien, faire confiance à M. Delalande, qui défendra son amendement au nom de la Commission de la Justice. Nous n'avons donc plus rien à dire au sujet de cet article 14 et pouvons renoncer à donner notre avis.

(Assentiment).

La séance est levée à midi.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

COMPTES RENDUS

Séance du Mercredi 20 Février 1957

La séance est ouverte à 10 Heures 35

Présents : MM. CANIVEZ, André CORNU, DELALANDE, DELRIEU, Paul-
Emile DESCOMPS, DUFEU, Yves ESTEVE, LABURTHER, LAMOUSSE, de MAUPEOU, Georges MAURICE,

Excusé : M. CAYROU.

Suppléants : MM. DELORME, PRIMET, PAUZET.

Absents : MM. Jean BERTAUD, Georges BOULANGER, Mme Marie-
Hélène CARDOT, MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER,
Mme Renée DERVAUX, Mme Yvonne DUMONT, MM. Mahamane
HAIDARA, Ralijaona LAINGO, LELANT, Gaston MANENT,
Mamadou M'BODJE, MONICHON, de RAINCOURT, Paul
ROBERT, SOUTHON, THIBON, ZAFIMAHOVA.

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Désignation du rapporteur et, éventuellement, examen du projet de loi (n° 358, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, portant création à Lyon d'un Institut national des sciences appliquées.

II - Questions diverses.

-:-

COMPTE RENDUInstitut de Lyon.-

M. LE PRESIDENT.- Voici, en résumé, l'essentiel de ce projet de loi.

La France manque d'ingénieurs et c'est pourquoi l'on songe à créer de nouvelles écoles tout en ayant la volonté de compléter la formation des anciens ingénieurs.

On a pensé à faire à Lyon un premier essai de création d'un Institut des Sciences appliquées, qui sera suivi d'autres créations, notamment à Toulouse et à Lille.

A Lyon, le terrain est trouvé (100 hectares). Il sera libre en octobre prochain.

Lyon est la troisième région du point de vue démographique. C'est aussi un centre industriel important.

Quel genre d'ingénieurs va-t-on former dans cet Institut ? Le texte imprécis se borne à dire qu'ils seront "hautement qualifiés". D'autres à un niveau inférieur, seront des techniciens qualifiés.

L'originalité de ce texte réside dans le fait que les futurs ingénieurs entreront sans concours, mais avec le baccalauréat de mathématiques élémentaires ou le baccalauréat technique.

../..

- 3 -

Il y aurait une commission qui jugerait la valeur des candidats au cours de leurs études. Donc un an d'orientation ou de préorientation, après laquelle on jugera des aptitudes des étudiants. Les uns seront dirigés vers des études générales de base, les autres sur un plan moins élevé seront des techniciens. Le passage sera toujours possible de l'une à l'autre catégorie.

L'Ecole dépendra de la Direction de l'Enseignement supérieur. Elle sera autonome et aura à sa tête un directeur et un conseil d'administration.

L'expérience tentée à Lyon sera sans doute étendue plus tard à d'autres grands centres tels que Toulouse et Lille.

M. DELORME.- Notre Président a excellemment résumé le projet de loi. J'ajoute que les difficultés administratives semblent actuellement levées. L'autorité militaire accepte de céder son terrain pour la création du nouveau centre.

M. de MAUPEOU.- Y a-t-il des bâtiments utilisables ?

M. DELORME.- Les casernes sont utilisables du point de vue logement. Les autres bâtiments ne le sont pas.

M. LE PRESIDENT.- Il existe des bâtiments susceptibles d'être remis en état pour la rentrée d'octobre prochain.

M. de MAUPEOU.- Quel est l'avantage de l'autonomie ?

M. LE PRESIDENT.- L'autonomie financière permet de recevoir des dons, legs, etc...

M. CORNU.- Les Finances devraient admettre que les dons faits par les contribuables à ce genre d'Institut seront soustraits pour le calcul des impôts. Cela existe en Amérique.

Examen des articles.

Article premier.

"Il est créé un établissement public d'enseignement supérieur doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière qui prend le nom d'"Institut national des sciences appliquées" et qui a son siège à Lyon.

.../...

- 4 -

"Cet Institut est placé sous l'autorité du Ministre de l'Education Nationale et rattaché à la Direction de l'enseignement supérieur".

M. LE PRESIDENT.- Cet article n'appelle pas d'observation.

Article 2.-

"L'Institut national des sciences appliquées a pour mission :

"1°) d'assurer des enseignements destinés à former des ingénieurs et des techniciens hautement qualifiés et à compléter la formation des ingénieurs et des techniciens diplômés ;

"2°) de réaliser des travaux de recherches ;

"3°) d'effectuer des études et des essais à la demande des services publics, des laboratoires publics et privés et de l'industrie privée".

M. DESCOMPS.- Je désirerais que le paragraphe 2°) soit complété par les mots : "notamment dans le domaine atomique et dans l'industrie pétrolière".

M. LE PRESIDENT.- Cela n'est pas mon avis. Il ne faut pas donner de sens restrictif à ce texte.

M. CORNU.- L'Institut de recherche pétrolière existe en France. Il se trouve dans la banlieue parisienne et il serait intéressant d'aller le visiter.

M. LE PRESIDENT.- J'ai toujours été favorable à ce genre de visite instructive, mais je dois avouer que l'organisation en est délicate, car bien des fois nous avons dû décommander nos visites, faute de participants.

M. LAMOUSSE.- Est-ce qu'actuellement nous discutons le détail du texte ? Il est de tradition de désigner un rapporteur.

M. LE PRESIDENT.- Nous y arrivons. Je vous donne lecture de la suite des articles :

.../...

- 5 -

Article 3.-

"L'Institut national des sciences appliquées est dirigé par un directeur général assisté d'un conseil d'administration présidé par le Ministre de l'Education nationale ou son représentant."

Article 4.-

"Des règlements d'administration publique fixeront :

"1°) le statut du directeur général et du personnel enseignant, technique et administratif de l'Institut ;

"2°) la composition du conseil d'administration ainsi que les attributions du directeur général et du conseil d'administration".

Article 5.-

"Des décrets fixeront :

"1°) les conditions dans lesquelles sera établi et réglé le budget de l'Institut ;

"2°) les modalités suivant lesquelles certains établissements existants pourront être incorporés dans l'Institut ;

"3°) les conditions d'admission, de scolarité et d'examens ainsi que les titres ou diplômes qui peuvent être délivrés par l'Institut".

Article 6.-

"Des arrêtés fixeront les programmes des enseignements de l'Institut".

M. LE PRESIDENT.- Y a-t-il un candidat au rapport ?

M. DELORME.- J'aurais volontiers pris ce rapport, puisque je suis Sénateur du département du Rhône, mais je ne suis que suppléant, et notre Président a déjà travaillé sur ce texte.

M. LAMOUSSE.- Il n'y a aucun inconvénient à ce qu'un suppléant prenne le rapport. Il existe des précédents.

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 6 -

M. DELORME est désigné et présentera son rapport mercredi prochain.

Questions diverses

M. PRIMET.- Existe-t-il au Secrétariat de la Commission un dossier sur la Réforme de l'Enseignement ?

M. LE PRÉSIDENT.- Ce dossier existe ; il est à votre disposition.

M. LAMOUSSE.- Le représentant de la Société des Agrégés serait heureux d'être reçu par la Commission.

(Assentiment). 27 février 1957

La séance est levée à 11 heures 35.

La séance est ouverte à 10 heures Le Président,

A. Lamy

Présents : M. CARIVET, Mme Marie-Hélène GARDOT, M. CHAPLAIN,
Paul CHEVALLIER, DELBIEU, Mme René DERRAULT,
M. Paul-Emile DESCOMPS, LAMOUSSE, de MAUPÉOU.

Excusés : M. Jean BÉRAUD, Frédéric GUYOT, LAFURTHE, Georges MAURICE.

Suppléants : M. LAURENS, PABRET, MESSIER.

Absents : M. Georges BOULANGER, André BORNU, DELALANDE, TRIFEU,
Mme Yvonne DUBONT, M. Yves DUVEY, Mahabane HAIDARA,
Rahjane LAINGO, Gaston MANENT, LELANT, Samson N'DODJE,
MONICRON, de RAISCHART, Paul ROBERT, SOUTERON, TRIBON,
LAFINANOVA.

B.N. 27.2.57

218
217

ORDRE DU JOUR

I.- Rapport de M.DELORME sur le projet de loi (n° 356, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, portant création à Lyon d'un Institut national des sciences appliquées.

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE,

DES BEAUX ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS.

-:-:-:-:-

III.- Présidence de M.CANIVEZ, Président

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

Séance du mercredi 27 février 1957

Institut de Lyon

-:-:-:-:-

M.DELORME, rapporteur.- Je vais vous donner lecture du rapport que j'ai rédigé sur l'Institut National de Lyon. (les

La séance est ouverte à 10 heures 5

Ce projet tend donc à former un nombre important d'ingénieurs et de techniciens supérieurs afin de répondre aux besoins de notre industrie et d'assurer à notre pays un standing élevé dans la civilisation moderne.

-:-

Présents : M.CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM.CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, DELRIEU, Mme Renée DERVAUX, MM.Paul-Emile DESCOMPS, LAMOUSSE, de MAUPEOU.

Excusés : MM.Jean BERTAUD, Frédéric CAYROU, LABURTHE, Georges MAURICE.

Suppléants: MM.LAURENS, PAUZET, DELORME.

Absents : MM.Georges BOULANGER, André CORNU, DELALANDE, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM.Yves ESTEVE, Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Gaston MANENT, LELANT, Mamadou M'BODJE, MONICHON, de RAINCOURT, Paul ROBERT, SOUTHON, THIBON, ZAFIMAHOVA.

mission :

1° D'assurer -:- enseignements destinés à former des ingénieurs et des techniciens hautement qualifiés et à compléter la formation des ingénieurs et des techniciens diplômés;

.../...

ORDRE DU JOUR

=====

- I.- Rapport de M.DELORME sur le projet de loi (n° 358, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, portant création à Lyon d'un Institut national des sciences appliquées.
- II.- Rapport de M.LAMOUSSE sur la proposition de loi (n° 231, session 1956-1957), adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à normaliser la représentation des étudiants auprès des écoles d'enseignement supérieur, facultés et universités.
- III.- Questions diverses.

COMPTE RENDU

=====

Institut de Lyon

M.DELORME, rapporteur.- Je vais vous donner lecture du rapport que j'ai rédigé sur l'Institut National de Lyon. (lecture).

Ce projet tend donc à former un nombre important d'ingénieurs et de techniciens supérieurs afin de répondre aux besoins de notre industrie et d'assurer à notre pays un standing élevé dans la civilisation moderne.

Mon rapport tend à l'adoption du texte voté par l'Assemblée Nationale :

Art. premier.- Il est créé un établissement public d'enseignement supérieur doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière qui prend le nom d'"Institut national des sciences appliquées" et qui a son siège à Lyon.

Cet institut est placé sous l'autorité du Ministre de l'Education nationale et rattaché à la Direction de l'enseignement supérieur.

Art. 2.- L'Institut national des sciences appliquées a pour mission :

1° D'assurer des enseignements destinés à former des ingénieurs et des techniciens hautement qualifiés et à compléter la formation des ingénieurs et des techniciens diplômés;

.../...

2° de réaliser des travaux de recherches;

3° d'effectuer des études et des essais à la demande des services publics, des laboratoires publics et privés et de l'industrie privée.

Art. 3..- L'Institut national des sciences appliquées est dirigé par un directeur général assisté d'un conseil d'administration présidé par le Ministre de l'Education nationale ou son représentant.

Art. 4..- Des règlements d'administration publique fixeront :

1° le statut du directeur général et du personnel enseignant, technique et administratif de l'Institut;

2° la composition du conseil d'administration ainsi que les attributions du directeur général et du conseil d'administration.

Art. 5..- Des décrets fixeront :

1° les conditions dans lesquelles sera établi et réglé le budget de l'Institut;

2° les modalités suivant lesquelles certains établissements existants pourront être incorporés dans l'Institut;

3° les conditions d'admission, de scolarité et d'examens ainsi que les titres ou diplômes qui peuvent être délivrés par l'Institut.

Art. 6..- Des arrêtés fixeront les programmes des enseignements de l'Institut.

M.de MAUPEOU.- Je désirerais apporter une petite modification à l'article 6 de façon qu'il soit tenu compte des disciplines déjà enseignées dans d'autres écoles de Lyon afin d'éviter les doubles emplois.

M.LE PRESIDENT.- La question n'a pas été perdue de vue, M.Berger y a songé, mais je crois que nous avons intérêt à ne pas alourdir ce texte, à le voter rapidement et à éviter une navette.

M.de MAUPEOU.- Je crois que M.Longchambon a l'intention de déposer un amendement tendant à introduire un article 7 (nouveau) qui prévoiera la création ultérieure d'autres instituts nationaux. Si cet article est adopté, il y aura navette de toute façon.

.../...

M.DELORME.- Je suis, en effet, au courant de cette intention de M.Longchambon. Cet article permettrait, sans projet de loi, la création d'autres instituts, à Toulouse en particulier.

M.Berger y est hostile car il est difficile de former rapidement tout le personnel enseignant nécessaire; il faudrait un délai. Je suis d'accord avec le président pour éviter une navette.

M.DELRIEU.- Lyon est une expérience. Il faut en attendre les résultats. S'ils sont concluants, nous pourrions légiférer pour le reste.

M.LE PRESIDENT.- Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de voter une loi pour créer un institut.

M.de MAUPEOU.- Je m'incline. La commission proposera donc l'adoption sans amendement du texte de l'Assemblée Nationale. Je me permets, toutefois, de vous demander l'autorisation de déposer mon amendement au cas où M.Longchambon déposerait le sien. (Assentiment).

M.LE PRESIDENT.- Dans ce cas, la commission donnera un avis favorable à l'adoption de ces deux amendements.

Etudiants

M.LAMOUSSE.- Je vous avais déjà présenté un rapport sur ce texte de loi auquel je présentais trois sortes d'objections.

1°/ Le dispositif est inapplicable. Il aurait pour résultat d'assurer, dans certains établissements, une représentation majoritaire d'étudiants.

2°/ La compétence de cette représentation n'est pas précisée. Or, elle ne saurait s'étendre à certains domaines tels que la gestion financière et le choix des professeurs.

3°/ Il en est de même de son caractère au sein des conseils. Les étudiants participeront-ils aux délibérations ? Auront-ils le pouvoir de décision, ou ne seront-ils que consultés ? Le texte est sans réponse.

.../...

Je vous propose donc de vous ranger derrière l'avis du Ministre et de demander le rejet du texte qui nous est soumis.

Le rapport de M.Lamousse est adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 11 heures 45

Le Président,

Alau

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

I - Communications.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

III - Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 472)
relatif à la procédure de consultation des milieux légis-
latifs concernant les Arts et les Lettres.

Présidence de M. CANIVEZ, Président

IV - Questions diverses.

Séance du Mercredi 3 avril 1957

COMPTE RENDU

La séance est ouverte à 10 heures 35

Communications.

M. LE PRÉSIDENT.- J'ai reçu de M. le Secrétaire d'Etat
aux Arts et Lettres une lettre relative à la proposition de ré-
solution votée le 24 janvier, à inclure la tapisserie
dans les travaux de décoration susceptibles d'être effectués
dans les bâtiments scolaires au titre du 1^{er} §. Le Secrétaire

Présents : MM. CANIVEZ, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, DELRIEU,
DUFEU, LABURTHE, LAMOUSSE, Paul ROBERT.

Excusés : MM. BERTAUD, Georges BOULANGER, CAYROU, DELALANDE,
ESTEVE, Georges MAURICE.

Suppléants : MM. PRIMET, PAUZET.

Absents : Mme Marie-Hélène CARDOT, M. André CORNU, Mme Renée
DERVAUX, M. Paul-Emile DESCOMPS, Mme Yvonne DUMONT,
MM. Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO, LELANT,
Gaston MANENT, de MAUPEOU, Mamadou M'BODJE, MONICHON,
de RAINCOURT, SOUTHON, THIBON, ZAFIMAHOVA.

==*=

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Communications.
- II - Echange de vues sur le décret n° 57-305 du 14 mars 1957 relatif à la prime de recherche.
- III - Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 472 session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les Arts et les Lettres.
- IV - Questions diverses.

==*=

COMPTE RENDUCommunications.

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu de M. le Secrétaire d'Etat aux Arts et Lettres une lettre relative à la proposition de résolution votée le 24 janvier, tendant à inclure la tapisserie dans les travaux de décoration susceptibles d'être effectués dans les bâtiments scolaires au titre du 1 %. Le Secrétaire d'Etat au Budget vient de donner son accord pour la prise en considération de cette proposition dans les conditions suivantes:

- l'exécution des tapisseries ne sera autorisée que pour les grands établissements d'enseignement ;
- chaque tapisserie sera conçue pour un emplacement fixe, pour faire corps avec l'architecture et ne pourra être déplacée;

J'ai donné connaissance de cette lettre aux auteurs de la proposition qui, à mon grand étonnement, ne se sont pas déclarés satisfaits par cette bonne nouvelle.

(Sourires).

../..

- 3 -

M. LE PRESIDENT.- L'Union Générale des Etudiants de France m'a prié d'accepter la présidence d'honneur de deux manifestations qu'elle organise en septembre prochain. J'ai cru devoir accepter.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- L'Association Amicale des Prix Nationaux et Boursiers de voyage de l'Etat m'a prié de bien vouloir faire partie de son comité d'Honneur. Avec votre assentiment, j'enverrai mon acceptation.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- M. Charles-André Julien, Président de la Commission du Cinéma à l'Assemblée de l'Union Française nous prie de bien vouloir désigner un membre de notre Commission qui puisse entrer en contact avec ses collaborateurs pour une enquête relative à l'activité cinématographique outre-mer.

Je pense que M. Lamousse qui fait partie de la Commission de la Presse de notre Assemblée pourrait être ce délégué.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu plusieurs protestations (notamment des départements du Nord et de l'Aude) contre la circulaire ministérielle du 6 février 1957 prescrivant la suspension du paiement des indemnités de charges administratives de gestion et de responsabilité allouées par les décrets du 19 novembre 1952 aux proviseurs et intendants des établissements d'enseignement secondaire.

Or, cette question a été examinée par la Commission de l'Education Nationale de l'Assemblée Nationale, qui a adopté un rapport (n° 4420) de M. Thamier sur une proposition de résolution (n° 3834), tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les droits acquis des personnels logés de l'Education Nationale.

Nous attendrons donc que ce débat s'instaure à l'Assemblée Nationale.

(Assentiment).

../..

Prime de recherche

M. LE PRESIDENT.- Le Décret du 14 mars 1957 relatif à la prime de recherche a soulevé une grosse émotion. En effet, l'article premier dit que "des primes de recherche pourront être allouées aux chercheurs du C.N.R.S. et aux membres de l'Enseignement supérieur lorsque ceux-ci effectuent des travaux de recherche".

Cette dernière restriction soulève des protestations car, dans toutes les Facultés, on effectue des recherches.

L'Assemblée Nationale est saisie d'une proposition de loi n° 4289 à ce sujet. Nous attendrons donc son vote pour délibérer.

(Assentiment).

==*

Arts et Lettres.

M. LAMOUSSE est désigné comme rapporteur du projet de loi (n° 472, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les Arts et les Lettres.

==*

Questions diverses.

M. LAMOUSSE.- A la suite du vote de notre Assemblée, sur la proposition de loi relative à la représentation des étudiants au sein des Conseils de Facultés, j'ai reçu de M. Deixonne fils, Président de l'Association des Etudiants en médecine, une lettre à peine polie, où il s'étonne du vote négatif que nous avons émis, et où il fait des suppositions extravagantes sur les "sombres manoeuvres", dont nous aurions été l'objet.

../..

- 5 -

Les termes de cette lettre sont inadmissibles et si vous êtes d'accord, je rédigerai, en votre nom, une réponse de mise au point.

(Assentiment).

La séance est levée à 11 heures 35.

Le Président,

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Lamoussé sur le projet de loi (n° 472, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les Arts et Lettres.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES
BEAUX-ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CHAPALAIN, Secrétaire

Séance du mercredi 19 juin 1957

La séance est ouverte à 11 heures 15

Présents : M. Georges BOULANGER, Mme Marie-Hélène CARDOT,
MM. CHAPALAIN, LAMOUSSE, Paul ROBERT, SOUTHON.

Excusés : MM. BERTAUD, CANIVEZ, CAYROU, ESTEVE.

Absents : MM. Paul CHEVALLIER, André CORNU, DELALANDE,
DELRIEU, Mme Renée DERVAUX, MM. Paul-Emile
DESCOMPS, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, Haïdara
MAHAMANE, LABURTHE, Ralijaona LAINGO, MANENT,
de MAUPEOU, Georges MAURICE, Mamadou M'BODJE,
MONICHON, de RAINCOURT, THIBON, ZAFIMAHOVA.

.../... .../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Lamousse sur le projet de loi (n° 472, session 1956-1957), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les Arts et Lettres.

II - Questions diverses.

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU

M. CHAPALAIN, président.- En l'absence de notre Président qui s'excuse de ne pouvoir assister à notre réunion, je vais présider cette séance en ma qualité de Secrétaire du Bureau.

Arts et Lettres

M. LAMOUSSE.- Le projet de loi relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les Arts et Lettres concerne une question purement formelle.

Une Commission Supérieure a été créée par un décret du 10 mai 1948 pour étudier la codification et la simplification des textes concernant les arts, les lettres et les sciences. C'est dans le cadre de ce décret que le Gouvernement a déposé un projet de loi tendant à établir la codification des textes relatifs aux Lettres, aux Arts et aux Sciences.

L'Assemblée Nationale, sur le rapport de M. Deixonne, a limité le champ d'application de ce code aux Arts et Lettres. Elle a considéré qu'il ne fallait pas mêler aux Arts et Lettres les questions de Sciences et de Recherche scientifique, cela nuirait à l'unité de la codification. Les Sciences et la Recherche scientifique feront l'objet d'une codification ultérieure.

Nous pouvons, je crois, suivre l'Assemblée Nationale sur ce point et adopter sans modification le texte qu'elle nous a transmis.

Le rapport de M. Lamousse est adopté à l'unanimité.

*

* *

.../...

Questions diverses

M. LE PRESIDENT.- Notre cher et regretté collègue M. Lelant, vice-président de notre Commission, est décédé. J'ai préféré, pour des raisons de courtoisie, laisser à notre Président le soin de prononcer son éloge funèbre au cours de notre prochaine réunion.

(Assentiment).

La séance est levée à 11 heures 35.

Le Président,

Alaure

La séance est ouverte à 11 heures 3

Présents : M. CANIVET, Mme Marie-Gilberte CANIVET, M. DELALANDE, DEIRIN, Mme René DEVERE, M. Yves EUSTACHE, LAURENCE, LAURENCE, de MAUREAU, Georges MAURICE, MONTECH, ROYER.

Excusés : M. Jean BERTAUD, Frédéric GAYROT, THIEN.

Suppléants : M. LE GROS, PIERRE-MICHEL.

Absents : M. Georges BOUTIER, CHAPALAIN, Paul CHIVALLIER, André CHIFFO, Paul-Gilbert DECOFFO, DUPON, Mme Yvonne DUBOIS, M. Fabienne ELIDARA, Edouard LAINCO, Gaston LAINCO, Jean-Louis M'ELIE, de MAUREAU, Paul MAUREAU, MAUREAU.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

Séance du mercredi 10 juillet 1957

La séance est ouverte à 11 Heures 5

- Présents : M. CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. DELALANDE, DELRIEU, Mme Renée DERVAUX, MM. Yves ESTEVE, LABURTHE, LAMOUSSE, de MAUPEOU, Georges MAURICE, MONICHON, SOUTHON.
- Excusés : MM. Jean BERTAUD, Frédéric CAYROU, THIBON.
- Suppléants : MM. LE GROS, PERROT-MIGEON.
- Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, André CORNU, Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU, Mme Yvonne DUMONT, MM. Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Gaston MANENT, Mamadou M'BODJE, de RAINCOURT, Paul ROBERT, ZAFIMAHOVA.

=*=

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Examen de la proposition de loi (n° 751, session 1956-1957), modifiée par l'Assemblée Nationale, tendant à organiser et à généraliser l'enseignement du Code de la route.
Nomination d'un rapporteur.
- II - Echange de vues sur le projet de loi (n° 4676, A.N., 3^{me} Législ.), autorisant le Président de la République à ratifier : 1°) le traité instituant une communauté économique européenne et ses annexes ; 2°) le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ; 3°) la Convention relative à certaines institutions européennes.
- III - Questions diverses.

==*=

COMPTE RENDU

M. LE PRESIDENT.- L'Assemblée Nationale a adopté en première lecture la proposition de loi de notre collègue, M. Jean Bertaud, relative à l'Enseignement du Code de la route. Il nous faut donc nous prononcer sur ce texte qui se trouve désormais en navette entre les deux Chambres. La modification apportée par l'Assemblée Nationale est peu importante. Elle tend à rendre cet enseignement obligatoire dans tous les ordres d'enseignement, alors que le Conseil de la République ne l'avait prévu que pour les enseignements primaire et secondaire. En l'absence de notre collègue M. Bertaud, je pourrai, si vous le voulez bien, présenter un rapport favorable à l'adoption de ce texte qui pourra être promulgué avant la prochaine rentrée scolaire.

(Assentiment).

*

*

*

..//..

- 3 -

M. LE PRESIDENT.- J'ai pensé qu'il était utile de procéder à un échange de vues sur ce projet de loi, car la Commission de l'Education nationale de l'Assemblée a donné un avis. Vous pouvez vous référer à l'avis présenté par M. Viatte. Cependant, il m'est apparu que les problèmes soulevés par la ratification de ces traités n'intéressent que fort indirectement notre Commission.

M. de MAUPEOU.- En effet, c'est plutôt la Commission de la Recherche scientifique qui serait compétente en ce qui concerne la Communauté européenne de l'énergie atomique.

M. LE PRESIDENT.- Dans ces conditions, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de demander le renvoi pour avis. Eventuellement, je pourrai prendre la parole en séance publique pour demander des précisions sur quelques points de détail.

(Assentiment).

La séance est levée à 11 Heures 35.

Le Président,

A. L. L. L.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. Georges MAURICE, Président d'âge

Séance du jeudi 30 octobre 1957

La séance est ouverte à 19 heures 15

Présents : M. CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. CHAPALAIN,
Paul CHEVALLIER, André CORNU, DELRIEU, Mme Renée
DERVAUX, MM. DUFEU, Yves ESTÈVE, Roger LABURTHE,
Ralijsaona LAINGO, LAMOUSSE, Gaston MANENT,
de MAUPEOU, Georges MAURICE, MONICHON, Paul
ROBERT, SOUTHON, THIBON, ZAFIMAHOVA.

Excusés : MM. BERTAUD, BOULANGER, CAYROU, DELALANDE,
DESCOMPS, Mahamane HAIDARA, Robert LAURENS,
Mamadou M'BODJE, de RAINCOURT, TRELLU.

Suppléants: MM. BONNET, JOZEAU-MARIGNE, de MONTALEMBERT.

=*=

.../...

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Constitution de la Commission.
- II - Nomination de 3 membres de la Commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique (et, éventuellement, 3 membres suppléants).

==*=

COMPTE RENDU

M. Georges MAURICE, Président.- Je dois à une "jeunesse" la joie de présider cette séance consacrée à la constitution du Bureau de notre Commission. Nous sommes unanimes à souhaiter sa reconduction.

Nous avons eu, il y a quelques mois, la tristesse de perdre notre ami, M. Lelant, premier vice-président, qu'il nous faudra remplacer.

(Assentiment).

Etes-vous d'accord pour renouveler votre confiance à notre président M. Canivez ?

(Applaudissements).

Je proclame M. Canivez, Président de la Commission.

M. Dufeu était deuxième vice-président., Nous pourrions, si vous le voulez bien, lui octroyer la première vice-présidence.

(Applaudissements).

Je proclame M. Dufeu premier vice-président.

Y a-t-il un candidat à la deuxième vice-présidence, en remplacement de M. Lelant ?

.../...

- 3 -

M. de MAUPEOU.- Je propose la candidature de M. Monichon.
(Applaudissements).

M. LE PRESIDENT.- Je le proclame élu.

Les secrétaires étaient MM. Georges Boulanger et Chapalain.

(Applaudissements).

Je les proclame élus.

Le Bureau se trouve donc constitué. Je félicite ses membres et cède le fauteuil présidentiel à M. Canivez.

(Applaudissements).

Présidence de M. CANIVEZ, Président

M. LE PRESIDENT.- Je vous remercie, mes chers collègues, de ce nouveau témoignage de confiance.

Nous devons maintenant désigner nos délégués à la Commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique. Je pense que vous voudrez bien renouveler votre confiance aux membres sortants.

M. de MAUPEOU.- J'étais membre titulaire de cette Commission et conserverais ce poste avec plaisir, mais j'estime devoir le mettre à la disposition de la Commission, car il est susceptible d'intéresser un de nos collègues.

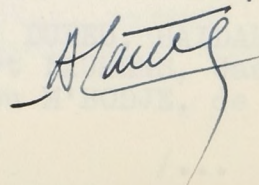
M. LE PRESIDENT.- Y a-t-il un candidat ?

J'interprète ce silence comme une confirmation des membres sortants. Je proclame donc élus :

| | | |
|------------|---|---|
| titulaires | : | MM. Jean Bertaud
de Maupeou
M'Bodje |
| suppléants | : | MM. Descomps
Estève
Paul Robert. |

La séance est levée à 19 heures 20.

Le Président,



session 1956-1957) modifiée par l'Assemblée Nationale, tendant à faciliter l'assimilation et le rattachement des colonies.

Présidence de M. CANIVEZ, Président

— • — • — • — • — • — • —

Séance du mercredi 20 novembre 1957

[illegible]

La séance est ouverte à 10 h. 35

— : — : — : —

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT,
MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, DELALANDE, DELRIEU,
Mme Renée DERVAUX, MM. Paul-Emile DESCOMPS, Roger
LABURTHE, LAMOUSSE, de MAUPEOU, Paul ROBERT, THIBON.

Excusés : MM. CAYROU, MONICHON, TRELLU, ESTEVE.

Absents : MM. Georges BOULANGER, André CORNU, DUFEU, HAIDARA Mahamane, Ralijaona LAINGO, Robert LAURENS, Gaston MANENT, Georges MAURICE, Mamadou M'BODJE, de RAINCOURT, SOUTHON, ZAFIMAHOVA.

/ . . .

- 2 -

Ordre du Jour

- I - Désignation du rapporteur de la proposition de résolution (n° 785, session 1956-1957), de M. Laingo, tendant à inviter le Gouvernement à célébrer, en 1958, le centenaire de la naissance du Père Charles de Foucauld.
- II - Rapport de M. Canivez sur la proposition de loi (n° 923, session 1956-1957) modifiée par l'Assemblée Nationale, tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances.
- III - Questions diverses.

Article premier

"Un congé sans solde d'une durée maxima d'un mois est accordé à tous les salariés départementaux qui demandent à suivre les stages de formation de perfectionnement de moniteurs de colonies de vacances."

°°°

Compte-rendu

"Cette demande doit être formulée trois mois au moins avant l'ouverture du stage."

Désignation de rapporteur

M. Jean BERTAUD est désigné rapporteur de la proposition de résolution relative au centenaire de la naissance du Père Charles de Foucauld.

M. LAMOUSSE.- Je m'y oppose car cette disposition risque de désorganiser les services. Je préfère l'expression "pourra être accordé".

°°°

M. BERTAUD.- Je partage cet avis. Les moniteurs se recrutent surtout dans les classes moyennes et ces dispositions risquent de paralyser l'enseignement des classes qui n'est déjà pas très brillant.

Colonies de vacances

M. LE PRESIDENT.- Cette proposition de loi de M. L'Huilier nous revient en deuxième lecture. Mademoiselle Rumeau, au nom de la commission de l'Education Nationale, a présenté sur ce texte trois rapports successifs, à la suite, tout d'abord d'une opposition de M. Véron au vote, sans débat, devant l'Assemblée et, ensuite, de l'avis défavorable du Ministre du Budget

/...

- 3 -

qui marquait sa très nette préférence pour le texte du Conseil de la République, beaucoup plus souple puisqu'il prévoyait seulement une possibilité d'accorder des congés sans solde, tandis que l'Assemblée retire ce caractère facultatif pour faire une obligation d'accorder un congé sans solde sur simple demande au bénéfice des candidats qui désirent suivre les stages de formation et de perfectionnement de moniteurs de colonies de vacances.

Voici le texte qui a été voté et que nous allons discuter, article par article :

Article premier

"Un congé sans solde d'une durée maxima d'un mois est accordé à tous les salariés ou fonctionnaires qui demandent à suivre les stages de formation ou de perfectionnement de moniteurs de colonies de vacances.

"Cette demande doit être formulée trois mois au moins avant l'ouverture du stage.

"Le renouvellement de ce congé est accordé aux candidats qui font l'objet d'appréciations favorables du directeur de la colonie de vacances et de l'inspecteur départemental de la jeunesse et des sports."

Vous constatez que l'expression "est accordé" donne un caractère obligatoire à cet article.

M. LAMOUSSE.- Je m'y oppose car cette disposition risque de désorganiser les services. Je préfère l'expression "pourra être accordé".

M. BERTAUD.- Je partage cet avis. Les moniteurs se recrutent surtout dans la fonction enseignante et ces dispositions risquent de paralyser le fonctionnement des classes qui n'est déjà pas très brillant.

/...

E.N. 20.11.57.

- 4 -

Mme DERVAUX.- Ces stages ne durent que dix jours et ont lieu pour la plupart pendant les vacances de Pâques. Il faut reconnaître que les colonies de vacances sont en danger et qu'il y a un effort à faire. Les dispositions proposées ne joueront que sur un très petit nombre de personnes et je pense qu'il faut voter ce texte tel qu'il nous est présenté. La modification proposée par M. Lamousse empêchera la loi de s'appliquer.

M. LE PRESIDENT.- Les stagiaires doivent payer leur internat et ceci limitera encore le nombre de candidats.

M. de MAUPEOU.- Dans ces conditions, je crois qu'il n'y aura aucun volontaire puisqu'il s'agit d'accorder des congés sans solde et que, par ailleurs, les intéressés devront payer leur stage.

M. LAMOUSSE.- Il ne faut pas généraliser le cas, car la loi précise qu'il y aura plusieurs catégories de candidats : ceux de la fonction publique et les salariés. Il est bien évident, par exemple, que les instituteurs seront payés ! Je ne vois donc pas de difficulté à remplacer le "est" par "pourra être".

Mme DERVAUX.- Nous avons la responsabilité des enfants et je maintiens mon point de vue. Le "pourra" transformerait notre loi en un vœu pieux.

M. CHEVALLIER.- Pourquoi dans les programmes des Ecoles Normales les stages ne sont-ils pas obligatoires ?

M. LE PRESIDENT.- Ils le sont.

M. CHEVALLIER.- Je pense qu'il serait bon de faire appel aux élèves des écoles d'infirmières et des écoles ménagères départementales et communales qui sont déjà particulièrement préparées à cette tâche de monitrice de colonies de vacances.

M. BERTAUD.- Je pense qu'en réalité, il serait préférable de procéder à une révision complète du fonctionnement des colonies de vacances, car, actuellement, il existe de multiples organismes qui ont des colonies de vacances, lesquelles fonctionnent avec un effectif réduit. Il faudrait refondre cet ensemble.

/...

- 5 -

M. LE PRESIDENT.-

M. LE PRESIDENT.- J'approuve les remarques qui viennent d'être faites par MM. Chevallier et Bertaud.

M. de MAUPEOU.- Y a-t-il plusieurs époques de stages ?

M. LE PRESIDENT.- Oui. Ils fonctionnent constamment, mais il n'en existe que trois ou quatre pour toute la France.

M. de MAUPEOU.- Le candidat moniteur peut-il choisir l'époque de son stage ?

M. LE PRESIDENT.- L'article premier précise qu'il lui suffit d'en avertir son patron trois mois à l'avance.

M. LAMOUSSE.- Cette disposition n'implique pas la possibilité pour l'employeur d'accorder le congé au moment qui gênera le moins la marche de son service. Je maintiens donc mon amendement.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix l'amendement de M. Lamousse tendant à remplacer au premier alinéa de l'article premier le mot "est" par les mots "pourra être".

Par un vote à mains levées, l'amendement de M. Lamousse est adopté par 11 voix contre une.

Le deuxième alinéa, mis aux voix, est adopté.

Le troisième alinéa, relatif au renouvellement du congé, subit la même modification que le premier alinéa, le mot "est" étant remplacé par les mots "pourra être".

M. CHEVALLIER.- Je voudrais présenter une observation sur l'ensemble de cet article. Il me semble qu'il faudrait rendre obligatoire l'examen médical des intéressés avant leur entrée en stage.

M. LE PRESIDENT.- Je pense que toutes précautions de ce genre seront prises préalablement. Néanmoins, je signalerai cette observation dans l'exposé des motifs de mon rapport.

L'ensemble de l'article premier, ainsi modifié, est mis aux voix et adopté par 11 voix contre une.

/...

- 6 -

M. LE PRESIDENT.-

Article 2.

"Les dispositions prévues à l'article premier sont applicables aux salariés ou aux fonctionnaires qui désirent occuper la fonction de moniteurs de colonie de vacances à condition qu'ils soient diplômés d'Etat ou moniteurs stagiaires.

"La durée dudit congé est égale à la durée d'un séjour d'enfants à la colonie.

"A titre transitoire, les moniteurs non diplômés pourront bénéficier des dispositions précédentes à condition qu'ils aient antérieurement participé au fonctionnement des colonies de vacances dans des conditions jugées satisfaisantes par la Direction départementale de la jeunesse et des sports".

Le premier alinéa est adopté sans discussion.

M. CHAPALAIN.- Je propose la suppression de l'alinéa 2, car nous avons déjà décidé, à l'article premier, que le congé ne pouvait être supérieur à un mois.

Mme DERVAUX.- Cet amendement me semble dangereux car le séjour en colonie varie entre trente et trente cinq jours.

M. LAMOUSSE.- Je suis également d'accord pour la suppression de cet alinéa.

Par 9 voix contre une, l'alinéa 2 est supprimé.

M. LE PRESIDENT.- Qui demande la parole sur le troisième alinéa ?

M. BERTAUD.- Comment s'effectue le contrôle par la Direction de la Jeunesse et des Sports ?

M. LE PRESIDENT.- Par les inspecteurs des colonies de vacances.

/...

- 7 -

M. BERTAUD.- Je me suis rendu plus d'une fois dans des colonies de vacances et j'ai constaté qu'ils fonctionnent dans des conditions lamentables.

M. LE PRESIDENT.- L'Inspecteur départemental des colonies de vacances est installé auprès de l'inspecteur d'académie. Je pense, personnellement, qu'il devrait suivre ses colonies de vacances ailleurs que dans son département, de façon à rendre le contrôle plus efficace.

M. CHAPALAIN.- Pendant les vacances scolaires, ces inspecteurs devraient être délégués dans les départements d'accueil.

Le troisième alinéa est adopté à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.-

Article 3.

"Pour permettre le fonctionnement des patronages d'enfants d'âge scolaire, les dispositions prévues à l'article premier sont applicables aux salariés ou fonctionnaires qui désirent obtenir une mise en congé pendant les vacances scolaires d'une durée minima de cinq jours".

Cet article est adopté sans discussion.

Article 3 bis (nouveau)

"Tout moniteur diplômé qui effectue son service militaire pourra bénéficier d'une permission spéciale dont la durée sera égale à celle de son séjour en colonie de vacances".

M. BERTAUD.- Le service militaire est obligatoire et les permissions spéciales agricoles ou autres ainsi que les sursis créent une inégalité entre les citoyens. C'est pourquoi je propose la disjonction de cet article.

La disjonction, mise aux voix, est adoptée par 6 voix contre une et 4 abstentions.

/...

- 8 -

M. LE PRESIDENT.- L'article 4 ayant été voté conforme n'est plus soumis à notre examen.

Article 5 (nouveau)

"Les congés sans solde accordés aux fonctionnaires ou assimilés en application de la présente loi, ne pourront, en aucune manière, soit retarder l'avancement, soit avoir une incidence défavorable sur la carrière administrative de ces fonctionnaires".

Cet article devrait être modifié, dans sa rédaction tout au moins, car il n'y est pas question des salariés.

Je vous propose la rédaction suivante :

"Les congés sans solde accordés aux fonctionnaires ou assimilés et salariés en application de la présente loi, ne pourront, en aucune manière, avoir une incidence défavorable sur leur carrière".

L'article 5, ainsi modifié, est adopté.

L'ensemble du rapport de M. Canivez est adopté par 9 voix et une abstention.

Mme DERVAUX.- Je me suis abstenue sur l'ensemble, car je pense que les modifications apportées à ce texte le rendront inefficace.

°°°

Questions diverses

M. LE PRESIDENT.- Le Secrétaire Général de la "Jeunesse en plein air", m'a demandé audience pour m'entretenir de la situation matérielle des colonies de vacances.

/...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.Y.

- 9 -

Voulez-vous que nous l'entendions en commission ou préférez-vous que je le reçoive ?

M. CHAPALAIN.- Nous vous faisons confiance.

La séance est levée à midi.

Présidence de M. CARIVET, Président

Le Président,

Séance du mercredi 11 décembre

La séance est ouverte à 10 heures 35

Présente : MM. Jean BERTAUD, CARIVET, Mme Marie-Hélène CARDOT, Mme René DREVAUX, M. Yves BÉTEVE, Roger LABURTHIS, LAROUSSE, de MAUPRÉ, Georges MAURICE, SOUTHERN, THÉLIER.

Excusés : M. Frédéric CATRON, BÉDALANDE, DEBATEL, MONTCHEN.

Absents : M. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, André CORNU, Paul-Emile DESCOMPS, DUFRE, Mahamane HAIDARA, Radjacque LAINCO, Robert LAURENS, Gaston MANENT, Mamadou M'BODJE, de RAINCOURT, Paul ROBERT, THILON, ZAFIMANDWA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,

DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

-:-:-:-:-

Présidence de M. CANIVEZ, Président

-:-:-:-:-

Séance du mercredi 11 décembre 1957

-:-:-:-

La séance est ouverte à 10 Heures 35

-:-

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT,
Mme Renée DERVAUX, MM. Yves ESTEVE, Roger LABURTHE,
LAMOUSSE, de MAUPEOU, Georges MAURICE, SOUTHON, TRELLU.

Excusés : MM. Frédéric CAYROU, DELALANDE, DELRIEU, MONICHON.

Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER,
André CORNU, Paul-Emile DESCOMPS, DUFFEU, Mahamane
HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Robert LAURENS, Gaston
MANENT, Mamadou M'BODJE, de RAINCOURT, Paul ROBERT,
THIBON, ZAFIMAHOVA.

=*=

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

I - Rapport de M. Jean Bertaud, sur la proposition de résolution (n° 785, session 1956-1957), de M. Laingo et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à célébrer, en 1958, le centenaire de la naissance du Père Charles de Foucauld.

II - Examen d'amendements au rapport (n° 41, session 1957-1958), de M. Canivez, sur la proposition de loi (n° 923, session 1956-1957), modifiée par l'Assemblée Nationale, tendant à faciliter l'organisation et le fonctionnement des colonies de vacances.

III - Questions diverses.

==*=

COMPTE RENDU

Charles de Foucauld

M. BERTAUD.- Je vous présente un rapport favorable à l'adoption de la proposition de résolution de M. Laingo, tendant à inviter le Gouvernement à célébrer, en 1958, le centenaire de la naissance du Père Charles de Foucauld. Je n'ai pas voulu, dans l'exposé des motifs, retracer l'historique de sa vie, mais je me suis borné à reconnaître le bien-fondé de ses actions et l'exemple qu'on peut en retirer aujourd'hui.

(Lecture).

Par 6 voix et 1 abstention, le rapport est adopté.

---*---

.../...

- 3 -

Colonies de vacances.

M. LE PRESIDENT.- Nous sommes saisis de trois amendements déposés sur la proposition de loi relative au fonctionnement des colonies de vacances.

Le premier, de Mme Cardot, prévoit à l'article 2 un recours devant le comité départemental des colonies de vacances.

Mme CARDOT.- Il semble de bonne méthode qu'un recours devant un comité départemental puisse être prévu. C'est une sorte d'appel des décisions prises.

M. LAMOUSSE.- Je comprends le souci qui vous anime, mais vous créez une dualité de juridiction entre la Direction départementale de la jeunesse et des sports et le Comité départemental. Selon les départements ou les régions, vous risquez de faire prendre une position d'ordre politique ou confessionnelle.

Mme CARDOT.- Le jugement de plusieurs est préférable à celui d'un seul.

M. LAMOUSSE.- Vous allez dessaisir le corps de l'inspection au profit d'organismes marginaux.

M. de MAUPEOU.- Je défendrai l'amendement. Il est bon d'avoir une autre instance pour certains cas où la Direction de la jeunesse et des sports prendrait une décision abusive.

Par 5 voix contre 2 et 2 abstentions, l'amendement est adopté.

M. LE PRESIDENT.- La Commission a déjà eu à se prononcer sur les amendements n°s 2 et 3 de Mme Dervaux, tendant à la reprise du texte de l'Assemblée Nationale, lors de l'examen de mon rapport. Ils ont été repoussés.

Mme DERVAUX.- Je vous ferai remarquer que le Gouvernement a adopté ce texte.

---*---

.../...

- 4 -

Questions diverses.

M. LAMOUSSE.- Etant délégué de la Commission au Conseil supérieur de la réunion des théâtres lyriques nationaux, je vais vous mettre au courant de la situation qui règne actuellement dans ces théâtres. Depuis un mois, l'on n'est jamais sûr que l'un ou l'autre de ces théâtres puisse donner la représentation prévue ; tantôt les machinistes, tantôt les électriciens, tantôt le corps de ballet font grève. Cette situation est très désagréable pour le public français et surtout pour le public étranger.

Nous avons été saisis de revendications du personnel de plateau.

Avant guerre, cette catégorie jouissait d'avantages matériels, elle touchait 13 % de plus que la catégorie équivalente d'un théâtre privé, avantage réduit à 7 % en 1947 et supprimé en 1950.

M. Derval, Directeur des Folies Bergères, devant la demande d'augmentation de 30 % de son personnel, n'a accordé que 15 %.

Pour nos théâtres, une augmentation de 15 % représenterait environ 330 millions supplémentaires à la subvention qui avoisine 2 milliards. Les Finances ont accepté 10 % d'augmentation, qui correspondent à 230 millions supplémentaires, mais le personnel refuse ces propositions et refuse également 15 % d'augmentation. Il demande à être reclassé comme avant guerre. ~~C'est impossible.~~ Mais si nous sommes obligés de fermer les théâtres nationaux, il faut le faire avec bonne conscience, en les alignant auparavant sur les théâtres privés, en leur accordant 15 % d'augmentation. Le rapport de M. Billères est entre les mains de M. Gaillard. Une décision doit être prise incessamment.

Le Conseil supérieur a fait connaître à M. Billères son point de vue : éviter, si la fermeture est décidée, de rouvrir ensuite les théâtres sous la pression de démarches et d'accorder tout ce qui avait été refusé, y compris le paiement des jours de grève.

Voici quelle a été l'action de votre représentant au Conseil supérieur.

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

- 5 -

M. BERTAUD.- Le personnel n'a pas le statut des fonctionnaires.

M. LAMOUSSE.- Il est sous contrat de louage. Les catégories les plus élevées ont un contrat d'une saison, sauf la Comédie française qui est régie par le décret de 1812.

MM. Bertaud, de Maupeou, Mme Cardot approuvent l'attitude de M. Lamousse qui représente l'avis de la majorité de la Commission.

--*--

M. LE PRESIDENT.- M. Bonnissel, représentant des colonies de vacances, m'a exprimé ses craintes de voir supprimer dans le prochain budget les crédits nécessaires au fonctionnement des colonies de vacances.

M. Mousmier, professeur à la Faculté des Lettres, est venu me prouver que les professeurs qu'il représente étaient aussi des chercheurs et à ce titre ils pouvaient prétendre à la prime de chercheur. Il m'a également entretenu de la réforme de l'enseignement, dont ils ont une idée très différente et de la place des facultés de lettres dans cette réforme.

J'ai reçu également une demande d'audience des étudiants des Facultés de Sciences.

Je crois qu'il serait bon de recevoir également les professeurs des Facultés de sciences et les maîtres de recherches du C.N.R.S.

Les maîtres d'Education physique m'ont adressé une note dans laquelle ils rappellent la demande faite au Ministre depuis sept ans déjà d'être chargés d'enseignement.

Notre Commission pourrait peut-être prévoir un programme de visites, telle que la Sorbonne, le Centre national de la Recherche scientifique, un établissement technique comme celui de Cachan.

La séance est levée à 11 heures 50.

Le Président, .../...

Alain

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

Séance du mercredi 22 janvier 1958

La séance est ouverte à 10 heures 45

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène
CARDOT, MM. DELALANDE, Paul-Emile DESCOMPS,
Mme Renée DERVAUX, MM. DUFEU, Yves ESTEVE,
Roger LABURTHE, LAMOUSSE, Georges MAURICE.

Excusés : MM. Frédéric CAYROU, de MAUPEOU, THIBON.

Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER
André CORNU, Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO,
Robert LAURENS, Gaston MANENT, Mamadou M'BODJE,
MONICHON, de RAINCOURT, Paul ROBERT, SOUTHON,
TRELLU, ZAFIMAHOVA.

-*-

../..

- 2 -

Statistique et

ORDRE DU JOUR

- I - Désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein de la Commission nationale pour l'Education, la Science et la Culture.
- II - Désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil d'administration du Bureau universitaire de Statistique et de Documentation scolaires et professionnelles.
- III - Questions diverses.

---*---

COMPTE RENDU

U.N.E.S.C.O.

M. LE PRESIDENT.- Nous avons deux membres à désigner pour représenter le Conseil de la République au sein de la Commission nationale pour l'Education, la Science et la Culture.

MM. Jean Bertaud et Georges Maurice sont désignés.

-*--

B.U.S.

M. LE PRESIDENT.- Il faut également désigner un membre pour représenter le Conseil de la République au sein du Conseil d'administration du Bureau universitaire de

../..

- 3 -

Statistique et de Documentation scolaire et professionnelle.

M. Bertaud et Mme Dervaux sont candidats.

Il y a lieu de procéder au scrutin :

| | |
|------------------------|------|
| Nombre de votants | : 10 |
| Bulletin blanc ou nul: | 1 |
| Majorité absolue | : 5 |

Ont obtenu :

| | |
|-------------|-----------|
| M. Bertaud | : 8 voix |
| Mme Dervaux | : 1 voix. |

M. Jean Bertaud est désigné.

---*---

Questions diverses.

M. LAMOUSSE.- Vous savez que le Ministre de l'Education Nationale a institué une commission chargée d'étudier les réformes de nature à améliorer la gestion et le fonctionnement des théâtres nationaux. Cette commission, qui comprend un membre de l'Assemblée Nationale, M. de Léotard, un membre du Sénat, moi-même, diverses personnalités théâtrales, MM. Lehmann, Julien, Abram, Devaux, Directeur du Budget, est présidée par M. Puget, Conseiller d'Etat.

Nous avons déjà procédé à l'audition de différents directeurs de théâtres : MM. Descaves, Hirsh, Bondeville, Agostini; nous entendrons prochainement M. Villard.

Il en ressort une impression plutôt défavorable. Le personnel perd la notion du service d'état, de la responsabilité nationale. Il faut réformer cet état d'esprit, avant toute question financière. Nous ne sommes pas d'accord avec M. Devaux, qui juge selon les perspectives des Finances. et se demande si on ne pourrait pas donner des spectacles rentables.

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 4 -

Il faudrait étudier la réorganisation des théâtres sous les deux angles suivants :

- 1°) la mission d'éducation qu'ils ont à remplir ;
- 2°) l'état d'esprit qui doit être renoué.

M. LE PRESIDENT.- Votre exposé est excellent. Je souhaite que vous aboutissiez.

M. Lamousse est confirmé dans sa position.

Mme DERVAUX.- Il faudrait aussi donner satisfaction aux travailleurs.

Présidence de M. CARIVET, Président

-* -

M. LAMOUSSE.- Je voulais vous parler du ballet de Françoise Sagan. Les Arts et Lettres ont un crédit de 5 millions chaque année pour aider de jeunes troupes de ballets. Ce crédit est justifié. Il restait à la fin de l'année dernière 2.500.000 Frs, qui furent demandés pour Roland Petit et pour John Darras. La subvention a peut-être été mal attribuée, mais elle le fut pour la jeune troupe et non à Françoise Sagan.

M. BERTAUD.- Le Parlement devrait être représenté dans les commissions qui attribuent ces subventions.

M. LE PRESIDENT.- C'est le Ministre qui décide. Vous pourriez peut-être rédiger une proposition de résolution dans ce sens.

(Assentiment).

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,

Alaure

ML.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

Ordre du Jour

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

Séance du mercredi 5 février 1958.

La séance est ouverte à 10 h.40

Présents : M. CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. DELALANDE, Yves ESTEVE, Roger LABURTHER, LAMOUSSE, Robert LAURENS, de MAUPEOU, MONICHON.

Excusés : MM. Frédéric CAYROU, Georges MAURICE, THIBON, TRELLU.

Absents : MM. Jean BERTAUD, Georges BOULANGER, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, André CORNU, Mme Renée DERVAUX, MM. Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU, HAIDARA Mahamane, Ralijaona LAINGO, Gaston MANENT, Mamadou M'BODJE, de RAINCOURT, Paul ROBERT, SOUTHON, ZAFIMAHOVA.

- 2 -

Ordre du Jour

- I - Compte rendu, par le Président, de l'audition d'une délégation d'Universitaires.
- II - Premier examen du budget de l'Education Nationale (projet de loi n° 6.107 A.N. 3ème lég. - annexe I - 1er volume - p. 69 et suivantes - dépenses ordinaires - p. 289 et suivantes - dépenses en capital).
- III - Questions diverses.

Compte-rendu.

M. LE PRESIDENT.- Je vous informe que le Gouvernement a pris en considération la proposition de résolution rapportée par notre collègue M. Bertaud, tendant à prescrire dans tous les établissements d'enseignement une leçon spéciale sur l'Afrique du Nord. Vous trouverez le texte de la circulaire au Bulletin de l'Education Nationale n° 5 du 30 janvier 1958.

J'ai reçu en temps derniers diverses délégations d'universitaires :

1°) une délégation du C.N.R.S. composée principalement de chercheurs qui m'a surtout parlé des revendications faites pour les traitements;

2°) les professeurs de la Faculté des Lettres se sont émus de la prime de recherche que le C.N.R.S. voulait garder pour lui seul, les professeurs de sciences, puis de lettres n'étant d'abord pas considérés comme des chercheurs. Puis, ils m'ont entretenu de la réforme de l'enseignement dont ils ont des idées assez différentes de celles du Gouvernement, notamment, sur l'emplacement des facultés, la création de plusieurs facultés, la déconcentration ;

/...

- 3 -

3°) les professeurs de sciences estiment préférable, non pas de créer de nouvelles facultés, mais de les diviser en plusieurs facultés. Au budget de cette année, quatre milliards sont inscrits pour construire la faculté des Sciences à la Halle aux vins, un milliard pour l'annexe à Orsay. Il faudrait construire sur la ligne de Sceaux, axe de la vie universitaire;

4°) les professeurs de philo déplorent qu'il ne soit pas fait à la philosophie la place qu'elle mérite. Les sciences humaines doivent être enseignées à côté des mathématiques. Ils envisagent d'autres classes de philosophie où la partie scientifique ne serait pas négligée;

5°) le Comité pour le développement de l'Université m'a parlé du manque d'ingénieurs, du manque de crédits. Il voudrait jouer un rôle en informant le grand public à l'aide d'une manifestation. En somme, la question des traitements est toujours évoquée en premier lieu, puis viennent l'augmentation du nombre de chaires de certaines disciplines, l'insuffisance des crédits alloués, l'étroitesse des bâtiments, le recrutement des enseignants et des chercheurs, l'accroissement du nombre des étudiants.

Certaines réformes se faisant par décret, nous pourrions demander au Ministre de l'Education Nationale d'être informés directement par ses services et non par la presse.

(Assentiment).

ooo

BUDGET.-

M. LE PRESIDENT.- Nous aurons à examiner le budget de l'Education Nationale. Les dépenses se répartissent en deux chapitres : les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.

M. de MAUPEOU.- Je propose de reconduire les rapporteurs spéciaux de l'an dernier et de remplacer M. Lelant qui était chargé de l'enseignement technique.

M. Monichon est désigné.

ooo

/...

- 4 -

Au Jardin du Luxembourg, notamment, ont été découvertes des poteries d'époque gallo-romaine.

Divers

M. LAMOUSSE.- Au cours d'une entrevue avec le Président du Conseil ont été évoquées deux problèmes : les théâtres nationaux et le rétablissement du Secrétariat d'Etat aux Beaux Arts. Quant à ce dernier, il a été répondu que la constitution du ministère obéissait à un impératif. Il fallait un ministère restreint.

Pour les théâtres nationaux, la commission de réforme en est au stade des informations. Nous avons déjà entendu l'Administrateur Général des théâtres lyriques, MM. Descaves, Jean Vilar, Bondeville, Agostini, le vice-doyen des comédiens, M. Jean Meyer.

Il y a, à la base du problème, une question de personnel de plateau. Il faudrait l'orienter dans une double direction :

- 1) mettre fin au monopole de fait exercé par la Fédération du Spectacle qui est une catégorie de la C.G.T. ;
- 2) donner au personnel le sentiment du service national.

M. Devaux souhaite que les spectacles soient plus rentables et pour cela qu'ils soient donnés six mois de suite.

Ceci soulève le grave problème de la mission éducative des théâtres nationaux.

M. de MAUPEOU.- M. Lamousse a très bien rempli sa mission.

M. CHEVALLIER.- Les théâtres locaux aimeraient que les troupes de la Comédie Française puissent venir chez eux.

M. LAMOUSSE.- L'enseignement artistique est très négligé en France.

o
o o

M. de MAUPEOU.- Certaines fouilles sont faites actuellement à Paris qui pourraient modifier la géographie du vieux Paris.

/...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

- 5 -

J.V.

Au Jardin du Luxembourg, notamment, ont été découvertes des poteries d'époque gallo-romaine.

°°°

M. MONICHON.- Nous avons, en ce moment, de grosses difficultés pour la réalisation des commandes groupées de construction du premier degré. Ce système des prototypes avait été créé pour permettre une construction plus rapide à un coût moins élevé. Or, les commandes de 1956 ne sont pas encore commencées, le déblocage des crédits n'étant pas accordé par le service du budget. Je demande l'aide de la Commission pour mettre fin à une situation qui empêchera d'assurer la rentrée de 1958.

La séance est levée à midi.

La séance est ouverte à 10 heures 30

Le Président,

Présents : MM. Jean BERTAUD, Louis Marie-Hélène CARDOT, MM. Paul DUPES, Mme Renée DERRAUX, MM. Yvon LAURENT, Roger LAURENT, de NAUPREU, MOUQUET, SOUTHER, TREJOU.

Excusés : MM. CAIROU, LAROUSSE, MAURICE.

Suppléants : MM. LE GROS, FAURET.

Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, André GOROU, DELALANDE, DERRIER, Paul-Mille BROCCARD, Mahomane HAIDARA, Salimane LAINGO, Robert LAURENT, Gaston LAURENT, Mahomane M'KIDJ, de RAINCOURT, Paul ROBERT, THIEUX, ZAFIRANOVA.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

— : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — : — :

Présidence de M. CANIVEZ, Président

[illegible]

Séance du mercredi 26 février 1958

— ● — ● — ● — ● —

La séance est ouverte à 10 heures 30

✱

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. Paul CHEVALLIER, DUFEU, Mme Renée DERVAUX, MM. Yves ESTEVE, Roger LABURTHE, de MAUPEOU, MONICHON, SOUTHON, TRELLU.

Excusés : MM. CAYROU, LAMOUSSE, MAURICE.

Suppléants : MM. LE GROS, PAUZET.

Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, André CORNU,
DELALANDE, DELRIEU, Paul-Emile DESCOMPS,
Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Robert
LAURENS, Gaston MANENT, Mamadou M'BODJE,
de RAINCOURT, Paul ROBERT, THIBON, ZAFIMAHOVA.

—*—

• • / • •

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Désignation d'un membre chargé de représenter le Conseil de la République au sein du Conseil d'administration du Musée Rodin.
- II - Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 267, session 1957-1958), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la "Convention instituant le Centre international de calcul", adoptée à Paris, le 6 décembre 1951.
- III - Questions diverses.

---*---

COMPTE RENDU
-----Musée Rodin

M. de MAUPEOU est désigné pour représenter le Conseil de la République au sein du Conseil d'administration du Musée Rodin.

---*---

Centre international de calcul.

M. CANIVEZ est désigné pour rapporter le projet de loi (n° 267, session 1957-1958), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la "Convention instituant le centre international de calcul", adoptée à Paris, le 6 décembre 1951.

---*---

../..

- 3 -

Questions diverses.

M. LE PRESIDENT.- Au cours d'une dernière séance, vous m'avez confié le soin de demander au Ministre de l'Education Nationale de tenir la Commission informée des décisions importantes prises au Ministère.

Je viens à ce sujet de recevoir une réponse favorable de M. Billères.

Nous avons constaté que la réforme de l'Enseignement qui n'est pas encore votée, se fait cependant par étape et par la voie parallèle des décrets, ce qui fait que, lorsque la réforme viendra en discussion, elle sera déjà faite dans les programmes et il ne restera plus qu'une question de crédits à résoudre. J'aimerais mieux qu'on ait le courage d'entreprendre cette réforme selon un plan applicable en plusieurs années.

M. CHEVALLIER.- Il serait bon d'entendre en Commission les grands directeurs responsables. Comment s'effectuera la rentrée d'octobre prochain ? Le personnel sera-t-il en nombre suffisant ?

M. LE PRESIDENT.- J'avais pensé à demander au Ministre lui-même de venir vous exposer les grandes lignes de son budget, mais, avant son audition, peut-être pourrions-nous demander, avec la permission du ministre, à entendre ses grands directeurs.

M. CHEVALLIER.- Nous pourrions commencer par M. DAZELOT, grand responsable des constructions scolaires.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- J'avais également écrit au Ministre de l'Education Nationale et au Secrétaire d'Etat au Budget, au sujet des écoles pour enfants de marinières. Malgré les promesses réitérées chaque année par le Gouvernement, Douai n'a pu encore avoir son école. J'ai su que les écoles pour enfants de marinières étaient prévues par le projet de loi de finances dans son article 114.

../..

- 4 -

Voici, à ce sujet, quelle a été la réponse de M. Jean-Raymond Guyon : "Ce point particulier fait l'objet du projet d'article 114, dont l'adoption permettrait de créer, à l'avenir, par simple décret, les établissements publics nationaux d'enseignement supérieur au ministère de l'Education nationale. Le cas des écoles nationales du premier degré avec internat réservé aux enfants de parents exerçant des professions non sédentaires est couvert par cet article."

Vous comprendrez que je me suis demandé comment un article visant les établissements d'enseignement supérieur pourrait couvrir des écoles du premier degré ! Je me suis donc reporté à l'article 114 et j'y ai lu tout autre chose : "... les établissements publics nationaux d'enseignement, autres que ceux relevant de l'enseignement supérieur peuvent être créés..." !

(Sourires).

M. LE PRESIDENT.- J'ai enfin conformément à votre désir déposé une question orale sans débat au sujet des constructions scolaires en commandes groupées.

La voici :

"M. André Canivez, Sénateur, demande à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale :

"1°) si tous les crédits inscrits au budget de 1956 pour les constructions scolaires en commandes groupées ont été débloqués par le Ministre des Finances et utilisés par les intéressés ;

"2°) si les crédits de même nature inscrits au budget de 1957 ont été soit partiellement, soit totalement, mis à la disposition des communes admises à utiliser ces crédits assez à temps pour que les nouveaux et nécessaires locaux scolaires puissent être bâtis et équipés pour la rentrée scolaire d'octobre 1958 ;

.../...

- 5 -

"3°) si le taux de la subvention arrêtée par ses services et accordée aux communes bâtissant des écoles est porté assez vite à la connaissance des maires intéressés pour que ceux-ci puissent demander, dans des délais aussi courts que possible, l'inscription de leur commune sur la liste de priorité des collectivités locales, admises à contracter un emprunt auprès du Crédit Foncier ou de la Caisse des Dépôts et Consignations (le devis estimatif établi par l'architecte et définitivement arrêté par les autorités compétentes et le montant de la subvention espérée permettant de fixer le montant de l'emprunt à contracter)".

---*---

Bourses d'enseignement.

M. LE PRESIDENT.- La Commission de l'Agriculture est saisie d'une proposition de résolution (n° 909, session 1956-1957), de M. Radius, tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer la représentation des agriculteurs au sein des Commissions départementales des bourses d'enseignement.

Mme CARDOT.- Je suis candidate au rapport pour avis, si notre Commission décide d'en demander le renvoi.

En effet, dans les milieux ruraux, il est nécessaire d'assurer la représentation des agriculteurs au sein de ces Commissions. L'attribution des bourses ne se fait pas toujours de façon équitable, car il est souvent fort difficile d'évaluer la fortune des parents agriculteurs.

M. LE PRESIDENT.- La Commission est heureuse de vous confier ce rapport. Je crois savoir qu'il existe au Ministère un projet de réforme des bourses. Il serait bon de

.../...

- 6 -

vérifier ce point et de savoir si le Ministre a déjà prévu la représentation des agriculteurs au sein de ces Commissions !

(Assentiment).

La séance est levée à 11 heures 20.

Le Président.

Stacey

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, président

Séance du mercredi 12 mars 1958

La séance est ouverte à 10 heures 20

Présents : MM. CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT, MM. Paul
CHEVALLIER, André CORNU, Mme Renée DERVAUX,
MM. Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU, LAMOUSSE,
de MAUPEOU, MONICHON, SOUTHON, TRELLU.

Suppléant : M. PAUZET.

Excusés : MM. Jean BERTAUD, Frédéric CAYROU, DELALANDE,
ESTEVE, LABURTHE, Georges MAURICE, THIBON.

Absents : MM. Georges BOULANGER, BRAJEUX, CHAPALAIN,
Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO, Robert
LAURENS, Gaston MANENT, Mamadou M'BODJE,
de RAINCOURT, Paul ROBERT, ZAFIMAHOVA.

Rapporteurs : MM. Jean Bertaud, Canivez, Lamousse, Monichon.

— • — • — • — • — • —

COMPTE RENDU

Centre de calcul

(Assentiment)

Le rapport de M. Canivez est adopté à l'unanimité.

*

* *

...../.....

- 3 -

Budget

M. LE PRESIDENT.- Je vous rappelle que nous devons entendre demain M. le Ministre de l'Education Nationale, aussi devrions-nous arrêter le programme de cette audition.

Nous sommes actuellement saisis du budget d'investissements. Le budget de fonctionnement ne viendra que plus tard. Il nous est, cependant, difficile de séparer les deux car pour comprendre l'un, nous devons tenir compte d'un certain nombre d'éléments qui ressortissent de l'autre. Ceci fera l'objet d'une remarque d'ordre général que je présenterai au ministre en votre nom.

Une autre question se pose. Notre travail est-il réellement utile ? La masse des crédits est d'abord arrêtée par le Gouvernement, qui la répartit entre les différents ministères. Chaque ministère procède ensuite à la répartition par direction. Nous arrivons ainsi au budget de fonctionnement, aux moyens de services, aux interventions publiques et aux investissements.

Comment se décide-t-on à attribuer les crédits ? Sur quel critère se base-t-on pour attribuer tel crédit à tel collègue ?

L'Assemblée Nationale n'a pas le droit de proposer de nouvelles dépenses sans recettes correspondantes mais, même si l'Assemblée Nationale refuse un crédit, elle peut espérer une lettre rectificative conforme à ses désirs.

Le Sénat n'a pas cette possibilité. Il ne peut que souligner les insuffisances du budget.

J'ai abordé l'étude de ce budget au regard des différents ordres d'enseignement, ainsi que les colonies de vacances et l'orientation professionnelle. Je vous présenterai mon projet de rapport mercredi prochain.

M. LAMOUSSE.- Je suis du même avis que notre Président. Actuellement, le rôle du Parlement au regard du budget est inutile.

M. CORNU.- Je puis vous dire comment se prépare un budget, par exemple celui de l'Education Nationale. Les recteurs sont chargés de faire connaître les besoins pour chaque direction. Les directeurs font, ensuite, un travail de compilation et envoient le tout au Ministre.

.../...

- 4 -

Le Ministre envoie alors son directeur du budget vers le directeur du budget du Ministère des Finances. A ce stade, les crédits sont examinés et élagués.

Le Ministère de l'Education Nationale comprend la Direction de l'Enseignement du premier degré, la Direction du second degré, la Direction de l'Enseignement supérieur et, enfin, l'Enseignement technique. Il est normal que ce dernier reste à l'Education Nationale mais il en est le parent pauvre, car on n'a pas encore compris que la France manque de techniciens. Donc cette Direction doit rester rattachée à l'Education Nationale. Par contre, c'est une grave erreur de laisser les Arts et les Lettres à l'Education Nationale. La France actuelle ne peut briller dans le monde que par sa culture. Or, la préoccupation essentielle du Ministère, c'est l'enseignement, c'est d'assurer chaque année la rentrée scolaire. Les Arts et les Lettres sont donc toujours sacrifiés dans ce budget au profit de l'Enseignement. Il faudrait donc un Ministère autonome des Arts et des Lettres qui puisse se défendre lui-même. Je prendrai position sur ce point en séance publique.

M. LE PRESIDENT.- Nous allons évoquer successivement les différents ordres d'enseignement.

Enseignement primaire :

Tous les crédits ont été augmentés mais les formalités relatives aux constructions demeurent insupportables en dépit de la création de la Direction des constructions scolaires.

J'ai écrit au Ministre au sujet des commandes groupées. Les crédits de 1956 ont-ils été utilisés ? Les crédits de 1957 n'ont pas été tous débloqués. Nous verrons peut-être, en octobre 1958, des écoles qui ne pourront pas être ouvertes.

M. MONICHON.- Les commandes groupées de 1956 ne sont pas encore terminées.

M. LE PRESIDENT.- Il faut demander que les formalités soient réduites à leur plus simple expression. Un corps d'ingénieurs des constructions scolaires a été formé. Etait-ce bien nécessaire ?

Second degré :

On compte plus d'élèves dans les cours complémentaires que dans les lycées et collèges et, ce, surtout dans les milieux ruraux. La raison est d'ordre psychologique : le cultivateur

.../...

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

- 5 -

préfère le cours complémentaire car il connaît l'instituteur mais les cours complémentaires n'ont peut-être par le personnel suffisant et constituent ainsi des établissements secondaires au rabais.

En dehors des lycées, collèges et cours complémentaires, il manquera encore certaines classes pour donner un complément d'études à nos enfants.

Pour le secondaire, encore, il manque énormément de locaux en raison de l'évolution démographique.

Enseignement supérieur :

C'est dans ce domaine qu'un gros effort a été fait (Orsay, la Halle-aux-Vins) mais on manquera encore de restaurants et de cités universitaires.

Orientation professionnelle :

Il faut l'intensifier et recruter le personnel qualifié.

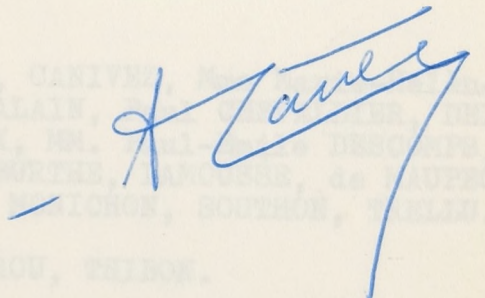
Colonies de vacances :

Les crédits sont insuffisants. Cette question a déjà été développée.

J'en ai terminé. Demain nous entendrons le Ministre de l'Education Nationale.

La séance est levée à 11 heures.

Le Président,

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVET, CARDOT, MM. CHAPALAIN, Mme Renée DERRAUX, MM. ESTEVE, Roger LAMOTHE, Georges MAURION, 
 Excusés : MM. Frédéric CATROU, VAILLOUX.
 Suppléants : MM. QUENEC-POUET-REMY, SIMON, FERRON-VIGOR.
 Absents : MM. BRAJEUX, Georges BULLAUME, André GIBRY, DELRIEU, Mahomet HADJARA, Hélène LAINGO, Robert LAURENS, Gaston MARET, Marcel M'BOUR, de RAINCOURE, Paul ROBERT, SAFIRANOV.

CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

ORDRE DU JOUR

Audition de M. Billères, Ministre de l'Éducation Nationale, sur le projet de loi de finances pour 1958.

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

Voir Séance du mercredi 13 mars 1958.

La séance est ouverte à 10 heures

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène
CARDOT, MM. CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, DELALANDE,
Mme Renée DERVAUX, MM. Paul-Emile DESCOMPS, Yves
ESTEVE, Roger LABURTHE, LAMOUSSE, de MAUPEOU,
Georges MAURICE, MONICHON, SOUTHON, TRELLU.

Excusés : MM. Frédéric CAYROU, THIBON.

Suppléants : MM. QUENUM-POSSY-BERRY, SYMPHOR, PERROT-MIGEON.

Absents : MM. BRAJEUX, Georges BOULANGER, André CORNU,
DELRIEU, Mahamane HAIDARA, Ralijaona LAINGO,
Robert LAURENS, Gaston MANENT, Mamadou M'BODJE,
de RAINCOURT, Paul ROBERT, ZAFIMAHOVA.

- 2 -

ORDRE DU JOUR

Audition de M. Billères, Ministre de l'Education Nationale, sur le projet de loi de finances pour 1958.

Il est important que ce budget soit voté avant les interruptions de session lors des élections communales et aux élections sénatoriales et aux vacances parlementaires pour mettre les crédits à la disposition des autorités chargées de construire les établissements scolaires.

-*-

COMPTE RENDU

Voir compte rendu sténographique ci-joint.

M. René BILLÈRES, ministre de l'Education Nationale.
Monsieur le président, messieurs, chers collègues, je vous remercie de l'accueil que vous voulez bien me réserver au début de l'audition que vous ne cesserez de porter à des questions dont la solution est capitale pour l'avenir dans un moment qui est véritablement décisif. Je vous demande l'autorisation de faire un tour d'horizon complet en vous priant, par avance, de m'excuser si je vous paraissais un peu long.

Le sujet des investissements est à l'ordre du jour et nous constatons déjà un retard très fâcheux car j'aurais dû pouvoir disposer de mes crédits d'investissements au 1er janvier dernier. Il était très important pour la rentrée de 1958 que ces crédits fussent engagés le plus rapidement possible. Je pensais ne pas avoir la moindre difficulté étant donné que les grandes masses budgétaires ont été votées à la fin de décembre et que les années précédentes, le ministre de l'Education Nationale avait obtenu des avances. Mais la nouvelle procédure budgétaire m'a empêché de bénéficier de ces avances.

Pour obtenir le déblocage d'une partie des crédits d'investissements, il m'a fallu utiliser la procédure de consultation des commissions des finances de l'Assemblée Nationale et du

M. LE PRESIDENT. Je voudrais vous remercier de l'amabilité avec laquelle vous avez accepté de venir devant notre commission pour nous éclairer sur la politique suivie en matière d'investissements par votre ministère. Nous voudrions savoir en particulier si cette politique actuelle s'insère dans le mouvement qui va vers la réforme de l'enseignement. Une volonté de réforme se manifeste, ne serait-ce qu'avec les sixièmes placés dans certains cours complémentaires qui rappellent les classes moyennes qui vont s'insérer dans la réforme de l'enseignement et avec la suppression de l'examen d'entrée en sixième.

Il est important que ce budget soit voté avant les interruptions de session dues aux élections cantonales et aux élections sénatoriales et aux vacances parlementaires pour mettre les crédits à la disposition des autorités chargées de construire les établissements scolaires.

Nous avons l'impression que le rôle du Parlement n'est que de quémander et de supplier, que le Parlement ne peut qu'enregistrer les décisions du gouvernement et des bureaux et exprimer des regrets pour le présent et des espoirs pour l'avenir. Je sais que votre souci est comme le nôtre de mettre à la disposition de nos services d'enseignement les locaux nécessaires. A la fin de votre exposé, vous accepterez sans doute de répondre aux commissaires qui auront des questions à vous poser.

M. René BILLIERES, ministre de l'éducation nationale. Monsieur le président, mesdames, messieurs, je vous remercie de l'accueil que vous voulez bien me réserver et de l'intérêt que vous ne cessiez de porter à des questions dont la solution est capitale pour l'avenir dans un moment qui est probablement décisif. Je vous demande l'autorisation de faire un tour d'horizon complet et vous prie, par avance, de m'excuser si je vous paraissais un peu long.

Le sujet des investissements est à l'ordre du jour et nous constatons déjà un retard très fâcheux car j'aurais dû pouvoir disposer de mes crédits d'investissements au 1er janvier dernier. Il était très important pour la rentrée de 1958 que ces crédits fussent engagés le plus rapidement possible. Je pensais ne pas avoir la moindre difficulté étant donné que les grandes masses budgétaires ont été votées à la fin de décembre et que les années précédentes, le ministre de l'éducation nationale avait obtenu des avances. Mais la nouvelle procédure budgétaire m'a empêché de bénéficier de ces avances.

Pour obtenir le déblocage d'une partie des crédits d'investissements, il m'a fallu utiliser la procédure de consultation des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du

Conseil de la République. Les discussions ont été assez longues car certains craignaient que la procédure d'exception dont pouvaient bénéficier les crédits de l'éducation nationale s'étendît à d'autres ministères. Il m'a fallu plus de deux mois pour être en possession de l'autorisation d'engager certaines dépenses. Le temps perdu en la matière est de l'argent perdu et nous n'avons pas le droit de laisser perdre cet argent. J'espère que, dans l'avenir une pareille procédure ne se reproduira pas.

Vous m'avez prié de vous indiquer quelles étaient les mesures envisagées pour tenter de réaliser par avance une réforme de l'enseignement. Sur ce point, je dois être extrêmement net. Je n'ai pas le droit d'anticiper sur la volonté des assemblées. La réforme de l'enseignement est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Ce budget ne peut pas se placer dans le cadre de la réforme de l'enseignement parce que je ne peux pas réaliser par anticipation des mesures qui ne sont pas approuvées dans le principe par le Parlement.

Ce qui est vrai, et en quoi vous avez raison, monsieur le Président, c'est que, sans qu'il y ait dans ce budget une intention délibérée de réaliser par avance la réforme de l'enseignement, certaines mesures sont imposées par les faits, la suppression de l'examen d'entrée en sixième, l'augmentation du temps de scolarisation.

Il n'est pas pensable que nous puissions recevoir le supplément d'élèves qui se préparent à entrer dans les enseignements du second degré, traditionnel, technique et les cours complémentaires avec les méthodes et les procédés dont nous avons usé jusqu'ici. Nous sommes obligés de prévoir la cohabitation de certaines classes des différents enseignements, surtout dans les quartiers des villes où des constructions de logements en nombre très important ont créé des obligations supplémentaires. Les administrateurs municipaux et départementaux que vous êtes le savent bien.

De ce fait, sans la moindre intention d'entrer dans une période anticipée de réalisations de la réforme de l'enseignement les faits nous imposent certaines mesures qui ne sont pas contraires à l'esprit de la réforme de l'enseignement. Je tiens à signaler que, avec ou sans réforme de l'enseignement, les obligations de l'éducation nationale seront les mêmes dans les années à venir. Le nombre des élèves sera le même. La seule différence, c'est que les élèves ou les étudiants ne tireront pas tout le profit qu'ils doivent espérer de cet enseignement parce qu'il n'aura pas été modernisé. Il serait même plus onéreux parce que moins rentable d'accueillir les élèves et les étudiants dans les structures actuelles que dans le cadre des structures rénovées. C'est là une observation de la vérité de laquelle nous sommes tous persuadés au ministère de l'éducation nationale et que je tenais à porter à votre connaissance.

J'en viens maintenant au budget de l'année 1958 proprement dit. Les chiffres globaux font apparaître la caractéristique essentielle de ce budget qui n'a pas été affecté par la réduction très importante imposée à l'ensemble des autres départements. Non seulement, le budget de l'éducation nationale a échappé complètement aux restrictions et réductions, mais il comporte une augmentation sensible. On a maintenu à l'éducation nationale la priorité qui lui a été accordé depuis deux ans.

Le montant total du budget, crédits de fonctionnement plus crédits de paiement - je ne fais pas entrer en compte les crédits de programme - compte non tenu de 55 milliards, au titre de l'augmentation générale des traitements, est de 483 milliards contre 422 l'an dernier. Avec les 55 milliards dont je viens de parler, il atteint 538 milliards.

Les dépenses de fonctionnement sont de 358 milliards contre 330 l'an dernier, soit un supplément de 28 milliards, dont 15 milliards consacrés à des mesures entièrement nouvelles et dont la reconduction l'an prochain augmentera sensiblement le montant.

Au budget d'équipement, nous trouvons 150 milliards d'autorisations de programme contre 120 effectivement attribués l'année dernière. L'an dernier, le budget d'équipement comportait 150 milliards d'autorisations de programme, mais 30 milliards ont été bloqués dans l'attente du vote de la réforme de l'enseignement. Bien que cette réforme n'ait pas été votée, j'ai essayé d'obtenir en cours d'année le déblocage de ces crédits. Je n'y suis par parvenu. Ces 30 milliards viennent donc s'ajouter aux 150 milliards d'autorisations de programme attribués pour l'année 1958. Les crédits de paiement se montent à 125 milliards contre 92 l'an dernier, soit un progrès de 33 milliards.

Le progrès du budget de l'éducation nationale n'est pas un progrès de façade. Il eut été souhaitable que le même progrès ait été constaté depuis la Libération. En 1956, la part de l'éducation nationale a été de 366 milliards pour un budget général de 4586 milliards, soit 8,2 %. En 1957, 422 milliards sont attribués à l'éducation nationale sur 5087 milliards de budget général soit 8,7 p. cent. En 1958, le budget de l'éducation nationale est passé à 538 milliards contre 5300 milliards pour le budget général, soit 10,16 p. cent.

Autre constatation: l'éducation nationale reçoit cette année à peu près la moitié de l'augmentation totale du budget général par rapport à 1957. Sur une augmentation du budget général de 208 milliards, l'éducation nationale reçoit 103 milliards.

Enfin, si l'on calcule l'augmentation qui ressort des mesures votées ou proposées au Parlement depuis deux ans, depuis le début de la législature par rapport à la dernière année de la législature précédente ou d'ailleurs un effort important avait été fait, on s'aperçoit que le budget de l'éducation nationale est passé de 322 milliards à 483 milliards, toujours non compris 55 milliards d'augmentation générale des fonctionnaires, soit une augmentation de 161 milliards, exactement 50 p. cent. Ce sont des chiffres que personne ne peut contester.

Il faut être ici entièrement honnête. Ce ne sont pas bien entendu 50 p. cent entièrement de crédits supplémentaires, car dans ce chiffre se trouve une part d'augmentation des traitements mais cette part est assez réduite, car j'ai pris la précaution de ne pas compter les 55 milliards qui en sont l'essentiel. La part due à l'augmentation de la construction est également assez réduite.

Du fait, par exemple, des commandes groupées dans le premier degré, l'éducation nationale a obtenu des prix intéressants et même dans le second degré et l'enseignement supérieur des réductions de prix ont été obtenues par rapport aux prix pratiqués précédemment.

Je ne suis pas venu ici pour vanter ce budget, ce n'est pas mon rôle. Ces augmentations ne sont pas encore suffisantes. La comparaison valable est évidemment celle des moyens et des besoins. Or, les augmentations obtenues sont loin de résoudre toutes les difficultés. Le niveau des besoins comporte non seulement un reliquat des besoins anciens non satisfaits, mais aussi des besoins nouveaux considérables du fait de la continuation bien qu'atténuée de la poussée du premier degré, mais aussi de l'arrivée massive de nos élèves dans les enseignements du second degré et de l'augmentation très importante des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur.

Sur le caractère prioritaire de ces besoins, je n'ai pas à m'expliquer longuement. Tout le monde sent que nous sommes à un moment décisif où nous allons faire la preuve que nous sommes capables de donner à notre jeunesse les moyens de son avenir car nous sommes à la veille de la discussion du second plan d'équipement. Il serait tragique que ce plan qui aurait dû être le troisième et qui n'est que le second ne fût pas suffisant et ne fût pas correctement mis en application.

Les besoins nous ont imposé des choix. Ils nous laissent en présence d'un certain nombre de lacunes que je suis le premier à ressentir douloureusement. Certains problèmes dont la solution est particulièrement ardue comme le problème du recrutement ne seront pas résolus avant plusieurs années quelque effort que nous fassions, quelque générosité que nous montrions.

Je vais maintenant passer à l'analyse du budget d'équipement. Les crédits de programme sont de 150 milliards. On m'a reproché d'avoir accepté un chiffre trop bas. Nous avez probablement entendu parler des discussions très vives qui se sont déroulées pendant des semaines autour de ce niveau de crédits. Je voudrais réfuter les critiques sévères qui ont été lancées. On a trouvé dans le plan Le Gorgeau qui n'est pas encore appliqué environ 1.000 milliards de travaux pour l'éducation nationale. On a divisé par cinq et on a trouvé 200 milliards. Mais ce chiffre comprend la part des collectivités locales. Si cette part est faible - et il faut souhaiter qu'elle soit de plus en plus faible, car le succès du plan est conditionné par la possibilité des collectivités locales de faire face à leurs obligations - elle est tout de même de 10 p. cent dans l'ensemble.

Une autre observation est importante. Nous n'avons mis dans le programme que ce que nous étions capables d'engager. Or, l'orientation de ce budget qui est assez nouvelle fait une part assez importante à des réalisations de l'enseignement supérieur et de l'enseignement du second degré qui demandent des études de programme assez minutieuses. Il faut éviter de démarrer avec des études insuffisantes, car les modifications en cours de construction provoquent des retards. Pour un certain nombre de ces opérations, nous ne pouvons donc pas attribuer des crédits d'engagement importants. Mais il faudra que les opérations décidées cette année et engagées pour une faible part, reçoivent l'an prochain des crédits importants pour la première tranche. Ce budget est en vérité une traite sur l'année 1959 et les années suivantes.

La répartition des crédits va vous donner une idée immédiate de leur orientation. Voici les chiffres par secteur par rapport aux chiffres de 1956. Le premier degré est en diminution d'environ cinq milliards; le supérieur est en augmentation de 12 milliards; il passe à 21 milliards; le deuxième degré de 11 milliards; il passe à 31 milliards; le technique de 10.441 millions passe à 32.550 millions. L'équipement social des cités et restaurants universitaires est en augmentation de 1475 millions et passe à 3928 millions.

Je dois m'expliquer sur les quelques diminutions. La diminution la plus importante affecte les crédits du premier degré. J'avais le désir de consacrer aux enseignements du second degré et supérieur des crédits plus importants, mais je n'ai pas compromis les rentrées de 1958 et 1959.

De 1952 à 1957, on a mis en service 40.000 classes environ dans le premier degré dont 14.000 pour la seule année 1957. Nous avons pu accueillir 1.500.000 élèves supplémentaires dans le premier degré, y compris les élèves des écoles maternelles et des cours complémentaires.

Nous avons pu faire beaucoup de progrès parce que les groupes atteignent facilement 30 millions parce que les groupes atteignent facilement 3 classes.

Le développement constant et heureux d'ailleurs des classes maternelles nous impose la construction de 1.000 à 1.200 classes maternelles supplémentaires par an. La vague démographique qui est en nette régression nous imposera en 1958 l'accueil de 103.000 enfants supplémentaires et en 1959 de 64.000 seulement.

Mais les transferts de population dont le poids se fait sentir déjà très lourdement dans le budget des investissements du premier degré nous impose d'accueillir 650.000 élèves supplémentaires en cinq ans, ce qui donne 130.000 élèves supplémentaires par an. Enfin, le taux de scolarisation dans les cours complémentaire nous impose l'accueil de 40.000 élèves supplémentaires.

Pour la rentrée prochaine, nous devons mettre en service 9.000 classes supplémentaires au total. Or, nous avons en portefeuille, en cours d'exécution, 65 milliards de travaux qui permettent la construction d'environ 9.000 à 10.000 classes dont la plus grande partie sera mise en service en octobre prochain. Par ailleurs, les crédits inscrits au budget cette année, pour le premier degré, nous permettent la construction de 6500 classes dont la moitié sera prête pour le mois d'octobre. Nous pourrons donc faire face aux besoins de la rentrée prochaine.

Dans le budget du premier degré, une mention spéciale à la construction des écoles normales primaires. C'est une mesure importante pour l'avenir, pas seulement pour l'accroissement du nombre des élèves maîtres qui se destinent à la carrière d'instituteur, mais aussi pour faire face aux besoins des cours complémentaires. Une des ressources auxquelles nous pourrons faire appel en toute confiance non seulement pour le premier degré, mais aussi pour le second degré est précisément la qualité de nos élèves des écoles normales primaires parmi lesquelles se trouve un grand nombre de sujets capables de préparer avec fruit une licence ou même l'agrégation. C'est là une source à laquelle jusqu'ici on n'a pas encore puisé. J'essaie d'obtenir des finances une prime spéciale pour les agrégés et les justifiés qui enseignent dans les écoles normales primaires. Nous sommes retardés souvent dans la construction des écoles normales par la lenteur des décisions départementales.

Je dois aussi expliquer la question des crédits déconcentrés mis à la disposition des préfets pour les constructions dont le coût est inférieur à 50 millions et qui ont été réduits cette année. Ils passent de 11 milliards à 4 milliards.

Les études faites par la direction des construction et de l'équipement ont montré que les besoins les plus importants sont maintenant les besoins urbains du fait des transferts de population, du fait que de nombreux projets départementaux dépassent facilement 50 millions parce que les groupes atteignent facilement 8 classes.

Je ne peux pas, sauf cas d'urgence, et chaque fois, nous faisons le nécessaire, reconstruire les écoles de village à classe unique si ce n'est pas nécessaire. Je dois faire porter mon effort sur les villes où les groupements favorisent la rapidité et le prix de la construction. Mais la somme qui reste inscrite est suffisante pour faire face aux besoins urgents et de ce côté-là; il n'y a pas de difficulté.

Une autre diminution est appliquée au centre de la recherche scientifique qui reçoit 200 millions de moins que l'an dernier, 4.950 millions. Cette réduction n'a aucune valeur de symbole. Une communication permanente existe encore l'enseignement supérieur et le C.N.R.S. dont les chercheurs travaillent à 90 p. cent dans l'enseignement supérieur. L'excédent de crédits de l'enseignement supérieur profite au C.N.R.S. J'ai choisi entre deux opérations et j'ai choisi l'enseignement supérieur.

Les crédits affectés à l'équipement sportif scolaire seront certainement en très forte augmentation cette année par le nombre des opérations de l'enseignement supérieur, de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique.

L'essentiel, ce sont les augmentations de l'enseignement supérieur. Conformément aux besoins du pays, ce budget marque une nette orientation.

L'Institut national des sciences appliquées de Lyon dont la première tranche a été une réussite que je tiens d'autant plus à signaler que je n'y ai qu'une part administrative, reçoit trois milliards pour la deuxième tranche. Grâce à des procédés nouveaux de construction, grâce à l'enthousiasme de toute une ville et aux facilités qui nous ont été données, l'Institut a accueilli 300 futurs ingénieurs à la date prévue.

L'Institut biologique de Montpellier reçoit 500 millions, l'école nationale supérieure de chimie de Strasbourg 400 millions, l'école électronique de Grenoble, 400 millions; le centre de recherche contre la leucémie à l'hôpital Saint-Louis à Paris, une somme importante. 950 millions supplémentaires sont affectés à l'activité de la nouvelle faculté des sciences de Bordeaux. 700 millions sont attribués à Orsay où les bâtiments pourront recevoir en novembre 1958, 1200 élèves de propédeutique.

La construction de la faculté des sciences de Paris à la halle aux vins a connu des tribulations nombreuses; mais la volonté du ministre n'a jamais pu être suspectée. Où en sommes-nous ? Nous avons dû demander deux nouveaux permis de construire après l'arrêté du Conseil d'Etat qui faisait suite à un jugement du tribunal administratif. Ces permis de construire seront signés

par le ministre de la reconstruction avant samedi et lundi les travaux seront commencés. La S.N.C.F. doit retirer des voies. La ville de Paris doit abattre des arbres, ce que je regrette. Je ne mets dans cette affaire aucune obstination maniaque. Je n'ai de grief contre quiconque. Mais je ne puis pas admettre que l'on reporte encore l'ouverture de ces chantiers. Les crédits sont prévus depuis des années. Les conditions de leur emploi sont difficilement réunies. Je ne puis pas, sous prétexte de conciliation, discuter encore. Il faut absolument commencer. Les travaux sont d'une importance capitale puisqu'ils permettront la rentrée de l'enseignement scientifique à Paris en 1959.

Nous trouvons encore dans ce budget des crédits pour la reconstruction de facultés des sciences auxquelles je donne en ce moment la priorité à Poitiers, Marseille, Lyon, Toulouse, pour l'édification d'une nouvelle faculté de médecine à Rennes et une faculté de droit à Clermont-Ferrand, trois nouvelles facultés des sciences à Nice, Reims et Nantes. Nous avons enfin la création de sept collèges universitaires qui sont des établissements de propédeutique dont certains sont destinés à devenir des facultés par la suite. Ces créations doivent nous permettre de décentraliser l'enseignement supérieur scientifique à le mettre à la portée des étudiants venant du second degré. L'an prochain, d'autres collèges seront encore à créer et je compte poursuivre cette politique de façon que chaque ville ou chef-lieu important possède ses installations d'enseignement supérieurescientifique. C'est la solution du problème du nombre et de la qualité des étudiants en sciences.

Pour les cités et restaurants universitaires, le crédit est très accru cette année. A Paris, nous avons réussi à trouver soit des locaux à utiliser, soit des locaux à reconstruire.

Pour le second degré, le budget prévoit la création de 15 lycées dont cinq à Paris.

Pour le technique, il prévoit la création de trois nouvelles écoles nationales d'ingénieurs d'arts et métiers à Bordeaux, Clermont-Ferrand et Le Havre. Ces ingénieurs estiment que nous allons diminuer ainsi la valeur du titre. Mais à un moment où nous devons former le plus grand nombre d'ingénieurs possible, la proportion des ingénieurs formés par les écoles nationales d'arts et métiers doit rester constante.

Enfin, le budget de l'enseignement technique comporte sept créations d'écoles nationales professionnelles, deux constructions d'internat pour les écoles nationales professionnelles, trois transformations, 15 créations de collèges techniques, la création d'un grand nombre de centres d'apprentissage nouveaux et la réfection de centres d'apprentissage anciens.

du conseil de l'architecture
locaux et les caractéristiques des plans

Ce budget comporte un effort sans précédent de modernisation de l'enseignement du second degré et de l'enseignement supérieur. Mais il faut tenir les programmes. J'en viens à une partie que je crois importante de cet exposé, c'est l'utilisation de nos crédits. La direction de l'équipement universitaire et scolaire a un an d'exercice. On peut juger ses résultats. Il existe encore des retards et des lenteurs, mais dans bien des cas, ils ne sont pas dus à l'administration centrale. Maintenant, nous sommes assurés de pouvoir faire face à nos opérations de construction si lourdes soient-elles. C'est la première fois depuis de nombreuses années que les crédits de report n'augmentent pas. Ils ont diminué cette année de 50 p. cent malgré les augmentations considérables des crédits pour la construction.

En 1956, il restait 41 milliards de crédits de programme à engager. Il n'en reste que 21 milliards cette année. Nous avons engagé cette année 104.500 millions de construction. Le directeur de l'équipement à la conviction et moi aussi que les crédits de report n'atteindront que le strict minimum nécessaire pour assurer la continuité des travaux.

Cette rapidité dans le rythme d'emploi des crédits, cette accélération sont dues à un certain nombre de mesures prises l'andernier en particulier le décret du 21 mai 1957 qui réorganisait le comité départementale des constructions scolaires et lui accordait compétence jusqu'à 250 millions, l'arrêté du 27 septembre 1957 qui a exempté de permis de construire les bâtiments du second degré de l'enseignement technique comme les bâtiments du premier degré. Elles sont dues également à la déconcentration des crédits de paiement étendue du premier degré à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, à l'extension de la pratique des constructions groupées du premier au second degré et à l'enseignement technique. Nous avons même décidé que dans une même ville quels que soient le nombre et la diversité des constructions, un seul maître de l'oeuvre sera responsable de l'ensemble et cette procédure a déjà été largement utilisée en particulier à Nîmes, Avignon, Dijon, Saint-Nazaire, Montpellier, Alès, Poitiers et ailleurs.

Je viens de compléter ces mesures administratives par deux autres mesures dont vous comprendrez l'importance, d'abord la création d'un service central de la carte scolaire à la direction de l'équipement et ensuite le transfert à la direction de l'équipement de la responsabilité des bâtiments scolaires qui restent à la direction de l'architecture.

Nous étudions en ce moment des plans types et des prix limites pour les constructions du deuxième degré et du technique. Nous ne pourrons plus à l'avenir admettre que le plan de chaque lycée, de chaque école nationale professionnelle sorte complet du cerveau de l'architecte. Quelles que soient les sujétions locales et les caractéristiques qu'il faut sauvegarder, des plans

types seront établis en fonction du nombre d'élèves et des prix limites qu'il ne faudra à aucun prix dépasser seront fixés. Ces plans types et ces prix limites seront étendus aux constructions de l'enseignement supérieur. Nous ne voulons plus de ces monuments qui sont d'ailleurs remarquables, mais qui sont construits pour l'éternité. Aere perennius, comme dit le poète. Nous voulons des bâtiments rapidement construits. Nous en avons fait l'expérience à Lyon. Nous allons la refaire à Paris. Une faculté des sciences doit être construite en deux ans. Il ne faut pas de faculté construite en dix ans avec des retouches, des perfectionnements sur le chantier. C'est terminé. Nous entrons en lutte contre certaines pratiques, certaines ambitions. Il en est ainsi. Outre la rapidité, nous atteindrons des prix inférieurs à ceux qui ont été pratiqués jusqu'ici dans le second degré et l'enseignement supérieur.

L'équipement. J'ai dit que nous aurons un budget de 30.000 millions pour l'enseignement supérieur. Ce budget est destiné à la construction et à l'équipement. Je suis convaincu que, si je pouvais contrôler les travaux au cours de leur exécution avec les données qu'ont les ingénieurs que je demande les économies considérables pourrai-je être réalisées. Au total, je crois que nous avons cette année les moyens correspondant au strict minimum demandé et que nous pourrions aborder avec des chances de succès le plan d'équipement.

Je vais vous parler maintenant du budget de fonctionnement et examiner essentiellement la question du recrutement. Ce budget comporte plus de 30.000 créations d'emplois, chiffre bien supérieur à celui de l'an dernier ; malheureusement, je ne suis pas si sûr que nous serons en mesure de pourvoir ces nouveaux emplois, la crise du recrutement continuant à être très aiguë. Dans le second degré, les vacances atteignent environ 7 % des postes, avec une moyenne supérieure pour l'enseignement scientifique. Pour l'enseignement technique, les vacances touchent 12 à 13 % des postes et toucheraient 20 % pour l'enseignement technique spécialisé.

Cette crise du recrutement entraîne le surpeuplement des classes, compromet le niveau des études et provoque le surmenage des professeurs. Nous sommes menacés d'une crise encore plus grave au cours des prochaines années du fait de l'augmentation considérable des effectifs et seule une politique à long terme pourra nous permettre d'apporter une solution à ce problème. Prendre garde à un certain raisonnement qui voudrait que, d'ici là, nous ne nous contentions que de petites mesures pour parer au plus pressé, sans essayer d'améliorer le niveau du recrutement. Ce raisonnement est une erreur profonde car, non seulement le nombre des professeurs nous sera nécessaire mais aussi leur qualité. Il faut, comme autrefois, que leurs élèves se dirigent vers l'éducation nationale ; ce n'est qu'avec les meilleurs de nos enfants que nous pourrions former des techniciens, des chirurgiens,

En ce qui concerne l'expropriation d'urgence, la loi-cadre ne suffit pas et des textes sont en cours d'élaboration. Il en est de même pour la revision des taux de subventions, en particulier pour les collèges techniques ; les communes-dortoirs se trouvent, en effet, responsables de charges qui ne comportent, pour elles, aucune partie bénéficiaire.

Nous avons demandé à plusieurs reprises l'augmentation du personnel technique de la direction de l'équipement. J'ai sollicité plusieurs fois M. le président du conseil pour qu'il mette à ma disposition des ingénieurs des travaux publics car j'ai besoin de techniciens pour participer à la construction et la contrôler. Je suis convaincu que, si je pouvais contrôler les travaux au cours de leur exécution avec les douze ou quinze ingénieurs que je demande, des économies considérables pourraient être réalisées. Au total, je crois que nous avons cette année les moyens correspondant au strict minimum demandé et que nous pourrions aborder avec des chances de succès le plan d'équipement.

Je vais vous parler maintenant du budget de fonctionnement et examiner essentiellement la question du recrutement. Ce budget comporte plus de 30.000 créations d'emplois, chiffre bien supérieur à celui de l'an dernier ; malheureusement, je ne sais pas si nous serons en mesure de pourvoir ces nouveaux emplois, la crise du recrutement continuant à être très aiguë. Dans le second degré, les vacances atteignent environ 7 % des postes, avec une moyenne supérieure pour l'enseignement scientifique. Pour l'enseignement technique, les vacances touchent 12 à 13 % des postes et quelquefois 20 % pour l'enseignement technique spécialisé.

Cette crise du recrutement entraîne le surpeuplement des classes, compromet le niveau des études et provoque le surmenage des professeurs. Nous sommes menacés d'une crise encore plus grave au cours des prochaines années du fait de l'augmentation considérable des effectifs et seule une politique à longue échéance nous permettra d'apporter une solution à ce problème. Prenons garde à un certain raisonnement qui voudrait que, d'ici là, nous ne nous contentions que de petites mesures pour parer au plus pressé, sans essayer d'améliorer le niveau du recrutement. Ce raisonnement est une erreur profonde car, non seulement le nombre des professeurs nous sera nécessaire mais aussi leur qualité. Il faut, comme autrefois, que les meilleurs élèves se dirigent vers l'éducation nationale ; ce n'est qu'avec les meilleurs de nos enfants que nous pourrions former ces techniciens, ces chirurgiens,

ces hommes de qualité sur lesquels repose l'avenir du pays.

La carrière enseignante présente moins d'attraits parce qu'elle est concurrencée très durement par les avantages qu'offrent les situations du secteur privé et même celles de certains secteurs de la fonction publique. Ces avantages portent sur les traitements, mais il y a aussi un attrait humain de la carrière dont il faut tenir compte. Aux yeux de beaucoup la carrière d'un technicien est, non seulement plus moderne et mieux rémunérée, mais suscite aussi un attrait humain plus grand à côté de la carrière enseignante qui doit s'exercer dans de mauvaises conditions, les classes étant surpeuplées. D'autre part, les avantages de l'enseignement qui étaient autrefois un privilège, se sont généralisés, qu'il s'agisse des vacances ou des retraites.

Nous assistons en France, à cette pénurie d'enseignants dont il faut discerner clairement les causes pour les combattre efficacement. Elle intervient au moment où nos examens et nos concours sont précisément les plus difficiles, surtout dans l'ordre scientifique. La commission pour le recrutement des scientifiques, qui vient d'achever ses travaux, déclare elle-même que le niveau de la licence de mathématiques ou de physique et celui de l'agrégation de sciences ont considérablement augmentés du fait de l'inclusion, dans les programmes, de l'étude des nouvelles découvertes de la science. Or, c'est à ce moment que les enseignants sont le moins avantagés par rapport aux professions des secteurs privé et semi-public. La solution de ce problème est capitale pour notre avenir ; il n'y a pas maintenant pour notre pays de devoir plus important que celui de trouver des enseignants. Ou bien, dans les cinq ans qui viennent nous aurons suffisamment de professeurs qualifiés, ou bien nous devrons renoncer à certains de nos objectifs.

Au sujet de la parité avec d'autres secteurs de la fonction publique, j'observe que lorsqu'on a établi la grille de la fonction publique, on n'a pas prouvé qu'il faudrait, par priorité, des enseignants. Les questions de parité ne devraient pas exister en face de la mission primordiale de notre Département. Nous pouvons combattre la pénurie des enseignants par des mesures de détresse et des mesures qui se réclament d'une politique plus nettement caractérisée.

La commission pour le recrutement des scientifiques m'a présenté un certain nombre de propositions que je suis en train d'examiner avant de soumettre mes décisions au Conseil supérieur de l'éducation nationale. Le sujet est si important, que je viendrais volontiers, si vous le jugiez utile, vous entretenir des propositions de la commission pour le recrutement des scientifiques et des décisions que j'aurais prises. Cette commission me propose de réformer

les examens et les concours en ce qui concerne les licences et les agrégations et de mieux préparer les candidats à ces examens et à ces concours. Je pense que l'attrait humain de la carrière enseignante doit être augmenté du fait de l'extension de la recherche et de l'enseignement supérieur. Les mesures que nous prenons pour augmenter les moyens mis à la disposition de l'enseignement supérieur et de l'enseignement technique doivent nous permettre d'obtenir des résultats.

Nous avons en vue les réformes déjà commencées dans l'enseignement du second degré (arrêté du 26 mars 1956, décret du 16 octobre 1956, etc....).

Pour le recrutement des contractuels, je puis vous apporter aujourd'hui les résultats de cette expérience. Nous avons retenu environ le tiers des demandes présentées; il s'agit d'une mesure tout à fait provisoire et il n'y a pas à redouter qu'elle se généralise à l'avenir. Nous aurions certainement eu plus de succès d'une part, si tous les candidats possibles avaient été avertis suffisamment et, d'autre part, si les contractuels acceptaient de servir dans des villes où ils ne résident pas.

Enfin, une mesure vient d'être prise en ce qui concerne les retraités. Il n'est pas question de retarder l'âge de la retraite et on se heurte à l'impossibilité de cumuler le traitement et la retraite. Toutefois, j'ai obtenu de la Présidence du conseil un cumul qui va jusqu'à 150 % du traitement perçu dans la dernière année d'activité, c'est à dire que si un professeur devant partir à la retraite désire continuer à enseigner, il peut rester et toucher 50 % de plus que ce qu'il percevait dans sa dernière année d'activité. C'est une mesure attrayante qui devrait donner des résultats dans beaucoup de cas. Je vais la porter à la connaissance des personnels intéressés et je pense qu'elle nous permettra d'avoir un nombre de professeurs assez importants pour la rentrée prochaine.

Une autre mesure à plus longue échéance tend à augmenter à l'extrême limite les promotions des écoles normales supérieures et des écoles normales primaires. Le prochain plan d'équipement doit comporter des moyens d'extension et de construction considérables pour les écoles normales supérieures. Nous avons, cette année, un grand développement et une amélioration très importante du fonctionnement des I.P.E.S. (Instituts de préparation aux enseignements du second degré.) Le candidat à l'enseignement, dès son succès à la propédeutique, pourra bénéficier du traitement d'un professeur stagiaire, ce qui est un avantage très important. L'an dernier, nous avons mis 2.500 postes au concours sur titres. Nous n'avons pu les

pourvoir qu'à moitié avec les candidats de la première année, titulaires de la propédeutique.

Les I.P.E.S. étaient assez mal connus et diffamés; on m'a même cité le cas de fonctionnaires qui auraient détourné les étudiants de leur projet d'entrer dans ces instituts. Les étudiants ont fait eux-mêmes une campagne assez véhémente contre les I.P.E.S. parce qu'ils estiment qu'ils établissent une discrimination entre eux. Nous avons pu maintenir les I/P/E.S. par des concours supplémentaires et je crois que la mesure d'amélioration que nous allons prendre et dont le principe est décidé, va nous permettre de lever les dernières réticences. Cette année, ces instituts vont recevoir 6.200 élèves supplémentaires et nous améliorons dès maintenant les conditions de séjour et de traitements. Nous allons obtenir la validation des services accomplis dans les I.P.E.S. pour que les étudiants en bénéficient dans leur carrière; de plus, nous arriverons à ce qu'ils profitent de toutes les lois sociales comme les autres étudiants.

D'autre part, alors que le ministère des finances n'avait accepté que deux années de séjour dans un I.P.E.S., nous demandons que le séjour des étudiants y soit prolongé jusqu'à la préparation du diplôme et de l'agrégation.

D'autres mesures concernent l'amélioration des traitements. Il y a d'abord les indices des élèves-maîtres des écoles normales primaires, qui étaient de 110 en première année et de 175 en deuxième année; ils passent tous à 185 depuis le décret du 27 août 1957.

Par ailleurs, les élèves-maîtres délégués à la sortie des écoles normales primaires qui ont achevé leur formation professionnelle voient leur indice passer de 185 à 200.

Les élèves des I.P.E.S. qui avaient 185 comme indice de traitement d'élèves-professeurs, ont maintenant 200. Enfin, l'indice des élèves licenciés des centres pédagogiques régionaux ont été portés de 225 à 250.

Une autre mesure de nature certainement à favoriser le recrutement des instituteurs remplaçants, est le bénéfice des petits congés que j'ai obtenus pour eux depuis l'an dernier.

Il faut permettre aux enseignants de parvenir très rapidement à des traitements suffisants. Dans cet ordre d'idée j'ai pu augmenter de 30 % l'indemnité de charges administratives et le budget comporte une mesure

très importante qui accélère considérablement les débuts de carrière. 1 milliard, 9 sont nécessaires pour financer cette mesure qui doit s'appliquer à partir du 1er octobre mais qui ne figure au budget qu'avec la mention "mémoire". Le ministère des finances m'a demandé, en effet, de dégager ces 1 milliard, 9 sur mon budget. Je ne peux le faire que sur les crédits reportés en fin d'exercice. (le calcul étant fait sur une moyenne des traitements, il y a un reliquat en fin d'année) et il est incontestable que j'aurai des difficultés énormes pour dégager cette somme. Toutefois, il est bien entendu que si je n'y arrive pas, il faudra que le ministère des finances m'accorde les crédits nécessaires. Cette mesure profite également aux professeurs de l'enseignement technique comme aux assistants et aux chefs de travaux de l'enseignement supérieur.

Les professeurs de l'enseignement technique se plaignent de n'être pas aussi avantagés que les autres. C'est inexact, la somme des avantages est absolument la même pour eux ; ils bénéficient en particulier de la validation des 2/3 des services accomplis dans l'industrie à partir de l'âge de 20 ans jusqu'à celui de 25 ans.

La prime de recherche a été payée à tous les ayants-droits. Instituée l'an dernier, elle est attribuée aux professeurs de l'enseignement supérieur comme aux chercheurs du C.N.R.S.. Elle comporte un supplément de 20 % du traitement moyen dans la catégorie. Nous avons seulement diminué le pourcentage pour les professeurs titulaires des nouvelles échelles Lettres, car il nous a semblé qu'il valait mieux répartir la prime en fonction de l'avantage et donner 20 % à tous ceux qui ne bénéficiaient pas de ces échelles Lettres. Une commission interministérielle va étudier les redressements indiciaires pour les enseignants, ce qui met en jeu tout le problème des indices. Je pense que nous pourrions obtenir des résultats très intéressants.

Je vais vous donner des explications très brèves sur le reste du budget.

En ce qui concerne le chapitre des bourses, une commission de démocratisation m'a présenté, en 1956, des suggestions que j'avais pris l'engagement de faire passer dans la réalité. L'an dernier, j'ai déclaré, au Conseil de la République comme à l'Assemblée nationale, que ce serait la dernière année aussi fâcheusement déficiente pour les bourses. J'ai tenu ma promesse puisque le budget

de cette année comporté des mesures très importantes pour les bourses. Il s'agit d'une augmentation considérable - et je crois sans précédent, puisqu'elle dépasse largement 4 milliards de crédits supplémentaires. Ainsi, pour l'enseignement supérieur, il n'y avait, l'an dernier, que 1700 bourses supplémentaires, alors que, cette année, j'ai pu en obtenir 8.000, leur taux passant de 120 à 140.000 francs, avec une augmentation correspondante pour les élèves des classes qui préparent aux grandes écoles. 4.000 de ces bourses devaient être attribuées le 1er janvier, mais le retard subi par le vote budgétaire nous a empêchés de le faire.

Dans le second degré, l'enseignement technique et les cours complémentaires, 53.000 bourses nouvelles sont prévues cette année au budget avec une augmentation, non seulement de nombre mais aussi de taux.

Le budget comporte l'amélioration du régime des bourses par l'amorce d'une refonte appelée à avoir un grand retentissement et qui est, à mon avis, une mesure de démocratisation décisive. En quoi consiste cette refonte du régime des bourses qui figure au budget pour la somme de 250 millions ? Les bourses étaient attribuées jusqu'à présent en fonction de la situation scolaire des élèves ; avec le nouveau régime, on ne tiendra compte que des ressources des familles ; que l'élève soit interne, demi-pensionnaire ou externe, il aura la même bourse. Les bourses d'entretien vont être portées au taux des bourses d'internat car il n'y a pas de raison qu'une bourse d'entretien soit le quart et quelquefois le cinquième d'une bourse d'internat. Les externes sont souvent des enfants d'ouvriers ou de paysans et ils doivent recevoir la même bourse que s'ils étaient internes.

Cette mesure est inscrite pour 250 millions parce que, d'une part, elle ne vise que le dernier trimestre et d'autre part, elle ne s'applique qu'aux élèves qui entrent cette année en sixième. La refonte du régime des bourses va se faire progressivement et l'an prochain, nous devons prévoir, non seulement 750 millions pour l'année entière, mais aussi 1 milliard pour les élèves qui entreront en sixième, soit un total de 1.750 millions. Vous voyez la progression qui va en résulter !

D'autre part, j'ai pris un certain nombre de mesures administratives et décrété que les bourses seraient automatiquement reconduites. Un enfant qui aura bénéficié d'une bourse dans le second degré pourra automatiquement, s'il réussit à ses examens, avoir une bourse dans l'enseignement supérieur, sans avoir à présenter une demande et des pièces justificatives. J'ai créé un service unique des bourses parce qu'il était navrant de voir les dossiers changer de direction si l'enfant

changeait d'enseignement.

En ce qui concerne la commission d'attribution des bourses, un décret accorde une part plus large aux parents des élèves qui doivent pouvoir faire entendre leur voix en face d'une administration financière qui ne juge pas toujours équitablement. C'est ainsi que l'estimation des ressources d'agriculteurs habitant certaines régions déshéritées n'est pas tolérable. J'ai vu refuser des bourses à des personnes qui ne bénéficiaient que de revenus théoriques et qui auraient mérité de les recevoir pour leurs enfants. Il est entendu que parmi les parents des élèves qui seront désignés pour faire partie de la commission, il y aura un représentant des agriculteurs. Dès cette année, j'ai demandé à mes recteurs de ne pas hésiter à appeler en consultation le directeur des services agricoles chaque fois qu'il y aura un litige à propos de l'attribution d'une bourse à un enfant de paysan.

Par ailleurs, je vous signale que nous avons décidé la création en province de 30 centres de promotion supérieure du travail.

En ce qui concerne le budget des arts et des lettres, de longues explications seraient encore nécessaires et je crois qu'il est préférable que je revienne la semaine prochaine devant votre commission. (assentiment.)

Je vais conclure en disant que je suis le premier à me rendre compte que tout est loin d'être résolu. J'ai cependant le droit de déclarer que le budget de mon ministère traduit un effort sincère et sérieux et apporte, sur beaucoup de points, des améliorations considérables. Par conséquent, j'ai le droit de vous demander de le considérer comme tel et de l'adopter.

M. LE PRESIDENT. Monsieur le ministre, nous vous remercions de votre exposé remarquable et si précis.

La parole est à M. Chapalain.

M. CHAPALAIN. Monsieur le ministre, nous avons tous été très intéressés par les renseignements que vous venez de nous donner. Vous avez regretté que le budget de l'éducation nationale n'ait pas été voté en temps voulu malgré la réforme prévue par le décret de juin 1956. Je voudrais un peu défendre le Parlement dans cette affaire. Vous savez que la loi organique prévoit que le Gouvernement doit présenter le budget avant le 15 décembre, ce qui

n'a pas été possible en raison de la crise gouvernementale. L'article 62 stipule que, dans ce cas, on présente les grands ensembles et on vote par tranches. Je souhaite, qu'à l'avenir, dès le 1er janvier, vous soyez en possession des crédits nécessaires et surtout des crédits d'investissements. Il faut compter un mois ou un mois et demi de formalités administratives pour que les collectivités puissent commencer l'étude technique des projets, si bien que les travaux ne pourront probablement être mis en adjudication qu'au mois de juillet. En 1958, nous serons donc très handicapés à la rentrée d'octobre en matière de constructions scolaires et les mesures provisoires qu'il faudra prendre coûteront cher au ministère de l'éducation nationale et aux collectivités locales.

J'ai déjà attiré votre attention sur cette question par des questions orales, ce qui a d'ailleurs permis au ministère de l'éducation nationale de faire débloquer 30 milliards de crédits. Je souhaite que cette situation ne se reproduise pas ; ces longs délais représentent en effet une perte d'argent étant donné que les prix seront encore en hausse pendant un certain nombre de mois.

Je voudrais vous entretenir maintenant de la question du recrutement des maîtres. En ce qui concerne les maîtres primaires, vous n'ignorez pas que, dans presque tous les départements, il y a des centaines de vacances, qu'on ne peut plus trouver d'intérimaires et que l'on est obligé de recruter des personnes qui n'ont pas les diplômes voulus. Je reconnais l'effort énorme que vous avez déployé pour le recrutement des maîtres de l'enseignement ~~des maîtres~~ du premier degré. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous quand vous dites : "Nous allons consacrer des crédits importants pour la construction des écoles normales." Vous pourriez obtenir le renforcement du cadre des maîtres du premier degré, si vous décidiez du jour au lendemain que les années d'école normale ne seraient que des années pédagogiques et si vous recrutiez des bacheliers directement à la sortie du lycée. Je sais que les bacheliers ne se dirigent pas automatiquement vers l'enseignement, mais si on leur consentait un certain nombre d'avantages pour les attirer, en très peu de temps vous pourriez tripler le nombre de maîtres du premier degré. Par conséquent, je crois qu'il est tout à fait inutile de dépenser des milliards pour la construction d'écoles normales, alors que, par ce moyen, il vous serait possible d'obtenir très rapidement des maîtres pour l'enseignement du premier degré. Bien sûr, on ne pourra

trouver des maîtres que si on revalorise les indices des traitements.

Vous savez que l'armée utilise des affiches en faveur des carrières militaires ; vous pourriez de même, monsieur le ministre, entreprendre une campagne de publicité pour le recrutement des maîtres de l'éducation nationale.

M. LE MINISTRE. Il n'y a pas d'affiches sur les murs, mais une campagne est organisée dans les lycées.

M. CHAPALAIN. Ce n'est pas suffisant. Il faut que cette campagne soit faite auprès des familles qui décident souvent de l'avenir des enfants.

Le troisième point dont je veux vous entretenir concerne la construction rapide des établissements scolaires. J'aurais souhaité que, profitant de l'expérience du premier degré, on ait pour le second degré des choses toute prêtes.

M. LE MINISTRE. C'est ce qu'on fait.

M. CHAPALAIN. Je suis d'accord, mais je vous mets en garde contre ceci : Si le Gouvernement a fait un effort, en ce qui concerne l'accélération et la normalisation de la construction et si on est arrivé à construire une unité de logement en 1000 heures, - d'une façon générale, en France, 2.800 heures sont pratiquement encore nécessaires. Si vous transposez cette formule sur le plan de l'éducation nationale, les résultats ne seront pas beaucoup plus vite atteints.

M. LE MINISTRE. En ce qui concerne le retard qu'a subi le vote des crédits d'investissements, je n'ai pas dit, et je ne pense pas que ce soit le Parlement qui soit responsable. Je crois qu'il y a là une situation très fâcheuse et qu'il est nécessaire qu'elle ne se renouvelle pas à l'avenir. La question que j'ai posée est très importante et très générale : il faudrait que le Parlement et le Gouvernement prissent des dispositions d'abord pour que jamais le vote des crédits du ministère de l'éducation nationale ne soit retardé après le 1er janvier, ensuite pour qu'à l'avenir, la non actualité du budget ne joue pas. D'autres ministères demanderont la même exception, mais pas un seul n'a à

faire face à des échéances aussi précises et impérieuses que le nôtre, puisque c'est toujours à la rentrée que le problème se pose. Si le Parlement faisait injonction au Gouvernement en donnant l'exemple d'une discussion prioritaire du budget en temps utile, nous serions préservés pour l'avenir. Si j'ai pu obtenir le déblocage du quart de mes crédits - ce qui est insuffisant d'ailleurs - ce n'est pas du Gouvernement lui-même, mais grâce, précisément, aux commissions parlementaires.

J'ai pu engager les opérations les plus urgentes, en particulier pour l'enseignement du premier degré. Pour les autres crédits d'investissements du premier degré, il ne me faudra pas attendre jusqu'au 1er juillet pour les engager car nous avons procédé comme si nous pouvions engager les opérations. Dès que le budget est voté, nous lançons nos adjudications.

M. CHAPALAIN. Vous connaissez les délais administratifs !

M. LE MINISTRE. Nous les avons réduits dans beaucoup de cas ; ainsi, l'année dernière, des constructions commencées au mois de mars ont pu être achevées en fin d'année.

M. CHAPALAIN. Je crois que les 25 milliards supplémentaires que vous avez obtenus ne sont peut-être pas suffisants pour couvrir les adjudications indexées que vous avez passées pour les exercices précédents.

M. LE MINISTRE. Les prix ne sont pas, heureusement, en augmentation aussi sensible qu'on pourrait le craindre. En effet, la pratique des commandes groupées a permis de stabiliser les prix et nous avons pu traiter pendant très longtemps aux prix de 1956. Les nouvelles méthodes d'application du groupement des commandes nous ont permis d'obtenir des diminutions importantes par rapport aux prix pratiqués autrefois pour les constructions destinées à l'enseignement du second degré et à l'enseignement supérieur.

Enfin, à l'heure actuelle, des entrepreneurs n'ont plus de travail et consentent à des rabais ; c'est le moment de mettre en oeuvre ces méthodes qui demandent peut-être une industrialisation de la construction, mais que les entreprises sont prêtes à appliquer dans le cadre du plan de cinq ans.

D'autre part, pour les maîtres primaires, vous avez fait état de centaines de vacances dans presque tous les départements. Ce n'est pas exact. Pour la rentrée de 1957, nous avons eu beaucoup moins de mal à trouver des remplaçants, mais cette petite détente ne signifie pas que la situation soit bonne. Vous proposez une formule ingénieuse pour tripler les promotions de normaliens en disant : "Réservez vos écoles normales aux bacheliers et laissez vos primaires dans vos collèges." Je crois au bénéfice de l'école normale, si on lui donne tous les moyens d'enseignement qui lui sont nécessaires. Cette entrée à l'école à 18 ans risquerait de retirer un grand nombre de candidats aux écoles normales puisque beaucoup sont candidats parce qu'ils sont boursiers à l'âge de 15 ans et qu'ensuite, ils ont un traitement. Le bénéfice de l'école normale sur le lycée est certain. Nous sommes obligés d'agrandir nos écoles normales dans tous les départements où il y a suffisamment de candidats et nous devons construire en Seine-et-Oise et dans la Seine, parce que nos écoles normales doivent devenir le séminaires pédagogiques des remplaçants. Quand la situation sera un peu moins tendue, il faudra donner enfin à ces remplaçants leur formation pédagogique par un séjour assez long dans les écoles normales. Il sera nécessaire, par conséquent, que ces écoles normales abritent encore plus de personnel que maintenant.

Vous avez évoqué aussi la question de la revalorisation des traitements des enseignants. J'en suis le premier partisan puisque j'ai obtenu la réunion d'une commission à ce sujet. Si nous accordons un traitement préférentiel au personnel de l'éducation nationale, les autres fonctionnaires, alignés sur les mêmes indices, vont demander le bénéfice des mêmes augmentations. Le principal obstacle est donc la grille de la fonction publique ; comme notre personnel n'a pas été suffisamment traité favorablement dans cette grille, nous risquons d'avoir chaque fois toutes les peines du monde pour élever les indices et les traitements. J'estime qu'il faut revaloriser les traitements de notre personnel sans tenir compte des répercussions possibles sur les autres catégories de fonctionnaires. L'opinion publique et le Parlement savent que l'éducation nationale est prioritaire puisque les traitements de tous les autres fonctionnaires dépendent très exactement de la prospérité matérielle que seul le nombre de nos chercheurs et de nos ingénieurs formés par nos professeurs doit assurer. Je souhaite que, pour une fois, on ne parle plus de parité du traitement et que la Nation consente un sacrifice particulier pour l'éducation nationale, car ce problème est capital.

En ce qui concerne la campagne pour l'orientation vers l'enseignement, nous la faisons dans tous nos établissements. Nous ne mettons pas d'affiches sur les murs, mais les parents sont avertis de l'intérêt que peuvent présenter les carrières de l'enseignement.

Le représentant des syndicats me disait : "En faisant une campagne sur la misère des traitements des enseignants, nous nous rendons compte que nous détournons des candidats enseignants de la carrière universitaire."

Il m'a déclaré que si la revalorisation des indices était obtenue, les traitements seraient considérés par les syndicats comme suffisants.

Il y a beaucoup de pays où les enseignants sont beaucoup plus mal payés qu'en France. Certes, ce n'est pas une consolation suffisante pour les enseignants français qui doivent être payés décemment, mais on peut constater qu'en Amérique, un professeur du second degré touche les mêmes appointements qu'un balayeur.

M. CHAPALAIN. Il faut considérer le standing de vie qui règne là-bas.

M. LE MINISTRE. Il est évidemment le même *pour chacun d'eux.*

Je crois que nos traitements commencent à devenir plus intéressants. Il faut que nos jeunes aient le sentiment que la carrière d'enseignants est une carrière active qui ne les condamne pas à faire toute leur vie un grand nombre d'heures supplémentaires pour pouvoir vivre.

La réforme de l'enseignement, c'est la prolongation de la scolarité et l'orientation qui doit intervenir entre onze et treize ans. Il est évident que si nous ne faisons pas cet enseignement moyen d'orientation, nous aurons, dans le second degré et dans l'enseignement technique, un afflux énorme d'enfants qui risqueront de rencontrer dans la vie beaucoup de déboires parce que nous n'aurons pas permis aux familles de juger exactement de l'avenir qui les attendait. Il ne faut pas que les enfants se dirigent anarchiquement vers des enseignements qui ne leur sont pas destinés et deviennent plus tard des ratés et des aigris. C'est pourquoi, à cet égard, sans réforme de l'enseignement, nous risquons d'aller à une catastrophe et de dépenser des sommes énormes pour un résultat décevant.

Avec ou sans réforme de l'enseignement, nous sommes obligés de faire les mêmes dépenses et il vaut mieux que ces dépenses soient rentables.

M. SOUTHON. Monsieur le ministre, pensez-vous que la réforme de l'enseignement pourra être inscrite effectivement à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ?

M. LE MINISTRE. La déclaration ministérielle d'investiture plaçait cette réforme après la réforme constitutionnelle, la réforme électorale et le vote des budgets. Elle devrait, par conséquent, venir dans l'ordre fixé, soit avant, soit après les vacances de Pâques. Ne doutez pas, monsieur Southon, que je le demanderai très instamment et que je mettrai dans cette demande tout le poids de l'intransigeance que je pourrai formuler.

Entre temps, on a inscrit la réforme de l'enseignement à l'ordre du jour législatif de l'Assemblée nationale, mais ceci n'avance pas la date de la discussion, car cet ordre du jour législatif n'est discuté que le mardi matin et un certain nombre de projets peut-être moins importants, mais en tout cas très intéressants pour les députés, vont demander des heures et des heures de discussion avant la réforme de l'enseignement. Je n'accepterai pas que l'on discute de cette réforme le matin de chaque mardi comme on a discuté pendant deux ans du code du travail de la France d'outre-mer. Il n'y aurait pas de meilleur moyen de la discréditer. Quand son tour viendra dans l'ordre des questions évoquées par le Président du Conseil dans sa déclaration ministérielle, je demanderai que l'on poursuive la discussion jusqu'à achèvement.

Mme DERVAUX. J'ai été informée que les subventions accordées jusqu'à maintenant pour les constructions de classes provisoires étaient supprimées étant donné la rapidité avec laquelle on pouvait construire en dur. Pouvez-vous me confirmer ou m'infirmer cette information ?

M. LE MINISTRE. A priori, ces subventions sont maintenues. Vous m'indiquerez le lieu où ses subventions auraient été supprimées.

M. CHAPALAIN. Pratiquement, il n'y a pas de différence.

M. SYMPHOR. Ne pensez-vous pas accorder une attention toute particulière au problème de l'enseignement du premier degré dans les départements d'outre-mer. Je ne voudrais pas faire de particularisme, mais ce problème demande une solution particulière tant du fait du coefficient de démographie que des retards à combler et des conditions géographiques.

Vous avez diminué les subventions accordées aux préfets parce que le problème était plus urbain que rural. C'est l'inverse qui se produit dans les départements d'outre-mer. Si vous placez les départements d'outre-mer dans un principe général vous risquez d'aller à l'encontre du but que vous poursuivez.

M. LE MINISTRE. Vous me permettez d'évoquer la question douloureuse de l'enseignement dans les pays d'outre-mer. Ce secteur souffre de graves insuffisances dans tous les ordres d'enseignement et nous n'arrivons pas, du fait des complications et des difficultés appréciables, à résoudre la question.

Le budget de 1958 marque un progrès sur celui de 1957 surtout en ce qui concerne le second degré, mais ce progrès est encore très insuffisant. Pour l'enseignement de la France d'outre-mer, nous ne sommes pas seuls responsables car le F.I.D.O.M. est intéressé.

Nous avons demandé l'inscription au plan d'équipement quinquennal de crédits importants pour tous les ordres d'enseignement: 10 milliards pour le premier degré pour cinq ans; 6 millions pour le technique et pour l'enseignement supérieur aux Antilles et à La Réunion. Ces chiffres permettent d'assurer trois à quatre milliards par an aux départements d'outre-mer pendant cinq ans à partir de 1958. Le F.I.D.O.M. n'accepte pas ces chiffres car il craint que l'on accorde moins à d'autres catégories d'investissements. J'insiste beaucoup parce que c'est la chance des territoires d'outre-mer qui se joue en ce moment.

M. SYMPHOR. Nos départements sont traités en partie par l'éducation nationale et en partie par la France d'outre-mer. Nous ne savons pas exactement à quel moment nous sommes poisson et à quel moment nous sommes chèvre. Un effort de scolarisation a été fait. La Martinique qui est le 74ème département par sa superficie est le 90ème par la population et le 20ème par la scolarisation. L'action de l'école libre ne s'exerce pas. Dans la Martinique, 650 enfants seulement fréquentent les écoles privées. Si l'enseignement public ne peut recevoir les enfants, l'enseignement privé les attirera.

Le problème est rural. La Martinique a très peu de communes. Des grandes écoles ont été construites dans les centres. L'inscription est assurée, mais pas la fréquentation. Il suffit de peu de choses pour que les enfants ne viennent pas à l'école. Des écoles rurales sont nécessaires pour assurer la liaison entre ces grands centres. Je demande que votre passage soit aussi fécond pour nous que pour la métropole.

M. LE MINISTRE. L'effectif des élèves du premier degré est de 150.000 dans les départements d'outre-mer. Il doit atteindre 191.000 en 1962. Pour faire face à cette augmentation, 1160 classes doivent être construites; 760 classes vétustes doivent être remplacées. De nombreuses classes sont surchargées. Enfin la pénurie de logements rend indispensable la construction de 950.000 logements. Pour cela, il faut 10 milliards.

Voilà nos propositions. Des interventions devraient se produire auprès du F.I.D.O.M. pour que nos propositions ne soient pas rognées sur sa demande et qu'il reconnaisse le caractère prioritaire de l'éducation nationale. Vous êtes placé pour intervenir dans ce sens.

M. SYMPHOR. Tous les crédits devraient être inscrits à l'éducation nationale pour nous éviter de nous battre sur deux fronts.

M. LAMOUSSE. Songe-t-on rue de Grenelle au problème qui est à mon avis très important de l'allègement des programmes dans tous les ordres d'enseignement et en particulier dans le premier degré ? Il y a une cinquantaine d'années, à l'école communale,

constitué un passage entre le premier et le second degré, les
CONSEIL DE GUYANNE devraient être remplacés par la polyvalence. Les

on apprenait à lire, à compter et à s'exprimer correctement, laissant pour plus tard le soin d'apprendre à écrire. Maintenant le programme est tellement surchargé que je me sens de plus en plus éloigné du niveau du certificat d'études primaires. Cette question commande la réforme de l'enseignement.

Je voudrais aussi évoquer la question des manuels dont les textes ne me paraissent pas toujours convenir aux enfants auxquels ils sont destinés. Je voudrais citer un exemple: un éditeur avait constaté qu'un manuel de l'enseignement du premier degré ne se vendait pas. Il le sortit en trois couleurs et ce fut un succès extraordinaire. Cette anecdote suffit à condamner le système.

M. LE MINISTRE. Vous posez là une question que nous ne cessons de nous poser à nous-mêmes. L'allègement des programmes est une nécessité absolue. Mais il ne dépend pas seulement des instructions que nous pouvons donner. Nous avons pris dans ce sens un certain nombre de mesures à commencer par la suppression des devoirs à la maison. Mais les hommes sont ainsi faits qu'ils reviennent toujours, en dépit des instructions ministérielles, à leur façon propre d'enseigner, et j'ai appris que, dans certains cas, on en revenait à ce régime.

M. LE PRESIDENT. Peut-être à la demande des parents.

M. LE MINISTRE. Notre enseignement n'a cessé de s'encombrer au fur et à mesure que les lumières étaient plus répandues et on a enseigné dans le premier degré ce qui était réservé au second degré pour lui donner une dignité, ou ce que l'on jugeait tel, comparable à celle du second degré. Nos maîtres et nos maîtresses cherchent à donner à l'enfant qui ne continuera pas au delà de l'école primaire des connaissances dont il aura besoin pour la suite de son existence. La prolongation de la scolarité permettrait l'institution, à partir de 11 ans, d'un véritable second cycle du premier degré.

Ceci est vrai aussi pour le second degré. Les différentes disciplines sont enseignées à l'enfant comme s'il devait devenir professeur dans chacune des spécialités. Par exemple, on enseigne l'anglais en anglais. L'intention est peut-être louable, mais le professeur est obligé de se livrer à toutes sortes de mimiques. De plus, toutes les disciplines veulent donner des devoirs à la maison. Même en musique, on fait découper des notes dans du carton et dans du papier et on le fait colorier. Mais nous sommes désarmés pour combattre ces excès car nous avons affaire à forte partie. Les inspecteurs généraux ne sont pas d'accord avec nous.

Le résultat est le surmenage et il faut tenir compte encore du surpeuplement des classes. Quel est le remède ? Dans les classes de sixième, de cinquième et de quatrième, dont le cycle constitue un passage entre le premier et le second degré, les spécialités devraient être remplacées par la polyvalence. Les

professeurs des différentes spécialités devraient être remplacés par deux professeurs, l'un de sciences et l'autre de lettres. Chaque professeur pourrait se rendre compte du volume de la connaissance de chaque élève dans l'ensemble de la moitié des disciplines.

Avec la méthode actuelle, 40 p. cent des candidats seulement sont reçus au baccalauréat après six ans d'études. Cela signifie que nos méthodes sont d'élimination plus que de sélection ou bien que notre enseignement n'a pas le niveau suffisant. Dans les deux cas, nous sommes coupables. La réforme de l'enseignement n'est pas pour nous le moyen d'appliquer une doctrine sectaire, mais elle s'impose par les constatations, par les faits.

Mme CARDOT. M. Jaouen m'a chargé de vous poser une question au sujet du centre d'apprentissage qui fonctionne dans des baraquements à Brest. Il y a plusieurs mois, vous avez annoncé par lettre à M. Colin un crédit de 350 millions de francs. Le crédit figurant au budget n'est que de 250 millions. M. Jaouen fait remarquer que le chômage sévit à Brest.

M. LE MINISTRE. Je vous demande la permission de répondre par lettre à M. Jaouen.

Mme CARDOT. Permettez-moi de vous rappeler une lettre du mois de septembre restée sans réponse et concernant la transformation du collège technique de Charleville en école nationale d'enseignement technique. Les différentes activités industrielles de ce département sont importantes. Je vous rappelle aussi les promesses faites en faveur de la nationalisation du collège de Sedan.

Vous avez évoqué la représentation des agriculteurs dans les commissions départementales de bourses. Les agriculteurs sont souvent lésés. Les autres professions ne présenteraient pas d'objection si vous acceptiez de désigner un représentant pour évaluer le revenu des agriculteurs. Dans les Ardennes, par exemple, le Nord produit 15 quintaux à l'hectare alors que le sud en produit plus de 50. Croyez-vous qu'un représentant des parents d'élèves sera suffisamment compétent pour évaluer ce revenu qui est indéniablement spécial à la profession agricole.

M. LE MINISTRE. Vous n'avez pas reçu de réponse pour la transformation du collège de Charleville parce que le plan n'est pas encore établi. Le budget de 1958 prévoit un certain nombre de créations nouvelles au cours des cinq prochaines années, mais je n'ai pas encore statué. Dans le principe, tous les chefs-lieux de département auront une école nationale professionnelle.

Mme CARDOT. J'espère que vous avez noté la priorité de Charleville.

M. LE MINISTRE. Le Parlement doit permettre au ministre de décider par décret la création des établissements de second degré et du technique. Le temps est passé où une loi était nécessaire pour créer les écoles nationales professionnelles. La discussion de cette loi peut amener des concurrences et des désaccords qu'il faut éviter. J'espère que M. Canivez voudra bien ~~xx~~ m'appuyer de son autorité.

En ce qui concerne les commissions de bourses, nous avons retenu le principe de la représentation par un parent d'élève désigné pour sa compétence en matière agricole. Certes, il faut lui donner les moyens d'appréciation. Cependant, je ne sais si le directeur des services agricoles pourra siéger dans la commission. Les instructions recommandent de demander son avis. Le parent d'élève représentant les agriculteurs sera peut-être le directeur des services agricoles dans certains cas. Les inspecteurs d'académie et les recteurs doivent faire cesser toute injustice concernant les fils d'agriculteurs. Je ne demande pas qu'ils soient avantagés, mais qu'on les traite en fonction de leurs ressources propres et non pas en fonction de la surface qui souvent en représente rien. Il serait souhaitable, Madame Cardot, que vous veniez me voir à ce sujet.

M. ESTEVE. Je voudrais attirer votre attention, monsieur le ministre, sur l'intérêt majeur de voir créer en Bretagne des collèges techniques et des centres d'apprentissage. Les familles ont beaucoup d'enfants en Bretagne. Toutes les villes ont créé des zones industrielles. Certaines entreprises hésitent peut-être à venir en Bretagne parce qu'elles craignent de ne pas trouver de main d'oeuvre qualifiée.

Dans le département d'Ille-et-Vilaine, il existe deux collèges techniques, l'un à Dol qui est une lourde charge pour les finances municipales et un autre à Rennes. Vous avez l'intention de créer 30 centres de formation du travail. Je tiens à vous féliciter de répondre au désir du Conseil de la République qui avait voté il y a quelques années une proposition de résolution dans ce sens.

M. LE MINISTRE. Le budget comporte pour l'académie de Rennes un complément de programme pour l'école nationale d'apprentissage de Nantes, un complément de programme pour l'école professionnelle de Nantes, une première tranche pour l'école nationale professionnelle de Rennes, la création d'une école nationale professionnelle du bâtiment à Saint-Brieuc. L'académie de Rennes n'est pas défavorisée.

M. Yves ESTEVE. Je croyais que vous aviez décidé la création d'un collège technique à Saint-Malo.

M. LE MINISTRE. On crée un collège technique de garçons à Quimper et un collège de filles à Rennes ; rien n'est prévu cette année pour Saint-Malo, mais cela viendra.

En ce qui concerne les centres d'apprentissage dans l'académie de Rennes, nous avons un centre d'apprentissage du bâtiment à Brest et un centre d'apprentissage au collège technique de Quimper.

M. Georges MAURICE. La petite commune de Mignaloux-Beauvoir, de mon département, se plaint de ne pas recevoir de crédits pour la construction de ses écoles.

M. LE MINISTRE. L'arrêté fixant la dépense subventionnable pour la commune à 36.500.000 francs a été signé le 11 mars 1958, 6.500.000 francs étant prévus pour des fondations spéciales.

M. Georges MAURICE. A quel moment les fonds seront-ils mis à leur disposition ?

M. LE MINISTRE. Ils peuvent considérer que les fonds sont à leur disposition.

M. Georges MAURICE. Je vous remercie beaucoup, monsieur le ministre, je vais prévenir le maire de cette commune.

M. MONICHON. Monsieur le ministre, le budget de l'éducation nationale de 1958 est dû à votre effort, mais il ne produira ses effets qu'à partir du mois d'octobre 1958 au plus tôt et surtout au cours de l'année 1959. Ce qui m'inquiète dans ce budget, c'est la réduction de 60 % environ des crédits déconcentrés pour les constructions du premier degré. Je me demande si cette réduction n'est pas la conséquence d'une optique d'après laquelle on veut considérer ce problème pour toute la France de la même façon, qu'il se présente par exemple à Paris ou dans la région bordelaise. Or, si je me reporte au tableau des grandes constructions scolaires de la Gironde, département que je représente, je constate que, sur 84 projets qu'il comporte, 3 seulement sont considérés dans les 20 premiers et 17 ne le sont pas. Je me demande si la réduction des crédits déconcentrés ne va pas réduire considérablement l'ensemble des travaux à réaliser ; il y a pourtant, autour de Bordeaux, une population qui représente la moitié de

celle du département. Les vingt projets pour les communes de l'agglomération bordelaise visent des agrandissements de groupes scolaires existant actuellement, c'est-à-dire la création de six classes; quatre classes étant à construire avec les crédits déconcentrés, mais la réduction de 60 % que vous avez appliquée d'une manière extrêmement brutale aux crédits déconcentrés risque de compromettre leur financement.

Je voudrais vous entretenir maintenant des commandes groupées qui ont été conçues pour assurer la rentrée scolaire suivante. Il existe des départements où une partie des commandes groupées du programme de 1956 n'est pas encore financée. Je vous entendais parler tout à l'heure du report des crédits de 1957, inférieur d'ailleurs à celui de 1956. Pourquoi n'a-t-il pas été possible de financer avec le report de crédits dont vous nous avez parlé, la fin du programme de commandes groupées de 1956 et que va-t-il advenir des programmes de commandes groupées de 1957 ?

M. LE MINISTRE. En ce qui concerne le report des crédits, il faut bien faire une différence qui est capitale. Les crédits reportés ne sont pas des crédits non affectés mais des crédits non engagés ; ils sont affectés à des opérations déterminées et on ne peut pas les transférer pour la réalisation d'autres opérations. Quand le ministère de l'éducation nationale enregistre des reports de crédits importants, cela ne signifie nullement qu'ils bénéficient de restes ou de soultes considérables. Je reconnais que le programme des commandes groupées n'est pas achevé en Gironde ; il s'agit d'un des rares départements où ce fait s'est produit.

M. MONICHON. La deuxième tranche n'est pas commencée.

M. LE MINISTRE. Je prends note de cette situation pour savoir à quoi est dû ce retard qui paraît inadmissible. J'ai eu la conviction que les crédits déconcentrés n'étaient pas aussi bien employés et aussi bien placés que les crédits par commandes groupées. Je serais heureux de savoir d'une façon plus précise quelle est la teneur des projets inscrits sur la liste dont vous me parlez car il ne suffit pas, pour moi, qu'un projet soit inscrit sur la liste établie par le conseil général pour que son urgence soit reconnue du même coup. Je suis juge des différences et je peux estimer que, dans telle ville, il y a une urgence plus grande à

construire un groupe scolaire dépassant 50 millions qu'à la campagne. Nos maires ruraux et nos conseillers généraux s'occupent très activement de leurs circonscriptions mais on veut parfois nous faire reconstruire des classes simplement parce que la commune voisine a eu une école neuve. En faisant mes tournées, j'ai pu vérifier que certains projets financés sur les crédits déconcentrés pouvaient être supprimés sans dommage, alors que, pour certaines villes qui ont un grand besoin de classes, je n'ai pas, quelquefois, les crédits suffisants. Si la France était très riche, je pourrais me permettre de reconstruire toutes les écoles à une ou deux classes de nos campagnes, mais ce n'est pas le cas.

Je vous donne l'assurance que, dès qu'une classe est vétuste et ne peut plus servir, les crédits sont attribués, mais je ne veux plus donner des crédits seulement d'après l'inscription sur une liste dont je ne suis pas sûr qu'elle soit composée uniquement en fonction des possibilités et des besoins. Etant juge du meilleur emploi de mes crédits, je suis bien obligé de faire des options et des choix en n'oubliant pas que les communes rurales ont reçu dans le premier plan une très grande part des subventions. La reconstruction d'une classe unique dans un petit village se justifie peut-être, même si elle n'est pas urgente, mais que se passera-t-il dans vingt ans ? Le ramassage, que nous sommes bien obligés d'installer pour les écoles moyennes, sera peut-être alors le suppléant indispensable de l'école, encore que je n'en fasse pas une nécessité. Mais pourquoi voulez-vous que nous consacrons à la construction d'une école plusieurs millions, alors qu'un jour elle sera appelée à disparaître ?

M. MONICHON. Monsieur le ministre, je suis tout à fait d'accord avec vous, mais je considère que le conseil général de la Gironde a établi une classification extrêmement consciencieuse qui ne vise pas que des écoles de hameaux. Lorsque je regarde les 27 premiers projets tendant à des aggrandissements de groupes scolaires, je constate que 17 intéressent des communes de l'agglomération bordelaise et la ville de Bordeaux-même.

Alors que sur les crédits déconcentrés de l'année dernière, 200 millions ont été consacrés à la Gironde, je me demande comment nous allons pouvoir arriver à satisfaire les besoins urgents, si vous n'avez plus que 4 milliards à répartir entre les départements ?

M. LE MINISTRE. Ces projets peuvent faire partie de commandes groupées.

Que se passe-t-il ? Beaucoup de projets de constructions avec les crédits déconcentrés sont sous-estimés pour ne pas arriver à dépasser 50 millions, parce qu'on pense qu'ils seront plus vite financés sur le plan départemental que sur le plan national. C'est une erreur car pour beaucoup de projets que l'on a tenus ainsi au-dessous de 50 millions, on enregistre des dépassements de crédits.

M. MONICHON. Monsieur le ministre, je me déclare nullement convaincu par vos explications. Je vous demanderai un rendez-vous pour vous exposer le problème du département de la Gironde. Si les commandes groupées dans lesquelles nous allons inclure nos projets subissent les mêmes retards que ceux que nous enregistrons pour 1956, la rentrée de 1958 ne pourra pas se faire.

M. LE PRESIDENT. L'article 114 est absolument indispensable pour créer les internats primaires. Je voudrais savoir si cet article va intéresser les cours complémentaires, qui sont des établissements du premier degré?

M. LE MINISTRE. Je ne ^{le}crois pas, monsieur le président.

M. LE PRESIDENT. On a absolument besoin de l'article 114, mais j'ai entendu dire que des écoles de marigniers, qui étaient sur le même pied que beaucoup d'autres, ont été bâties.

Dans le même ordre d'idées, j'ai vu qu'une troisième tranche concernant ces écoles était inscrite sur le fascicule bleu. Les crédits nouveaux de cette troisième tranche vont-ils s'ajouter à ceux de la première et de la deuxième tranche pour faire un tout qui sera appliqué quand on commencera la construction ?

D'autre part, vous avez dit tout à l'heure que vous aviez le choix des dépenses, surtout pour les urgences. Je vous demande comment on a pu réaliser la nécessité de faire figurer sur le fascicule bleu une somme de 120 millions pour l'école de marigniers du Bassinrond, à Bouchain ? Quand on aura complété celle de Lille et quand celle de Douai sera enfin commencée, je ne suis pas sûr que cette école du Bassinrond sera nécessaire ; il y en aura trois les une sur les autres. A-t-on fait une enquête pour savoir si vraiment les marigniers réclamaient cette école ?

J'ai interrogé d'abord les marigners, c'est-à-dire ceux qui étaient le plus intéressés par cette question et ensuite la Caisse d'allocations familiales qui subventionne les marigners, mais personne n'en avait entendu parler. J'ai demandé alors des renseignements au préfet et j'ai appris que l'affaire s'était engagée à partir d'un petit vœu présenté lors d'une séance du conseil général. Je redoute un peu que l'on ait engagé ces crédits sans avoir pris toutes les précautions nécessaires.

M. LE MINISTRE. Pour Douai, la mise en route d'un crédit de 130 millions est accordée.

M. LE PRÉSIDENT. La construction de l'école de Douai commencera-t-elle cette année ? Trois grandes écoles vont être bâties sur le même terrain ; il y aura un centre d'apprentissage masculin, un centre d'apprentissage féminin et un centre technique des mines.

M. LE MINISTRE. On est en train de régler la cession à la ville de Douai d'un terrain communal.

M. LE PRÉSIDENT. Le nécessaire a été fait et le dossier concernant cette affaire a été transmis au ministre, mais ce dernier tarde à répondre. Pensez qu'il s'agit d'une ville extrêmement sinistrée dans laquelle l'opération de remembrement n'est pas encore terminée.

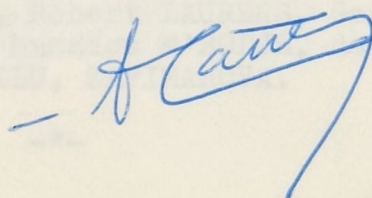
M. LE MINISTRE. L'acte administratif a été dressé par les domaines.

M. LE PRÉSIDENT. Monsieur le ministre, nous vous remercions des explications que vous avez bien voulu nous donner.

La séance est levée.

(La séance est levée à treize heures.)

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

J.V.

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE, DES BEAUX-ARTS,
DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. CANIVEZ, Président

Séance du mercredi 19 mars 1958

La séance est ouverte à 10 heures 20

Présents : MM. Jean BERTAUD, CANIVEZ, Mme Marie-Hélène CARDOT,
Paul CHEVALLIER, DELALANDE, Mme Renée DERVAUX,
MM. Roger LABURTHE, LAMOUSSE, MONICHON, SOUTHON,
THIBON.

Excusés : MM. CAYROU, ESTEVE, de MAUPEOU.

Suppléants : MM. AUBERGER, LE GROS, PAUZET.

Absents : MM. Georges BOULANGER, CHAPALAIN, André CORNU,
Paul-Emile DESCOMPS, DUFEU, Mahamane HAIDARA,
RaliJaona LAINGO, Robert LAURENS, Gaston MANENT,
Georges MAURICE, Mamadou M'BODJE, de RAINCOURT,
Paul ROBERT, TRELLU, ZAFIMAHOVA.

---*

../..

- 2 -

ORDRE DU JOUR

- I - Désignation d'un rapporteur pour le projet de loi (n° 333, session 1957-1958), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le transfert à l'Etat japonais de la propriété d'oeuvres d'art.
- II - Examen du projet de loi de finances pour 1958 (n° 337, session 1957-1958), annexe I, premier volume - crédits de l'Education Nationale.
Rapporteurs : MM. Jean Bertaud, Canivez, Lamousse, Monichon.

(Assentiment).

---:---

COMPTE RENDUBudget

M. CANIVEZ, Président.- Nous ne devons examiner que les dépenses en capital et non les crédits de fonctionnement, mais il va de soi qu'il est bien difficile d'en discuter séparément : la création des classes dépend de la création des postes et vice-versa.

Le rôle de notre Commission fait double emploi avec celui de la Commission des Finances. Il aurait fallu donner son rôle à chaque Commission : la Commission des Finances examinant les chiffres et notre Commission disant le "pourquoi" de ces chiffres.

Chacun de nos rapporteurs a établi un rapport complet c'est-à-dire à la fois sur les crédits d'équipement et de fonctionnement. Je souhaite, quant à moi, qu'ils soient intégralement imprimés étant entendu que le prochain débat sera réservé à l'examen des crédits d'équipement.

.../...

- 3 -

M. AUBERGER.- Cette méthode présente son inconvénient, car à l'Assemblée Nationale, il n'a été question que des investissements.

M. LAMOUSSE.- Puisque nos interventions à la tribune seront nécessairement limitées, je suis persuadé que nos collègues seraient satisfaits d'avoir la possibilité de se reporter à nos rapports imprimés dans lesquels ils trouveront de nombreux renseignements que nous ne pouvons exposer oralement.

M. LE PRESIDENT.- Je ferai de mon mieux pour obtenir l'impression de nos rapports.

(Assentiment).

M. LE PRESIDENT.- Le Budget de l'Education Nationale a doublé en quelques années. Cette année, 50 % de l'augmentation du budget général reviennent à l'Education Nationale.

Les crédits de fonctionnement et d'équipement ont donc été sérieusement augmentés, mais il y a eu des retards dans le déblocage des crédits.

Enseignement du premier degré.-

Pour améliorer la construction, c'est-à-dire pour aller plus vite, des crédits ont été mis à la disposition des préfets pour les constructions inférieures à 50 millions. Or, ces crédits ont été diminués sensiblement et les formalités restent toujours longues et "tatillonnes".

Il faut signaler aussi les déplacements de population. Ainsi, dans la création des H.L.M., on ne pense pas toujours aux terrains et aux crédits nécessaires à la création d'écoles. Cependant, le Conseil de la République a voté, il y a quelques années, une proposition de résolution de M. Vanrullen, tendant à prévoir dans les plans d'H.L.M., la construction simultanée de groupes scolaires.

D'autres questions sont également importantes : la formation des maîtres dans les écoles normales, la création d'internats, les écoles de bateliers, etc....

.../...

- 4 -

Second degré.-

C'est vers 1945, 1946 que la poussée démographique a été la plus forte et actuellement une multitude d'enfants sont à la porte des lycées. Nous avons voté des sommes importantes pour la création de ces établissements. On va construire de nouveaux lycées : 4 à Paris, 9 ou 10 en province. La concentration parisienne n'est-elle pas trop importante au regard de la province ?

Nous avons maintenant une direction nouvelle, celle de l'équipement scolaire. La question se pose de savoir si celle-ci a réussi à simplifier les formalités.

Enseignement supérieur.-

Le Budget montre très clairement que cet enseignement a reçu la part du lion. Nous sommes heureux de cette augmentation, mais il manque encore des amphithéâtres, des laboratoires, etc...

Voici les grandes lignes de mon rapport que je développerai en votre nom en séance publique.

M. MONICHON.- J'ai également rédigé mon rapport sur les crédits d'équipement de l'enseignement. Il serait fastidieux de vous en donner lecture, car il comporte beaucoup de tableaux chiffrés. En 1957, les crédits d'équipement de l'Enseignement technique s'élevaient à 22 milliards 109 millions. En 1958, ils sont de 32 milliards 550 millions, donc en très nette amélioration sur l'année précédente. Il importe cependant de mettre l'accent sur la nécessité absolue de développer l'enseignement technique qui est encore le parent pauvre de l'Education Nationale. Il faut également faire une propagande auprès des familles en faveur de l'Enseignement technique trop souvent considéré à tort comme un enseignement inférieur. Et pour cela, il faut dire et répéter que la culture générale est aussi bien dispensée dans le technique que dans les autres ordres d'enseignement.

M. LE PRESIDENT.- La Commission unanime vous approuve.

.../...

- 5 -

M. BERTAUD.- Mon rapport n'est pas encore rédigé. Je compte reprendre les grandes idées générales développées dans mon précédent rapport, car chaque année ce sont les mêmes problèmes qui se posent à nous : développement des crédits, d'équipement sportif, terrains de sports, colonies de vacances. J'aurais également souhaité attirer une fois de plus l'attention des pouvoirs publics sur l'action béné-
frique du sport sur la moralité de notre jeunesse, mais je me réserve de traiter ce problème lors de la discussion du budget de fonctionnement.

M. LE PRÉSIDENT.- Je vais mettre aux voix les différents rapports qui tous concluent à l'adoption du budget.

Mme DERVAUX.- Je ne suis pas satisfaite de ce budget, car, notamment, il existe des classes provisoires qui ne sont pas subventionnées.

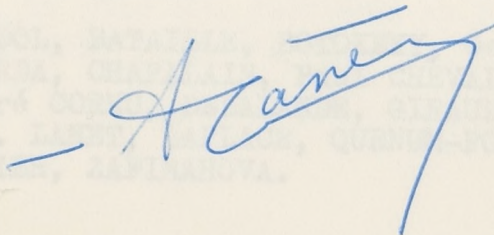
Par 6 voix contre une, le budget d'équipement de l'Education Nationale est adopté.

Désignation de rapporteur.

La Commission désigne M. Jean Bertaud, rapporteur du projet de loi (n° 333, session 1957-1958), adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à autoriser le transfert à l'Etat japonais de la propriété d'oeuvres d'art et lui fait confiance pour en présenter un rapport favorable.

La séance est levée à 11 heures 30.

Le Président,



CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE

ORDRE DU JOUR

COMMISSION DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DES
BEAUX-ARTS, DES SPORTS, DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS

Présidence de M. MONICHON, Vice-Président

Séance du Vendredi 27 juin 1958

La séance est ouverte à 11 heures

Il nous reste donc à désigner nos délégués. Je vous propose
de confirmer d'abord ceux qui font encore partie de notre
Commission.

Présents : MM. FRUH, LAMOUSSE, MONICHON, SOUTHON, TEISSEIRE.

Excusés : M. BORDENEUVE, Mmes Marie-Hélène CARDOT, Renée
DERVAUX, MM. DESCOMPS, DUFEU, de MAUPEOU,
Paul ROBERT.

Absents : MM. BARDOL, BATAILLE, BOTOKEKY, Georges BOULANGER,
BOURDA, CHAPALAIN, Paul CHEVALLIER, COPPENRATH,
André CORNU, DELALANDE, GIRAUD, GREGORY,
J.P. LANET, LAPLACE, QUENUM-POSSY-BERRY,
ROGIER, ZAFIMAHOVA.

ORDRE DU JOUR

M. LE PRÉSIDENT.- M. Bédère était notre troisième délégué suppléant mais il ne fait plus partie de notre Commission. Y a-t-il un candidat pour son remplacement ? Je dois vous signaler que Mme Darveau n'a fait savoir qu'elle était candidate.

- Désignation de trois délégués titulaires et trois délégués suppléants pour faire partie de la Commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique.

Dans un vote à main levée M. Descomps est désigné.

La séance est levée à 11 heures 10.

COMPTE RENDU

Le Président,

M. LE PRÉSIDENT.- Nous sommes invités à désigner nos délégués à la Commission de coordination de la recherche scientifique et du progrès technique. Nous pourrions également pourvoir au remplacement de notre président, M. Canivez, qui n'a pas été réélu mais je pense, personnellement, que nous ne sommes pas suffisamment nombreux pour procéder à une élection aussi importante et, également, que nous pouvons attendre la prochaine rentrée parlementaire, les vice-présidents pouvant, jusque là, assurer l'interim de la présidence.

Etes-vous d'accord ?

(Assentiment)

Il nous reste donc à désigner nos délégués. Je vous propose de confirmer d'abord ceux qui font encore partie de notre Commission.

(Assentiment)

MM. Jean Bertaud, de Maupeou et M'Bodge sont confirmés dans leurs fonctions de membres titulaires de la Commission de la recherche scientifique. De même MM. Descomps et Paul Robert sont à nouveau désignés comme suppléants.

- 3 -

M. LE PRESIDENT.- M. Estève était notre troisième délégué suppléant mais il ne fait plus partie de notre Commission. Y a-t-il un candidat pour son remplacement ? Je dois vous signaler que Mme Derveaux m'a fait savoir qu'elle était candidate.

M. TEISSEIRE.- Je présente également ma candidature.

Dans un vote à main levée M. Teisseire est désigné.

La séance est levée à 11 heures 10.

Le Président,

Max Monichon